

Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE — N° 12473 — 4,20 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

— JEUDI 7 MARS 1985

Escalade guerrière dans le Golfe

Après plusieurs mois de relative accalmie, posée essentiellement par des attaques contre les pétroliers naviguant dans le Golfe et des échanges d'artillerie sur les frontières, la guerre irako-iranienne s'est brusquement rallumée le mardi 5 mars. Au pilonnage du port irakien de Bassorah, qui semble avoir provoqué un nombre restreint de victimes, le gouvernement de Bagdad a riposté en lançant le bombardement, à partir de ce mercredi matin, de trente villes iraniennes. Cette escalade spectaculaire des hostilités constitue une rupture de l'accord conclu l'été dernier après de laborieuses négociations et aux termes duquel les deux belligérents s'engageaient à épargner les populations civiles.

Les observateurs ne pensent pas pour autant que le conflit reprendra sur une grande échelle. Aucune des deux armées qui s'affrontent dans les régions frontalières n'est capable de lancer une offensive d'envergure : les effectifs irakiens sont relativement trop modestes ; ceux de la République islamique sont pléthoriques mais ne disposent pas d'une couverture aérienne suffisante. Selon une récente estimation de l'Otan, l'Irak possède 110 appareils de combat, dont une soixantaine seulement sont opérationnels en raison d'une pénurie de pièces de rechange. L'Irak, en revanche, peut aligner 580 avions et 130 hélicoptères en état de marche. Cette force de frappe aurait dû suffire en théorie pour modifier d'une manière décisive le cours des événements mais ses capacités opérationnelles ne sont pas apparemment à la hauteur de son équipement.

Tout porte donc à croire que la guerre d'usure se poursuivra jusqu'à ce qu'un fait imprévisible rompe un équilibre qui n'a eu d'autre résultat, à ce jour, que de prolonger un horrible bain de sang. Les deux gouvernements en présence se sont trompés dans leurs calculs. Contrairement à ce qu'espéraient l'imam Khomeiny, les chéïes majoritaires d'Irak ne se sont pas retournés contre un pouvoir à prédominance sunnite, et le régime de M. Saddam Hussein ne s'est pas effondré. Quant à celui-ci, il a mis à la fois sur l'opposition iranienne, qui n'a pu venir à bout du pouvoir des ayatollahs, et sur la vulnérabilité économique de la République islamique. Or cette dernière continue, tant bien que mal, à exporter une bonne partie de son pétrole et à financer ainsi son effort de guerre.

Il est vrai que le gouvernement de Téhéran bénéficie de complaisances internationales. Malgré ses mauvaises relations avec Moscou, divers États proches de l'Union soviétique — en particulier la Syrie et la Libye — lui fournissent une aide appréciable, notamment sous forme d'équipements militaires. Des pays amis des États-Unis, comme Israël, en ont fait autant. Continuent-ils ? On ne sait. Washington a promis à Bagdad, après le rétablissement de leurs relations diplomatiques, de faire en sorte que la République islamique soit privée de ses sources d'approvisionnement occidentales. Reste que le Royaume-Uni, l'Allemagne fédérale, le Japon, d'autres encore, ne renouent pas leurs efforts pour intensifier leurs relations avec un pays dont les richesses énergétiques et la position stratégique ne sauraient être sous-estimées. Il y a fort à parier que tant l'Union soviétique que les États-Unis en tiennent suffisamment compte pour ne pas contribuer à l'« asphyxie » de la République islamique, que l'Irak appelle de ses vœux.

A Bagdad, comme dans d'autres capitales, on mise sur la disparition de l'imam Khomeiny — aujourd'hui âgé de plus de quatre-vingt-cinq ans, — en espérant qu'elle mettra fin à la guerre. Mais rien ne dit que les successeurs du « guide de la révolution » seront plus raisonnables que lui.

Mme Thatcher refuse d'amnistier trente mille mineurs

Après la fin officielle de la grève dans les Charbonnages britanniques, les mineurs du Kent, qui refusent de reprendre le travail, mènent un combat d'arrière-garde (lire page 30). A la Chambre des communes, Mme Thatcher a réaffirmé, le mardi 5 mars, que les trente mille mineurs licenciés depuis un an pour infractions à la législation du travail ne seront pas amnistiés. Elle a indiqué qu'elle entendait poursuivre sa politique économique : « Les gens ne doivent pas se reposer sur des subventions croissantes mais créer leurs propres entreprises ».

Les secrets d'une réussite

I. — Un changement de mentalité

De notre envoyé spécial PAUL FABRA

Londres. — Parmi les nombreux sobriquets qui ont été donnés à Mme Thatcher, il en est un, ni bête (comme Attila the Hen) ni méchant (comme Maggotball), que le temps n'a pas usés, et dont ses partisans reconnaissent qu'il exprime à sa manière une facette du personnage et un aspect de sa politique : TINA (pour There Is No Alternative). Ce surnom pourrait aussi bien s'appliquer en France à M. Raymond Barre, qui n'est sans doute pas loin de penser que toute autre voie que celle dans laquelle il avait engagé la France sous son gouvernement mène droit à la faillite. Mais c'est dans un sens un peu différent que le premier ministre britannique emploie cette phrase que ses compatriotes ont souvent entendue dans sa bouche : « Il n'y a pas de solution de rechange ». C'est ce qu'elle dit pour présenter à l'opinion publique celles de ses décisions qui paraissent à ses adversaires les moins justifiées, le démantèlement, par exemple, de vastes pans du secteur public que même des membres du Parti conservateur qui siègent à la Chambre des lords critiquent à l'occasion (pas toujours, il

est vrai, pour des motifs absolument désintéressés).

La victoire de TINA sur les mineurs, qui, intrinsèque pour intrinsèque, était convaincante qu'il n'y avait pas d'autre choix pour eux, face à un tel adversaire, que la lutte ou la défaite (ils ont subi la défaite) arrive pourtant à un moment où le sous et la direction semblent masquer au gouvernement. « Tout va se jouer dans les quelques mois, sinon les quelques semaines à venir », c'est ce que pensent et ce que disent à Londres partisans et opposants du chef du gouvernement de Sa Majesté.

(Lire la suite page 30.)

Mouvement préfectoral d'une ampleur exceptionnelle

Le conseil des ministres du mercredi 6 mars devait procéder à un important mouvement préfectoral, le premier depuis que M. Pierre Joxe est devenu ministre de l'Intérieur en juillet 1984. A un an des élections législatives, ce mouvement est comparable par son ampleur à ceux de juin 1967 et de juillet-août 1981.

A un an des élections législatives, ce mouvement concerne dix préfets de région sur vingt-deux, vingt-huit départements métropolitains sur quatre-vingt-seize, deux départements et un territoire d'outre-mer, deux préfets délégués pour la police auprès des commissaires de la République. De plus, un nouveau directeur de cabinet est nommé auprès du préfet de police de Paris, tandis que deux commissaires de la République sont placés en mission de service public. L'un d'eux est M. Christian Proust, conseiller technique au cabinet du président de la République, chef d'escadron de la gendarmerie nationale, qui, devenu commissaire de la République, ne change cependant pas d'attributions.

A l'occasion de ce mouvement, quinze commissaires de la République sont placés en position de préfets hors cadre, avec une moyenne

d'âge de soixante ans et cinq mois. Parmi eux, M. Bernard Faillault, préfet de police des Bouches-du-Rhône, qui avait été condamné, mardi 26 février, à 10 000 F d'amende pour propagation de fausses nouvelles lors des élections municipales de 1983. De plus, M. Etienne Cecaldi, préfet délégué pour la police des Alpes-Maritimes, est remis dans son corps d'origine, la magistrature.

Neuf sous-préfets deviennent commissaires de la République. Deux hauts fonctionnaires de police deviennent préfets délégués pour la police. Quatre préfets hors cadre retrouvent une affectation territoriale. Un universitaire, M. Paul Leroy, directeur de cabinet de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat aux personnes âgées, devient commissaire de la République.

Au gouvernement, on insiste sur la date choisie pour ce mouvement. S'il avait été organisé quelques mois avant les élections cantonales, dit-on en substance, il aurait été commenté comme une « préparation » de cette consultation, s'il avait été réalisé après ces élections, il aurait été considéré comme une « sanction ». D'ici la date inhabituelle, qui implique que les nouveaux préfets prendront leur poste le lendemain du second tour.

(Lire nos informations page 34.)

SURETÉ DE L'ÉTAT

Nouvelles définitions des infractions

Avec quelque retard, le gouvernement s'apprête à adapter la loi française à la guerre d'aujourd'hui, plus économique que militaire, plus technologique que territoriale. Depuis quelques mois, le ministère de la justice étudie dans le plus grand secret, avec le concours des services d'espionnage et de contre-espionnage, une refonte complète des articles du code pénal consacrés à la sûreté de l'Etat.

Le travail avance lentement, et les documents internes à la chancellerie dont nous faisons état aujourd'hui subissent certainement des modifications avant leur discussion au Parlement, à une date impossible à déterminer. Mais ils permettent de se faire une idée relativement précise des orientations qui seront retenues.

Refendue en 1960, au moment de la guerre d'Algérie, la trentaine d'articles sur la sûreté de l'Etat ne sont en réalité qu'un démarquage du code pénal de 1810. Une même préoccupation les sous-tend, presque exclusive : la défense nationale. Sur cette trentaine d'articles, un seul sanctionne les atteintes aux « intérêts économiques essentiels » de la France.

C'est peu, et les experts qui travaillent à la nouvelle rédaction du code pénal se sont essayés à une définition à la fois plus globale et plus précise des atteintes à la sûreté de l'Etat, plus conforme à ce qu'est en réalité la guerre moderne quand elle ne dit pas son nom. Cette définition, qui « coiffait » sous la forme d'un article premier cette partie du code, inclut dans sa version la plus probable « les atteintes aux intérêts essentiels de la Nation que sont sa survie, sa sécurité, l'intégrité de son territoire, son indépendance, sa forme républicaine, son régime constitutionnel et sa position financière ».

Il y a, estiment les experts, un spectre complet des atteintes possibles à la sûreté de l'Etat, non que l'invasion d'un pays ou sa destruction soient inimaginables, mais il existe aujourd'hui des formes plus subtiles et plus permicieuses d'affaiblissement de l'Etat, sa déstabilisation progressive ou l'hémorragie de son potentiel scientifique, ou profit d'une puissance adverse au sein.

BERTRAND LE GENDRE.

(Lire la suite page 12.)

La guigne africaine

par P.-J. FRANCESCHINI

Une semaine avant la conférence de l'ONU qui va se tenir à Genève sur l'aide à l'Afrique éprouvée par la sécheresse, une vingtaine de ministres africains francophones de l'agriculture sont présents à Paris et ont tenu, mardi 5 mars, une séance de travail au ministère de la coopération. M. Nacé a, à cette occasion, appelé à « dépasser l'aide alimentaire d'urgence et à mener une véritable politique de développement ».

On s'est longtemps demandé si l'Afrique était ou non « mal partie ». Vingt-cinq ans après les indépendances, il est encore plus important de savoir dans quel état elle arrive. Lundi, les ministres des affaires étrangères de l'OUA, réunis à Addis-Abeba pour discuter d'un « plan de sauvetage économique du continent », en ont donné une édifiante idée : après huit jours de palabres, ils se sont séparés sans autre résultat que quelques ritournelles contre l'apartheid et la politique israélienne, ni l'indignation de rigueur tenant lieu de cache-misère. Car, en Afrique, c'est une misère poignante qui s'étale aujourd'hui. Elle prend toutes les formes concevables : la famine certes, qui est la plus visible avec ses danses de mort médiévales retransmises par satellite, mais aussi la fuite devant la guerre — cinq millions de réfugiés, — l'oppression interne, le recul de la production et, même, l'impression générale qu'il n'y a rien à espérer et que le continent est à la dérive.

En août dernier, la Banque mondiale posait un diagnostic si accablant qu'on la craint, ici et là, malveillant : « Si les tendances actuelles devaient se poursuivre, l'Afrique en 1995 serait plus pauvre qu'avant l'indépendance ». Tels ces jeunes d'Occident qui, pour rite de passage à l'âge adulte, poussent la porte de l'ANPE, les États noirs ont pour seul souci de trouver leurs allocations de survie. Comme l'écrit l'ancien secrétaire général de l'OUA, Edem Kodjo, dans un livre lucide, marqué par le courage et la hauteur de vues : « C'est à se demander si nos peuples et notre continent sont naturellement frappés d'incapacité ! (1) ».

L'autre ne jette pas pour autant sa plume aux orties. Mais l'Afrique officielle, institutionnelle, a bel et bien baissé les bras.

Les désastres de la famine sont-ils uniquement le fait du « climat » qui, depuis Montesquieu, explique les tempéraments et les disgrâces des peuples ? Certes, la désertification, le retour régulier des vaches maigres

dans la bande sahélienne, sont des phénomènes redoutables et bien connus. Toutefois, la façon dont l'Afrique a fait face au fléau est peut-être plus inquiétante encore. Le moins qu'on puisse dire est que, ces derniers mois, elle n'a pas été à la hauteur de la menace.

Ainsi, le Soudan, obsédé par le souci « islamique » de couper la main des voleurs et de pendre les hérétiques, a nié jusqu'au bout la catastrophe, dénonçant vertueusement les « affabulations » des journalistes. L'essentiel pour lui était d'imposer le Coran au Sud chrétien ou animiste. L'Éthiopie a donné l'alarme plus tôt, mais, oubliant les torrents d'injures déversés jadis sur l'empereur, qu'on accusait d'être responsable d'une famine pourtant moins grave, les nouveaux maîtres d'Addis-Abeba ont continué à importer, par priorité, des armes et des Mercedes. Voulant avant tout convertir à Marx et réduire à leur merci les provinces rebelles, ils chantaient poèmes aux gens qui viennent les assister dans l'épreuve. Pour tuer le poisson insurgé, penseraient-ils que la sécheresse n'est pas si mal venue, du moment qu'elle vide son bocal ?

(Lire la suite page 6.)

(1) Edem Kodjo : *Et demain l'Afrique*, Stock 1985.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

Bergman à Paris

« Le Roi Lear » au théâtre
« Après la répétition » au cinéma

Luigi Nono

Un cycle de concerts à l'IRCAM

Erich von Stroheim

Une réédition de « Folies de femmes »
Pages 15 à 22



AU JOUR LE JOUR

Surprise

La « surprise européenne » promise par le chef de l'Etat sera-t-elle un référendum ? Rien de plus démocratique que le recours direct à la vox populi.

De Gaulle, au plus fort des événements de mai 1968, en avait proposé un : il lui vint y renoncer, assez pieusement. En 1969, c'est après un référendum perdu que le grand chène fut foudroyé. En 1972, Pompidou en organisa un — sur l'Europe, déjà — qui fut un semi-fiasco. Giscard d'Estaing ne s'y risqua pas.

François Mitterrand, l'été dernier, en avait souhaité un sur les libertés. Le Sénat le bloqua et on n'en parla plus.

Un référendum c'est souvent une surprise... pour celui qui le décide.

BRUNO FRAPPAT.

LIRE

4. CORÉE DU SUD

Les principales personnalités de l'opposition retrouvent leurs droits politiques.

9. CANTONALES

M. Giscard d'Estaing : l'Auvergne avant la France.

12. ARMÉE

Les « nouveaux soldats » : une soif de discipline et d'absolu.

23. COMMUNICATION

M. André Rousselet s'explique sur les difficultés de Canal Plus.

30. ÉCONOMIE

Espagne : mille deux cents chômeurs de plus par jour.

débats

LE COMBAT POLITIQUE CONTRE LE RACISME

La question des immigrés est un des éléments essentiels du débat politique actuel. M. Le Pen en a fait le leitmotiv de ses interventions. Comment les partis de gauche doivent-ils l'aborder ? Les réponses d'un écrivain, Guy Konopnicki, et d'un philosophe, Patrick Tort.

Une nouvelle « question juive »

Par quels mécanismes notre société crée-t-elle et isole-t-elle l'immigré ?

par GUY KONOPNICKI (*)

Le combat antiraciste ne sera véritablement efficace que lorsqu'on se décidera à élever le débat et à répondre sur le terrain politique. Deux attitudes que les partis adoptent difficilement, parce qu'elles mettent en question leur conception des immigrés et de l'immigration et, par voie de conséquence, de la France et des Français.

L'idée d'une différence irréductible entre Français et immigrés est rarement contestée par ceux qui entendent, pourtant, combattre Le Pen. La nation est conçue comme un ensemble aux frontières intérieures délimitées, les immigrés étant, par définition, rejetés à la périphérie. Il faut, cependant, admettre une évidence : les immigrés ont, pour la plupart, leur avenir en France ; ils se trouvent, envers elle, dans une situation que résume fort bien un mot de Nietzsche : « Ma patrie, ce n'est pas là où j'ai été engendré, c'est là où j'ai été engendré. » Dans ces conditions, le seul statut de l'immigration qui soit compatible avec les principes républicains, c'est l'intégration de plein droit dans la communauté nationale.

Qu'une minorité, naturalisée ou non, défende et maintienne sa spécificité, fondée sur l'origine, l'histoire ou la religion, n'a jamais constitué un obstacle majeur à l'intégration en droit. Ce n'est pas violer l'originalité des immigrés que de chercher leur intégration.

S'il a été possible de faire vivre ensemble des Alsaciens et des Occitans, des protestants, des juifs, des catholiques, des immigrés italiens, polonais ou espagnols, il n'y a aucune raison pour que des Portugais, des Maghrébins ou des Africains ne puissent, à leur tour, s'amalgamer à cet ensemble.

En réalité, la question immigrée n'est pas fondamentalement différente de la question juive telle que l'analysait Sartre : que l'immigré abolisse tel ou tel mode d'expression culturel ou religieux, c'est son affaire ; la nôtre est de savoir par quels mécanismes idéologiques et politiques notre société crée l'immigré, l'isole et l'utilise. La question juive, c'est l'antisémitisme, et non le judaïsme ; la question immigrée, c'est le racisme, et non l'immigration. Le problème de la différence se pose à deux niveaux : celui de la fidélité plus ou moins grande de chaque minorité à ses traditions, ce qui, naturellement, ne regarde que cette minorité ; celui de la différence imposée et construite par l'Etat. On ne demande pas à un Auvergnat s'il est logé correctement quand il décide de faire venir sa famille ou bon lui semble. Voilà un exemple intolérable de différence imposée à l'immigré.

Si la France est une communauté volontaire de libres citoyens, il doit être possible d'y adjoindre librement, au lieu de devoir quémander une grâce, ce n'est pas une utopie. En disant aux immigrés : nous vous invitons

à devenir Français, à choisir d'appartenir pleinement à la communauté au sein de laquelle vous travaillez, on bloquerait l'effroyable processus de dégradation du tissu social que nous connaissons.

Le destin des Français est inséparable de celui des immigrés. Les uns et les autres souffrent de cette difficulté à vivre ensemble, démographiquement baptisée « sentiment d'insécurité ». En aggravant la situation des parias, en dressant chaque jour un mur d'incompréhension et de haine entre eux et nous, la xénophobie et le racisme déchirent toujours plus le tissu social, et rendent difficile la vie collective des Français. En termes politiques, il faut désormais élever haut et fort que Jean-Marie Le Pen lutte pour le déclin de la France !

Patriotisme et égoïsme national

L'arabisme « lepéniste » s'impose d'autant mieux qu'il est la caricature des autres discours sur la France. De quelle France, de quelle nation parlent les partis politiques ? Tous se sont nourris d'un étrange unanimité maurrassienne. « Tout ce qui est national est nôtre » ; le mot d'ordre de l'adversaire de la République est devenu le bien commun de tous les partis politiques. Le B. A. B. A. de la sémantique est de retourner la phrase : elle commande le rejet de ce qui n'est pas « national ».

(*) Journaliste et écrivain.

La curieuse image de tranquillité rurale qui ornait nos paysages urbains pendant la campagne présidentielle, les « fabriques françaises » du PCF, comme les grands shows patriotiques du RPR, tout cela contribue à exacerber le plus mauvais des patriotismes, un patriotisme désincarné, qui cultive plus l'égoïsme national que les principes « français » et universels de 1789. Tant que l'on imprimera aux Français cette image d'eux-mêmes, tant que l'on voudra les abreuver d'une identité, d'une obscure authenticité nationale, mâtinée de gauchisme, on les provoquera au rejet de l'étranger.

Naturellement, cette critique du discours politique n'implique pas un rejet global. Quand il faudra combattre Le Pen dans les urnes, en dépit de mes bémols à l'égard d'un gouvernement dont j'attendais autre chose, je n'aurai pas d'états d'âme. Entre une droite euphorisée à Dreux comme à Nice, d'une part, et le Parti socialiste d'autre part, mon choix est fait. Mais l'indiscipline ne saurait être une recette électorale. Au contraire, il peut commander de nouveaux comportements.

Sartre disait : « Pas un Français ne sera libre tant que les juifs ne jouiront pas de la plénitude de leurs droits. » Cela vaut, aujourd'hui, pour les immigrés. Ils sont notre destin. Tant qu'il y aura une condition immigrée, une question immigrée, les Français vivront mal. Et, comme pour la question juive, il n'y a qu'une solution : non l'abolition de toute différence, mais l'abolition de la différence des droits.

Les silences des communistes

Comment expliquer que lors de son 25^e congrès le PCF ait si peu parlé de la montée de l'extrême droite ?

par PATRICK TORT (*)

« COMBATTRE Le Pen, c'est combattre la crise » : tel est le mot d'ordre lancé, après son vingt-cinquième congrès, par le Parti communiste français. Il repose sur une analyse qui, pour sommaire et répétitive qu'elle soit, n'en demeure pas moins d'une justesse globale classique : la montée de l'extrême droite est la progéniture maléfique d'une double crise, celle de l'économie et celle de la crédibilité du discours politique.

La propagande de Le Pen, c'est incontestable, « s'enracine dans la crise », l'utilise et s'en nourrit, comme elle se nourrit du « dégoût de la politique », identifiée à un vaste calcul de désorientation des consciences, calcul qui viendrait enfin déjouer un discours « vrai », c'est-à-dire « antipoliticien », qui serait celui du leader du Front national.

On sait très bien, à droite comme à gauche, que ce discours est faux, réfuté par les données de l'économie, de la sociologie, de la statistique et de la politique internationale. Mais, dans le domaine de la communication politique tel qu'il a été façonné par le modèle médiatique antérieur, un discours faux est tenu pour vrai s'il est simple et digne d'illusion d'être sincère ; on imagine, dès lors les chances d'un discours qui est simple, et paraît sincère, au point de reconnaître et de revendiquer sa propre simplicité. D'où l'exceptionnelle réussite médiatique de Le Pen : abolissant d'entrée de jeu toute distance entre l'électeur et lui, il lui déclare, tout simplement, que les idées qu'il défend sont les siennes. Contre les sophistes de la politique, il se présente comme le Socrate des frustrés.

Qu'en est-il, donc, du discours de vérité que le PCF entend, aujourd'hui, tenir sur l'existence politique de Le Pen ? Logiquement, ce discours se tient, si on lui vient en aide : le succès de Le Pen étant bâti sur la frustration, détruisons les causes de la frustration (la crise) et nous détruirons Le Pen. Mais ce raisonnement suffit-il à justifier le silence absolu de la résolution du vingt-cinquième congrès sur la question de l'extrême droite en France ?

cinquième congrès sur la question de l'ascension politique de l'extrême droite en France ?

On dira que l'extrême droite est un épiphénomène circonstanciel, engendré par la droite traditionnelle attachée, par ses intérêts de classe, à recourir à n'importe quel moyen pour reconquérir son bégémoisie politique. Soit encore. Mais cette analyse, qui n'est pas fautive, quoiqu'un peu épuisée, engage malheureusement dans une voie qui, elle, est erronée : celle de la réduction, de la dénégation et du silence, ou celle d'un traitement global du problème, qui ne peut fonctionner qu'en dehors des circonstances historico-politiques présentes, et de l'urgence des situations. Il n'est plus question, aujourd'hui, de rejeter comme idéologique ou hâtive la conclusion à laquelle parviennent tous les observateurs politiques sérieux et tous les calculs sociologiques : l'extrême droite dispose d'un électoral populaire et de solides réserves au sein de la classe moyenne. Cela crée une situation spécifique, qu'il faut traiter spécifiquement.

Des « problèmes de voisinage »

Le Parti communiste pourrait-il continuer à faire l'impasse sur cette obligation si tout était clair en son propre sein sur une question aussi importante, par exemple, que celle de l'immigration ? Comment interpréter, dans la résolution, au chapitre de la « vie sociale », un passage tel que celui-ci : « L'urbanisation inégalitaire et au rabais, imposée dans les dernières décennies, a pour conséquence (...) la concentration en de mêmes lieux de ceux qui sont au carrefour de toutes les ségrégations sociales et culturelles, parmi eux les immigrés. Des problèmes de voisinage, des conflits naissent de toutes ces difficultés, et les forces réactionnaires s'emploient à les attiser. »

Malgré les précautions prises pour souligner la responsabilité de ces forces réactionnaires, qui ont effectivement favorisé ces concentrations, tout lecteur attentif pourra constater que, à travers ces lignes, c'est le PCF qui continue, en usant des associations classiques (immigrés = problèmes de voisinage), à accréditer l'idée selon laquelle des communautés d'origines ethniques différentes ne peuvent vivre ensemble sans problèmes. C'est précisément contre cette idée, fortement acclimatée dans l'opinion par l'idéologie nationaliste et ségrégationniste, que lutte actuellement un mouvement comme le MRAP, auquel on doit rendre à cet égard l'hommage que mérite, particulièrement en ce domaine, la cohérence de la théorie et de l'action.

Le silence de la résolution sur l'extrême droite et la suggestion (*) Professeur au Collège international de philosophie.

« QUE VIVE LA FRANCE ! » de Jean-Claude Barreau

Absolument moderne

« UNE parole réaliste n'est pas forcément de droite », affirme d'entrée de jeu Jean-Claude Barreau. Autant dire qu'il va choquer ses amis de gauche, après leur avoir asséné un « Vive la France ! » inattendu.

Ce provocateur de cinquante et un ans a été successivement prêtre et éducateur de rue, éditeur et rapporteur de la commission du livre au ministère de la culture, puis fonctionnaire à Alger et à Paris. « J'ai la France dans la peau », évoque-t-il à la cent-soixante-cinquième page d'un livre bien enlevé, après nous avoir trimbalés sans complexe dans l'espace et dans le temps, de Clovis à Hitler, de Diderot à Fellini et des soviets aux Incas.

« Il faut être absolument moderne », disait Rimbaud. C'est bien l'avis de notre auteur. Le modernisme est un facteur capital dans l'histoire de l'humanité, explique-t-il. La civilisation la plus « moderne » a toujours effacé les autres.

La modernité se reconnaît à quatre critères : la volonté de

changer, l'esprit critique, un sens de l'individu et une certaine liberté. Les pays du tiers-monde n'ont pas d'autre moyen de sortir du sous-développement, écrit l'auteur, qui les met en garde contre leur « libération » supposée : la décolonisation n'est-elle pas généralement décidée par les colonisateurs eux-mêmes ? Poursuivant plus loin la provocation, Jean-Claude Barreau affirme que, si le tiers-monde était brusquement rayé de la carte, la Terre continuerait de tourner, alors que la disparition du monde industriel provoquerait l'apocalypse. Bref, « le sort du monde ne se joue pas aux Indes ou en Afrique, il se joue entre Paris et New-York ». Les pays occidentaux ne sont menacés ni par l'URSS ni par les échecs du tiers-monde, mais par leur propre désintégration.

Car il ne suffit pas à une société d'être « moderne » pour fonctionner. Un ciment s'impose. La religion et l'idéologie ont déjà servi. Elles ne sont pas toujours incompatibles avec la modernité, estime l'auteur curé de choc des années 60, mais une troisième

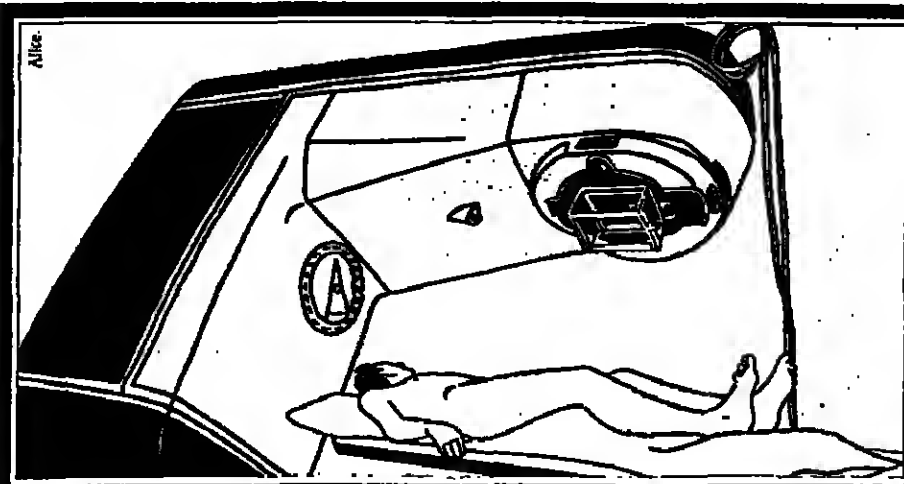
force, « moins nocive », peut maintenir les hommes ensemble : la patrie.

En oui, le patriotisme ! « Ceux qui passent sur le tombeau du Soldat Inconnu se comprennent d'instinct », écrit-il à titre d'exemple. Jean-Claude Barreau n'en connaît pas plus d'une trentaine. « Madame la France » figure en tête. Mieux que tout autre, elle peut être « une parole de liberté, face à l'Est ; de culture, face aux États-Unis ; de développement pour le tiers-monde ». Mais à condition de se reprendre en main, c'est-à-dire développer l'esprit critique, retrouver le sens de l'effort, accepter « la sélection des meilleurs », se doter d'une vraie force de discussion et « faire des enfants ».

Est-ce très différent des thèses de Jean-Pierre Chevènement ? Mais 68 s'adresse à grands pas. Sous des ailes de provocateur, Jean-Claude Barreau est tout à fait dans l'air du temps.

ROBERT SOLÉ.

Albin Michel, 192 pages, 59 francs.



LE CANCER

Par Maurice Tubiana. Professeur à la faculté de Médecine de Paris-Sud.

Que savons-nous de cette maladie ? De ses causes ? De quelle façon peut-on en faire le diagnostic et le traitement ? C'est dorénavant une maladie comme les autres, que l'on peut guérir et dans une large mesure éviter.

Collection Que Sait-on ? n° 11. 128 pages - 21,80 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 69572 F
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969), Jacques Favret (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Date de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Siles.

Impression : S. de la Presse PARIS-IX

Reproduction interdite de tout article sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 644 F 915 F 1150 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

674 F 1369 F 1913 F 2488 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

386 F 734 F 1050 F 1330 F

IL - SUISSE, TUNISIE

491 F 944 F 1365 F 1750 F

Par voie aérienne : tarif sur demande

Changement d'adresse définitif ou provisoire (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à cette correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 \$; Côte d'Ivoire, 330 F CFA ; Danemark, 7,80 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.U., 1 \$; Grèce, 66 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1700 L. ; Liban, 500 P. ; Libye, 0,350 D. ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 180 esc. ; Roumanie, 330 F CFA ; Suède, 7,70 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; Yougoslavie, 110 nd.

étranger

PROCHE-ORIENT

ATTENDU SAMEDI A WASHINGTON

Le président Moubarak compte sur les Etats-Unis pour assainir l'économie égyptienne

De notre correspondant

Le président égyptien Hosni Moubarak arrive à Paris, le vendredi 5 mars dans la matinée, et doit avoir un entretien en tête à tête avec le président Mitterrand puis être son hôte à un déjeuner à l'Elysée. Il doit reprendre l'après-midi à Washington, samedi en fin de matinée. Au retour des Etats-Unis, le président égyptien doit faire escale à Londres.

Le Caire. - L'éventualité de la suspension de toute aide américaine à l'Egypte, évoquée devant le Congrès par le général Kenneth Burns, sous-secrétaire adjoint à la défense, a fait l'effet d'une douche froide au Caire. En effet, les responsables égyptiens, qui en étaient encore à calculer les chances de réussite de l'initiative du président Moubarak pour relancer le processus de paix au Proche-Orient, doivent aujourd'hui se consacrer à des préoccupations matérielles plus immédiates : résoudre le problème posé par l'incapacité du Caire à régler les dernières échéances de la dette militaire aux Etats-Unis. Ces arriérés, qui se montent à 285 millions de dollars, risquent, si aucun compromis n'est rapidement trouvé, de placer l'Egypte, l'été prochain, sous la coupe de l'amendement Brooks selon lequel l'amendement doit suspendre toute aide économique à un pays qui n'a pas honoré les échéances de ses dettes.

Or les responsables égyptiens souhaitent non seulement obtenir des facilités de paiement, mais aussi une rallonge de 400 millions de dollars à ajouter au 1,3 milliard proposé par l'administration Reagan pour l'année fiscale 1986 débutant le 1^{er} octobre prochain. Le ministre de la défense, le maréchal Abdel Halim Abou Ghazala, avait été dépêché aux Etats-Unis pour défendre le point de vue égyptien et préparer le terrain à M. Moubarak, qui doit se rendre la semaine prochaine à Washington.

Pour le président égyptien, la poursuite de la modernisation de l'armée est indispensable pour des raisons de sécurité extérieure et de stabilité intérieure. Il ne manquera pas de souligner, lors de son entretien avec le président américain dans une semaine, la menace constituée par l'aventurisme libyen qui pèse tant sur l'Egypte que sur le Soudan et les pays africains.

L'Egypte a déjà acheté aux Etats-Unis 80 chasseurs F-16 (40 autres en option), 40 Phantom, deux radars volants Hawkeye E-10, 11 batteries de missiles antiaériens Hawk (8 autres en option), des avions de transport Hercules, des hélicoptères Chinook, ainsi que 439 chars M-60 et 1 200 transports de troupes blindés M-113.

Les atouts du président Moubarak

Mais l'effet de force de dissuasion constituée par l'armée s'exerce également à l'intérieur des frontières de l'Egypte. Elle constitue une force capable de faire face à toute tentative de déstabilisation ou de renversement du pouvoir. L'armée ne s'est-elle pas montrée le meilleur gardien du régime lors des émeutes sanglantes de janvier 1977 alors que la police avait lamentablement échoué ? Toutefois, c'est une arme à double tranchant dont il faut s'assurer le loyalisme absolu. Il faut donc pourvoir à la modernisation de l'armement et aux demandes des militaires. Appartements vendus à la moitié du prix du marché, automobiles exemptées de taxes douanières et augmentation substantielle des soldes figurent parmi les privilèges accordés aux officiers.

Ces énormes dépenses étaient couvertes par le budget de l'armée, les prêts américains pour l'achat d'armements (plus de

5 milliards de dollars jusqu'en 1984) et les ventes d'armes à l'étranger. Mais il y a plus d'un an que l'Irak, principal client de l'Egypte avec près de 1 milliard de dollars de commandes annuelles, ne peut plus payer rubis sur l'ongle comme cela était le cas depuis le début de la guerre du Golfe. Ce manque à gagner a entraîné depuis l'été 1984 les retards du Caire à honorer les échéances de ses dettes militaires. Vendredi, quelques heures après les déclarations américaines sur les ordres du Caire, le chef de la diplomatie égyptienne, M. Esmat Abdel Meguid, s'est rendu à Bagdad pour y rencontrer son homologue irakien, M. Tarek Aziz, à la veille du départ de ce dernier pour Washington.

Le président Moubarak, qui s'est récemment déclaré « insatisfait » de l'aide soumise par la Maison Blanche à l'approbation du Congrès, demandera donc un moratoire ou tout simplement la conversion de la majeure partie des prêts pour l'achat d'armements, soit 1,1 milliard de dollars en dons non remboursables.

L'accroissement de l'aide économique civile à l'Egypte (1 milliard de dollars) sera-t-il aussi au centre des entretiens qu'aura le président avec les responsables américains ? La balance commerciale égyptienne a enregistré un déficit record, en 1984, de plus de 5 milliards de dollars, du fait de la baisse des prix du pétrole (principale source de devises étrangères totalisant 2,5 milliards de dollars en 1983) et des versements des travailleurs égyptiens dans les pays pétroliers de la péninsule arabique. Les sommes rapatriées par ces derniers, qui se montaient à près de 3 milliards de dollars en 1983, sont tombées à près de 2 milliards en 1984, tant à cause des difficultés économiques que connaissent les pays du Golfe que des nouvelles mesures économiques adoptées en Egypte pour réduire les impor-

tations et lutter contre le marché noir de devises.

Toutefois, la dette civile égyptienne (près de 10 milliards de dollars aux Etats-Unis et 3 milliards à l'Europe occidentale et au Japon) demeure encore supportable, puisque son service ne représentait, en 1984, que 25 % des exportations, soit près de 450 millions de dollars. Mais l'Egypte doit déjà prévoir que, dans quelques années, ce service de la dette s'alourdira, du fait notamment de la fin des années de grâce négociées lors de l'octroi de la majeure partie de ces prêts. Il faut donc réaliser le maximum de projets de développement dans un minimum de temps, d'où le souhait du Caire d'une augmentation de près de 50 % des crédits civils américains.

Dans ces négociations, le président Moubarak dispose de deux atouts : le poids politique de l'Egypte au Proche-Orient, qui peut contribuer à la relance du processus de paix, et le rapprochement avec Israël, illustré par les échanges de visites entre responsables politiques des deux pays au cours des derniers jours.

Il lui sera plus aisé de convaincre le président Reagan de la nécessité d'augmenter l'aide civile et militaire à l'Egypte que de faire renoncer le Congrès à sa volonté de réduire le déficit budgétaire américain.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

● Libération de babahts. - Les quarante et un babahts égyptiens, arrêtés fin février (le Monde du 28 février) au Caire, ont été tous mis en liberté provisoire, a annoncé mardi 5 mars leur avocat, M. Labib Mouawad. Un premier groupe de cinq personnes, dont le peintre Hussein Bicar (soixante-douze ans), avait été libéré dès le 28 février. Toutefois, selon les autorités, les babahts doivent être jugés pour « propagation d'idées contraires aux religions révélées ». Fondé sur une synthèse incluant notamment l'islam, le christianisme et le judaïsme, le babaisme est interdit en Egypte depuis 1960. (AFP.)

LA VISITE DE M. BUSH A KHARTOUM

Les Etats-Unis s'engagent à aider le Soudan à résoudre ses problèmes économiques

Les relations soudano-américaines paraissent s'être nettement améliorées, à en juger par les déclarations publiques faites à l'issue des entretiens qu'a eus le vice-président des Etats-Unis, M. George Bush, avec les dirigeants de Khartoum. « Les Etats-Unis se sont engagés à maintenir leur soutien en nous aidant à résoudre nos problèmes économiques », a affirmé notamment le maréchal Gaafar Nimeiry.

M. Bush avait remis au chef de l'Etat un message du président Reagan lui donnant des assurances à ce propos. Le maréchal Nimeiry n'a pas caché sa satisfaction : « Il n'y a aucune divergence de vues entre nos deux pays ».

Le chef de l'Etat soudanais a précisé qu'il avait discuté avec M. Bush de l'aide américaine au Soudan et de l'assistance - à long et à court terme - que les Etats-Unis comptent octroyer à son pays. Il a ajouté que le vice-président américain avait évoqué un projet des Etats-Unis visant à accroître la production agricole soudanaise par la construction de nouveaux barrages d'irrigation.

M. Bush a annoncé pour sa part que les Etats-Unis fourniraient une aide alimentaire exceptionnelle de 21 millions de dollars pour les victimes de la famine, notamment venant d'Ethiopie, du Tchad et de l'Ouganda ; 83 000 tonnes de den-

rées viendront donc s'ajouter aux 750 000 tonnes déjà promises au Soudan par Washington.

Cependant, un porte-parole de la Communauté européenne a annoncé le mardi 5 mars que la CEE a été contrainte de retarder ses livraisons de produits alimentaires en raison d'un différend qui n'a surgi avec le gouvernement de Khartoum au sujet de leur distribution. Le Soudan souhaite que ces denrées destinées aux sinistrés de la sécheresse soient vendues librement sur les marchés locaux au lieu d'être réparties directement aux victimes de la famine, a précisé le porte-parole. En conséquence, seulement 3 500 tonnes de 150 000 tonnes de blé accordées au Soudan par la Commission européenne ont, à ce jour, atteint le pays.

Après le Soudan, qu'il quittera ce mercredi, M. George Bush se rendra au Niger et au Mali afin d'étudier les efforts déployés pour lutter contre la famine. L'objectif de ce voyage est d'examiner l'action des Etats-Unis pour aider l'Afrique et d'encourager nos amis et alliés à faire tout ce qui est humainement possible pour apporter leur aide, selon M. Bush. Il compte lancer un appel en ce sens le 11 mars à Genève lors de la conférence des pays donateurs organisée par les Nations unies. - (AFP, Reuter, AP.)

Signature du premier accord de libre-échange israélo-américain

De notre correspondant

Washington. - Les Etats-Unis devaient signer, le jeudi 7 mars, avec Israël le premier accord de libre-échange qu'ils aient jamais conclu dans leur histoire. S'il était, comme prévu, rapidement approuvé par le Congrès et le Parlement israélien, cet accord pourrait entrer en vigueur à l'automne et conduirait les deux pays à supprimer sur dix ans tous droits de douane, toutes mesures protectionnistes ou toutes subventions aux exportations dans leurs échanges commerciaux, dont le montant (près de 4 milliards de dollars en 1984) a presque doublé ces quatre dernières années.

L'idée de l'instauration de cette nouvelle zone de libre-échange industrielle et agricole avait été avancée en novembre 1983 par le premier ministre israélien de l'époque, M. Shamir, lors d'une visite officielle à Washington. Il avait fait valoir qu'une augmentation des exportations israéliennes vers les Etats-Unis diminuerait d'autant les énormes besoins de Jérusalem en aide directe (4 milliards de dollars demandés pour l'année 1986) et que le Trésor américain ne trouverait donc qu'avantages à cette formule.

En réalité, plus des quatre cinquièmes des produits israéliens entrent déjà aux Etats-Unis sans être soumis à droits de douane, et les effets commerciaux de ce nouvel accord devraient, à court terme en tout cas, être limités. Il donne, en revanche, à Israël d'appréciables garanties sur le renforcement et la pérennité de ses liens politiques et économiques privilégiés avec les Etats-Unis, dont il le rapproche encore un peu plus.

Washington avait, de son côté, aisément accepté cette idée, d'une part, parce que les Etats-Unis voulaient d'essayer au Liban de graves déconvenues avec le monde arabe et, d'autre part, parce que les facilités commerciales sont l'un des instruments de soutien aux pays amis que préfère le gouvernement Reagan. C'est sur elles qu'il a déjà fondé l'initiative pour le bassin caribéen destinée à aider les Etats américains de la région, et le représentant spécial pour le commerce international, M. William Brock, n'indiquait la semaine dernière souhaiter conclure avec d'autres pays des accords semblables à celui qui a été négocié avec Israël.

BERNARD GUETTA.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

● LE GOUVERNEMENT S'OPPOSE A LA LIBERATION DU CAPITAINE ASTIZ. Le ministre de la défense Raúl Borras a annoncé mardi 5 mars un jugement prononcé le jour même par le Tribunal militaire suprême qui ordonnait la libération du capitaine Alfredo Astiz. Celui-ci est accusé d'avoir enlevé et tué en 1977 une jeune Suédoise, Dagmar Hagelin, et est soupçonné d'être à l'origine de la disparition, la même année, de deux religieuses françaises et de dix Argentins. - (Reuter.)

Etats-Unis

● LE PENTAGONE SUSPEND CERTAINS PAIEMENTS A SON PREMIER FOURNISSEUR. - Le secrétaire à la défense, M. Weinberger, a annoncé mardi 5 mars la suspension pendant trente jours minimum de tous règlements des frais administratifs correspondant aux commandes militaires passées à la société General Dynamics, le premier fournisseur du Pentagone. Cette décision doit permettre au département de la défense d'enquêter sur d'éventuelles irrégularités commises par la société dans ses facturations au Pentagone. Les frais concernés sont évalués à quelque 35 millions de dollars par mois. - (AFP, UPL.)

Gabon

● LE PARTI UNIQUE RECUEILLE 99,48 % DES VOIX. - Les listes provinciales du Parti démocratique gabonais (PDG, parti unique) ont recueilli 99,48 % des suffrages exprimés au second tour des élections législatives qui s'est déroulé dimanche 3 mars. Selon le ministre d'Etat à l'administration territoriale, la participation a atteint le chiffre de 95,44 %. Les Gabonais étaient appelés à élire 111 des 120 députés de leur Parlement. Les 9 autres doivent être nommés par le président de la République. - (AFP.)

Grande-Bretagne

● ENQUETE SUR LES ECOUTES TELEPHONIQUES. - M^{re} Margaret Thatcher a ordonné une enquête sur les accusations contenues dans un documentaire interdit de diffusion, récemment, à la télévision à propos des écoutes téléphoniques (le Monde du 23 février), a annoncé le ministre de l'Intérieur, M. Leon Brittan. Lord Bridge, un haut magistrat de la Chambre des lords, va étudier toutes les autorisations gouvernementales d'écoutes téléphoniques depuis 1979, date de l'arrivée au pouvoir de M^{re} Thatcher, a indiqué M. Brittan à la Chambre des communes. Le premier ministre tente actuellement d'obtenir l'accord de ses prédécesseurs, ainsi que des anciens ministres de l'Intérieur, pour faire remonter l'enquête le plus loin possible dans le temps, a-t-il précisé. - (AFP.)

Tchad

● N'DJAMENA DÉMENT LA PRISE DE BILTINE. - La localité de Biltine (située à 700 kilomètres à l'est de la capitale) n'a pas été prise par les forces du GUNT de M. Goukouni Oueddei et reste, ainsi que ses environs, aux mains des forces armées nationales tchadiennes (FANT), a affirmé, mardi 5 mars, l'Agence tchadienne de presse (ATP). De source militaire française, on confirme la mise au point de N'Djamena.

Tunisie

● DEUX EXECUTIONS CAPITALES A TUNIS. - Deux Tunisiens condamnés à mort pour homicide volontaire ont été pendus, mardi 5 mars, après le rejet de leur recours en grâce par le président Bourguiba. - (AFP.)

L'accord Hussein-Arafat serait « amendé »

annonce le porte-parole de l'OLP

● La Jordanie a approuvé les amendements à l'accord jordanien-palestinien proposés par l'OLP, a annoncé, le mardi 5 mars à Tuzi, le porte-parole de la centrale des fedayin, M. Ahmed Abdel Rahman. Les deux émissaires qui s'étaient rendus à Amman pour soumettre au roi Hussein les rectifications suggérées, Abou Iyad et Abou Mazen, sont restés mardi soir « pleinement satisfaits », a-t-il ajouté.

Les commentaires sur cette mission sont plus nuancés à Amman. Un conseiller du roi Hussein a déclaré à notre correspondant qu'il ne s'agissait pas d'« amendements » mais seulement de « clarifications » concernant l'accord conclu avec M. Yasser Arafat le 11 février. Deux points sur cinq que comporte cet accord ont été réexaminés. L'un

d'eux stipule que les Palestiniens exercent leur droit à l'autodétermination dans le cadre d'une coopération jordanio-palestinienne. L'OLP souhaite voir préciser que la consultation projetée se déroulera « après l'évacuation des territoires occupés par Israël ». Les dirigeants de la centrale des fedayin ont proposé, d'autre part, que la délégation qui participerait éventuellement à des négociations internationales ne soit pas « jordanio-palestinienne » mais « arabe ». On ignorait encore, mercredi en fin de matinée, si le roi Hussein n'accepte ou non de modifier dans ce sens le texte co-signé avec M. Yasser Arafat.

Le souverain jordanien devait rencontrer ce mercredi le président Moubarak à Hourgada, au bord de

la mer Rouge. Il aurait l'intention, apprend-on de bonne source à Amman, d'exprimer ses « réserves » sur plusieurs aspects des propositions faites ces derniers jours par le chef de l'Etat égyptien. Le roi Hussein estimerait que la procédure de négociations proposée par M. Moubarak suscite la confusion et les divergences entre la Jordanie et l'OLP.

A Paris, l'ancien maire élu de Gaza, M. Rachid Chawa, a été reçu mardi après-midi par le président Mitterrand et par M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures. Personnalité palestinienne en vue, bien que fortement contestée dans les territoires occupés, notamment en raison de ses relations étroites avec l'Egypte, M. Chawa avait été destitué de ses fonctions et expulsé par les autorités militaires israéliennes en 1982. M. Chawa n'est pas membre de l'OLP. - (AFP, Reuter.)

Liban

Le Parti phalangiste a libéré cinquante-quatre détenus syriens

Beyrouth (AFP). - Le vice-président syrien, M. Abdelhalim Khaddam, chargé du dossier libanais, est venu, mardi 5 mars, à Beyrouth. Il a été reçu par le président Gemayel pendant trois heures, puis a participé à un déjeuner auquel assistait le premier ministre, M. Karamé. La visite du bras droit du président Assad, chargé des « missions impossibles » au Liban depuis dix ans, répond à de nouveaux appels à l'aide de la part de l'équipe dirigeante libanaise, aux prises avec des difficultés croissantes. M. Khaddam a indiqué, à l'issue de sa visite, qu'il reviendra dans la capitale libanaise « dans les prochains jours ».

D'autre part, la police militaire phalangiste a remis mardi aux autorités syriennes cinquante-quatre Syriens, en majorité militaires, qu'elle détenait depuis plusieurs années. Les détenus, qui étaient accompagnés par M. Joseph Al Hachem, membre du bureau politique du parti Kataeb (Phalanges) et ministre libanais des YTT, ont été conduits dans des autobus à la localité de Douar (montagne du Metn, sous contrôle syrien) et remis à des officiers supérieurs syriens.

La libération de ces cinquante-quatre détenus intervient après le récent voyage à Damas d'une délégation du parti Kataeb, qui a marqué une amélioration des relations entre la Syrie et les phalanges. Les autorités syriennes déclarent, pour leur part, que quelque trois mille Libanais, faits prisonniers au cours des dernières années.

Dans le sud du Liban, une unité motorisée israélienne est entrée mardi à l'aube dans le village de Salaa, à 15 kilomètres à l'est de Tyr, où elle a aussitôt commencé à perquisitionner les habitations et à interroger la population. Ce village est situé à quelques kilomètres de Maarab où un attentat a fait lundi douze victimes, parmi lesquelles deux dirigeants chiites. - (AFP.)

● Plus de vols de la KLM vers Beyrouth. - La compagnie aérienne néerlandaise KLM a décidé mardi 5 mars d'interrompre, pour une période indéterminée, ses vols sur Beyrouth « en raison de la situation prévalant sur et autour de l'aéroport de la capitale libanaise ». - (AFP.)

FRANCOISE DOLTO

la cause des enfants

Le livre le plus personnel de Françoise Dolto, celui où elle se raconte, raconte son chemin et communique, comme en parlant, les trésors d'une vie vouée à "la cause des enfants."

ROBERT LAFFONT

ASIE

Hanoï considère comme probable une seconde invasion chinoise

Le Vietnam considère une seconde invasion chinoise comme une éventualité de plus en plus probable, a affirmé, le mardi 5 mars, son représentant à l'ONU, M. Huang Bich Son, au cours d'une conférence de presse à New-York. Après avoir relevé que le ministre chinois des affaires étrangères, M. Wu Xue Qian, avait récemment déclaré que la Chine dominerait une « seconde époque au Vietnam », l'ambassadeur a indiqué que près de vingt divisions chinoises,

dotées de puissants moyens d'artillerie, étaient massées près de la frontière de son pays, que des centaines d'avions de combat chinois étaient stationnés sur des bases proches du Vietnam et que les populations civiles avaient été évacuées de la région. M. Huang Bich Son a souligné que les préparatifs effectués par la Chine ressemblaient fort à ceux qui avaient précédé l'invasion chinoise de 1979. Il

a toutefois ajouté que les forces chinoises n'étaient pas encore aussi nombreuses que celles engagées dans les opérations de 1979. Cependant, au Cambodge, les forces vietnamiennes poursuivent leur offensive contre les positions de l'Armée nationale sihanoukiste (ANS). Les forces thaïlandaises avaient été appelées à intervenir, mardi 5 février, pour repousser les éléments vietnamiens qui avaient pénétré en territoire thaïlandais.

A LA FRONTIÈRE KHMÉRO-THAÏLANDAISE

Les forces vietnamiennes menacent le quartier général sihanoukiste

Bangkok. - Il est extrêmement difficile de se faire une idée précise de la situation militaire aux alentours de la base sihanoukiste de Tatum, où, depuis mardi matin 5 mars, se déroulent des combats mettant aux prises soldats de l'Armée nationale sihanoukiste d'une part, troupes de l'Armée populaire du Kampuché d'autre part. Il est possible que l'assaut vietnamien soit venu de plusieurs directions à la fois. L'armée thaïlandaise affirme que près de huit cents soldats vietnamiens ont pénétré en territoire thaï et sont actuellement à l'intérieur de Tatum. En revanche,

une source sihanoukiste, en contact radio avec les défenseurs nationaux, affirme qu'il ne s'agit que d'un « commando de moins de cent hommes », qui aurait subi des pertes importantes. Aux dernières nouvelles, les troupes de l'ANS en seraient à ratisser les environs du camp et auraient déjà fait une douzaine de prisonniers.

L'offensive contre la base de Tatum, si tant est qu'on puisse parler d'offensive, est menée par la

Correspondance

302^e division vietnamienne, appuyée par des éléments des forces de Phnom-Penh. Des renforts d'artillerie avaient effectivement été récemment dépêchés dans la région à partir des fronts du Phnom-Malak et de la région centrale.

Comme prévu, toute la population civile sihanoukiste, qui vivait au camp de Green-Hill-Camp-David, a été transférée par l'Organisation des Nations unies chargée des personnes déplacées (UNBRO) plus profondément en territoire thaïlandais. Des

obus seraient tombés, mardi, à moins d'un kilomètre du camp abritant près de quarante mille personnes.

La base de Tatum est le quartier général de l'ANS, la force sihanoukiste fondée en mai 1981 lors du rassemblement de plusieurs petites formations paramilitaires opérant à la frontière, dont la plus importante était à l'époque le Mouvement de libération nationale du Kampuchéa, créé en août 1979 par un ancien capitaine de la marine khmère, Kong Sileah, décédé en août 1980.

Tatum a vu le jour en avril 1983, après la chute de la base de O'Smaeb et serait actuellement défendue par trois mille hommes. Une partie des troupes de l'ANS a été, ces derniers mois, envoyée à l'intérieur. Il est possible que l'attaque vietnamienne - qui, ainsi que l'ont noté tous les observateurs, a lieu au moment où le ministre australien des affaires étrangères arrive à Hanoï - vise surtout à mettre un frein à ces infiltrations.

De Nouvelle-Zélande, où il se trouve actuellement, le prince Norodom Sihanouk a fait parvenir un message de soutien à ses soldats. Des combats plus violents semblent cependant se dérouler ces jours-ci dans une zone khmère rouge, à l'est de Tatum, zone dont le commandant est l'une des plus importantes personnalités militaires khmères rouges, Ta Mok, vice-président et chef d'état-major de l'armée nationale du Kampuchéa démocratique.

JACQUES BEKAERT.

Corée du Sud

Les principales personnalités de l'opposition retrouvent leurs droits politiques

Le président sud-coréen, M. Chun Doo-hwan, a décidé, mercredi matin 6 mars, de mettre un terme à l'interdiction d'activités politiques qui frappait encore quatorze personnalités de l'opposition, dont MM. Kim Dae-jong et Kim Young-sam. M. Kim Dae-jong ne pourra pratiquement pas bénéficier de cette mesure, se trouvant toujours sous le coup d'une condamnation pour sédition. Il est néanmoins désormais libre de ses mouvements et le dispositif policier qui entourait son domicile a été levé.

De notre correspondant

Tokyo. - La décision finalement prise par le gouvernement sud-coréen de lever l'interdit politique frappant encore quatorze opposants - tout particulièrement les grandes figures populaires que sont MM. Kim Dae-jong et Kim Young-sam - fait désormais pratiquement inévitable depuis le résultat des élections du 12 février dernier, a fortiori dans le contexte de « démocratisation » prônée par le régime du président Chun Doo-hwan. Cela dit, tant que cette initiative ne sera pas prolongée par un geste de clémence, M. Kim Dae-jong, toujours sous le coup d'une condamnation à vingt ans de prison, ne pourra pas légalement reprendre ses activités politiques.

Plusieurs éléments convergents sur les plans intérieur et international ont dicté le choix des autorités, indique-t-on à Séoul de sources informées. D'abord, le pouvoir - qui a déjà procédé à des remaniements au sein du gouvernement et de la hiérarchie du parti dirigeant - continue à tirer la leçon des élections du mois dernier. Celles-ci, contrairement à toutes les prévisions, avaient porté au tout premier rang de l'opposition le Parti aéo-démocratique coréen (PADC) se réclamant de MM. Kim Dae-jong et Kim Young-sam.

Continuer à faire d'eux des « hors-la-loi » politiques et les assigner à résidence surveillée, alors que plusieurs centaines de leurs collègues (victimes comme eux des purges politiques de 1980) ont été relâchés et que près de 30 % des électeurs ont indirectement voté pour eux, c'eût été : primo renier des intentions patiemment proclamées d'un retour à une plus large démocratie ; secundo : prendre le risque d'un nouveau blocage du jeu politique et d'une relance de l'agitation dans la

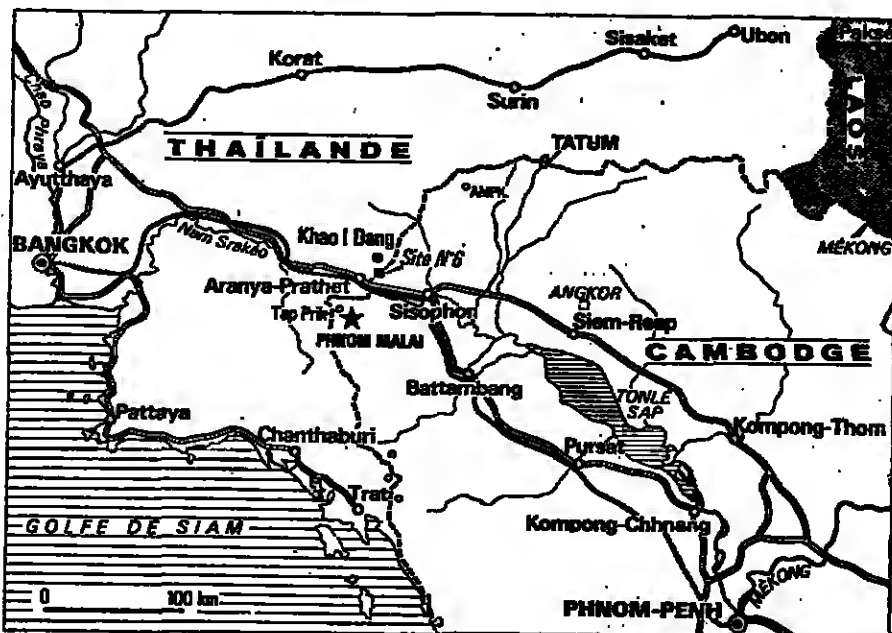
perspective des rentrées parlementaire et universitaire ; tertio enfin : s'exposer à de nouvelles critiques sur le plan international, tout particulièrement du côté américain.

Cela dit, il est fort possible que le gouvernement, s'adaptant habilement à la situation, cherche à diviser l'opposition. En permettant à M. Kim Young-sam de reprendre immédiatement, et apparemment sans restrictions, ses activités politiques alors que M. Kim Dae-jong reste, en quelque sorte, à moitié interdit, les autorités semblent donner une bonne longueur d'avance à celui qu'elles redoutent le moins. Pourraient-elles mieux s'y prendre si elles tentaient d'exacerber une rivalité qui, en dépit des alliances, n'a jamais cessé d'opposer les deux hommes ?

Sur le plan extérieur, la mesure devrait améliorer l'image autoritaire d'un régime chargé d'accueillir les Jeux olympiques de 1988 et faciliter la visite du président Chun Doo-hwan le mois prochain à Washington. La précédente, en 1981, avait été précédée par une première « mesure de clémence » en faveur de M. Kim Dae-jong. Les nouvelles décisions s'imposaient d'autant plus que le retour de M. Kim Dae-jong à Séoul, à la veille des élections et après deux années d'exil aux États-Unis, avait été marqué de brutalités qui avaient fait le plus mauvais effet auprès des personnalités américaines qui l'accompagnaient. Washington avait souhaité que les restrictions frappant M. Kim soient levées.

Incidentement, la mesure devrait rendre plus légère l'atmosphère du voyage de M. Laurent Fabius et de M^{me} Edith Cresson attendus à Séoul au début d'avril.

R.-P. PARINGAUX.



Jeune Canaque, futur planteur Calédonien en colère

60 DOCUMENTS INSENSÉS SUR LA FRANCE.

Cette image est une étiquette de chocolat des années 30. Elle appartient à la collection Roger-Viollet, la plus vieille agence de photos française. Actuel est allé fureter au milieu de 8 millions de photos et a découvert 60 documents insensés sur la France: Mitterrand en baby-sitter, Giscard en dandy, Violette Nozière toute nue, la Seine congelée artificiellement, un toubib défoncé en direct. Précipitez-vous sur Actuel, vous ne verrez peut-être plus jamais ces photos...

ON SORT DE L'HIVER, RIONS AVEC ACTUEL

ACTUEL

AMÉRIQUES

Brésil

890 KILOMÈTRES DE RAIL DE CARAJAS A SAO-LUIS

La « grande œuvre » du régime militaire a été inaugurée

De notre correspondant

Rio. — Le régime militaire a voulu finir en beauté. A quelques jours de la passation des pouvoirs, la plus « grande œuvre » du régime vient d'être inaugurée avec des accents d'épopée : les 890 kilomètres de voie ferrée du projet Carajas, gigantesque programme d'exploitation minière et agricole qui doit « moderniser de civilisation » l'Amazonie orientale et l'intégrer au Brésil moderne.

La cérémonie a eu lieu au cœur des sables qui ont donné leur nom au gisement minier puis au projet. Douze trains — vingt-deux par la suite, — chacun de cent soixante wagons, amèneront chaque jour le minerai de Carajas au port minéralier de Sao-Luis, sur l'Atlantique. Ils passeront d'abord à travers la jungle où est situé Carajas, à 550 kilomètres au sud de Belém, franchiront la Tocantins, l'un des grands fleuves amazoniens, couperont rizières et plantations de babassus (sorte de châtaignier) avant d'arriver au port. Tout au long du trajet, des usines métallurgiques devront s'installer. La voie ferrée servira également à l'écoulement du soja, du riz, du maïs, du sorgho, du manioc, du coton, de la viande de bœuf, produits par les grandes exploitations prévues dans la zone d'irradiation du projet.

Pour l'heure, le gouvernement brésilien se félicite d'avoir construit en deux ans, et pour moins de 1,5 milliard de dollars, le seul chemin de fer qui ait été fait dans le pays depuis vingt ans. Cette nouvelle Transamazonienne est d'une utilité plus évidente que la route de 4 000 kilomètres percée il y a une dizaine d'années à travers l'« enfer vert » et dont on disait alors, en raison du désert humain qu'elle traversait, qu'« elle partait de rien pour aller nulle part » — formule qu'a justifiée par la suite son abandon. La voie ferrée va desservir ce que les Brésiliens appellent « le plus grand gisement de fer du monde » : 18 milliards de tonnes d'un minerai de haute teneur, qui dorment sous les sables rougeâtres culminant à près de 800 mètres d'altitude au milieu des grands arbres, là où les seuls habitants ont été, jusqu'à ces dernières années, les Indiens, les singes et les perroquets.

Un gigantesque bassin minier

Il n'y a pas seulement du fer à Carajas, mais aussi du manganèse, du cuivre, de la bauxite, du chrome, du nickel : 1 milliard 200 millions de tonnes de minerai de cuivre, 75 millions de tonnes de minerai de manganèse. Il s'agit là d'estimations : elles font déjà de Carajas l'un des principaux bassins miniers de la planète.

C'est pourquoi, malgré la récession, le projet a échappé aux coupes sévères que Brasília a dû faire dans la plupart de ses grands travaux et



été le fleuve Tocantins, en raison de sa largeur (2,3 kilomètres) et de ses crues qui se produisent tous les six mois et qui peuvent faire monter d'une vingtaine de mètres le niveau des eaux. Pour enjamber ce véritable lac, il a fallu jeter un pont d'une quarantaine de piliers, dont la portée centrale est de 77 mètres de long et qui se situe à 15 mètres au-dessus du niveau maximal des eaux. Le reste de l'ouvrage a été mené tambour battant, à raison de 2 kilomètres de rails et de traverses posés quotidiennement.

Le maître d'œuvre est la compagnie Vale Do Rio Doce, société minière qui appartient à l'Etat. Ses dirigeants assurent avoir placé 70 % de la production du minerai de fer auprès de clients étrangers (dont 30 % aux seuls Japonais). Commencée cette année à titre expérimental, l'extraction fournira 15 millions de tonnes l'an prochain et atteindra son plein rythme à partir de 1988, à raison de 35 millions de tonnes par an. Elle pourra durer plus de cinq cents ans.

L'Amazonie et tout ce qui s'y fait portent une superlatif. Quand le gouvernement a lancé le projet Carajas en 1980, il a évoqué un investissement global dans la région de plus de 60 milliards de dollars. « Nous allons créer un Brésil à l'intérieur du Brésil », ont dit alors les dirigeants. Grâce aux gisements miniers, à la voie ferrée et au barrage de Tucuruí, sur le Tocantins, qui doit produire 4 millions, puis 8 millions de kilowattheures, l'Amazonie

orientale allait, disaient-ils, disposer de l'infrastructure suffisante pour créer un million d'emplois et devenir un gigantesque grenier. Quelques années après la Transamazonienne, la forêt ressusciterait donc le mythe de la route vers l'Ouest et de l'« homme nouveau » qui en résulterait.

Une telle ambition a suscité une controverse. Sans s'attaquer au cœur du projet — le chemin de fer et

économiques). On va au contraire internationaliser l'Amazonie, transformer la région en couloir d'exploitation de minerai et de produits agricoles.

Les Japonais sont les premiers acheteurs du fer de Carajas. Ils sont les premiers intéressés par toutes les ramifications du projet. « C'est à eux, à une agence gouvernementale de Tokyo, la Japan Industrial Corporation Agency, qu'a été confiée l'étude des implantations agricoles, disent les chercheurs de l'IBASE. Autrement dit, c'est en fonction de leurs intérêts, non des nôtres, que seront choisies les cultures et les zones à cultiver ».

Un programme conçu en vase clos, sans débat démocratique, sans souci d'intégration des populations concernées, consommant du capital plus que de la main-d'œuvre : telles sont les autres objections faites au projet gouvernemental. Le grand capital n'a pas attendu le chemin de fer pour abriter une partie de la forêt, y installer ses cantonnements et ses barrières. Sur les bords de l'Araguaia, Volkswagen a acheté 150 kilomètres carrés pour y faire du pâturage et du bœuf de boucherie. Abus de déboisement, conflits entre grandes compagnies et petits paysans, entre ceux-ci et les Indiens : la chronique brésilienne se nourrit tous les jours de ces faits. « En vingt ans, le Brésil a perdu 10 % de sa couverture forestière, affirme-t-on à la direction de la Vale Do Rio Doce. L'Amazonie s'éveille au monde moderne et c'est une naissance qui fait du bruit ».

CHARLES VANHECKE.

SELON LE CHEF MILITAIRE DE LA FDN

Les « contras » pourraient installer un gouvernement rebelle au Nicaragua

Washington (AFP, Reuter). — Le colonel Enrique Bermudez, chef de l'état-major militaire de la Force démocratique nicaraguayenne (FDN), la plus puissante organisation armée antidémocratique, basée au Honduras, a déclaré mardi 5 mars à Washington, au cours d'une conférence de presse, qu'il était en mesure de contrôler une partie du territoire nicaraguayen « mais qu'il ne le ferait qu'en échange d'une promesse ferme de reconnaissance officielle de Washington et d'une aide des Etats-Unis ».

Ancien colonel de la garde nationale de Somoza, renversé en 1979 par la révolution sandiniste, Enrique Bermudez est pour la première fois en visite aux Etats-Unis depuis qu'il dirige les forces militaires de la FDN. Il a ajouté, au cours de cette même conférence de presse, qu'il était disposé « d'installer un gouver-

nement provisoire rebelle à l'intérieur du Nicaragua » si cette action devait favoriser une décision favorable du Congrès pour le renouvellement de l'assistance officielle des Etats-Unis aux organisations antisandinistes. « Si les congressistes américains ont besoin de cela, a-t-il dit, nous pouvons le faire. Mais il n'a pas caché que l'armée populaire sandiniste disposait d'une « puissance de feu très supérieure à celle de la Contra ».

Le colonel Bermudez (dont la présence à l'état-major de la FDN est l'une des raisons avancées par d'autres dirigeants antisandinistes, comme Eden Pastora, pour refuser une unité réclamée par Washington) était accompagné de trois « commandants » régionaux de la FDN et affirmait contrôler « quinze mille combattants » organisés en petits commandos plus ou moins autonomes. Il a encore affirmé que onze seulement de ses cinquante « commandants » régionaux avaient appartenu à la garde de Somoza.

D'autre part, un haut fonctionnaire de la Maison Blanche a déclaré mardi que l'administration Reagan envisage la possibilité de sanctions économiques et d'une rupture des relations avec Managua ainsi que de la reconnaissance d'un gouvernement nicaraguayen en exil au cas où le Congrès refuserait de voter les crédits d'aide aux guérilleros antisandinistes.

DIPLOMATIE

A WASHINGTON

M. Craxi apporte le soutien de l'Italie à l'initiative de défense stratégique de M. Reagan

De notre correspondant

Washington. — A une semaine de l'ouverture de nouvelles négociations avec l'URSS sur le contrôle des armements, un troisième allié européen des Etats-Unis, l'Italie, a apporté mardi 5 mars son soutien au programme américain de défense spatiale. Après M. Thatcher et M. Kohl, M. Bettino Craxi a, en effet, « assuré » M. Reagan, qui le recevait à la Maison Blanche, de « la pleine compréhension de l'Italie envers les objectifs du programme » d'initiative de défense stratégique, et les deux hommes sont tombés d'accord, à l'indiqué le président américain, « sur les grands bénéfices potentiels que cet effort de recherche peut apporter ».

« Les objectifs de la politique américaine demeurent la défense et la paix, fondée sur un équilibre des forces. Le président m'a assuré que les mêmes objectifs seront poursuivis avec l'initiative de défense stratégique (...) dont nous tirons un avantage mutuel », a ajouté de son côté M. Craxi. Ce dernier désire que son pays participe aux recherches américaines, et devait préciser ce mercredi la position italienne dans un discours prononcé devant le Congrès.

Dès mardi, cependant, les responsables américains montraient une évidente satisfaction en constatant que le front atlantique se resserrait à l'approche de l'ouverture des négociations de Genève, le 12 mars. Et aussi que la « guerre des étoiles » était beaucoup moins critiquée par l'Europe, y compris la France, qu'il y a quelques mois encore ; c'est

d'ailleurs M. Craxi lui-même qui avait insisté sur la nécessité, pour l'alliance atlantique, de résister aux tentatives soviétiques de la diviser en jouant sur les différences de comportement à l'égard de l'initiative de défense stratégique.

Le président du conseil italien a complètement épousé la position de départ des Américains sur les futures négociations, en déclarant au cours d'une conférence de presse qu'il serait « paradoxal d'abandonner la possibilité d'un accord sur ce qui existe (les armes nucléaires stratégiques et de moyenne portée) parce qu'un accord sur ce qui n'existe pas (les armes spatiales) serait beaucoup plus complexe ».

Officiellement, en tout cas, l'Union soviétique estime au contraire qu'aucun accord n'est possible sur les armes offensives s'il n'en est pas trouvé sur les armes défensives. Les deux « garanties » que M. Craxi souhaiterait lui voir accorder (le respect du traité ABM et l'engagement américain — au demeurant acquis — de négocier avec elle un éventuel déploiement d'armes de défense spatiale) ne changeraient rien aujourd'hui à la position soviétique.

Cette concordance américano-italienne sur le contrôle des armements, ainsi que la volonté commune de fermer des dirigeants américains et italiens sur les questions du terrorisme, ont conduit M. Reagan à parler d'un niveau de coopération entre les deux pays « inégalé dans l'histoire ». — B. G.

En visite à Tunis

M. DUMAS DOIT RENCONTRER M. ARAFAT

M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, devait arriver à Tunis ce mercredi 6 mars dans la soirée, pour une visite de vingt-quatre heures au cours de laquelle il rencontrera, jeudi, le président Bourguiba, le premier ministre, M. Mohamed Mzali, ainsi que son collègue tunisien, M. Bej Caïd Essebbi.

Bien que Paris n'ait pas confirmé la nouvelle, ce tenait par ailleurs pour acquis, à Tunis, que M. Dumas s'entreferait, jeudi matin, avec M. Arafat, président du conseil exécutif de l'O.L.P. Il devait, en outre, rencontrer M. Klibi, secrétaire général de la Ligue arabe.

Sa visite fait suite à celle que le ministre des relations extérieures avait effectuée à Alger le 11 février et à Marrakech le 15, à l'occasion d'une prise générale de contact avec les pays du Maghreb. Outre le traditionnel examen des relations bilatérales et de la situation dans le bassin méditerranéen, les courtisans de M. Dumas à Tunis seront pour une part concernés aux conséquences de l'élargissement prochain de la CEE à l'Espagne et au Portugal pour l'économie tunisienne. Celle-ci dépend, notamment, pour son commerce extérieur, de ses exportations d'agrumes, d'huile d'olive, de vin et de textiles vers la Communauté, et ses dirigeants redoutent (comme les responsables marocains) l'effet de l'arrivée massive sur le marché européen des produits espagnols, dont plusieurs seront directement concurrents des leurs.

VACANCES de PAQUES
LE PLUS ANCIEN SPECIALISTE DES
SEJOURS LINGUISTIQUES
O.S.F.B. depuis 1928

accueille les jeunes, en
Grande-Bretagne • Allemagne
Espagne • Etats-Unis

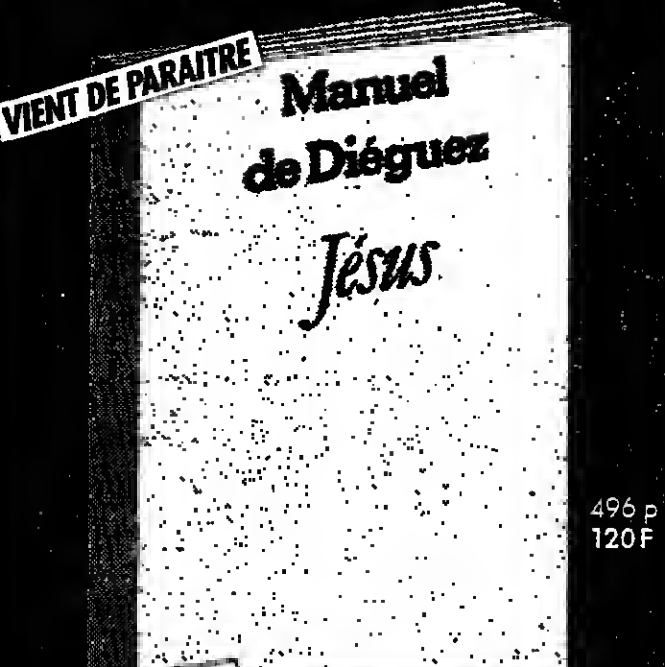
PENDANT TOUTE L'ANNEE
SESSIONS INTENSIVES POUR ADULTES

DOCUMENTATION GRATUITE SUR DEMANDE

RICHARD ORGANIZATION OSFB
7 rue de l'Eperon 75006 PARIS - Tél. (1) 329.76.31 M^{me} ODEON



MANUEL DE DIÉGUEZ



VIENT DE PARAÎTRE
Manuel de Diéguez
Jesus
496 p
120 F

DU MÊME AUTEUR
A propos de :
Et l'homme créa son Dieu
332 pages 89 F

Voilà bien des années que Manuel de Diéguez, philosophe inlassable qui refuse par-dessus tout de se laisser emprisonner dans une école ou sous une étiquette, poursuit en solitaire une entreprise dont l'ampleur ne devrait échapper à personne : il ne s'agit de rien de moins que d'une tentative pour psychanalyser la raison occidentale, pour jeter la lumière sur les mécanismes inconscients qui fondent la rationalité scientifique, bref pour reformuler les lois de la connaissance. En des temps comme les nôtres, où la philosophie (surtout française) s'emmêle frileusement pour mieux se perdre dans d'obscures recherches, un projet aussi hardi, aussi rayonnant et aussi paradoxal va évidemment à l'encontre des courants dominants. Ce n'est pas une raison, bien au contraire, pour l'ignorer.

Christian Delacampagne.

Ce livre érudit, spirituel, admirablement écrit, vaut certes en lui-même, mais il s'inscrit aussi dans l'itinéraire très original d'un travailleur solitaire et acharné. Manuel de Diéguez apparaît comme un héros de cet esprit dont il dit qu'il « s'élève à découvrir sa dérégulation ».

François George.

FAYARD

LE PILOTAGE A L'ESSAI

EUROPE

Belgique

Le Front démocratique francophone bruxellois est menacé de dislocation

Bruxelles. — Le Front démocratique des francophones (FDF), qui fut pendant les années 70 le plus grand parti bruxellois, paraît engagé sur la voie du déclin. Il vient en effet d'organiser le départ de deux de ses dirigeants « historiques » : le sénateur Serge Moureaux et le député Léon Defosses qui fut l'un des pères fondateurs du parti il y a vingt ans. Les deux hommes vont former, avec une trentaine d'autres « déçus » du FDF, le Rassemblement démocratique des Francophones, qui présentera des listes communales avec les socialistes aux prochaines élections.

Cette fois, il ne s'agit pas seulement d'une de ces petites querelles qui agitent périodiquement le monde politique belge : la dislocation désormais possible du FDF serait de nature à provoquer un réajustage des forces, non seulement à Bruxelles mais dans toute la partie francophone du royaume. Elle faciliterait en tout cas les efforts des socialistes wallons qui visent à mettre sur pied un grand « rassemblement progressiste » dans le sud du pays.

Le FDF fut fondé en 1964, alors que venaient d'être adoptées les lois imposant le bilinguisme dans les administrations de la capitale. Celle-ci se voyait aussi empiétée dans un « carcan » qui lui interdisait toute expansion dans les communes avoisinantes rattachées administrativement à la Flandre, bien que la ma-

De notre correspondant
rité de leur population fût francophone.

Des citoyens, venus du marxisme comme du libéralisme, se rassemblèrent alors au sein du FDF pour défendre Bruxelles et la francophonie contre l'« impérialisme flamand ». C'était la grande époque d'un parti qui avait reçu l'appui de l'ancien ministre des affaires étrangères socialiste, Paul-Henri Spaak, soudainement rallié à la cause du fédéralisme, ainsi que de sa fille Antoinette, qui devait, quelques années plus tard, accéder à la présidence du FDF.

Toutefois, l'audience du FDF a progressivement diminué. Alors qu'en 1978 il faisait encore élire onze députés et neuf sénateurs, il en est réduit à présent à quatre députés et cinq sénateurs. Les élections européennes de l'an dernier lui ont été particulièrement défavorables.

Les raisons de ce déclin sont multiples. En premier lieu, l'action du FDF n'a jamais réussi à modifier la situation de Bruxelles. Alors que la capitale devait devenir la « troisième région » du royaume avec ses institutions propres, Flamands et Wallons se sont, de plus en plus, bon gré, mal gré, mis d'accord pour gérer le problème de Bruxelles. Après plus de dix ans d'attente, les citoyens de la capitale semblent résignés face à

une Flandre qui n'entend pas faire la moindre concession. En outre, les partis wallons, qu'il s'agisse des socialistes, des libéraux ou des sociaux-chrétiens, même s'ils brandissent parfois le drapeau fédéraliste, ne sont pas véritablement prêts à partir en guerre pour défendre la capitale.

D'autre part, les préoccupations de tous les Belges ont beaucoup changé depuis l'époque de la prospérité. A ce moment-là, ils pouvaient se payer le « luxe » des affrontements linguistiques. Ces querelles n'ont certes pas disparu, mais le souci essentiel pour chacun est désormais de défendre son niveau de vie et son emploi. Or l'une des faiblesses majeures du FDF, principalement axé sur les questions linguistiques, a toujours été de ne pas tenir sur le plan économique un langage cohérent et convaincant. Selon M. Moureaux, l'un des « rebelles » du FDF se représente plus qu'un « vague régionalisme indéfinissable au centre ou le goût du profit, l'égoïsme et le racisme jouent une certaine suspecte ».

La direction du FDF, on ce qu'il en reste, s'efforce de prendre des contacts avec toutes les autres formations politiques en leur proposant une « sainte alliance » afin d'obtenir pour Bruxelles le statut régional dont elle est privée. L'avenir du FDF se présente cependant fort mal.

JEAN WETZ.

AFRIQUE

La guigne africaine

(Suite de la première page.)

Enfin, les organisations régionales, en sommeil bureaucratique proche de la catastrophe, démontrent à qui mieux mieux leur impuissance. La solidarité continentale ne joue guère. Où a-t-on vu, dans l'Afrique éparpillée, réduire une dépense somptuaire ou renoncer à un investissement superflus ?

Au terme de dix années de crise, la famine est venue confirmer ce que chacun savait. Le bilan des indépendances est sombre. La plupart des Etats créés il y a un quart de siècle ne sont pas viables. Le sens civique est encore à naître dans beaucoup d'entre eux. Les recours possibles : Zorros juridiques comme le fut le capitaine Rawlings au Ghana, options magiques marxistes ou socialistes, irruption sur la scène de militaires musclés, ont pas modifié sensiblement une situation tenant largement à la structure même de nations imprévues et fragiles. Enfin, les élites n'ont pas toujours rempli leur rôle. On a tant parlé dans les forums internationaux, tant banqueté dans les palais présidentiels, tant voyagé dans la première classe des Boeing, et pour cela tant pressuré le paysan au profit du fonctionnaire que le « malgoverno » comme disent les Italiens, a fait des dommages parfois irréparables.

« La quintessence de la bêtise »

Au sud du Sahara, hormis le géant nigérian et l'Herzèro sud-africain, une pléiade de nations fournit aux statistiques trente des cinquante pays les plus pauvres de la planète. Comme dans l'Internatio-

nale, que quelques-uns ont d'ailleurs entonné, ils avaient tous pris pour devise, avec l'aide obligée du colonisateur : « Nous ne sommes rien, soyons tout ». D'où le démantèlement, qui apparaît aujourd'hui catastrophique, des grands ensembles coloniaux de l'Afrique de l'Est et de l'Ouest, au profit de petites constructions vacillant sur leurs bases à peine posées. « Cicatrices indélébiles de l'histoire », pour M. Houphouët-Boigny, « frontières intangibles », désormais, les lignes toutes théoriques qui bornaient les tournées en brousse de Monsieur le gouverneur sont devenues « plus sacrées que l'Orde et la Neige ».

Les grenouilles se sont très vite voulues aussi grosses que le bœuf colonial. A chaque « Etat », son université — étudier chez le voisin, quelle horreur ! — sa fonction publique, son armée, sa diplomatie. Quelques-uns, comme la Côte d'Ivoire — elle-même aujourd'hui en grave difficulté — pouvaient supporter ces charges. Mais, dans les années 70, le premier choc pétrolier et la crise mondiale — suivis en Afrique d'une série de coups d'Etat « induits » — ont dispersé la flottille, et les gréments trop légers ont craqué dès le début de la tempête.

A quel pouvait s'accrocher cette Afrique fragile et fragmentée ? Ses grands dirigeants « historiques » ont disparu ou sombré dans l'échec de leur gestion. Ce fut le cas de N'Krumah, au Ghana, père et chantre du panafricanisme, qui exaltait les « Eaux unies » du continent mais ne savait pas tenir ses comptes. On en compte au Tzanzanie Julius Nyerere, le fameux « Mwa-

limu » — maître d'école — du « socialisme africain », qui s'effondra à la fois président d'un OUA en banqueroute et d'un pays en déconfiture. D'autres ont perdu tout bon sens en se fiant à des idéologies. Ainsi Sekou Touré, tel que Nixon, pour l'avoir reçu à la Maison Blanche, le présente dans un joli raccourci : « C'était un homme très heureux et charmant, mais aussi un marxiste convaincu qui essayait d'appliquer cette recette à la Guinée avec des résultats qui étaient à prévoir » (2).

A ces ravages du prêt-à-porter idéologique, il faut ajouter quelques parasites sociaux, des épidémies de déviances pittoresques lorsqu'on n'a pas le subit, dont la plus belle à ce jour, reste l'« Empire » centrafricain. Mais même ceux qui ont choisi le libéralisme économique oublient le plus souvent son volet social. Les jeunes Français doivent mettre les bouchées doubles dans l'apprentissage des idiomes étrangers en général, les Français — et les autres francophones — sont en droit d'attendre de la France qu'elle sauvegarde le rôle national et international d'une langue aujourd'hui utilisée de manière privilégiée par plus de quarante nations des cinq continents et dont le nombre de locuteurs réels,

Comment TOUA, rassemblement de souverainetés éclopées, aurait-il pu résister à la déliquescence de la bêtise et de la déviance ? De façon très révélatrice, elle a usé ses forces sur des problèmes accessoires et réussi le prodige de diviser gravement bon nombre d'Etats à peine viables à propos d'un Etat... en pointillé. L'Afrique de la République arabe sahraïenne — querelle maghrébine sans grand intérêt pour les Noirs — a mené l'Organisation au bord de l'effondrement. Le jeu en valait-il la chandelle ? « Nous savons », dit un jour le roi Hassan II, avec son inimitable sincérité rouée, à propos de la rivalité avec l'Algérie, qui est la toile de fond de toute l'affaire, que tout cela, c'est vraiment la quintessence de la bêtise et doit se terminer au plus tôt pour le bien-être de nos deux peuples ». En attendant, l'Afrique, toute entière s'est ensablée dans cette chaudière.

Seule, dans cet ensemble affaibli, à disposer de la vraie puissance, la République sud-africaine a pu, au cours des dernières années, dicter sa paix à ses conditions. Déjà, en dépit de bien des tartarades, elle avait avec de nombreux pays des rapports discrets. Fort de ses alliances, et d'abord du soutien américain, elle a démantelé l'an dernier la « ligne de front » de l'Angola et le Mozambique, éprouvés par la guerre civile, ont mis leur territoire dans leur poche pour passer les premiers compromis. Le Botswana, la Zambie et le Zimbabwe sont à la discrétion du régime de l'apartheid.

Du même coup — et ce n'est pas l'aspect le moins douloureux de la guigne africaine — l'évolution interne en Afrique du sud commande largement le destin du continent. Si les cinq millions de blancs paragent enfin le pouvoir qu'ils convoitent, M. Kooijse est fondé à rêver de la relance d'un panafricanisme enfin sorti du verbiage. Mais on voit mal, dans un climat de tension et de guerre larvée, entre des Etats humiliés et appauvris pourrissent « l'organisation pour constituer une puissance avec laquelle le monde devra compter ». Sans un grand dessin commun, il leur sera, en tout cas, aussi difficile de sortir de leur enfer qu'au riche de l'Evangile d'entrer en paradis.

PAUL-JEAN FRANCESCHINI.

(2) Richard Nixon, Leaders, Plon.

FRANCOPHONIE

A PARIS

Première réunion du Haut Conseil présidé par M. Mitterrand

Un discours du chef de l'Etat, président de droit du Haut Conseil de la francophonie, devait inaugurer, ce mercredi 6 mars après-midi, la première réunion de cet organe de vingt-huit personnalités, créé en mars 1984 à l'initiative de la France.

Cet organisme se veut moins une « assemblée de sages » ou la « vitrine internationale de la francophonie », qu'un forum de professionnels proposant des « projets concrets d'intérêt commun » et surveillant ensuite leur réalisation. La composition (1) du Haut Conseil essaie de traduire cette ambition puisque, au lieu des dignitaires chevronnés habitués des réunions francophones, on y trouve, souvent nés après 1940, aussi bien une cinéaste tunisienne, un chanteur camerounais, un écrivain marocain qu'un prix Nobel belge de chimie, des médecins, des journalistes, des universitaires, etc.

La politique n'est pas exclue pour autant puisque, outre M. Mitterrand, sont membres du Haut Conseil deux anciens présidents (MM. Helou, du Liban, et Senghor, du Sénégal), deux hommes politiques cana-

diens, un ministre vietnamien et un essayiste gaulliste français (Philippe de Saint-Robert).

« Cette chose un peu confuse »

M. Lévesque, premier ministre québécois, l'a bien compris ainsi, qui a choisi la veille des assises francophones de Paris pour déclarer qu'il fallait « préciser cette chose un peu confuse qui s'appelle la francophonie ». Ce sera précisément, dit-on à Paris, l'un des buts de la réunion de travail qu'aura, mercredi et jeudi, les membres du Haut Conseil. Les Français proposeront de mettre l'accent sur les projets de création audiovisuelle et cinématographique, des bibliothèques et de terminologie. A cet égard, le Commissariat général de la langue française vient d'annoncer que sera installé, en septembre 1985, un « groupement [mixte] d'intérêt public de la terminologie et de la traduction » destiné à prêter assistance aux entreprises désireuses

de se doter d'une banque terminologique (2).

Le Haut Conseil se réunira tous les six mois pour faire le point des réalisations. Du côté français, une cinquantaine de hauts fonctionnaires de différents ministères seront chargés d'assurer le suivi de projets qui seront inscrits au budget dès 1986. A l'Elysée, on assure que les Français sont vraiment décidés, cette fois, « à mettre le nez dans leurs retards » en matière de coopération interfrancophone.

J.-P. P.-H.

(1) A la liste des membres du Haut Conseil publiée dans le Monde du 18 janvier, il convient d'ajouter notre confrère Jean-Louis Roy, directeur du quotidien montréalais le Devoir. D'autre part, c'est à la suite d'une confusion que nous avions annoncé que M. André Delebede, député socialiste et secrétaire général de l'Association internationale des parlementaires de langue française, faisait partie du Haut Conseil.

(2) Tous renseignements à propos de ce GIP peuvent être obtenus auprès de M. Gérard Poirot, tél. (1) 544-41-30.

Une « loi 101 » à la française ?

Une ambassade de France dans une capitale francophone d'Afrique a reçu de la correspondance en anglais de la Compagnie d'assurance du commerce extérieur (COFACE). Des banques françaises correspondent entre elles en anglais ou répondent dans cette langue à des clients étrangers leur ayant écrit en français.

La politique n'est pas exclue pour autant puisque, outre M. Mitterrand, sont membres du Haut Conseil deux anciens présidents (MM. Helou, du Liban, et Senghor, du Sénégal), deux hommes politiques cana-

France comprise, est passé en un quart de siècle de moins de quatre-vingts millions à environ cent trente-cinq millions.

La 31 décembre 1975, le Parlement avait adopté à l'unanimité une loi sur l'usage de la langue française proposée par deux élus de la majorité de l'époque, MM. Pierre Bar et Marc Lauriol. Mais une circulaire du 14 mars 1977, signée par M. Raymond Barre, alors premier ministre, avait limité le champ d'application d'un texte qui ne fut finalement guère respecté ; d'où les utilisations abusives de l'anglais citées plus haut. M. Georges Sarre, député socialiste de Paris, vient donc de présenter, au nom de son groupe parlementaire, « une proposition de loi relative à l'emploi de la langue française » qui sera discutée au printemps par l'Assemblée nationale.

Il ne s'agit point, comme d'aucuns l'ont craint, d'empêcher les Français d'utiliser les mots anglo-américains du type look, cool ou clean qui vont et viennent avec les modes, mais de permettre en France à tout Français (ou francophone) d'être servi, informé, traité ou employé dans sa langue, surtout si c'est la seule qu'il connaît. Bref, il s'agit de « donner à la France une loi 101 adaptée à ses besoins ». Au Québec, la Charte de la langue française, ou loi 101, en dépit de quelques im-

perfections, a permis au Canadien français, depuis 1977, de refrançiser dans une bonne mesure le visage linguistique de leur province.

La proposition de M. Sarre, qui rejoint d'ailleurs un projet de loi gouvernemental actuellement à l'étude au Commissariat général de la langue française, a reçu un accueil chaleureux d'intellectuels francophones de divers pays résidant en France, qui ont constaté que, « pour la première fois, les Français ne craignent plus de prendre exemple à l'extérieur à propos de leur langue ». Ce qui est plus intéressant, c'est que des intellectuels parisiens ont apporté clairement leur soutien à M. Sarre, tels les écrivains Frédéric Grandet ou Frédéric Tristan (prix Goncourt 1983) ou encore Silvia Monfort. La comédienne, qui a avoué s'être intéressée pour la première fois de sa vie à une loi, a vivement souhaité que, comme la loi 101, le nouveau texte encourage « la création de mots nouveaux, véritables signes de la vitalité d'une langue ». A ceux qui se méfient des néologismes, elle a rappelé que Paul Claudel s'était vu rayer par un correcteur un mot de son ou avec la mention : « ce terme n'existe pas », l'avait réécrit en indiquant : « il existera ».

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

Finlande

RETOUR AUX SOURCES DANS LA RÉGION DES LACS

Si les lacs ont un pays, c'est bien la Finlande ! Des lacs par milliers à l'eau claire, si pure que l'on peut en boire. Des lacs paradis de la pêche, mais aussi paradis de la baignade et de la planche à voile : en été, l'eau atteint facilement les 24°.

- Circuit des 60 000 lacs, 8 jours : 7 890 F
- Vacances à la ferme, 8 jours : 4 870 F (si 4 personnes)
- Location de chalet, 8 jours : 2 960 F (si 5 personnes)
- Action-Auto, 8 jours : 2 735 F (si 4 personnes)
- Action-Camping, 8 jours : 2 780 F
- Vacances à Häikkö, 8 jours : 2 850 F
- Séjour à Helsinki, 4 jours à partir de 2 925 F

FINNAIR

11, rue Auber 75009 Paris - Tél 742.33.33

Bon pour documentation gratuite

Nom
Adresse

Le 15 juin 1970, à Leningrad, douze citoyens soviétiques ont été condamnés à des peines de huit à quinze ans de camp pour avoir rêvé de s'emparer d'un avion afin de quitter l'URSS. Dix d'entre eux ont été relâchés avant l'expiration de leur peine grâce aux pressions de l'opinion publique internationale, et sont aujourd'hui des hommes libres dans les pays de leur choix. Mourjenko a quitté le camp de Perm, après avoir « fait son temps », quatorze ans. Fiodorov, condamné à quinze ans « sous régime sévère spécial », reste enfermé.

LE PRISONNIER EMMURÉ

Emmuré dans le silence, Fiodorov, jusqu'à la fin de ses quinze ans de camp. Réponse des autorités soviétiques aux manifestations de l'angoisse et de l'indignation internationales : rien, comme d'habitude.

Aidez-nous. Envoyez-nous de l'argent pour que nous puissions continuer à casser le silence.

Il faut monter la garde autour de Fiodorov jusqu'au bout.

Daniel JACOBY, Pierre PACHET, Hélène PARMELIN, Jean-Pierre VERNANT, Simone SIGNORET, Yves MONTAND.

Comité International d'Ecrivains et d'Artistes pour la Libération de Youri Fiodorov.

Secrétaire : M^{me} Wolkom-Keller, 44, rue des Belles-Feuilles, 75016 Paris CCP 14484 36 T-P-A

FRANCOPHONIE

VINGT ANS APRÈS LA SIGNATURE DE LA PREMIÈRE ENTENTE

Succès et malentendus de la coopération culturelle franco-québécoise

Montréal. — Quelques mois avant l'Exposition universelle de Montréal en 1967, les Québécois avaient pu mesurer l'abîme d'ignorance — et d'indifférence — qui séparait la France de leur pays. La télévision avait diffusé un reportage dans lequel on demandait à des Français pris au hasard dans la rue ce qu'ils savaient du Québec. Pas un seul n'avait su dire où se trouvait ce pays au nom étrange que certains n'hésitaient pas à placer quelque part en Amérique du Sud !

Depuis le 27 février 1965, date de la signature d'une «entente» entre la France et le Québec sur un programme d'échanges et de coopération dans le domaine de l'éducation, existait pourtant l'instrument d'une meilleure connaissance entre les deux peuples. Ce document, que l'on n'avait pas baptisé «accord» pour éviter des frictions avec Ottawa, visait à financer les échanges de chercheurs, de professeurs d'université et d'étudiants, en organisant des consultations sur les programmes scolaires et en multipliant les stages d'enseignants dans différentes disciplines. Le budget annuel total de cette opération s'élevait, à l'époque, à environ 2 millions de dollars (14 millions de francs d'aujourd'hui). Vingt ans plus tard, les ressources affectées à la coopération ont été multipliées par huit.

Passer à des choses concrètes

Un ancien haut fonctionnaire québécois, M. Jean-Paul L'Allier, rappelait récemment que Français et Québécois avaient, au départ, une vision assez différente de la coopération. M. L'Allier, qui participait à la deuxième réunion de la Commission permanente de coopération franco-québécoise, le 2 juin 1966, se souvenait d'avoir vu les hauts fonctionnaires français «ouvrir leurs valises et nous proposer, comme ils le faisaient déjà au Cameroun, en Côte-d'Ivoire ou au Tchad, des projets de coopération qui n'étaient en fait rien

d'autre que des projets d'assistance technique». Ce n'était pas exactement ce que souhaitaient et attendaient les Québécois.

Vingt ans plus tard, on fait ici un bilan plutôt positif d'une coopération qui a permis à plus de cinq mille universitaires des deux côtés de l'Atlantique de travailler ensemble et à plus de cinquante mille jeunes de dix-huit à trente-cinq ans d'effectuer des stages grâce à l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ), créé en 1968. Certains Québécois estiment cependant que «le temps des retrouvailles est terminé» et qu'il faut maintenant passer à des choses plus concrètes.

Pour M. Daniel Latouche, professeur de sciences politiques à l'université McGill de Montréal et ancien conseiller du premier ministre du Québec, M. Lévesque, «il est grand temps de revoir un peu cette chasse gardée des missions et des échanges entre nos deux communautés universitaires. Un tel tourisme, si sympathique soit-il, est condamné à la marginalité». M. Latouche estime qu'il faut ouvrir cette coopération à beaucoup plus de monde pour créer «au plus vite un réseau, des revues, des centres d'études, de la compétition» pour permettre aux sciences sociales francophones de sortir de «l'état pitoyable dans lequel elles se trouvent». La publication, en mai dernier, d'un magnifique ouvrage réalisé par des historiens français et québécois, le *Monde de Jacques Cartier*, ainsi que le lancement de la revue *Science et Médecine* sont des premiers pas dans cette direction.

Dans le dernier bilan sur la coopération bilatérale, le gouvernement québécois constate que «les échanges de masse (bourses d'étudiants, échange d'enseignants, etc.) ont été presque totalement abandonnés» au cours des dernières années. Paris et Québec souhaitent «donner une nouvelle impulsion» à ces échanges, compte tenu de leurs nouvelles priorités, en particulier le développement de la recherche dans les secteurs de l'informatique, de la microélectronique, de la biotechno-

logie, de la robotique, de l'environnement, etc.

Les deux gouvernements voudraient également donner un contenu économique aux échanges. La France, par exemple, souhaite vendre ses ordinateurs scolaires au Québec qui, «en échange», lui vendrait ses techniques en matière de distribution par câble.

Des préjugés tenaces

C'est là que les difficultés commencent. La vente, l'année dernière, de 9 000 micro-ordinateurs scolaires Max-20-E, conçus par Mittra et fabriqués par une société québécoise, a donné lieu à une étonnante campagne de presse et à quelques péripéties rocambolesques. La technologie française était un centre du débat. Certains ont reproché au gouvernement québécois d'avoir choisi l'ordinateur pour des raisons sentimentales, sans se préoccuper de sa qualité, tandis que d'autres déploieraient le préjugé tenace contre la technique française.

Le directeur du quotidien *la Presse*, M. Michel Roy, constate que ce préjugé a déjà empêché la France de vendre au Canada la Caravelle et l'Airbus. «On en arrive aujourd'hui, dit-il, à l'aberration suivante : les Québécois acceptent d'acheter le modèle Alliance de Renault parce qu'il est fabriqué aux États-Unis !»

A ce préjugé contre la technologie française correspond chez les Français un autre préjugé qui gêne considérablement la vente des produits culturels québécois en France. Si la chanson québécoise passe bien en France, ce n'est pas le cas du livre et du cinéma, qui, selon l'écrivain Michel Tremblay, sont victimes du «paternalisme» des Français à l'égard du Québec. «Les Français, dit-il, veulent du folklore. Ils n'ont pas envie de connaître la culture québécoise. N'importe quel écrivain français est distribué dans nos librairies, alors que nos livres ne

vont même pas jusqu'en France». Et ce n'est pas faute d'avoir essayé !

La situation est identique dans le domaine de la télévision et du doublage. Le Québec achète chaque année deux mille cinq cents heures d'émissions françaises, qui sont intégralement diffusées sur une chaîne spéciale TVFQ-99. Les trois autres chaînes francophones du Québec diffusent également des émissions produites en France. En contrepartie, la France achète en tout et pour tout une centaine d'heures d'émissions québécoises, qui ne sont même pas toutes diffusées.

«Mes interlocuteurs français m'ont dit que l'accent québécois passait mal en France», affirme M. Gilles Vinet, vice-président de la chaîne privée Télé-Métropole. «C'est sans doute vrai à Paris, mais pas nécessairement en province. Nous devons chercher des complicités en dehors de Paris, comme nous l'avons fait en Bretagne, en diffusant sur FR-3, en mai dernier, notre journal télévisé quotidien.»

Le Syndicat des acteurs français évoque également le «problème de l'accent» pour monopoliser à son profit le doublage des films et des feuilletons américains. M. Vinet trouve «anormal qu'aucune production américaine ne puisse être

doublée à Montréal avant d'être envoyée en France, d'autant plus que nous avons des comédiens capables de faire du doublage en français international».

Michel Tremblay, qui vient d'obtenir le prix Québec-Paris pour ses deux derniers romans (*Des nouvelles d'Edouard*, et *la Duchesse et le Roturier* aux éditions Grasset), prend les choses avec philosophie. «Quand on vient d'une petite culture, dit-il, c'est difficile d'imposer ses produits à une grande culture. C'est à nous de mettre le holà à cette situation, même si c'est difficile.»

BERTRAND DE LA GRANGE.

LE SILENCE A L'ESSAI

TGV. Gagnez Grenoble d'un seul trait.

Paris

Depuis le 4 mars, le TGV relie directement Paris à Grenoble au rythme de trois aller-retour quotidiens : un peu plus de 3 heures pour un voyage confortable et direct à des horaires très pratiques, en attendant 5 liaisons aller-retour en juin.

6 h 45* 14 h 00 18 h 28 | Paris 9 h 20 14 h 04 21 h 10
9 h 57 17 h 20 21 h 45 | Grenoble 6 h 01* 10 h 46 17 h 47

Le réseau TGV Sud-Est, c'est désormais 34 villes desservies directement. C'est Lyon à 2 heures de Paris, centre à centre, avec 18 aller-retour quotidiens et 14 autres villes à moins de 3 heures.

Grenoble

TGV. Gagnez encore du temps sur le temps. SNCF

L'IPAG, C'EST LA PRÉ-ENTREPRISE.

A l'IPAG, les programmes sont conçus comme des directions par objectifs, les cours comme des réunions de travail. Les responsables pédagogiques agissent comme de véritables chefs de département. C'est cela la pré-entreprise.

A l'IPAG, les professeurs ne cultivent pas leur théorie dans une tour d'ivoire, chaque jour ils la retrempent, la confrontent, l'enrichissent dans l'entreprise, où tous ils exercent des responsabilités. C'est cela la pré-entreprise.

Pendant leurs 4 années d'études les étudiants de l'IPAG font six stages en entreprise. Six fois ils négocient, six fois ils se vendent. Ils se battent six fois et six fois ils doivent gagner.

Ce ne sont plus des étudiants, ce sont déjà des cadres. C'est cela qu'il faut aux entreprises d'aujourd'hui.

Institut de Préparation à l'Administration et à la Gestion.
ipag

Établissement privé d'enseignement
supérieur reconnu par l'État.
184, boulevard Saint-Germain
75006 Paris. Tél. (1) 222.08.55

LA PRÉ-ENTREPRISE

Concours d'entrée le 30 mai 1985.

politique

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS CANTONALES

PUY-DE-DOME

M. Giscard d'Estaing : l'Auvergne en attendant la France

De notre envoyée spéciale

Clermont-Ferrand. — M. Giscard d'Estaing ne semble jamais aussi sérieux que lorsqu'il s'amuse... à choisir, sur le petit marché de la Glacière à Clermont-Ferrand, un saint-nectaire, à déguster le verre de chantage, que lui offre, un garsiste très fier de la production de ses quelques pieds de vigne, à troubler une jeune femme en la complimentant sur la qualité de son discours de bienvenue. Il prend plaisir à ces rencontres avec les électeurs du « cœur » de la France. Il s'amuse, mais n'en, même pas moins avec détermination son combat dans une Auvergne à laquelle il se veut attaché, et dont il aime faire découvrir les secrets, conter l'histoire, de Vercingétorix à la reine Margot.

Depuis trois ans, les Auvergnats se sont habitués à revoir sur leurs routes l'ancien président de la République : en campagne au mois de février et mars 1982 pour conquérir le siège de conseiller général du nouveau canton de Chamalières, en campagne au moins de septembre 1984 pour retrouver son siège de député de la deuxième circonscription du Puy-de-Dôme, en campagne encore pour renouveler son mandat de conseiller général.

M. Giscard d'Estaing est assuré d'une réflexion « confortable ». S'il s'intéresse plus particulièrement à son canton cette semaine, il a conscience

qu'il ne le conduit et prend la route, en refusant, une fois du plus, d'obtempérer à la voix enregistrée qui lui conseille de bouclier sa voiture de sécurité. A Cunlhat, le candidat l'accueille chez lui et présente toute sa petite famille : sa femme qui s'affaire et prépare les jus de fruits et quatre de ses cinq enfants. M. Giscard d'Estaing s'inquiète : à cette réunion électorale prévue en fin d'après-midi, à l'heure de la traite, y aura-t-il du monde? Quelques instants plus tard, il est rassuré. Dans la petite salle des fêtes, se pressent plus de trois cents personnes. Les vaches attendront. Surtout, les élus prennent place devant l'affiche de la campagne présidentielle de 1974 : « Giscard » avec sa fille cadette, celle-là, justement, qui a choisi la carrière de vétérinaire, comme le candidat, M. Fargette. Chacun y va de son discours. L'ancien chef de l'Etat dénonce l'augmentation des impôts et du chômage dont les « dirigeants ne parlent pas assez », évoque les difficultés de l'artisanat et des petites entreprises et ces « faillites qui se font sans bruit » mais « entraînent le retrait de la vie dans nos campagnes ». Il parle de la relance nécessaire du bâtiment, du « péril » dans lequel se trouve l'agriculture. Il

ce vieux Clermontois qui trouve que, décidément, il y a bien trop d'immigrés en France.

Dernière, le compteur au milieu des bouteilles trace la photo du « père Jeanne », ce personnage de paysan auvergnat que René Paput a inventé il y a plus de trente ans sur les ondes de Radio-Auvergne. Aujourd'hui, il est à la retraite, mais il continue d'animer les fêtes des clubs de troïsmisme. Il n'est pas peu fier de ses talents de « comédien d'histoires ». Un dernier verre, une dernière petite fille à embrasser et « Monsieur Giscard » repart. Ce soir, il sera l'invité du Rotary-Club

pour un dîner « habillé ». Peut-être profitera-t-il de quelques instants de liberté pour relire la préface de l'édition de poche de *Deux Français sur trois*, qui devrait sortir au printemps prochain. Au centre de cette préface, un plaidoyer en faveur de l'union, cette union qui ne doit pas être conçue comme une « tactique pour gagner » mais comme la seule « attitude possible pour réduire le risque d'ingouvernabilité » de la France. Mais c'est là, déjà, une autre histoire qui dépasse les frontières de l'Auvergne.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

VAR

Entre l'opposition et l'extrême droite la porte des négociations est grande ouverte

De notre correspondant régional

Toulon. — « Le plus vieux département socialiste de France, c'est le nôtre. Le premier département libéral, demain, ce sera le Var ». A l'exemple de M. François Léotard, le député (PR) et maire de Fréjus, l'opposition considère comme un fait — presque — acquis la victoire sur la gauche dans le Var. Le sénateur socialiste, et ancien maire de Draguignan, M. Edouard Soldani, qui préside le conseil général depuis près de trente ans, avait lui-même présenté l'éventualité d'un changement de majorité. « Si je tombe — avait-il déclaré en février 1984, à la veille des élections municipales partielles dans son fief dracenois, — le maire de Toulon pourrait demain s'emparer du conseil général... » M. Soldani est tombé et le maire (PR) de Toulon, M. Maurice Arreckx, soixante-sept ans, se tient prêt en effet à lui succéder à la tête de l'assemblée départementale (1). L'opposition contrôle vingt-quatre des trente-sept communes de plus de 3500 habitants. Au sein du conseil général sortant, elle dispose de 17 sièges contre 24 à la gauche (18 PS et apparentés, 6 PC).

A droite, la possibilité d'une victoire a suscité un foisonnement de candidatures. Les responsables des partis de l'opposition ont dû finalement se résoudre à l'organisation de onze primaires. Le Front national en profitera-t-il? Sur l'ensemble du département, le parti de M. Le Pen a recueilli aux dernières élections européennes 19,96 % des suffrages exprimés contre 40,28 % à la liste UDF-RPR. Mais il a largement dépassé cette moyenne à Toulon et dans la plupart des grandes villes du littoral déennées par l'opposition (27,78 % dans le canton de Toulon-V, 25,43 % à Saint-Raphaël, 24,29 % à Fréjus, ou encore 22,06 % à Hyères). Ces résultats l'ont conduit à se déclarer sans complexe sur ses affiches : « le premier parti du Var ».

L'extrême droite n'a pas seulement détourné une importante fraction des électeurs habituels de l'opposition. Elle lui a pris aussi des militants, comme par exemple dans le deuxième canton de Toulon, au détriment du RPR. Les maires de Saint-Tropez et de La Seyne-sur-Mer sont d'autre part concurrencés par deux de leurs collègues passés chez M. Le Pen, et auxquels ils ont en vain retiré leurs délégations d'adjoints. Parmi les candidats du Front national figurent égale-

ment d'autres transfuges récents des formations de l'opposition comme M. Jean Canavaglia, ancien directeur de cabinet du maire de Toulon, ex-UDF, candidat dans le canton de La Valette, MM. Bernard Carès (Le Lue), Jean-Claude Maître (Sis-Fours) et M. Chantal Cioletta (Hyères), tous trois anciens adhérents du RPR.

Un ami de trente-cinq ans

Le secrétaire départemental du Front national, M. Bernard Many, espère remporter « au moins quatre cantons ». « Ami de trente-cinq ans » de M. Le Pen, cet ancien conseiller général activiste d'Alger s'est lui-même réservé le canton le plus favorable à l'extrême droite. Il est en effet candidat à Toulon-V qui comprend les quartiers à forte population maghrébine de la basse ville, où, affirme-t-il, « on est en train de créer un second Beyrouth ». Ses ébauches paraissent sérieuses d'acquiescer le conseiller général sortant (CDS) et candidat unique de l'opposition, M. Mareel Massi, connu pour sa modération à l'égard du problème de l'immigration.

Le Front national s'estime par ailleurs bien placé dans les cantons de Toulon-II, d'Ollioules et de La Valette. S'ils n'ont conclu avec lui aucun accord avant le premier tour, les responsables de l'opposition ont du moins laissé grande ouverte la porte des négociations entre les deux tours. M. Arreckx, pour sa part, n'a pas vu malice à recevoir dans son cabinet M. Le Pen lors du passage de celui-ci à Toulon le 21 février. Là où d'autres évoquent prudemment l'éventualité d'un « retrait » des candidats de l'opposition en faveur de ceux du Front national arrivés en tête, le maire de Toulon, lui, n'hésite pas à parler de « désistement ». « Si dans un canton, répond en écho le maire RPR de Saint-Raphaël, M. René-Georges Laurin, il faut choisir entre un candidat de gauche et un autre du Front national, nous appellerons probablement à voter pour le Front national ».

GUY PORTE.



ré, auparavant, son temps et ses efforts aux autres candidats de l'union de l'opposition qu'il est allé soutenir aux quatre coins du département. Car l'enjeu est là : enlever sept cantons à la gauche pour mettre fin à la « domination socialiste » sur le Puy-de-Dôme qui, comme il le souligne, dans son journal, dure depuis la Libération avec une « brève » interruption de 1973 à 1976. Aussi et surtout, inverser le rapport des forces au sein du conseil régional, exorcer la présidence, pour « redresser la situation de l'Auvergne en attendant de pouvoir redresser la situation de la France ».

L'heure de la traite

Cet après-midi-là, c'est Cunlhat qui l'accueille. Cunlhat où se présente, face au conseiller général socialiste sortant, M. Jean Fargette. En coup de vent, l'ancien président de la République passe à son secrétariat de la rue Blatin, à Clermont-Ferrand. Des bureaux modernes, encore un peu vides, ont été aménagés dans son ancienne demeure de candidat à la députation. Une moquette verte ; verte comme les monts d'Auvergne, verte comme le costume de tweed que porte « l'élu » du Puy-de-Dôme ; des murs beiges et deux grandes photos : M. Giscard d'Estaing, en habit, s'inclinant devant Georges Pompidou sous le regard attentif du général de Gaulle ; M. Giscard d'Estaing discutant, décontracté, avec John Kennedy. Mais aussi, tache de couleur plus vive, une affiche « rétro » sur laquelle une jeune femme en tenue légère vante les mérites du pneu Michelin, « le seul s'adaptant à la roue de la fortune ».

Il n'attend pas son chauffeur, qui le suit ou le précède plus souvent

n'oublie jamais de dire « un mot sur la France » qui « a voté socialiste », c'était son droit — mais, voit aujourd'hui les résultats. Les deux tiers des Français, toutes catégories confondues, se disent insatisfaits. Et que fait-on quand on n'est pas satisfait d'une situation? On la change. Commençons par faire le travail dans le Puy-de-Dôme », recommande M. Giscard d'Estaing, qui, cette fois encore, plaide pour « l'union ». « Les malheurs de la France viennent tous de la même cause : la déunion, un mal national mais qui se guérit », dit-il. Bientôt, chacun joue des coudes pour se rapprocher du « président » et « trinquer » avec lui. Il fait déjà nuit quand M. Giscard d'Estaing reprend la route après les ultimes conseils au candidat.

Le lendemain, sur la place du marché de la Glacière, il accompagne M. René Paput. Sur les murs voisinent les affiches de M. Paput, candidat de l'opposition — « Aujourd'hui le Puy-de-Dôme, demain la France », — de son challenger, M. Roger Quilliot — « l'expérience, la compétence, la présence » — et d'un Jean-Marie Le Pen bâillonné parce qu'il « dit la vérité ». M. Giscard d'Estaing se penche sur la partie d'échecs qu'ont engagée les deux jeunes vendeurs de bonbons, écoute les plaintes du boucher qui, faute d'arrivée d'électricité, a bien des soucis, en été, avec ses accumulateurs. Le marchand de tissu, lui, a perdu sa « place » au marché de Chamalières. Est-ce que « Monsieur Giscard » ne pourrait pas l'aider à la retrouver? Avant de s'engouffrer dans le café que tiennent la nièce et le neveu de René Paput, encore un petit salut au fleuriste et quelques mots en aparté avec

La présence de M. Roger Quilliot dans la bataille a été, elle, annoncée plus tardivement. Après réflexion, le sénateur et maire de Clermont-Ferrand, ancien ministre de l'urbanisme et du logement dans le gouvernement Mauroy, a décidé de partir à la conquête du canton de Clermont-Nord-Ouest, détenu par un fidèle de M. Valéry Giscard d'Estaing, M. René Paput. Il s'agit pour M. Roger Quilliot d'effacer une défaite dont il avait conçu une forte amertume. Le 25 mars 1979, en effet, l'adversaire qu'il va retrouver sur un canton remodelé depuis pour créer celui de Chamalières l'avait battu de 549 voix au deuxième tour. M. Quilliot avait attribué son échec à des défaillances dans le report des voix communales.

Au-delà de la volonté de l'ancien ministre de tirer un trait sur l'une des seules déconvenues de sa carrière politique en Auvergne — la nouvelle physionomie du territoire électoral visé lui est favorable puisque Chamalières a « disparu » —, cette candidature a donné un coup de fouet aux militants socialistes réellement « secourus » par le net succès de M. Giscard d'Estaing lors de l'élection législative partielle du 23 septembre 1984. Cette phase de pessimisme a duré plusieurs semaines. Elle s'est traduite dans les rangs du PS par des pronostics alarmistes sur les prochaines cantonales. Ces inquiétudes semblent quelque peu dissipées. Une militante indique : « La candidature de Roger Quilliot nous redonne le moral ».

La perspective d'un changement politique au conseil général est un scénario qui n'est donc plus envisagé — et encore sans affirmations péremptives — que par les membres de l'Union républicaine d'opposition (fortement dominée par l'UDF) qui détient 24 sièges, contre 34 au Parti socialiste et 3 au Parti communiste. Trente cantons sont renouvelables, dix-huit appartiennent au PS, un au PC, 11 à l'UDF. Le calcul est simple : l'opposition doit prendre sept cantons à la gauche pour enlever la direction de l'assemblée départementale à M. Arreckx Boulay (PS), président depuis 1976 après l'avoir été de 1970 à 1973.

Dans le département, l'opposition s'offre deux primaires : dans le canton de Tiers, où, face à M. Maurice Adeval-Poëuf, député, maire (PS), on trouve M. Jean-Pierre Billard pour l'UDF et M. Bernard Barbazange pour le RPR, et dans celui de Riom-Est, où le RPR présente M. Noël Bolet et l'UDF

LLIBERT TARRAGO.

LE PLAISIR A L'ESSAI

4.000 F. Paris-Washington sans escale et avec le sourire.

Tous les jours de CDG1 sauf mardi et mercredi.
Sans oublier que TWA dessert plus de 60 villes à l'intérieur des Etats-Unis.

TWA ouvre la voie vers les USA.

Tarif Loisir a/r 14-60 jours. Prix valable jusqu'au 31 mars.

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS CANTONALES

ALYON

M. Marchais dénonce « ceux qui comptent tirer profit du repoussoir de l'extrême droite »

De notre correspondant régional

Lyon. — M. Georges Marchais a pris la parole mardi 5 mars à Lyon, devant un millier de personnes, au cours d'une réunion publique organisée à la Bourse du travail pour soutenir les candidats du PCF aux élections cantonales. Le secrétaire général du PCF a fait connaître la position de son parti à propos d'un éventuel référendum sur les questions européennes.

« Élargir le Marché commun à l'Espagne et au Portugal », a dit M. Marchais, « serait porter un coup sévère et, dans plusieurs secteurs, fatal à notre industrie et à notre agriculture ». Quant à l'hypothèse d'un développement de la monnaie européenne, l'ECU, M. Marchais considère que cette monnaie « sert à exporter plus de capitaux, à importer plus de marchandises, notamment en provenance de RFA, à préserver les privilèges du dollar ».

A propos de la substitution de la règle de la majorité à celle de l'unanimité, M. Marchais a indiqué : « Ce serait décider d'abandonner délibérément la souveraineté politique, économique, militaire de la France, d'en faire une nation vassale au sein d'un ensemble européen intégré, dominé par les forces réactionnaires étroitement alliées aux États-Unis ». Pour le secrétaire général du PCF, « l'élection d'un président de cette Europe supranationale au suffrage universel s'intégrerait pleinement dans un tel projet ».

M. Marchais a été très applaudi lorsqu'il a confirmé son refus de participer à un débat télévisé avec, notamment, M. Jean-Marie Le Pen, dimanche prochain sur Antenne 2. L'évocation de l'extrême droite a permis de mobiliser les militants présents à Lyon. L'analyse du dirigeant communiste n'épargne pas les socialistes. « Tout le monde sait bien, en effet, a-t-il dit, que certains comptent tirer profit, à des fins électorales, du repoussoir que constitue l'extrême droite. Tout le monde sait bien, également, que d'autres votent cette perche de Le Pen d'un bon œil, parce qu'ils espèrent, demain, rassembler les voix qui se sont portées sur lui. Toutes ces combinaisons sont sordides, et elles sont dangereuses ».

Selon M. Marchais, « quand le Parti communiste s'affaiblit, ce sont toutes les valeurs démocratiques et progressistes qui reculent dans la société ». « Voyez, a-t-il dit, comment le racisme relève la tête. Voyez comment les thèmes coloniaux fleurissent à propos de la Nouvelle-Calédonie. Et ce Le Pen se fixe, maintenant, pour objectif de réunir plus de suffrages autour de son groupe fasciste que le PCF ! Allons-nous, allez-vous, laisser faire ? C'est une pente dangereuse. Il ne faut surtout pas y glisser ».

C. R.

Propos et débats

M. Jospin : sans vergogne

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a estimé, mardi 5 mars à Châtelleraud, qu'à droite, « ça bouge, non seulement ça bouge, mais, je vous le dis, ça crochète ». « La droite, a-t-il souligné, espère qu'il suffirait d'entretenir, charger, puis chevaucher le mouvement de mécontentement pour gagner tranquillement (...) en additionnant simplement, sans vergogne, et bien faire comprendre à l'extrême-droite renouveau ». A propos de l'insécurité, M. Jospin a noté : « L'exploitation par la droite a alimenté la boutique du voisin qui vendait les mêmes produits, mais avec plus de clinquant ».

M. Bérégovoy : rude épreuve

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a déclaré, mardi 5 mars, au Pré-Saint-Gervais (Seine-Saint-Denis) : « Les élections locales, c'est une tradition de la V^e République, sont toujours une rude épreuve pour le pouvoir en place. Reason de plus pour serrer les coudes, mobiliser les volontés, et bien faire comprendre ce qui sépare une politique de gauche d'une politique de droite ».

A propos des questions économiques, il a affirmé : « Quand je vois des responsables qui se prétendent experts, s'opposer à la croissance, je me dis que le bon sens n'est pas de leur côté. On mesure aujourd'hui les conséquences d'une faible croissance supérieure pourtant à la croissance zéro, tant vantée hier par ceux qui n'ont jamais souffert du chômage ».

M. Toubon : un acompte

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, a estimé, mardi 5 mars à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne), que les élections cantonales représenteront « un acompte sur la victoire de l'opposition pour le printemps de 1988 ». A ce propos, il a jugé que « pour la victoire décisive de l'opposition [il faut] conclure rapidement un accord entre le RPR et l'UDF qui fixe les règles du futur combat électoral, quel que soit le mode de scrutin ».

M. Toubon a encore estimé que « la gauche avait écorné, entamé et fait reculer les acquis sociaux de la V^e République, doublé le chômage et entraîné l'économie dans une période de stagnation ». Pour l'après 1988, il a déclaré : « Il ne faudra pas mettre à Malgouy un catalogue de la Redoute et obtenir en quarante-huit heures les articles commandés ».

M. Bariani : en aucun cas

M. Didier Bariani, membre du bureau politique de l'UDF, ancien président du Parti radical, nous a déclaré, mardi 5 mars : « Les responsables du PCF devraient se concerter d'ici la fin de la première semaine, afin de définir une attitude et une expression commune au sein (...) du premier tour (...). Il faut que l'opposition républicaine convienne de ne pas appeler en aucun cas, ni sur le plan local ni sur le plan national, à voter pour un candidat d'extrême-droite, et lorsque qu'il y a une primaire en son sein, de maintenir son candidat le mieux placé en engageant une campagne d'union déterminée pour le second tour. C'est en faisant face à l'extrême-droite que nous serons crédibles ».

M. Barrot : tendance marxiste

M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, a déclaré, mardi 5 mars à Lille, que les élections cantonales « qui seront brillantes dès dimanche, seront le troisième coup de semence, avant le lever de rideau » des élections législatives de 1988. « Le socialisme, a ajouté M. Barrot, restera imprégné de tendance marxiste tant qu'il n'aura pas subi de dérive complète ».

M. Stasi : la civilisation

M. Bernard Stasi, député UDF-CDS de la Marne, a estimé, mardi 5 mars, lors d'un déjeuner-débat, que l'arrivée de la gauche au pouvoir aura marqué la fin des idéologies arrogantes et ambitieuses qui voulaient changer le monde sans prendre la peine de le comprendre. Pour M. Stasi : « L'effondrement de l'idéologie socialiste « représentative » un pas important de la démocratie française vers une plus grande maturité ». « Nous sortons du Moyen Âge politique, a-t-il souligné, pour entrer, dans les années qui viennent, vers une civilisation du débat politique, qui ne sera plus jamais un affrontement entre idéologies, à condition que nous ne remplaçons pas l'idéologie socialiste par l'idéologie libérale ».

LE FRONT NATIONAL EST DÉSORMAIS ENRACINÉ PRESQUE PARTOUT

La troisième victoire de M. Le Pen

Gouverner avec Le Pen ? Que les élus-majors du RPR et de l'UDF soient amenés à se poser la question du Front national constitue le phénomène politique le plus important depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir.

Après son spectaculaire succès aux élections européennes, M. Jean-Marie Le Pen avait déjà remporté une deuxième victoire en obtenant la droite parlementaire à se déterminer par rapport à lui et, de surcroît, en s'adressant, à déplacer vers l'extrême droite son centre de gravité. Avant même les élections cantonales, le président du Front national peut se prévaloir d'une troisième victoire : même si sa formation n'est pas représentée dans chacun des cantons à pourvoir, comme il l'avait souhaité en novembre, elle l'est assez largement pour que son encastrement dans le tissu national ne puisse plus faire aucun doute.

Par la diversité de leurs origines, politiques, sociales, culturelles, professionnelles, les mille quatre cent cinquante-cinq candidats du Front national illustrent ce syncrétisme idéologique dont M. Le Pen est devenu le catalyseur en ralliant à lui, péle-mêle, monarchistes et nationalistes révolutionnaires, catholiques intégristes et néo-poujadistes, anciens de l'OAS et nostalgiques du pétainisme, déçus du socialisme ou communistes et transfuges du RPR ou de l'UDF, sans parler, tout bonnement, des citoyens convaincus par le simplisme de ses thèmes sur l'immigration et l'insécurité.

Le caractère hétéroclite de ce fourre-tout idéologique apparaît peut-être un jour difficile à gérer, dans le fonctionnement du mouvement, mais, pour le moment, la dynamique est telle que le Front national aspire à conquérir le pouvoir pour son propre compte et non plus à servir de force d'appoint aux formations de l'opposition parlementaire. Dans l'entourage de M. Le Pen on affirme, au demeurant, que l'extrême-droite manifeste depuis peu par l'état-major du RPR n'est pas suivi par les candidats du mouvement chirurgical sur le terrain.

Plusieurs prises de position accréditent ce point de vue. Dans une interview publiée mercredi 6 mars par le *Matin de Paris*, le député national du RPR à la formation, M. Gérard Ecorcheville, candidat à Gennevilliers (Hauts-de-Seine), se dissocie implicitement de son secrétaire général, M. Jacques Toubon, qui affirmait, la semaine dernière, qu'il choisit, au second tour, entre un candidat socialiste et un candidat du Front national il préférerait, à tout prendre, faire élire le premier. « En maintenant le candidat RPR », pour faire barrage à l'extrême droite. Ce proche de M. Charles Pasqua déclare, en effet : « Le Front national fait partie de l'opposition. Jusqu'à présent il y avait à gauche un accord de désistement automatique que les socialistes et les communistes appelaient « discipline républicaine ». Je ne vois pas pourquoi il n'y aurait pas

de « discipline nationale et républicaine » à droite ».

Les considérations locales risquent de prendre le pas sur les considérations de l'état-major, tant à l'UDF qu'au RPR. C'est ainsi que dans le Var, notamment, le maire de Toulon, M. Maurice Arreckx, député (UDF-PR), réticent ouvertement à l'éventualité de désistements en faveur du Front national, tout comme le maire RPR de Saint-Raphaël fait savoir qu'il choisit entre un candidat de gauche et un

contre par leur chef de file à la vague électorale provoquée par le retour du général de Gaulle en 1958. Les résultats du premier tour des élections cantonales permettront de mesurer exactement, pour la première fois, l'ampleur locale de cet élan.

La « remise en ordre de la France »

Jusqu'à présent, M. Le Pen lui-même s'est borné à entretenir le courant qui le porte, mais une nouvelle phase d'action est en cours de préparation dans la perspective des élections législatives de 1988. Le Front national veut affirmer et enrichir son programme. Quatorze commissions ont été installées (agriculture, industrie agro-alimentaire, commerce et artisanat, commerce extérieur et redéploiement industriel, défense et protection civile, problèmes économiques et sociaux, enseignement, institutions, immigration, sécurité et justice, jeunesse et sports, santé, affaires étrangères, affaires culturelles).

Leur travail est coordonné par un professeur de japonais, M. Bruno Gollnisch, doyen de la faculté des langues de Lyon. Il s'agit de peaufiner et, au besoin, de lier un peu, afin de le rendre moins agressif, le projet de société esquissé par M. Le Pen depuis la création du Front national, en 1972, et dont l'objectif est clair : « La remise en ordre de la France ». La dénonciation de l'immigration et l'exploitation de la psychose sécuritaire, qui ont assuré l'émergence électorale du Front national, se représentent, en effet, que la surface d'un profond dessein analogique au projet de « Révolution nationale » caressé par Philippe Pétain en 1940. Et c'est justement à la teneur de ce dessein que commencent à se référer les principaux porte-parole nationaux du RPR, après plusieurs dirigeants de l'UDF, pour se démarquer des orientations idéologiques qui l'inspirent.

Le débat ne fait que débiter, parce que, jusqu'à présent, la participation du Front national aux affaires publiques n'appartenait pas au domaine du possible. Dès lors que cette perspective devient plausible chacun se préoccupe de mieux connaître M. Le Pen. Et que déconvoit-on, derrière les slogans démagogiques ? Un vrai projet de société dont l'exposé, tel qu'il a été présenté par le chef de file de l'extrême droite dans son propre ouvrage *Les Français d'abord*, paraît y a un an, fournir mille arguments à ceux de ses adversaires qui soutiennent que l'ordre français selon Le Pen, ce serait une démocratie parlementaire formelle conduite par un président-guide ; une République très élitiste, régentée suivant les règles de la morale catholique intégriste ; une société discriminatoire à l'encontre des étrangers ; une société capitaliste libérale pour les principaux agents économiques, sauf pour les syndiqués dont la liberté de

M. Romain Marie et le Bon Samaritain

M. Romain Marie, président des comités chrétiens-solidaires et de l'Alliance générale contre le racisme et pour le respect de l'identité française et chrétienne (AGRIFF), élu sur la liste du M. Le Pen à l'Assemblée européenne, justifie en ces termes, dans le numéro 23 de l'organe du Front national, les positions de l'extrême droite à l'encontre des immigrés : « Que se serait-il passé si le Bon Samaritain avait eu à se pencher le long de la route sur plusieurs centaines de laissés-pour-compte par les voleurs ? Très rapidement il n'aurait plus eu ni huile ni vin à verser sur les pleurs. Ce n'est un peu à cette image que nous fait penser l'actuel processus qui affecte le phénomène de l'immigration. Pendant des siècles la France a accueilli, digéré, absorbé, sans xénophobie, des minorités étrangères. Aujourd'hui, il risque d'en être comme du Bon Samaritain sur une route parsemée de misérables. Même si nous ne voyons chez nous deux, cinq, dix ou cinquante fois plus de ressortissants des pays du tiers-monde, cela ne régit pas fondamentalement rien pour ce dernier. En revanche, ce qui ne manquerait pas de se produire, c'est la tiers-mondisation de la France ? (...) La charité chrétienne, c'est de dire avec Jean-Marie Le Pen « La France et les Français d'abord » et de permettre à ceux-ci de retrouver aux peuples qui souffrent l'amitié et la protection dont ils ont besoin face à la subversion et à la corruption ».

représentant de M. Le Pen il appellerait sans doute à voter pour ce dernier (lire le reportage de notre correspondant régional).

Le parti « national, social, populaire » de M. Le Pen qui revendique aujourd'hui 50 000 adhérents — soit 20 000 de plus qu'au printemps 1984 — s'apprête donc à engranger les bénéfices du travail d'implantation accompli par ses militants, très actifs en province, et d'une campagne électorale commencée bien avant les autres partis, au lendemain même du scrutin européen. Dans leur enthousiasme les dirigeants du Front national comparent l'écho ren-

D'un département à l'autre

● COTES-DU-NORD : grogne au RPR. — Dans le canton d'Étables-sur-Mer, une trentaine de militants RPR, dont le secrétaire cantonal, ont retourné leur carte au scrutin pour voter contre l'absence de primaires dans ce canton. Ils reprochent notamment au conseiller général sortant, M. Marcel Ollitrant (UDF) de « ratisser » un peu trop large et, en particulier, à une partielle de 1977, de s'être maintenu au second tour contre la candidature de la majorité d'extrême droite. Ce proche de M. Charles Pasqua déclare, en effet : « Le Front national fait partie de l'opposition. Jusqu'à présent il y avait à gauche un accord de désistement automatique que les socialistes et les communistes appelaient « discipline républicaine ». Je ne vois pas pourquoi il n'y aurait pas

5 mars, que la candidature de M. René Woerly, militant néo-nazi du groupuscule d'extrême droite Les Loups noirs, devait être enregistrée dès lors qu'elle avait été déposée régulièrement. De son côté, M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, a mis en garde les maires du canton de Ville (Le Monde du 2 mars) qui avaient décidé de ne pas organiser le scrutin. M. Joxe rappelle qu'il « aurait pu devoir de les requérir, s'ils n'obtempéraient pas de prendre toutes dispositions propres à assurer le déroulement normal du scrutin ». Il annonce que seront inscrites à l'ordre du jour de la prochaine session parlementaire les propositions de loi « visant à permettre sous contrôle de la juridiction administrative, la non-enregistrement des candidatures de citoyens indisciplinés, ce qui est le cas, précisément, de M. Woerly, privé de sa capacité électorale par décision judiciaire ».

(Publicité)

FORUM POUR L'INDÉPENDANCE ET LA PAIX

Jeudi 7 mars 1985 à 20 h 30

SORTIR DE YALTA ?

Débat avec la participation de :

Jean ELLENSTEIN, René GIRAULT, Thierry de MONTBRIAL, Michel TATU

Sous la présidence de Carlos de SA REGO

Hôtel Lutetia - Salon Titienon, 47, boulevard Raspail, 75006 Paris

FP - 5, rue Jean-François-Gérard, 75008 Paris - Tél. : 222-77-76

revendication serait soumise à la tutelle d'une justice épurée ; un régime autoritaire, militariste, volontiers belliste vis-à-vis des « Barbares », etc.

La seule façon pour l'opposition libérale de se démarquer vraiment des fondements idéologiques de la démarche opportuniste du chef de l'extrême droite consisterait sans doute à déplacer le débat sur ce terrain et à lui opposer un autre projet de société. A supposer que les élus-majors du RPR et de l'UDF veulent réellement pousser jusqu'à leur entreprise de clarification, se battre sur deux fronts à la fois, et qu'ils parviennent à imposer cette ligne à leur base, toute la question serait de savoir s'ils auraient les moyens de procéder eux-mêmes, avant l'échéance législative, à un agencement assez convaincant pour capter à leur profit un bassin irrégulier de renouveau politique dont bénéficie M. Le Pen.

ALAIN HOLLAT.

TOUS LES MILIEUX PROFESSIONNELS

Les candidats présentés aux élections cantonales par le Front national se répartissent, professionnellement, de la façon suivante, selon les indications fournies par ce parti :

	en %
Professions libérales	14
Commerçants artisans	11
Chefs d'entreprise	19,5
Centres supérieurs	8
Employés	8
Centres moyens	7
Retraités	7
Fonctionnaires	6
VRP, Agents commerciaux	6
Ouvriers	5
Militaires à la retraite	5
Agriculteurs	4,5
Enseignants	3,5
Professions paramédicales	2
Journalistes	1
Étudiants	0,5
Mères de famille	1

Dans l'Ouest

Mgr HONORÉ ET PLUSIEURS COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES DEMANDENT A LA POPULATION DE SE MOBILISER CONTRE LE RACISME

(De notre correspondant)

Tours. — A l'initiative de l'Union des travailleurs immigrés du Centre-Ouest, plusieurs communautés religieuses de l'Ouest ont pris nettement position avant le premier tour des élections cantonales.

Sans citer le Front national, Mgr Jean Honoré, archevêque de Tours, président de la commission épiscopale du monde scolaire et universitaire ; le président de la région Ouest de l'Eglise réformée de France ; le rabbin de la communauté israélite de Tours et du Centre-Ouest, et la Fraternité orthodoxe de l'Ouest indiquent dans un communiqué :

« Nous demandons aux Tourangeaux et aux Tourangeuses de ne pas se laisser prendre au piège de l'idéologie élitiste, contraire aux lois de la Bible, et par ceux qui vont jusqu'à laisser entendre, comme d'autres l'ont fait dans le passé en France, qu'il y a des êtres supérieurs et des êtres inférieurs et des races de valeurs inégales. Nous invitons la population à rejeter les arguments démographiques insensés et responsables de la haine et de la persécution. Nous exprimons le souhait que les hommes et les femmes fassent preuve d'humanité et se mobilisent contre toute forme de xénophobie et de racisme, contre ceux qui mettent en parallèle le chômage et la présence d'immigrés sur notre territoire ».

● Campagne « serine » en Girondie. — La fédération de la Girondie du Parti socialiste a lancé, lundi 4 mars, un « appel à la sérénité et au calme ». Selon les socialistes, des agressions ont été commises contre des militants du PS dans quatre cantons depuis le début de la campagne. Trois plaintes ont été déposées auprès du procureur de la République à la suite de ces attaques commises par « des camouflés, accompagnés de chiens-loups, armés de marteaux, et dans certains cas de barres de fer ».

FSL L'Anglais aux couleurs de la vie

U.S.A. - ANGLETERRE

Jeunes de 17 ans : séjours en famille, collèges, sports, activités, encadrement, camps internationaux.

10, rue de Bercy - 75012 PARIS - Tél. : 44 32 30

SOCIÉTÉ

EN BREF

La Commission informatique et libertés s'inscrit de l'usage abusif des fichiers fiscaux

Réunie à Paris le mardi 5 mars, la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) a décidé de « poursuivre ses investigations » à propos de l'utilisation de fichiers fiscaux à des fins électorales à l'Udr, au profit du PS, et à l'Inm, au profit de l'opposition (Le Monde du 2 mars). Sans mentionner ces deux affaires, la commission de la Commission rappelle qu'elle avait attiré en temps utile, le 12 février 1985, l'attention du ministre de l'Intérieur, des partis politiques et des associations de maires sur les risques d'usage abusif de fichiers d'informations nominatives à des fins de propagande électorale. Elle citait comme exemple les fichiers de gestion. Elle se doit d'ajouter aujourd'hui avec fermeté, les risques d'usage abusif de l'utilisation des fichiers fiscaux. Elle se propose d'entreprendre l'étude d'une recommandation sur les conditions de communication et d'utilisation des fichiers fiscaux communicables au public et notamment des fichiers de la taxe d'habitation.

Manifestation à Bayonne. - Vingt-quatre heures après l'attentat au cours duquel deux réfugiés basques, Gotzon Zabaleta et Iosa Amantes, ont été grièvement blessés, trois cents à quatre cents personnes ont manifesté, mardi soir 5 mars, dans les rues du Vieux Bayonne aux cris de « Gonzales assassin, Mitterrand complice ». D'importantes forces de police ont bouclé le quartier.

Dans l'après-midi, les deux blessés, dont l'état ne suscite plus d'inquiétude, ont été transférés dans un établissement hospitalier de Bordeaux. - (Corresp.)

Lisez
LE MONDE
diplomatique

Les internes de CHU menacent de se mettre en grève

Les internes des centres hospitalo-universitaires (CHU) menacent de relancer un mouvement de grève de grande ampleur, comme en 1983. « Si nous n'avons pas été reçus par M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la Santé, avant la fin de la semaine, et si de cet entretien il ne ressort aucune mesure concrète, nous déposerons un préavis de grève pour les 14 et 15 mars », menace le docteur Denis Pariente, vice-président du syndicat des internes de Paris. Une réunion des représentants des internes de tous les CHU de France est prévue pour le 12 mars.

Deux raisons principales expliquent ce mécontentement. D'une part, les internes qui veulent devenir spécialistes refusent de voir leur salaire amputé de 40%. Actuellement, un interne gagne 4000 F par mois les deux premières années, alors que les internes de CHU en poste avant la mise en place de la réforme gagnaient 7000 F. D'autre part, les internes réclament certaines mesures leur garantissant le maintien du salaire des postes de chef de clinique que, le gouvernement envisage selon eux de réduire.

Nominations de professeurs d'université

Sont nommés professeurs des universités en sciences de gestion, par décret publié au Journal officiel du 3 mars :

MM. Bernard Martory (Angers), Jean-Claude Usurier (Grenoble-II), Michel Carle (Grenoble-II), Jean-Louis Oliviera (Lille-II), Jean-Claude Scheid (Limoges), André Jacquemont (Lyon-II), José Allouche (Nancy-II), Francis Salerno (Nancy-II), Raymond Leban (Orléans), Gérard Hirigoyen (Paris), Patrick Navette (Rennes-I), Jean-François Malecot (Rennes-I), Jacques Thybot (Strasbourg-I), Wright Micrants (Toulouse-I), François Blanc (Toulouse-III), Michel Kalika (Tours).

DÉFENSE

LES FILS DES « SOIXANTE-HUITARDS »

Une soif de discipline et d'absolu

De la rigueur, voire de la discipline. Un cadre professionnel qui ose s'avouer tel qu'il est en lui-même, avec ses contraintes, son goût de l'ordre, sa hiérarchie, mais aussi avec sa convivialité qu'on appelle l'esprit de camaraderie.

Voilà comment de jeunes recrues du contingent souhaitent que l'armée française se présente à eux en 1985. Sans tard. Sans coïncider. Sans fausse poudrière qui leur ferait dissimuler ou enjoliver - sous prétexte de plaisir à la jeunesse - la réalité de la vie dans les casernes ou dans les camps.

Cette franchise, ce sont de jeunes Français, en âge d'être reconnus dans les mairies, qui la réclament de l'armée.

Le ministre de la Défense les a interrogés, avec l'aide d'un conseil en communication extérieur. Pour rédiger sa brochure « Le Service national et vous, tout ce qu'il faut savoir dès le recrutement », qui doit être un guide pratique pour les mairies à des jeunes de dix-sept ans, le ministre de la Défense a éprouvé le besoin de connaître les états d'âme de ces adolescents qui seront ses prochains clients lorsqu'ils seront appelés sous l'uniforme à dix-huit ans.

L'ordre

On trouve dans leurs réponses les antennes ou les clichés de leurs aînés. Des réactions « a priori », comme celles qui assimilent le service militaire à « une corvée », à « une perte de temps » ou l'ennemi nait après la parade, relativement active, des « chaussons », ces deux ou quatre premiers mois d'armée où l'on fait l'apprentissage de la vie militaire et qui précèdent les dix ou huit mois suivants de service opérationnel. « C'est une rupture obligée d'avec la famille, d'avec la vie professionnelle, à l'issue de laquelle on est déphasé ».

Mais le service militaire est aussi perçu, par ces jeunes qui ne l'ont pas encore fait et qui s'en remettent aux souvenirs - souvent arrangés - de leurs prédécesseurs, comme « un affrontement de l'homme » plus ou moins angissant.

Entre les deux extrêmes : le « phile » ou le fanatique, décrit comme un gars qui a besoin d'être pris en charge, et le « phobe », le réfractaire, décrit comme un ado-

ple, avec de l'ordre », « très varié, spécialisé, avec plus de formation ».

En 1985, cette appréciation du gros de la troupe des jeunes recrues étonnerait-elle ? Serait-ce le monde à l'envers ou faut-il, désormais, s'habituer à cette exigence d'un service militaire vécu, comme l'apprentissage de l'obéissance, la « préparation à la vie professionnelle », la « solidarité », l'« ordre » puisque « c'est le seul endroit où l'on trouve ça » ?



Dessin de PESSIN.

lescent « paumé » et qui ne sait pas ce qu'il veut, il y a l'« énorme marais de la peur », qui dit s'être fait une raison et pour qui le service militaire est un fait acquis.

Ce marais se différencie, toutefois, des autres qui l'ont précédé sous les drapeaux parce qu'il fait porter l'essentiel de ses reproches sur la déliquescence de la rigueur censée, à son avis, symboliser la nature intrinsèque du service militaire. Le service de demain est imaginé « soi-

Pour ces adolescents, avant même de revêtir l'uniforme, le service militaire devient ce cadre structuré et protecteur où l'on évacue l'angoisse et l'ennui. Il y fait des points de repère, l'absence de rigidité bornée, la possibilité de découverte, d'initiative et d'épanouissement. Il y fait, aussi, des certitudes qui rassurent. La discipline et l'obéissance sont valorisées. Comme le sont les notions d'encadrement et de prise en charge individuelle, qui sécurisent.

« On est tous dans la même galère », expliquent-ils avant de condamner le « laxisme », les « désagréments », l'« inégalité ».

De ce constat, les militaires tirent la conclusion que la France s'est éloignée de la société dite permissive d'antan pour redécouvrir des valeurs d'ordre et de rigueur. Les sociologues associés à l'enquête pour le compte du ministère de la Défense préfèrent expliquer que des individus, mal préparés à affronter les temps difficiles, sont en attente de discours structurants, d'affirmation des convictions, de vérités clairement dites et de messages simples réducteurs d'angoisse, qui sont pour eux autant de points de repère.

Ceux qui recevront la brochure « Le Service national et vous, tout ce qu'il faut savoir dès le recrutement » ont dix-sept ans et, quelquefois, légèrement plus. Ce sont les fils des parents de la génération « libérée » de mai 1968 et, probablement, en réaction contre leurs familles, ils réclament des certitudes, un ordre protecteur, un cadre d'activité qui ne soit ni Byzance, ni une partie de plaisir, ni une course d'obstacles artificiels. Encore moins le Club Méditerranée, pour reprendre la formule du général Bigeard, qui a ainsi condamné les aménagements apportés au service depuis mai 1981.

Si cette analyse est correcte, l'arrivée de ces jeunes Français dans les casernes peut provoquer quelques surprises. En effet, lorsqu'on réunit de tels adolescents avec les jeunes officiers fraîchement issus des écoles militaires, qui, eux aussi, par nature, puis par formation, ont subi d'absolu et sont intrinsèques, le mélange se fait sans peine. Dans les unités pures et dures.

De nombreux colonels, à la tête de leur régiment, ne l'ignorent pas : les nouveaux officiers sont souvent pétris d'idéalisme, de certitude morale, de prétention intellectuelle qui pourraient les rapprocher de leurs jeunes subordonnés, épris de rigueur et d'une chaude camaraderie conviviale.

Il y a la convergence que ces mêmes colonels seront tentés d'encourager, trop soucieux qu'ils sont de favoriser le corporatisme et l'esprit de « bande » dans leurs unités.

JACQUES ISNARD.

UNE BROCHURE « TRICOLORE » POUR CHAQUE FRANÇAIS RENSÉ

En quatre-vingt-dix-huit pages illustrées de nombreuses photographies et de dessins humoristiques, la brochure : « Le service national et vous, tout ce qu'il faut savoir dès le recrutement » présente les différentes phases (recensement, sélection et incorporation) qui aboutissent à l'affectation de l'appelé dans l'armée (terre, air, mer) et dans la gendarmerie, selon les besoins.

Cette brochure se présente sous la forme d'un guide pratique où les filières du service national (service militaire, coopération et assistance technique, objection de conscience) sont décrites, ainsi que les procédures de dispense ou d'exemption, les avantages du service volontaire « long » et les préparations militaires. Elle précise, d'autre part, les conditions dans lesquelles les trois armées et la gendarmerie organisent le service de chacune des recrues.

Dans un premier temps, ces brochures seront remises à chaque Français en âge d'être recensé (dix-sept ans, en moyenne) par les bureaux des affaires militaires dans les mairies responsables des opérations de recensement. Ultérieurement, d'autres exemplaires seront mis à la disposition de certains établissements de l'enseignement secondaire et dans des brigades de gendarmerie pour les appelés en milieu rural.

Commenceront donc à en bénéficier les jeunes Français qui devront être recensés en mairie à partir d'avril 1985.

L'ÉDUCATION
MARS 1985
ELEVÉ SEUL
SON ENFANT
EN VENTE CHEZ VOTRE
MARCHAND DE JOURNAUX
11,50 F

SCIENCES

POINT DE VUE

Une recherche pour l'an 2000

M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, devait présenter, ce mercredi 6 mars, au conseil des ministres une communication sur la future loi de programmation de la recherche, qui prendra la suite de la loi d'orientation et de programmation votée en juin 1982 pour trois ans.

Cette loi fixait d'ambitieux objectifs, le principal étant de faire passer la dépense nationale de recherche-développement à 2,5 % du PIB en 1990, alors que le rapport était de 1,85 % en 1980. Cet objectif ne sera pas tout à fait atteint : le chiffre réel

devrait être de 2,25 %. Pour préparer la prochaine loi, une commission d'une trentaine de membres réunira représentants de l'administration, des syndicats ouvriers et patronaux, et personnalités scientifiques. Elle pourra proposer des mesures pour remédier aux faiblesses bien connues : manque de mobilité des chercheurs publics, insuffisance de la recherche industrielle (qui a pourtant progressé au rythme de 5 % l'an) et sous-équipement de nombreux laboratoires, spécialement en moyens de calcul.

par HUBERT CURIEN (*)

EN 1982, le Parlement a voté une loi d'orientation et de programmation de la recherche pour trois ans. Le texte de cette loi était issu d'une consultation de très grande ampleur : 450 associations de la recherche. Au terme de cette période triennale, nous dressons aujourd'hui un bilan : il est incontestablement positif. Les réformes structurelles souhaitées ont été accomplies. L'effort global national de recherche qui était en 1980 de 1,85 % du produit national brut dépasse maintenant 2,2 % et nous nous rapprochons significativement du niveau des nations championnes telles que les États-Unis d'Amérique et l'Allemagne fédérale. La recherche et le développement technologique sont devenus des priorités nationales. En un temps de rigueur financière, plus de mille emplois nouveaux ont été inscrits au bénéfice de la recherche dans le budget de l'Etat pour 1985. Dans les entreprises, la croissance de la recherche, bien que trop modeste encore, est aussi clairement indiquée.

Une mobilisation

Une nouvelle programmation de la recherche et du développement est maintenant mise en chantier, avec des ambitions légitimes et aussi à la lumière des résultats obtenus, quelques changements de perspectives, en particulier une plus forte implication de la recherche effectuée en milieu industriel.

Les batailles tactiques de la fin du siècle requièrent une mobilisation sur les divers fronts. Nous disposons d'atouts considérables. D'abord la recherche est mieux comprise, mieux respectée chez nos concitoyens qu'elle ne l'était par le passé ; même les sondages le disent. A nous d'amplifier la campagne d'information scientifique et technique et de mettre en place de nouveaux moyens de nouvelles méthodes, concertées et vivantes, de formation. L'éducation doit donner de l'appétit pour la modernité.

Mesurons le chemin parcouru depuis quelques années dans l'attitude des chercheurs français à

l'égard des applications. Les discussions sur l'aliénation de la recherche par l'aval sont décidément derrière nous. La liberté de la démarche intellectuelle du scientifique est moins que jamais en cause, mais la conscience d'un devoir est maintenant acceptée et même souvent professée par les chercheurs : le devoir de faire en sorte que les découvertes soient valorisées, le plus vite possible et le plus complètement. Tous les organismes publics de recherche se sont dotés d'instances de valorisation dont les effets sont déjà sensibles. Il faut faire plus encore pour accélérer l'omose. Il faut que ce qui pouvait être autrefois un handicap devienne vraiment, et pas seulement dans les textes mais aussi dans les faits, un bonus : la mobilité pour un chercheur, le passage par le chercheur pour un ingénieur ou un administrateur.

Quelles peuvent être les lignes de force de notre politique de recherche et de développement scientifique et technique pour les années qui viennent ? D'abord contribuer à renforcer nos dispositifs de base. L'emploi scientifique doit être planifié à long terme, pour éviter dans l'urgence les coups d'accordéon ; aussi nécessiter pour la gestion des laboratoires que dissuade pour les candidats aux métiers de la recherche. Mais à quel serviraient des chercheurs médiocrement équipés ? Garderons-nous, attirerons-nous les meilleurs s'ils ne trouvent chez nous des facilités comparables à celles dont bénéficient les laboratoires étrangers les mieux pourvus ?

Accélérer l'élan

Et puis, et peut-être surtout, nous devons accélérer l'élan de la recherche industrielle. Là, les comparaisons internationales quantitatives ne nous ont pas été dans le passé et ne nous sont pas encore favorables. Certes, le déclin de l'Europe au regard de l'Amérique ou du Japon n'est pas

inscrit dans l'histoire, mais nous devons réagir. Nous proposons pour les prochains budgets des mesures nouvelles d'incitation en faveur des activités de recherche en milieu industriel et d'orientation de l'épargne vers les opérations innovantes. Nous devons aider nos concitoyens à spéculer utilement sur l'avenir.

Un avenir porteur dans bien des domaines de la technologie : l'informatique et ses applications dont tout le monde parle à juste titre ; mais aussi les industries agro-alimentaires et, plus généralement, l'exploitation des processus biologiques dans leur diversité. Les matériaux nouveaux n'ont pas fini, eux aussi, de transformer nos instruments les plus familiers et donc notre vie quotidienne.

Nous avons bien garde de ne pas oublier l'air, l'espace et l'océan, où la technologie française s'est déjà taillée une remarquable réputation. L'énergie aussi nous promet bien des nouveautés. La plupart de ces grandes aventures sont menées à l'échelle de l'Europe. La science n'est-elle pas l'un des meilleurs ciment pour la cohésion européenne encore fragile mais indispensable ?

Parlons aussi de la médecine, où nous faisons très bonne figure. Dans les communications, qui constituent un intéressant thermomètre de la modernité, notre technologie est sévère ; n'avons-nous pas, le mois dernier, mis à poste avec Ariane un beau satellite de télécommunications fabriqué sous maîtrise d'œuvre française pour un client étranger ?

Il est indispensable d'investir dans tous ces domaines, en visant le progrès des connaissances et l'efficacité des pratiques industrielles, mais rien ne réussira pleinement si la société ne prend pas vraiment en charge son avenir scientifique et technique. Les sciences humaines et sociales sont, plus que jamais, à l'ordre du jour : l'intelligence du passé, l'adaptation au présent, la préparation à l'avenir forment une trilogie solidaire de sujets de recherche, fondamentaux et appliqués.

CELIBATAIRES AIMERIEZ-VOUS CHANGER VOS RENCONTRES ?



Désormais, rencontrez - grâce à une étude psychologique préalable - des personnes dont le caractère, l'affectivité et même la sexualité sont compatibles avec les vôtres. C'est la chance fantastique que vous offre ION. Le monde change, changez aussi votre façon de découvrir celle que vous cherchez pour la vie.

Ion International

Institut de Psychologie fondé en 1950
PARIS - BRUXELLES - GENÈVE

GRATUIT
Veuillez m'envoyer sans engagement, sous pli neutre et cacheté, le livret d'information en couleurs "Pour un couple nouveau".

M. Mlle Mlle...
Prénom... Age...
Adresse...

ION FRANCE SA 93 94, rue Saint-Lazare, 75008 PARIS - Tél. 58.76.70 +
ION BRUXELLES SA 105 106, allée Desnoyettes, 11400 TULLOISE - Tél. 52.82.82
ION BELGIQUE 105 106, allée Desnoyettes, 11400 TULLOISE - Tél. 52.82.82
ION SUISSE 145 89 90, c. Pénin, CP 295, 1211 GENEVE 11 - Tél. 822.21.54

DANS LES CASERNES

Braves soldats du XII^e

Musique en tête et drapeau déployé, les hommes du 76^e régiment d'infanterie défilent devant la mairie. C'était il y a quelques jours dans le XII^e arrondissement de Paris. Les passants n'en croient pas leurs yeux. Présentation du drapeau aux nouvelles recrues du régiment, remise de décorations, dépôt d'une gerbe au monument aux morts, allocation du colonel, on n'avait pas vu une telle cérémonie dans le quartier depuis un demi-siècle.

Les fantasmes qui paraissent ce jour-là tiennent garnison au Fort acef de Vincennes, dans les limites mèmes de l'arrondissement. Le tiers d'entre eux sont des Parisiens qui rentrent chez eux chaque après-midi dès 17 h 30, leur service accompli. L'unité, forte de sept cent cinquante hommes, doit défendre Paris contre des commandos infiltrés ou parachutés. Elle possède pour cela un petit arsenal de mortiers lourds et de missiles antichars. Dans quelques semaines, elle recevra des véhicules blindés et des nutomitrailluses.

En s'affichant pour ce qu'elle est — l'instrument de défense des citoyens, — l'armée tente d'établir des relations normales avec les civils. A Paris — une ville décidément pas comme les autres, — elle n'osait plus se montrer.

Un mariage

On compte pourtant à l'intérieur du périmètre cinq casernes, un hôpital, des quartiers généraux, plusieurs services, des écoles, un laboratoire et des dépôts. Sans compter les officiers du ministère de la défense, cinq mille hommes en uniforme vivent et travaillent dans les arrondissements. On les voit à peine. Il est vrai que, depuis longtemps, les gradés se changent avant de rentrer à leur domicile. Ils craignent les remarques désobligeantes, les kazzis et même les agressions.

C'est cela qui a incité le colonel Hugues de Hédouville, quarante-cinq ans, le « patron » du 76^e, à sortir de la réserve habituelle où se tenait

son unité. Tout bonnement, comme il l'aurait fait dans une garnison provinciale, il est allé trouver M. Paul Perrain, le maire RPR de « son arrondissement », le XII^e. Et il lui a proposé de faire sur l'avenue Daumesnil, devant le mairie, la présentation du drapeau aux nouveaux arrivés, comme cela se pratique six fois par an derrière les remparts du Fort neuf.

Après le défilé, M. Pernin a offert aux officiers, aux anciens combattants et aux nouveaux décorés un « pot » dans la salle des mariages. « En effet, c'est un peu le mariage du 76^e avec son arrondissement » a remarqué le colonel.

Le temps du décal

Mais, au-delà de cette formule, il y a tout de même du nouveau. Les lourdes portes de fer du fort de Vincennes vont s'entreouvrir. D'abord, aux familles des appelés, qui, au moment de l'incorporation, peuvent jeter un coup d'œil sur les chambrées de leurs petits. En avril, Hugues de Hédoeville et ses garçons feront les honneurs de leur casernement aux élus et aux représentants des associations du XII^e. Plus tard, peut-être des jurnuées portes ouvertes seront organisées, cette fois pour tout le monde.

Les Parisiens découvriront alors que, même centenaire, le Fort neuf justifie son nom. Derrière les vieux bâtiments, on est en train d'achever la construction d'un casernement en brique, métal et béton qui sera l'un des plus modernes de France. Chambres de six, restaurant libre service, parkings souterrains pour les 300 véhicules, multiples terrains de sport, salles de cours vidéo, simulateurs électroniques pour l'apprentissage du tir...

Au mois de juin, sans doute, une nouvelle présentation du drapeau aura lieu dans un autre coin de Paris. Entre l'armée et les Parisiens, voici venu le temps du dégel.

MARC AMBROISE-RENDU

Un trafic d'embryons humains fait scandale en Autriche

De notre correspondante

substances de croissance. Ce commerce fonctionnait, selon *Ikarus*, depuis plus de quatorze ans avec des firmes pharmaceutiques en RFA et en Autriche.

Le magazine cite plusieurs exemples qui prouvent que ce genre de commerce est assez répandu dans le monde. En mars 1981, la douane française aurait saisi une cargaison d'embryons en provenance de Roumanie destinée à un producteur français de produits de beauté. En février 1982, la police californienne aurait découvert plus de cinq cents embryons conservés dans de la formaldéhyde destinés à une clinique spécialisée dans la chirurgie esthétique.

Entre en novembre 1975 et juillet 1976, la firme américaine Flow Laboratories Inc. de Rockville, aurait reçu par voie aérienne 433 boîtes avec des reins congelés d'embryons humains, en provenance

de la Corée du Sud. Flow Laboratories Inc est représentée à Vienne. Son catalogue de vente, cité par *Ikarus*, offre sur toute une page, des organes humains à l'état embryonnaire scrupuleusement numérotés et étiquetés. Enfin, toujours selon *Ikarus*, le *Quotidien de Paris* du 9 mai 1984 aurait fait de la publicité pour une substance extraite d'embryons humains (voir encadré ci-dessus).

M. Alois Stacher, conseiller municipal de Vienne responsable de la santé, avait demandé, en 1980, que tous les embryons humains disponibles dans les hôpitaux à la suite d'avortements soient « enterrés dans des petits cercueils ». Les différents chefs de clinique interrogés se montraient cependant parfaitement accoutumés au commerce illicite avec les embryons, mais étaient unanimes à dire que « cette affaire regarde uniquement les employés de la morgue qui travaillent pour leur propre poche ».

WALTRAUD BARYLL

Cordons de beauté

Utilise-t-on en France des tissus fœtaux humains à des fins cosmétologiques ? La 9 mai 1984, le *Quotidien* de Paris publiait en rubrique « Mode » un curieux petit écho concernant les produits de la marque Collin. On y vantait alors les mérites du bronzage, avant de perler des « ampoules de la même marque aux embryons humains ».

Cette annonce devait faire quelque bruit dans les milieux de la cosmétologie française, avant, il y a peu, d'être citée dans l'affaire qui éclate aujourd'hui en Autriche.

La marque en question, docteur G. M. Collin propose une ligne de produits de beauté classiques commercialisés par l'Expansion biologique française, filiale du groupe public SANOFI (Elf-Aquitaine). Installée galeries Vienne à Paris (deuxième arrondissement), l'Expansion biologique française vend ses produits dans une cinquantaine de pays, parmi lesquels l'Afrique du Sud,

les États-Unis, la Suède, le Brésil et la Hollande.

« Commercialisez-vous des produits fabriqués à partir de tiques, vecteurs humains ? »

dessa indústria humana. Afirmo que os produtos são produzidos em Caracará, PDG de certa sociedade depois 1980, «l'agit, nous a-t-elle déclaré, d'un malentendu, d'une mauvaise interprétation, dont nous sommes peut-être responsables. Les produits en cause sont des hydramyomes. Il s'agit d'extrait aqueux tirés de cordons ombilicaux, mais au aucuneson d'embryons humains, mais d'embryons de tissus de fœtus ou d'enfants humains.» Daí os numerosos produtos à visée médicalesont en effet obtenus à partir du sang que contient la placenta. En revanche, un ne parla guère de

la récupération et de l'utilisation de cordons ombilicaux humains à des fins cosmétologiques. Le plus souvent d'ailleurs, les fabricants de produits de beauté se contentent de vanter les mérites des substances biologiques qu'ils utilisent, sans indiquer leur provenance.

nance. C'est surtout le cas des tissus animaux d'embryons ou de fœtus qui font l'objet d'un véritable mythe, car on leur prête des vertus « rajeunissantes » (1).

D'où proviennent les substances utilisées par l'Expansion biologique française ? M^{me} de Carcade ne le sait pas précisément. « Il s'agit pour nous que de matière première que nous achetons à la SOREDIS, société spécialisée de Monte-Carlo. Je crois savoir que cette carte anciennement achetée à une firme de la région lyonnaise, s'y a été la matière à l'origine ? Quel qu'il en soit, l'Expansion biologique française a préféré depuis cette affaire gommer dans ses messages à la presse toute référence aux emboîments.

J.-Y. N.

(1) Les tissus fœtaux animaux sont utilisés par injection dans plusieurs cliniques privées suisses, qui proposent ainsi des « cures de jeunesse » (le Monde aujourd'hui daté des 29 et 30 janvier 1984).

LE MINISTÈRE ENVISAGE UNE DIMINUTION DES HORAIRES POUR LES ÉLÈVES DES LYCÉES

La rentrée 1985 s'annonçait difficile dans les lycées. D'un côté, le ministre de l'éducation nationale a souhaité accueillir des dizaines de milliers de jeunes en plus des effectifs normaux, déjà en progression. De l'autre, le budget de 1985 n'a prévu qu'un petit nombre de nominations d'enseignants. Pour répondre à cette double exigence il ne restait que peu de solutions : soit on élevait le nombre d'élèves par classe, soit on anticipait déjà trentesix mois le recrutement dans certains cas — soit on décidait de diminuer les horaires ce qui permettait, en gagnant quelques heures dans chaque discipline, d'ouvrir de nouvelles classes sans créer de nouveaux postes.

Il semble que M. Jean-Pierre Chevènement ait choisi cette dernière solution. Des projets d'arrêtés, actuellement en préparation au ministère de l'éducation nationale, et soumis à la concertation avec les syndicats, proposent une réduction des horaires des classes de seconde et de première des lycées. Depuis la rentrée, de 1983, l'horaire hebdomadaire de ces classes est défini en fonction d'un minimum et d'un maximum. La différence de quelques heures entre les deux est mise à la disposition des enseignants pour des projets interdisciplinaires ou des aides personnalisées aux élèves.

Dans les textes préparés par le ministre il n'est question que d'heure minimum. Ainsi en seconde, les mathématiques ne seraient plus enseignées que trois heures hebdomadaires au lieu de quatre ; le français, quatre heures au lieu de cinq ; l'histoire-géographie et l'instruction civique, trois heures au lieu de quatre... Ces réductions seraient à peu près les mêmes pour toutes les options des classes de première.

S R

**Tuborg Verte. Jamais
une bière n'était allée si
loin dans la détente.**



Tuborg Verte. Elle donne sa saveur à la détente.

Abstract

ΣΥΜΠΛΗΡΩΣΤΕ ΤΟ ΚΑΤΑΛΟΓΟ ΤΗΣ ΕΡΕΥΝΑΣ

APPEL

PROPOSÉ A LA SIGNATURE DES ÉLUS ET DES CANDIDATS RÉPUBLICAINS

LA CIMADE, Service œcuménique d'entraide
(176, rue de Grenelle, 75007 PARIS).

LE MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE NON VIOLENTE
(20, rue du Dévidet, 45200 MONTARGIS).

LA MISSION DE FRANCE
(BP 124, 94121 FONTENAY-SOUS-BOIS).

... AVEC LES PERSONNALITÉS SUIVANTES,
premières signataires de cette initiative :

PERSONNALITÉS SIGNATAIRES DE L'INITIATIVE « APPEL AUX ÉLUS »

Sara ALEXANDER, chanteuse ; Colette AUDRY, écrivain, chevalier de la Légion d'honneur et officier de l'Ordre national du Mérite ; Madeleine BAROT, ancienne résistante, ancienne secrétaire générale de la Cimade ; Tahar BEN JELLOUN, écrivain ; général Jacques de BOLLARDIÈRE, compagnon de la Libération ; Aimé BONIFAS, pasteur, ancien déporté ; Pierre BRUNON, préfet honoraire, ancien résistant et ancien déporté, commandeur de la Légion d'honneur ; Marc BRUNSCHWEILER, secrétaire général de la Cimade ; Henri CAILLAVET, ancien ministre, membre honoraire du Parlement, ancien combattant de la Résistance ; Jean CARDONNEL, dominicain ; Georges CASALIS, pasteur, théologien ; René CHAR, écrivain ; Edmonde CHARLES-ROUX, écrivain ; Marie-Dominique CHENU, dominicain, théologien ; Marie-José CHOMBART-de-LAUWE, chercheur au CNRS, ancienne déportée ; Michel COLUCCI (Coluche), artiste ; Constantin COSTA-GAVRAS, cinéaste ; Claude DEMOULIN, maire de Sedan ; Job DURUP, député de Meurthe-et-Moselle ; Philippe FARINE, conseiller de Paris ; Jean-Jacques de FELICE, avocat ; Brigitte FOSSEY, comédienne ; Jacques GALTIER, pasteur ; Félix GUATTARI, psychiatre ; Roger HANIN, comédien, cinéaste ; Georges HOURDIN, journaliste ; Félix LACAMBRE, journaliste ; Bernard LANGLOIS, journaliste ; Bernard-Henri LÉVY, écrivain ; Stanislas MANGIN, conseiller d'Etat honoraire ; Gabriel MARC ; Gilbert

MARTAL, agrégé de l'Université ; Claude MAURIAC, écrivain ; Albert MEMMI, professeur d'Université, membre de l'Académie des sciences d'outre-mer ; Théodore MONOD, membre de l'Institut ; Georges MONTARON, directeur de « Témoignage chrétien » ; Jean-Marie MULLER, écrivain, animateur du M.A.N. ; René NODOT, croix du combattant volontaire de la Résistance, titulaire de la médaille des Justes ; Jacques PELLETIER, prêtre, secrétaire général de la Mission de France ; Pierre PICARD, chevalier de l'Ordre national du Mérite ; Frédéric POTTECHER, journaliste et écrivain ; Jean REMOND, évêque auxiliaire de la Mission de France ; Catherine RIBEIRO, chanteuse ; Pierre RONDOT, spécialiste du Proche-Orient et du Maghreb ; Alain RUELLAN, président de la Cimade ; Bernard STASI, ancien ministre, député, président du conseil régional de Champagne-Ardenne ; Olivier STIRN, ancien ministre, député du Calvados, maire de Vira ; Anne SYLVESTRE, chanteuse ; Pierre-André TAGUIEFF, chercheur au CNRS ; Bertrand TAVERNIER, cinéaste ; Pierre VIDAL-NAQUET, historien ; Paul VIRILIO, urbaniste ; Roger WINTERHALTER, maire de Luttrabach, président de la Fédération des élus autogestionnaires ; Claude OLIVENSTEIN, médecin-chef du centre médical Marmottan ; Francis PERRIN, membre de l'Institut.

LANCER UN APPEL AUX ÉLUS DE FRANCE ET AUX CANDIDATS RÉPUBLICAINS !

Face à la résurgence de l'extrême droite, et en particulier aux succès électoraux du Front national, beaucoup de Français sont inquiets, au-delà de leurs horizons ou clivages politiques. Ils se rendant compte, en effet, que ce sont les valeurs fondatrices de la République, celles qui constituent notre héritage humaniste ou biblique, les principes des Droits de l'homme, qui sont menacés, sinon bafoués par cette formation politique.

C'est pourquoi nous avons pris l'initiative de lancer un appel, à vous, élus, maires, conseillers généraux et régionaux, députés et sénateurs de toutes obédiences, ainsi qu'à vous, candidats républicains au suffrage universel, pour que vous vous engagiez à ne pas faire alliance avec le Front national tant qu'il reste porteur de son idéologie actuelle. Notre propos n'est pas d'exclure qui que ce soit mais de rappeler fortamment que la vie démocratique, l'un de nos biens communs les plus précieux, passe par le respect par tous de la dignité de chaque individu et de chaque communauté.

Notre appel est précisément lancé à la veille des élections cantonales ; où pour la première fois le Front national peut espérer avoir plusieurs élus qui participeraient à la gestion du pays de manière durable. Il survient au moment où, heureusement, la plupart des organisations politiques commencent à convenir que le Front national constitue un péril. En le signant largement et le plus rapidement possible, vous manifesterez réellement aux Français inquiets et aux communautés issues de l'immigration qui sont en France, que la grande majorité des élus et des hommes politiques de notre pays refuse les glissements fascistes et racistes.

Nous avons confiance en votre réponse et vous remercions de votre soutien. Avec vous, nous maintiendrons ainsi vivants les idéaux de liberté, de fraternité et d'égalité qui sont la force et l'honneur de notre nation.

« CE QUE NOUS N'ACCEPTONS PAS FACE AU DÉVELOPPEMENT DU FRONT NATIONAL »

Depuis quelque temps apparaissent en France les signes d'un phénomène inquiétant : la banalisation de thèmes et d'idées qui viennent contester les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité qui sont le ciment de notre nation dans sa diversité. Pour la première fois dans notre histoire depuis la Libération, un parti, créé, en 1972, avec des hommes venus des groupuscules activistes Occident et Ordre nouveau, ou encore de l'OAS et même de la collaboration, a réussi à émerger fortement sur la scène politique française en obtenant la légitimation des urnes. Le Front national est parvenu à obtenir droit de cité dans nos institutions démocratiques ; une nouvelle forme de fascisme idéologique menace notre pays, imprégnant les mentalités et les comportements d'une partie de plus en plus importante de nos concitoyens.

Du fait de cette organisation, des habitants de France, Français ou immigrés, sont désignés comme des ennemis qui porteraient atteinte à la pureté de notre nation. Par son fait toujours, la Déclaration universelle des droits de l'homme comme le message biblique de fraternité universelle et d'amour du prochain sont tournés en dérision ou travestis. Par son fait encore, nos valeurs démocratiques se trouvent dévaluées.

Nous n'acceptons pas que les idées autoritaires, inégalitaires, répressives et xénophobes du Front national contaminent aussi facilement les mentalités et les comportements de nos concitoyens, et finissent même par être reprises à l'intérieur d'autres formations politiques.

Nous n'acceptons pas le développement de cette désinformation politique qui veut faire croire, par une argumentation simpliste, à l'existence de complots contre la nation, lesquels nécessiteraient l'intervention soi-disant salvatrice du Front national.

Nous n'acceptons pas que des habitants de France : immigrés de toutes origines, jeunes de milieux défavorisés, syndicalistes, militants des droits de l'homme, etc., puissent être désignés comme des ennemis, des envahisseurs ou des traîtres contre lesquels les « vrais Français » se trouveraient en état de légitime défense.

Nous n'acceptons pas que M^{me} Simone Veil comme M. Badinter, par exemple, puissent être régulièrement attaqués en des termes qui prouvent un antisémitisme virulent.

Nous nous engageons à ne pas reconnaître le Front national comme une formation politique comme une autre tant qu'il sera porteur de l'idéologie qui est aujourd'hui la sienne, et à mettre en garde nos concitoyens contre l'idéologie qu'elle représente.

Nous nous engageons également à nous opposer à toute complaisance et à tout accord électoral avec le Front national quelles que soient les justifications avancées.

BULLETIN (à découper ou à recopier) à nous renvoyer de toute urgence

Je soussigné (Prénom et Nom)

Élu ou candidat :

adhère à l'Appel « Ce que nous n'acceptons pas face au développement du Front national »
et m'engage ainsi à refuser toute alliance avec cette formation politique.

A renvoyer à « Appel 85 », C/O CIMADE, 176, rue de Grenelle, 75007 Paris

Les frais de publication de cet appel sont supportés par les signataires. Nous vous demandons de bien vouloir nous aider et nous vous en remercions par avance :
CIMADE, CCP N° 408387 Y PARIS (mention « Appel 85 aux élus »).

ARTS ET SPECTACLES

Bergman à Paris

Violence et pouvoir, domination et tendresse, désirs. Vieillesse. Entre les meurtres sanglants autour d'une couronne et la mort par abandon sur une scène désertée, il y a la sensualité de la vie. Théâtre (le Roi Lear). Cinéma (Après la répétition). Ingmar Bergman est parmi nous, triomphalement accueilli.



Jarl Kulle et Margaretha Byström.

A L'ODÉON, « LE ROI LEAR »

ENTRE LE ROUGE ET LE NOIR

LE rouge et le noir... Ils exercent l'action et les personnages de cette tragédie sanglante et forcée de début à la fin, dans un univers où la blancheur n'a pas sa place. Ingmar Bergman et sa décoratrice ont insisté sur la symbolique de la couleur qu'ils utilisent comme une palette dans ce *Roi Lear* dépouillé et surchargé.

ronne à l'avant du plateau et, jusqu'à la fin, les hommes - aussi bien que les femmes - vont s'écharper pour tenter de la ramasser et mettre leur tête sous ce symbole. Mais quel début ? Quelle fin ? Quand le public entre dans la salle, les acteurs sont déjà tous sur la scène, rendant hommage mécaniquement à ce vieux roi, pâle sil-

d'autant plus qu'il ne comprend pas le langage, les mots de cet épouvantable drame de famille et de gouvernement. La langue suédoise, avec son accentuation grandiloquente, agit comme une musique : mais, de l'adaptation nouvelle de Britt Hallqvist qui, paraît-il, fit sensation à Stockholm, on ne peut percevoir les mots, la syntaxe (2)...

vant nous est celle d'un monde qui s'écroule : le tableau du début, qui évoque la Renaissance italienne, va s'effondrer, au sens propre, pour laisser place à l'avenir. Un vieux monde est en train de changer et on ne sait pas encore ce que sera celui qui vient. Bergman exprime là un pessimisme qui va au-delà de Shakespeare, puisque personne ne

tout à la fois : rouge du sang et de la violence, dans un univers élégant en apparence, élos, étouffant, qui recrée à l'intérieur de ses entrailles une humanité ballottée et étreinte au gré des luttes pour le pouvoir (1).

Mais quel pouvoir ? On imagine mal que le monde a pu, un jour, reposer sur ce vieillard hirsute et naïf, vêtu d'une couleur miel - du sang sans hémoglobine... - qui a encore pour peu de temps, quand le spectacle commence, la lourde couronne sur sa tête. L'homme vieillissant cède le pouvoir, dépose la cou-

ronne jaunée, pauvre fou prêt à laisser tomber sa couronne, et qui se croit encore roi parce que tout le monde, autour de lui, a l'air de se plier aux règles passées et danse, interminablement, sur un cérémoniel décadent. Pas de décor, pas de meubles, pas d'accessoires, pas d'entrées ni de sorties, pas d'issue... Tout repose sur les acteurs et les figurants, plus d'une cinquantaine qui jonglent, qui dansent, qui souffrent, qui se transforment en monument, en catafalque, en siège ou en table basse... Comédiennes surtout, à la

voir d'alto bien timbrée (Margaretha Byström en Goneril, Ewa Fröling en Regane, Lena Olin en Cordelia), autour de leur fou de père

(Jarl Kulle), visages que l'on reconnaît pour les avoir vus dans des films de Bergman. Visages auxquels le spectateur français se raccroche

Meurtres, suicides, trahisons, yeux érivés, mais aussi tendresse d'un bouffon pour son roi, tout autant qu'attouchements sans tendresse, la pièce qui se déroule de-

(1) Voir notre critique lors de la création à Stockholm dans le Monde du 18 mai 1984.

(2) Pourquoi le Théâtre de l'Europe - qui joue Strindberg en italien, Dostoevski en anglais, Shakespeare en suédois - ne donne-t-il pas la possibilité de servir le texte de plus près grâce à une traduction simultanée ? Même lorsqu'on connaît bien la trame d'une pièce, le mot et sa complexité font défaut terriblement.

parvient à se rendre possesseur de la couronne. Edgar, le bon fils, et Albany, le mari de Goneril, restent seuls au milieu des cadavres pour reconstruire le royaume : non pas ensemble, mais chacun pour soi, et le duel recommence. On ne saura jamais, Bergman le sait-il ? qui sera le vainqueur. Toute la force de ce splendide spectacle réside dans cette interrogation.

N. Z.

* Odéon Théâtre de l'Europe. Jusqu'au 10 mars.



Erland Josephson et Lena Olin.

INGMAR BERGMAN ne fera plus jamais de films. Farouk et Alexandre, disait-il, serait le dernier. Et si après la répétition le contredit - puis qu'il voit un beau film de Bergman - c'est aussi pour mieux nous convaincre de sa décision. Après la répétition, réalisé pour la télévision, est une leçon de scénographie sur l'attachement définitif d'un metteur en scène au théâtre.

« Ecoutez le silence sur ce plateau. Tant d'énergie intellec-

Les désirs se croisent. Si Henrik avait dix ans de moins, moins de lassitude, plus d'innocence, il s'emparerait de la disponibilité d'Anna. Il le lui dit, il lui prend le bras, il lui explique, vous n'avez que peu de liberté de nos jours, puisqu'on ne construit plus de décors. Si je travaillais pour le cinéma, ce serait pour réaliser un film moi-même...

En trois actes et soixante-dix minutes. Après la répétition, enchevêtre les liens qui arment le travail d'un metteur en scène à son activité, et régissent toute leur vie. Ils s'observent, détectant les faux-semblants. Chacun

« APRÈS LA RÉPÉTITION »

tuelle, tant de sentiments, vrais ou faux (...). Tout reste enferrmé ici, éternellement, tout continué à vivre en secret. Son sujet, Bergman le décrit, le dialogue, sur la scène d'un théâtre désert. Henrik Vogler, maître des lieux, double éventuel de l'auteur, affronte Anna, la jeune actrice qu'il a choisie pour le rôle principal du Songe.

La scène, comme au théâtre, devient alors un autre espace, mental. « A mon âge, quand on se penche, il arrive qu'on bascule dans une autre réalité. Les morts ne sont pas morts... » La passé fait intrusion : la mère de la jeune femme. Ils ont été amants, elle a été une grande comédienne, elle est folle, alcoolique. Aujourd'hui elle est morte, et c'est le metteur en scène qui le met en scène. La jeune fille qui est venue troubler sa solitude d'après les répétitions a vaincu l'angoisse de haïr sa mère. Elle pourrait finir comme elle.

Ingrid Thulin et Erland Josephson, acteur de Bergman depuis 1946 pour l'un, et 1957 pour l'autre, interprètent la vieille comédie de ceux qui croient se connaître par cœur. La jeune Lena Olin essaie ses premières armes dans le sacro-saint théâtre. Et puis deux enfants du même âge, douze ans, sont à deux reprises tapis dans l'image. Un petit garçon, soir après soir, découvre « la magie des acteurs ». Une petite fille subit les envolées dramatiques de sa mère. Ils sont, pour toujours, enveloppés par le miracle de la représentation.

CLAIRE DEVARRIEUX.

* Voir les films nouveaux. Le texte intégral du film est publié dans le numéro 5 de la revue Théâtre en Europe.

INGMAR BERGMAN et moi, nous travaillons ensemble depuis exactement vingt ans. Jamais pour le cinéma parce que c'est une toute autre chose et que, dans un film, vous n'avez que peu de liberté de nos jours, puisqu'on ne construit plus de décors. Si je travaillais pour le cinéma, ce serait pour réaliser un film moi-même...

Au théâtre, nous sommes comme un vieux couple. Mon premier travail avec Ingmar a été sur une pièce de mon mari, Peter Weiss, l'Instruction...

Peter Weiss avait reçu, on s'en souvient, une consécration mondiale, au début des années 60, avec une pièce qui fit date, l'extraordinaire *Marat-Sade*, livre raccourci de la *Persécution et l'assassinat de Jean-Paul Marat* représentés par le Groupe théâtral de l'hospice de Charenton sous la direction de Monsieur de Sade L. Et Gunilla Palmstierna-Weiss avait été la scénographe du spectacle à Berlin, à Stockholm, ainsi qu'à Londres et à New-York avec Peter Brook (elle était aussi responsable des costumes). Puis, en 1965, elle avait commencé à collaborer avec Ingmar Bergman, alors directeur du Théâtre royal de Stockholm.

Comme dans tous les couples, reprend-elle, il y a parfois entre nous des désaccords. Mais il y a des disputes qui sont enrichissantes ; sur le plan esthétique ou politique, il est arrivé que nous ayons des différends, mais ce que nous avons en commun, c'est la simplicité. Et je pense que notre collaboration sera durable parce que nous avons le même point de vue sur le théâtre : faire le maximum avec un minimum. Parvenir à la simplicité.

Le travail avec lui en Allemagne a été très important. On

sait qu'il avait dû quitter la Suède à cause de ses démêlés avec le fisc. A Munich, nous avons monté *Gombrowicz*, Ibsen, Strindberg, puis Dom Juan à Salzbourg. Je parlais couramment l'allemand, non pas à cause de Peter, mais à cause de mon passé familial. Cela nous donnait une sorte de sécurité de connaître la langue suédoise et le théâtre.

Pour le *Roi Lear*, qui marqua le retour d'Ingmar Bergman sur la scène suédoise, le rôle de Gunilla Weiss, scénographe-décoratrice-costumière, est indissociable de la mise en scène et semble même avoir partie égale dans le spectacle.

Nous nous étions donnés comme point de départ, dit-elle, d'essayer de simplifier au maximum la mise en scène afin de mettre en évidence à la fois le texte et les corps. Que ce soit si simple que vous n'avez pas le sentiment que c'est une scénographie ! Ingmar répétait qu'il ne devait y avoir que les acteurs, ce qui m'irritait beaucoup naturellement, car pour la scénographie le décor doit se répéter chaque soir, identique.

Donc nous nous étions donné comme règle, au départ, la simplicité [elle énumère]. Les acteurs ne devaient pas quitter la scène pendant toute la pièce ; le lieu devait représenter à la fois le monde ancien et celui d'aujourd'hui ; il devait être clos ; il fallait une symbolique des couleurs.

C'est le rouge et le noir qui prédominent...

Le rouge, vous pouvez lui donner deux significations : le sang et la vie, mais associé au noir, il évoque aussi le fascisme nazi. Pour moi, le *Roi Lear* est

une pièce sur le pouvoir et sur l'oppression.

Je pense que personne, dans cette pièce, n'est sympathique, même pas - comme on a tendance à le croire - Cordelia. Je ne l'aime pas comme femme. Et je ne pense pas non plus que Gloucester, soit quelqu'un de bien, même si on lui a crevé les yeux... Tous appartiennent à une société très cruelle qu'ils ne peuvent quitter, et le noir et le rouge sont comme leur sein maternel.

Ils apparaissent dans une ronde où il n'y a ni début ni fin. Et quand la pièce devrait être finie, quand le pouvoir est arraché au tyran, les deux vainqueurs recommencent à se battre. Sans fin.

Ce n'est pas dans Shakespeare. Pourquoi cet ajout ?

D'un point de vue politique, qu'Ingmar ne partage pas toujours, nous avons vu au cours des décennies précédentes que chaque fois que des gens arrivent au pouvoir, même s'ils sont respectables, ils ne parviennent pas à travailler ensemble ; et la lutte pour le pouvoir recommence.

Pour Ingmar, il s'agissait davantage de montrer le passage de l'esprit collectif du *Mayen Age* à l'individualisme de la Renaissance. C'est à partir de ce point de vue que j'ai pensé les costumes... Mon idée était d'utiliser les acteurs comme décor et comme accessoires : ce n'est pas seulement pour l'effet, ce n'est pas un gag. Si vous utilisez des hommes à la place de sièges, vous serez étonnés de constater que, au bout de quelques secondes, vous vous habituez à voir des hommes assis sur d'autres hommes... Pour moi, c'est effrayant et, en même temps, c'est la démonstration de la facilité avec laquelle on accepte d'abandonner ses droits

devant un pouvoir fort... Les hommes peuvent aussi se transformer en catafalque pour emporter le roi mort.

Nous avons souvent discuté aussi sur le rôle du bouffon, qui est constamment présent au début de la pièce, puis qui disparaît, qui meurt, comme si c'était alors le roi Lear qui prenait son rôle à sa place. Cela était une chose très importante pour Ingmar... J'aime cette façon de travailler qui nous amène, après des discussions, à choisir ensemble le parti à prendre. Pour Lear, nous étions d'accord au départ ; nous avons eu de longues répétitions - trois mois, - et, chaque après-midi, après le travail, nous avions tous ensemble une discussion sur les problèmes du jour.

Je suis curieuse de savoir comment les Français vont réagir. Je regrette seulement qu'il n'ait pas de traduction simultanée à l'Odéon. La pièce est si complexe...

Que préparez-vous maintenant ?

Je travaille avec Ingmar Bergman à une mise en scène qui sera présentée à Munich : Jean Gabriel Borkman, la dernière pièce d'Ibsen. C'est encore l'histoire d'un homme qui n'est plus jeune et qui a tout fait pour posséder le pouvoir.

Et puis j'ai encore beaucoup de travail pour éditer l'œuvre complète de Peter, préparer un catalogue. Son Journal va paraître chez Suhrkamp, puis ses textes de jeunesse écrits entre 1946 et 1948 en suédois. Ensuite, nous allons monter à Stockholm *Mademoiselle Julie* à la fin de cette année, puis le *Songe* d'une nuit d'été en 1986...

Propos recueillis par NICOLE ZAND

Luigi Nono

COMPOSER AVEC SON TEMPS

LUIGI NONO la Vérité dé-
boule sur la scène inter-
nationale à Darmstadt où
furent créées, en 1950 et avec
scandale, ses *Variations canon-*
iques sur une série de Schoen-
berg. Il devint immédiatement
fameux à l'égal des Stockhaus-
sen, Boulez et autres Béri-
o pour ne citer que quelques fi-
gures. Il avait vingt-cinq ans, il
était très beau, et de son écrit-
ure transparente, délicate on
disait déjà qu'elle contenait des
« sons doux et brefs comme des
signaux, des constellations
dans la nuit ».

Martine Cadieu, celle qui a
fait connaître son travail en
France, raconte ainsi : « Il épu-
sait toutes les possibilités so-
nores et les métamorphoses
d'un son. Il parlait du silence
pur et le peuplait d'étoiles qui
mouraient aussitôt nées. Les
points sonores — dans une vul-
nérable architecture — étaient
comme une peinture pointil-
liste. » On alla jusqu'à parler
d'école ponctuelle. Puis, des

de la Commune. Cette œuvre a
été créée en 1982 pour être donnée
en France. Il y eut ainsi des déca-
loges. Car si, encore récem-
ment, il a repris son *Journal po-*
nais, Nono, depuis 1981,
travaille à un *Prométhée*, tiré
d'Eschyle et d'Euripide, traversé
par Virgile et Hölderlin et
Nietzsche. Une première version
de cette entreprise a été créée
l'an passé à Venise. Comme
Boulez renouant sur le métier
ses *Répons*, Nono présentera à
nouveau une mouture, en prin-
cipe définitive celle-là, la
25 septembre prochain à la
Scala puis en 1988 en Allema-
gne.

On s'éloigne des circon-
stances internationales. On
quitte les opprimés directement
reconnaissables pour des my-
thes antiques. La tragédie
change de champ (de chant ?),
et « l'intellectuel faisant partie
de la classe ouvrière » redécou-
vre la beauté de l'extase, se
laisse aller à la méditation « non

NOUS l'avons rencontré
dans un studio de
l'IRCAM. Un homme
grand, dont le visage s'est épaissi
par rapport aux photographies de
jeunesse, mais dont le regard tour-
à-tour joyeux et inquiet n'a pas dû
bouger. Nono, chaleureux avec
tous ses amis musiciens italiens et
techniciens allemands réunis pour
la répétition, a parlé avant tout
d'informatique, de transformation
du son : sa passion et sa préoccu-
pation, depuis des années qu'il va
travailler dans les studios de Stan-
ford ou dans ceux de la Südwest-
funk à Fribourg. Son seul souci
décochant : cette recherche-là.

Il tenait à ce que soit près de
lui, comme une sorte d'alter ego
mi-confident, mi-conseiller, Alvisé
Vidolin, l'ingénieur de Padoue qui
assure la régie de ce concert où
chaque note émise est traitée par
le biais de l'électronique et d'un
dispositif de haut-parleurs. Vidolin,
son « professeur en informati-
que » d'à peine quarante ans, avec
son sourire malin italienissime,
paraît dans son rôle de cadet
complice, le même rôle mutatis
mutandis qu'assume, auprès de
Boulez, Andrew Gerzso tradui-
sant pour l'ordinateur les idées du
maître.

Nono, comme Boulez, ne fait
pas partie de la génération née
avec les machines : ont-ils besoin
de ces intercesseurs plus techni-
ciens qu'eux ? Probable.

« Les musiciens, désormais,
fonctionnent comme les physi-
ciens. C'est toute une équipe qui
fabrique une œuvre, dit Luigi
Nono. Nous ne sommes plus aux
temps des moines dans leur ce-
lula écrivant seuls l'histoire. On
met en route une complexité
d'intelligences ; cela correspond
aujourd'hui, l'individu est situé
par rapport à une masse et le
potentiel de chacun doit avoir la
possibilité de s'exprimer. On vit
ensemble dans la diversité des
âmes, des sentiments, des
chairs... » A ce point, Alvisé com-
plète : « Celui qui travaille tous
les jours avec ordinateur n'a
besoin, pour parler à sa machine,
que d'un langage très pauvre, très
simple. Il lui faut donc, pour sur-
vivre, être plus ouvert au reste
qu'au temps des technologies pré-
cédentes. L'ordinateur n'est qu'un
moyen. »

Moyen de s'amuser, instrument
de jubilation à les écouter racon-
ter leurs séquences préliminaires à
Fribourg, avec les musiciens :
« L'excitant, dit Nono, doit non
seulement jouer avec son instru-
ment mais l'entendre transformé.
Cela nous a amenés à des recher-
ches très concrètes sur le souffle.
Giancarlo Schiaffini, par exem-
ple, a tiré de son tuba des sono-

rités qui n'avaient jamais existé.
On en est arrivé, à des compéti-
tions avec la clarinette de Ciro
Scarpone, à jouer avec les diffé-
rences de dynamiques. Ou bien on
analyse au sonoscope les compo-
santes partielles d'un pianissimo
se reflétant sur un micro. Ensuite
l'écrit. L'écriture est une défini-
tion, mais cela modifie la compo-
sition de penser ainsi : selon une
conception nouvelle de la virtuosi-
té non plus liée à la quantité de
notes, mais à la qualité des sons.

Et chaque fois que l'espace
change, la musique est modifiée.
Il y a re-naissance. L'espace de
projection à cet égard est une
solle modèle : non seulement cet
espace est idéalement réverbérant
mais la direction du son y est très
bonne, ce qui est rare. On peut y
jouer de micro-différences, rendre
le son mobile au maxi-
mum. Chaque soir, la musique
pourrait être différente. Sans que
l'auditeur reconnaisse les
sources. Il y a confusion possible,
non pas au sens négatif mais au
sens de l'art combinatoire des
Égyptiens ou des Babyloniens.

L'écoute, ce cheval de bataille
de Nono : « La tragédie de
l'écoute à notre époque, dit-il. On
vient avec soi-même, prêt ou
confort, à la répétition des mêmes
choses, avec ces petites diffé-
rences qui permettent de démon-
trer son intelligence. Constipation
et crampes mentales. On arrive
dans une forêt avec une auto,

En guise de prélude à l'exposition
« Les Immatériaux » qui,
à partir du 28 mars prochain,
s'ouvrira au Centre Georges-Pompidou,
deux œuvres du compositeur italien Luigi Nono,
né en 1924, sont données en création française
dans l'espace de projection de l'IRCAM.



LA TECHNOLOGIE D'UN OPTIMISTE

sans ouvrir l'oreille au bruit de la
forêt. On vient voir des mythes,
comme Karajan, les écoute-t-on ?
Mais cela va changer. Le public
se modifie à cause des jeunes qui
écoutent avec le casque. C'est
fantastique, un casque. C'est
l'espace. » Il récroqueville ses
mains en conques sur ses oreilles.
« Ils écoutent des choses simples
de groupes anglais ou américains
qui savent se servir des synthéti-
sieurs. Ils arrivent en demandant
d'autres informations. »

Tout en parlant, Luigi Nono,
distraitement, trace des petits
points sur une page blanche de
son cahier, des nuages de points
qu'il entoure ensuite de cercles.
Infimes sensations ou pensées
fugitives qu'il semble ainsi machi-
nalement rassembler, juxtaposer.
Sa pensée va de même, cheminant
en désordre apparent, d'un nuage
l'autre, comme ses opéras « archi-
pels de sons ». De temps à autre,
il se tait, comme s'absorbant sou-
dain. « Ces moments, dit-il, où
l'an n'a rien dans la tête, ce n'est
pas le vide au sens des bouddi-
stes. Juste une question de
solitude. L'intérieur-l'extérieur. »

Puis, comme s'il se ressaisissait,
revenir à nous : « Extérioriser le
maximum d'intériorisation.
L'essentiel si l'on veut réveiller
l'oreille, les yeux des gens. »
Nouveau silence bref. Nouveau
nuage de petits points bleus sur le
papier. Il reprend. « La technolo-
gie donne des possibilités fantas-

tiques : ne pas la laisser seule-
ment aux mains des militaires
américains ou soviétiques, mais
modifier par exemple l'acousti-
que urbaine, composer pour des
espaces ouverts. Le changement
de société passe par le change-
ment de diffusion. Il faut aller
au-delà de l'inquiétude, de
l'anxiété face à l'avenir techno-
logique. Si j'ai espoir ? Il
hausse les épaules. « L'espoir,
c'est lié à une pensée eschatologi-
que. Pour les communistes,
l'espoir c'est un monde meilleur,
pour les catholiques un au-delà,
pour les juifs le messie. Pour les
autres des cages meilleures. »
Sourire énigmatique, vaguement
ironique.

Même sourire quand on l'inter-
roge sur son communisme.
« Demandez-ous autres, on m'a
collé une étiquette, par facilité
(mot plus pervers et plus par-
lant que facilité). En utilisant des
schémas, on casse la vie ; sans
connaître, on range par catégories
absolues. Cet homme, commu-
niste, on n'imagine pas qu'il
change. Je suis violemment
contre : c'est la même chose pour
ma musique. On l'a déterminée
par des textes, on l'a réduite à
des titres sans vraiment analyser
les propositions de composition.
Qu'est-ce que ça veut dire, je suis
dans la part ? Tu es un chrétien,
un juif. La réponse : oui, je suis
dans le Parti communiste, n'est
rien. C'est une affaire d'inquié-
tude, d'anxiété, une passion :
être. Dieu est, peut-être. »

« Lisez le journal de Simone
Weil : beaucoup de pensées inter-
rompues. Qui se suivent. Des
explosions de violence. Sans
début ni fin. »

Il se tait encore une fois. Passe
à la Carte postale, de Derrida.
Digression encore, et l'on suit,
captivé. Il en arrive à la nature
violence humaine qui se trouve
même, dit-il, dans l'inquiétude et
la sérénité de Boulez. A ce point,
longuement, Nono s'avoue fasciné
par les « différents autres » qu'il
y a dans l'unité Boulez, le chef
d'orchestre dirigeant le Ring de
Wagner dans une intuition nietz-
scheenne et le Boulez démontrant
à l'Europe que la musique peut
être étudiée avec la science et la
technologie, et pas seulement au
conservatoire ou comme un artisa-
nat. Et il accole au nom du direc-
teur de l'IRCAM celui de Glus-
seppe de Giulio qui, à l'IRCAM
justement, a mis au point la
machine 4X, ordinateur à trans-
former les sons en temps réel.
Nono, comme un enfant ébloui
par la « gentilité » de son compa-
triot, ne va tarder à rêver pour la
4X.

MATHILDE LA BARDONNE

SONS POUR UNE TRAJECTOIRE

1952, tourné vers ce qui se
passait en Espagne, Nono met
en musique des textes de Lorca,
de Neruda, de Machado. S'ins-
pire d'Eliard, de Pavese, d'Un-
garati. En 1955, c'est le *Carro*
sopra (échant asepté) d'
après des lettres d'adieu de
résistants condamnés à mort.

Dès lors on lui accole l'éti-
quette de « compositeur en-
gagé ». On l'assimile à un mili-
tant : ce qu'il est dans ses
œuvres-cris intitulées par exem-
ple *Intolerance* (1960), *Pont*
d'Irôshima, *L'Usine illuminée*
(1964). Ne consommons pas
Marx (1968), sans parler d'au-
tres dédiées aux guerilleros an-
golaï, au Front national de libé-
ration du Vietnam, à Cha
Guevara, à Angela Davis.

En 1975, Lioubov met en
scène Au grand soleil d'Amour
chargé, Action scénique en
deux temps, où Nono fait appa-
raître Louise Michel, les femmes

dans le sens de la consolation
mais plutôt comme l'explosion
d'une urgence intérieure. Luigi
Nono, ce bodémique de lecture,
œuvre désormais en liaison di-
recte avec le jeune philosophe
italien, député et enfant terrible
du PCI, Massimo Cacciari. En-
semble, ils conçoivent des
montages de textes fragmen-
taires, s'appuyant sur Schopen-
hauser, Nietzsche ou Wittgen-
stein dans un « oui »
d'expérimentation. L'instinct,
d'ouvrir des chemins ; à tout les
chemins, même s'il n'y a pas de
sortie. « Apprendre à vivre
avec la pluralité des temps,
dans la multiplicité des diffé-
rences, quitter les notions liné-
aires de durée et de causalité. A
la lumière de la physique
quantique, s'écarter du sa-
voir scientifique contemporain si
l'on ne veut pas réduire la per-
sée à des slogans », écrit Cac-
ciari. — M.L.B.

EXPOSITION
LE CHAMAN-ARTISTE
L'art contemporain des Indiens
Huicholes du Mexique
14 février - 3 avril
CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE
28, bd Raspail (7^e), entrée libre

GALERIE NORDA
11, rue des Blancs-Manteaux (4^e)
de 14 h 30 à 19 h (sauf mardi) - 271-49-61
Christian PERRAIS
Peintures récentes
Jusqu'au 30 mars

MUSÉE RODIN
77, rue de Varenne (7^e) - M^e Varenne
Robert JACOBSEN
Tous les jours (sauf mardi) de 10 h à 13 h 30 et de 14 h 30 à 17 h
DU 16 JANVIER AU 15 AVRIL

PROSCENIUM
35, rue de Seine, 75006 Paris
354.32.01

CLAYETTE
Les grandes répliques du théâtre de
VICTOR HUGO

GALERIE ALMA-GEORGE V
24, rue du Boccador 75008 PARIS
JUTAND
« Pourvu qu'on ait l'ivresse »
du 28 février au 30 mars 1985

MAIRIE DU XII^e
12^e Salon des peintres
et sculpteurs contemporains
2 au 31 mars 85
Invité d'honneur LIMOUSE
Ts les jrs de 10 h à 18 h
130, avenue Daumesnil

SAGOT - LE GARREC
24, rue du Four 6^e 326-43-38
AVATI
Gravures à la manière noire
1979 - 1985
Jusqu'au 30 mars

Galerie TENDANCES
105, rue Quincampoix, 75003 Paris
Tél. : 278-61-79

MINAUX
Pastels
Ouvert tous les jours, sauf
le dimanche, de 14 à 19 h.
28 février - 30 avril

Eglise Saint-Germain-des-Prés
Vendredi 8 mars 1985 à 21 h
PUCCINI
Messa di gloria

ROSSINI - BELLINI
D. Walter - Ch. Papis - M. Piquemal
Chœur Vitoria d'Argentine
Direction Bernard Thomas
Location : FNAC, le CROUS
et Eglise Saint-Germain-des-Prés
Prix des places : 80 F et 70 F
Prix réduits : 50 F

La musique de Luigi Nono aujourd'hui
ressemble à un paysage irréel sur
l'horizon lointain, un univers de vibra-
tions si purs qu'on se sent plus à l'aise
qu'on ne se sentait à ce point où les
arts se rejoignent et s'évanouissent dans
la pensée, se contemplant dans leur essence.
Transmutation de Venise — on l'avait vu

vibrations de coups de pédales, des ecto-
plasmes, des souvenirs d'un monde d'ail-
leurs.

Aux beaux accents du piano sur scène,
dans l'acoustique généreuse et libre de
l'Espace de projection, répondent les sons
plus feutrés, enfermés, froids, de l'enregistre-
ment, cathédrale engloutie, harpe frémi-

minuscules touches de piccolo, de tuba ou de
flûte grave. Les cantatrices commencent
doucement un murmure sur deux notes,
chantant « Ah ! » en une sorte de lent soupir,
esquissant une phrase en intonation grégo-
rienne ou synagogale, reprise par l'électroni-
que. Les sons semblent arriver et partir au
gré du vent, portant et modifiant les cou-

TRANSMUTATION DE VENISE A L'IRCAM

avec *Prométhée* à la Biennale (le Monde du
11 octobre).

Le programme des « Immatériaux » (une
dénomination qui lui convient à merveille il
consacre à Nono par l'IRCAM appartenant à ce
domaine de lumière quasi mystique. Sofferte
onde serena pour piano et bande magnétique
(1978), que l'on traduit par un barbarisme
poétique (Sérénité ondes souffertes, plus
musical que le serait « sérénité ondes colo-
rées de souffrances ») fait référence aux clo-
ches que le compositeur entend continuelle-
ment dans l'île de la Giudecca, « signes de
vie, invitations au travail, à la méditation,
avertissements ». La bande magnétique ren-
voie au pianiste sur scène des fragments
d'enregistrements de Maurizio Pollini, et avant
tout ses attaques de sons, sa manière extrê-
mement articulée de percuter les touches,
divers champs d'intervalle.

On s'embarque sur des roulements de
houle, des tintements de cloches, une
matière liquide qui suscite les résonances et
les échos intérieurs. De brefs motifs, des
éclats, des appels, parfois transparents,
concentrés, incisifs comme du Debussy. Sur
la bande, des séquences analogues, des

santa. Ces résonances, ces trémolos, ces
signaux répétés par les ondes, ces chocs
de sonorités admirables, ces silences, nous
atteignent au plus profond, constellations
allumées dans nos cœurs par un pianiste de
rêve et de poésie, Bernhard Wernbach.

Comme *Prométhée*, Guai ai pelidi mostri
(1983) flotte autour d'un texte de Massimo
Cacciari : « Malheur aux monstres froids » et
« le plus froid de tous, l'Etat », dont « le Droit
est le premier mot, mais le second Violence ».
Mais ces mots se sont comme évanouis dans
les profondeurs obscures sur lesquelles plane
la musique, pendant trente minutes d'extase
ou d'éternité d'intelligibilité.

Alto, violoncelle, contrebasse, toutes les
flûtes, clarinette, contrebasse, deux
contraltos, sous la direction de Roberto Cac-
coni, et une installation de « Iva electronic »
(production électronique en direct et en-
temps réel) du Südwestfunk de Baden-
Baden, tel est le dispositif utilisé par Nono,
sans aucune référence à l'écriture tradi-
tionnelle.

La musique effleure à peine le silence :
légers raclements ou trémolos des cordes,

leurs. Quelques sifflements, terribles par
moments, introduisant des ruptures épisodi-
ques, sans interrompre vraiment le cours de
cette nuée contemplative, de cette musique
de Venise au loin, de ce silence à peine trem-
blant.

Œuvre étrange et fascinante, qui entrou-
vre de nouveaux domaines et demande à l'audi-
teur comme au compositeur, selon Nono,
« une disponibilité infinie : au surprenant, à
l'inhabituel, à la mise en question, avec, en
autre, un maximum d'incertitude, un maxi-
mum d'inquiétude désespérée (quête de l'in-
quiétude désespérée) ; chercher est infini-
ment plus important que trouver. Ecouter !
Comment écouter les pierres rouges et blan-
ches de Venise au lever du soleil ? Comment
écouter au couchant l'air infini des couleurs
sur la lagune de Venise ? Jamais une ville —
certes, la plus exceptionnelle — n'a ainsi été
« exprimée » en musique.

JACQUES LONCHAMPT.

* Concert répété, à l'Espace de projection de
l'IRCAM, les 6, 7, 8 et 9 mars (20 h 30). Les deux
œuvres durent ensemble quarante-cinq minutes.

ERICH VON Stroheim

« FOLIES DE FEMMES » RETROUVÉ

Le rôle du commandant allemand von Rauffenstein dans la Grande Illusion, de Jean Renoir, a immortalisé Erich von Stroheim comme vedette du cinéma français des années 30. Des nombreux films où il tourna alors, certains, tel *l'Alibi*, de Pierre Chenal, repassent, de temps en temps, à la télévision. Et puis, il y eut l'invasion. Stroheim, antinazi participant à l'effort de guerre, aux Etats-Unis, comme acteur toujours. Ensuite, un retour en France et, en 1949, à Hollywood, de Billy Wilder. Stroheim en majordome d'une star du muet déchue qu'il entretenait dans ses illusions de gloire. C'était Gloria Swanson. Il l'avait dirigée, en 1928, dans *Queen Kelly*, film inachevé, les producteurs et la star ayant arrêté les frais.

L'histoire du cinéma a de curieux jeux de hasard. Une reprise commerciale de *Folies de femmes* pourrait bien faire découvrir ce que connaissent seuls les habitués des cinémathèques : Stroheim metteur en scène, créateur d'un univers extravagant et génial qui secoua les studios d'Hollywood, dans les années 20.

Quelques détails sur l'homme. Né à Vienne, le 22 septembre 1885, il arrive aux Etats-Unis vers 1909, s'introduit à Hollywood en 1914 comme cascadeur, figurant, puis acteur. Déjà, conseiller historique et assistant du grand réalisateur David Wark Griffith, il se fait une tête de boche cruel et barbare pour le propagande contre l'Allemagne belligérante en Europe. Il installe sa légende. Il dit être Erich Oswald Hans Carl Maria Stroheim von Nordenwall, fils d'un commandant du 6^e régiment de dragons, et de Jo-

hanna Bondy, sœur d'un conseiller impérial ou - les versions varient - d'une dame de compagnie d'Elisabeth d'Autriche. Il parle de son enfance noble, de sa jeunesse d'officier de cavalerie. On le croit. Près d'un demi-siècle plus tard, des recherches effectuées sur des registres d'état civil par le critique et historien Denis Marion indiquent que Stroheim sans particule est fils de commerçants israélites, mariés à Prague, établis à Vienne.

C'est loin de la légende mais ce n'est pas de l'imposture. En se fai-

tion, le réalisateur un film où il pourra donner libre cours à son inspiration. Prévu pour trois semaines, le tournage dure... jusqu'au 18 juin 1921.

L'histoire est située à Montecarlo. De gigantesques décors sont construits, à l'échelle exacte, sur les terrains de l'Universal. L'argent file. Laemmle en tire un argument publicitaire. Sur une façade de New-York, un panneau lumineux annonce les chiffres (le seul film qui coûtera 1 million de dollars) et le S de Stroheim, barré d'un trait, devient le sigle du dol-

russe, le comte Serge Karamzin, aventurier et amant de deux fausses princesses émigrées. Le trio mène une vie festueuse, mange du caviar, écoule Montecarlo où sévit la fièvre des années folles. Karamzin entreprend de séduire Hélène Hughes, épouse insatisfaite d'un diplomate américain, promet le mariage à une servante encainte de lui et à laquelle il « emprunte » ses économies, convoite une adolescente demeurée, fille d'un faux-monnaieur. Ce film coûte une fortune, causa le scandale, et remporta un grand succès. Même dans la version la plus courte, on y voyait bien comment les idées et les fantasmes de Stroheim faisaient éclater les carcans moraux de l'époque, les productions romanesques avec ingénues façon Mary Pickford ou Lillian Gish.

La durée de *Folies de femmes* gênait pour l'exploitation, certes, mais plus encore le réalisme cru d'une société frelatée (l'horreur de la guerre mondiale y passe, à peine, avec le personnage de l'officier à pèlerine) et l'instinct sexuel présenté comme une force vitale irrésistible. Dandy débauché, escroc paré des prestiges de l'uniforme, Karamzin hume l'odeur de femme, ne met eue frein à ses désirs, assiege, prend d'assaut (scène de la cabane sordide où la pluie l'oblige à se réfugier avec M^{me} Hughes, entre une vieille aux allures de sorcière et une chère), va jusqu'au mensonge, à la lâcheté, au viol. Sa lubricité, son fétichisme, ses manœuvres d'obsédé avaient de quoi surprendre ou faire chavirer la puritaine Amérique.

Metteur en scène prodigue de l'argent des producteurs, Stro-

heim était trop visionnaire, trop génial pour s'accommoder de budgets raisonnables et d'inspiration contrôlée. On peut voir mieux encore tout ce qu'il a inventé avec la version reconstituée d'une heure cinquante, présentée par les Acacias-Cinéaudience. Cette version est le résultat de travaux entrepris par le professeur Arthur Lenning de l'Université de New-York à Albany, à partir de deux copies en 16 mm de montages faits sur des négatifs différents, l'une pouvant compléter les coupes de l'autre.

Dix scènes ont été, ainsi, ajoutées ou étoffées par rapport aux versions de cinémathèques. Le rythme narratif et la position des intertitres correspondent maintenant plus exactement à ce que fut le film en 1922. Bien entendu, ce n'est tout de même qu'un condensé du projet de Stroheim, mais le plus long qui existe. La copie présentée à la presse était un contretype de 16 mm, où le noir et blanc superbe des images originales tournait au grisâtre, au brouillard, avec de fortes différences de grain sur la pellicule. Document d'archives d'une énorme importance, certes, mais, parfois, bouillie visuelle de film muet. On a remédié à cet état de choses, et le public verra donc mieux les « Folies Stroheim », le naturalisme sans pitié et le romantisme baudelairien d'un univers de frivolité, de décadence, d'érotisme et de mort.

JACQUES SICLER

* Voir les grandes reprises.

COMME il l'avait déjà fait pour Orson Welles et Charlie Chaplin, Maurice Bessy a consacré à Stroheim un ouvrage où les souvenirs de l'amitié tracent un beau portrait du cinéaste.

La vie et l'œuvre se trouvent illustrées par un fleuve de photographies, pour la plupart inédites, venues des propres albums de Stroheim retrouvés dans un entrepôt de New-York par Denise Vernac, sa dernière compagne depuis 1940. Denise Vernac, restée dans l'ombre

L'ALBUM

après la mort de Stroheim dans son domaine de Maurepas, près de Paris, en 1957, s'est éteinte, discrètement, à la fin de l'année dernière. On la voit, actrice, dans *On ne meurt pas comme ça*, surtout, la *Dansa da* mort, d'après Strindberg (deux pages formidables).

Les images des films que Stroheim mit en scène brillent d'un état fulgurant sur plus de la moitié du recueil. Chacune témoigne de la légende, d'une personnalité hors du commun, d'une création artistique comme il y en eut peu dans le cinéma mondial.

J. S.

* Erich von Stroheim, par Maurice Bessy, Editions Pygmalion, Gérard Watelet, 208 p., 400 ill., 238 F.

FRANK Capra

SEPT FILMS DE BONHEUR

ON l'attendait avec impatience ce dernier week-end. Le vendredi 1^{er} mars, il devait, en même temps que Gina Lollobrigida, recevoir des mains de M. Jack Lang, ministre de la culture, les insignes de commandeur des arts et des lettres. Le samedi soir 2 mars, un César spécial lui serait décerné pour l'ensemble de son œuvre. La Cinémathèque française, au même moment, l'honorait à Chaillet, du vendredi 1^{er} au dimanche 3 mars, avec un choix de sept films.

Quatre qu'il avait lui-même désignés et qui lui tiennent particulièrement à cœur, qui résument un peu sa philosophie du cinéma et de la vie, *les Horizons perdus* (1937), *Mr. Smith au Sénat* (1939), *l'Homme de la rue* (1941), et *La vie est belle* (1946). Trois, plus anciens et qui, pour les connaisseurs, marquent une étape dans sa carrière, *Sa première culotte* (1926) avec Harry Langdon, *Rain or Shine* (1930), jamais sorti en France, et *The Miracle Woman* (1931) avec Barbara Stanwyck, qui deviendra une de ses comédiennes favorites.

Les films ont été projetés, Frank Capra n'est pas venu. Agé de quatre-vingt-sept ans, il a téléphoné à Coste-Gavras, président de la Cinémathèque, pour s'excuser une fois de plus de ne pouvoir être à Paris. Il avait déjà fait faux bond l'automne dernier, lors d'une rétrospective complète de son œuvre qui marqua une date dans l'histoire de la Cinémathèque française : la publication de l'autobiographie de Capra, un peu plus tôt, sous le titre *Hollywood* (le titre anglais original reflétait mieux l'esprit du livre : *The Name above the Title* - le nom au-dessus du titre, - c'est la reconnaissance de la suprématie du metteur en scène dans la création d'un film), avait préparé le terrain. Le livre, écrit en une

langue familière, inégal, bourré d'anecdotes et de détails précis, nourri de la double mythologie Amérique-Hollywood, le rêve hollywoodien redoublant, exaltant inconditionnellement le rêve américain, n'avait pas peu contribué à éveiller la curiosité à l'égard du cinéaste parmi les jeunes.

Plus que King Vidor, encore mal connu, bien plus que Frank Borzage, lui presque totalement inconnu de la jeune génération, Frank Capra s'est vu tout d'un coup remis au premier plan comme le peintre de la vie américaine. Ni tout à fait visionnaire comme le King Vidor de la grande époque (*la Grande Parade*, *la Foule*), ni sentimental de manière débridée comme le Borzage de *l'Heure suprême* et de *Ceux de la zone*, Américain moyen par excellence.

Harry Langdon, à la personnalité très forte, au pessimisme affirmé, ne rentre pas, malgré sa candeur, dans le moule du héros futur à la Capra. Déjà le directeur du cirque de *Rain or Shine*, éternel bavard, débrouillard sans pareil, acrobate de talent qu'on voit exercer son métier sous nos yeux, en plan continu, sans tricher sur la performance physique, possède l'entêtement imbattable qui lui permet de triompher in extremis. Le feu a beau détruire presque l'héroïne et son sauveur, le ciel donnera le coup de pouce indispensable à toute fable de Capra.

Avec l'apparition de Barbara Stanwyck dans *The Miracle Woman*, le héros à la Capra entre véritablement en scène, et c'est une femme ! Incarnant une célèbre évangéliste américaine qui écrivait les bigots, Alméa Semple Macpherson (devenue Florence Fallon), Barbara Stanwyck ouvre le film avec une des scènes les plus époustouflantes de l'histoire du cinéma : s'adressant du haut

de la chaire aux fidèles qui ont provoqué la mort de son père, portée par une frénésie vengeresse, elle attaque l'hypocrisie d'une société de bien-pensants qui ne vivent pas en harmonie avec leurs convictions bruyamment proclamées. Elle se lance alors dans une carrière de super-star de la religion pour venger son père, mobilise des dizaines de milliers de fidèles en même temps qu'elle est grugée par un manager affairiste et malhonnête. Mais Florence reste l'ange pur. Frank Capra a dénoncé lui-même, dans son livre, son incapacité à dire la vérité sur le personnage : à aller au-delà de ses prémisses : Florence Fallon est en fait un Elmer Gantry en japonais, calquée sur l'inoubliable hypocrisie du roman du même nom de Sinclair Lewis. Le cinéaste, de son propre aveu, a trahi son sujet.

Mr. Smith (James Stewart), John Doe (Gary Cooper) et le George Bailey de *La vie est belle* (à nouveau James Stewart) sont devenus les archétypes de la société américaine des années 30-



Tournage de Meet John Doe (l'Homme de la rue) 1941

40, l'Amérique du *New Deal* et de la crise, puis de la lutte contre le fascisme. Sans sermon, avec une passion et une force inégales,

Frank Capra parle pour une conception du monde inséparable d'une époque et d'un pays. Toujours en équilibre instable entre

l'idéologie, la volonté de prouver à tout prix la justesse de sa cause, et une identification quasi viscérale au rêve américain, il est le miroir d'un pays qui s'est un temps flatté de créer une forme de paradis sur terre.

Les Horizons perdus, et son Shangri-La, Tibet mythique qui aurait enfin trouvé le secret du bonheur, ce film utopique qui lui a tant tenu à cœur, révèle la faille mais aussi la générosité de l'artiste : l'utopie existe, même si les hommes ont de la peine à l'accepter. Frank Capra résume le combat furieux de toute une vie. Après 1945, Hiroshima et le reste, l'espoir n'a plus de raison d'être. La chute sera brutale, le cœur n'y est pas. Aujourd'hui le monde de Capra, dans ses temps forts, n'est plus qu'un mensonge, déconnecté de la réalité qui lui avait donné naissance.

LOUIS MARCORELLES.

SERVICES CULTURELS DU QUEBEC
117, rue du Bac (7) 222-50-60
Louis-Pierre BOUGIE
« Les folles joies de la vie »
Dessins, montages, gravures
5 MARS - 5 AVRIL

Lilya PAVLOVIC-DEAR
Galerie DU PRÉVOT
8, rue du Prévot, PARIS-8^e
PEINTURE
du 28 février au 17 mars

Galerie CAMILLE RENAULT
133, bd Haussmann, PARIS-8^e
ŒUVRES RÉCENTES
du 5 au 28 mars

LE THÉÂTRE DES NOUVEAUTÉS
annonce que la dernière représentation de
LOULOUTE
avec Yvonne Clech,
Jean-Marie Proulier et Michel Modo
aura lieu le
SAMEDI 9 MARS à 21 heures

GALERIE MAURICE GARNIER
BERNARD BUFFET
L'AUTOMOBILE
6, avenue Matignon, Paris (8^e) - Jusqu'au 30 mars

SELECTION

CINÉMA

« Une heure près de toi » d'Ernst Lubitsch

La malice et le charme, l'élégante drôlerie d'un amoureux de l'écrit, aujourd'hui sans héritier. Avec Maurice Chevalier et Jeanette MacDonald, pour les débuts d'un Parisien joli cœur.

— ET AUSSI : *Hollywood Graffiti*, de Ron Blackman et Bruce Goldstein. Les stars comme on ne les avait jamais vues. *Le Fort des chères* : de Bernard Dardignes (prix Sadolet 1983) ; vivre à la campagne, en France, aujourd'hui. *Les Saisons du cœur*, de Robert Benton (vivre au Texas, dans les années 30). *Brazil*, de Terry Gilliam (les bombes et les rires).

THÉÂTRE

« La Fausse Suivante » à Nanterre

Un spectacle de Patrice Chéreau, l'assurance de la beauté et de l'intelligence sensible. Avec Jane Birkin, Laurence Bourlès, Michel Piccoli, Didier Sandre, Bernard Blier, décors de Richard Peduzzi, costumes de Jacques Schmidt. Au Théâtre des Amandiers, à partir du 12 mars.

— ET AUSSI : *Kung Lear* au Théâtre de l'Europe (Shakespeare-Bergman en solo). *Hernani* à Chaillot (Hugo-Vitez).

MUSIQUE

« Tamerlan » et « Hercule » de Haendel

L'année Haendel est bien venue, qui nous fait découvrir un des chefs-d'œuvre les plus dramatiques du compositeur : *Tamerlan*, de la même année que *Jules César*, dirigé par J.E. Cardiner à l'Opéra de Lyon (11, 13, 15, 17 et 19 mars) et *Le Choix d'Hercule*, superbe oratorio de la fin de sa vie, sur un texte ridicule, monté à la Sorbonne par Jacques Grinberg avec *Hercule au carrefour*, *dramma per musica* d'un autre célèbre trionfateur, Jean-Sébastien Bach (grand amphithéâtre, les 7 et 12).

A noter d'intéressants spectacles dans les théâtres lyriques de province : *Donna Mobile* de Frey et Persée et *Andromède* d'Ibert (Tours, les 8 et 10), *Attila* de Verdi (Nantes, les 8, 10 et 12), et *Ariane à Navos* de Strauss, dirigé par Th. Guschlbauer (Strasbourg, les 9 et 12).

Daniel Barenboim et l'Orchestre de Paris présentent à Pleyel les programmes de leur prochaine tournée en Amérique : Debussy, Scriabine (les 6 et 7), Ravel (le 8), et surtout la *Symphonie* de Bruckner (le 12).

Le quatrième Festival des instruments anciens continue à offrir les programmes et concertos les plus remarquables : *Musique espagnole*, par Hesperion XX et Jordi Savall (Saint-Germain-l'Auxerrois, le 7) ;

Chant de solistes des Gauls du quatrième au neuvième siècle et *Musique italienne*, par Louis Landes Consort (Saint-Julien-le-Pauvre, le 9, à 18 h et à 21 h) ; Schütz, par les Saqueboutiers de Toulouse (Conciergerie, le 10 à 16 h 30) ; les sonates de Bach, par S. Kuijken et C. Leonhardt (Saint-Thomas-d'Aquin, le 12). On pourra encore voir au Petit Théâtre Essalon le *Combat de Tancrède* et *Clorinde*, de Monteverdi ; par la Compagnie Mondard-Bellon jusqu'au 6 avril, à 19 h et à 21 h, sans dimanche et lundi).

DANSE

A l'Opéra de Paris

La troupe de chœur pas. A peine terminées les représentations de *L'homme à la turque* et *La Fausse Suivante*, deux ballets de Balanchine : *Agon* (musique de Stravinsky) et *Le Palais de cristal* composé en juillet 1947 sur la *Symphonie* en ut de Bizet ; à l'annexion du corps de ballet du Palais Garnier.

— ET AUSSI : Isabelle Calleau, avec le chorégraphe Serge Aubry, à l'Opéra de Paris. La Compagnie Arcor au Centre Pompidou (chorégraphie de Daniel Bobele). Semaine de danse au Centre culturel de Yerres (compagnies de Bagouet, Witzmann-Anaya, Trouillien, Mont-Diverres, Hallet, à partir du 9 mars).

JAZZ

Les Freeman à Grenoble

Depuis plusieurs générations, la vie des Freeman n'est qu'une longue affaire de musique. Si Von, le père, né en 1922, n'a guère bougé de Chicago où il est une légende vivante, c'est par esprit de famille et de quartier. De toute façon, les musiciens, eux, le connaissent et se déplacent pour le rencontrer. Avec sa nomenclature éprouvée, il a inventé un son, un phrasé que la notoriété de son fils Chico (né en 1949) a permis de redécouvrir. Jazz-Musiques, jusqu'au 14 mars, trente concerts en dix jours, démarre sur les chapeaux de roue à la Maison de la culture de Grenoble.

EXPOSITIONS

Villes d'eau

Toutes les manières de prendre l'eau. L'Ecole des beaux-arts et à l'IFA. Deux belles expositions qui échappent à l'austérité et qui donnent de l'architecture la vision la moins plate, le goût le plus pétillant.

— ET AUSSI : *L'impressionnisme et le paysage français*, au Grand Palais (saturé). *Hans Holbein le Jeune*, au Louvre (saturé). *Mohr*, au Musée d'Art moderne de la Ville de Paris (musical). *Le métier d'orfèvre*, au Musée des arts décoratifs (prolongé). *Pignon*, au Grand Palais (coloré).

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Entrée principale : rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche.

ENTRÉE PRINCIPALE : rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche.

ENTRÉE PRINCIPALE : rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche.

ENTRÉE PRINCIPALE : rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche.

ENTRÉE PRINCIPALE : rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche.

ENTRÉE PRINCIPALE : rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche.

ENTRÉE PRINCIPALE : rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche.

ENTRÉE PRINCIPALE : rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche.

ENTRÉE PRINCIPALE : rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche.

ENTRÉE PRINCIPALE : rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche.

ENTRÉE PRINCIPALE : rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche.

ENTRÉE PRINCIPALE : rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche.

ENTRÉE PRINCIPALE : rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche.

ENTRÉE PRINCIPALE : rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche.

ENTRÉE PRINCIPALE : rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche.

ENTRÉE PRINCIPALE : rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche.

ENTRÉE PRINCIPALE : rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche.

41, rue des Francs-Bourgeois (272-59-42). Sauf sam. et dim., de 12 h à 19 h. Entrée : 10 F.

DE LA MODE ET DES LETTRES. Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-Boule-Sainte (720-45-46). Sauf dim., de 10 h à 17 h 40. Entrée : 12 F. Jusqu'au 14 avril.

APRÈS LA PLUIE. LE BEAU TEMPS. LA METEO. Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi (bois de Boulogne) (747-49-80). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 9 F ; samedi : 7 F. Jusqu'au 15 avril.

BERNARD BUFFET. Fantasmagorie. Galerie Maurice-Garnier, 6, avenue Matisse (725-44-65). Jusqu'au 30 mars.

BUREL. Combustion. Centre Culturel de la Seine, 9, avenue Matisse (725-44-65). Jusqu'au 30 mars.

LUCIANO CASTELL. Works on paper. Galerie L. L. L., 22, rue des Archives (278-08-36). Jusqu'au 16 mars.

ROLAND CAT. Galerie L. L. L., 22, rue des Archives (278-08-36). Jusqu'au 16 mars.

SAISON DE LA MARINE. Musée de la marine (voir ci-dessus). Jusqu'au 15 avril.

SILAGES POLYNÉSIENS. Musée national des traditions, 30, rue de la Harpe (271-24-14). Sauf dim., de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 11 avril.

LES PREMIERS ÉLÈVES DE PIERRE VITTE. 1824-1826. Centre Culturel de la Seine, 9, avenue Matisse (725-44-65). Jusqu'au 30 mars.

CHASSEUR. Musée de l'homme, palais de Chaillot (533-70-40). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F ; samedi : 10 F. Jusqu'au 15 avril.

GENERATION POLAIRE. Pavillon des Arts, 101, rue de Valenciennes (233-42-50). Sauf dim., de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 17 mars.

Centres culturels

VILLES D'EAU EN FRANCE. ENTRA. 11, rue de la Harpe (271-24-14). Sauf dim., de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 11 avril.

LES PREMIERS ÉLÈVES DE PIERRE VITTE. 1824-1826. Centre Culturel de la Seine, 9, avenue Matisse (725-44-65). Jusqu'au 30 mars.

CHASSEUR. Musée de l'homme, palais de Chaillot (533-70-40). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F ; samedi : 10 F. Jusqu'au 15 avril.

GENERATION POLAIRE. Pavillon des Arts, 101, rue de Valenciennes (233-42-50). Sauf dim., de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 17 mars.

Centres culturels

VILLES D'EAU EN FRANCE. ENTRA. 11, rue de la Harpe (271-24-14). Sauf dim., de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 11 avril.

LES PREMIERS ÉLÈVES DE PIERRE VITTE. 1824-1826. Centre Culturel de la Seine, 9, avenue Matisse (725-44-65). Jusqu'au 30 mars.

CHASSEUR. Musée de l'homme, palais de Chaillot (533-70-40). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F ; samedi : 10 F. Jusqu'au 15 avril.

GENERATION POLAIRE. Pavillon des Arts, 101, rue de Valenciennes (233-42-50). Sauf dim., de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 17 mars.

Centres culturels

VILLES D'EAU EN FRANCE. ENTRA. 11, rue de la Harpe (271-24-14). Sauf dim., de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 11 avril.

LES PREMIERS ÉLÈVES DE PIERRE VITTE. 1824-1826. Centre Culturel de la Seine, 9, avenue Matisse (725-44-65). Jusqu'au 30 mars.

CHASSEUR. Musée de l'homme, palais de Chaillot (533-70-40). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F ; samedi : 10 F. Jusqu'au 15 avril.

GENERATION POLAIRE. Pavillon des Arts, 101, rue de Valenciennes (233-42-50). Sauf dim., de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 17 mars.

Centres culturels

VILLES D'EAU EN FRANCE. ENTRA. 11, rue de la Harpe (271-24-14). Sauf dim., de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 11 avril.

LES PREMIERS ÉLÈVES DE PIERRE VITTE. 1824-1826. Centre Culturel de la Seine, 9, avenue Matisse (725-44-65). Jusqu'au 30 mars.

CHASSEUR. Musée de l'homme, palais de Chaillot (533-70-40). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F ; samedi : 10 F. Jusqu'au 15 avril.

GENERATION POLAIRE. Pavillon des Arts, 101, rue de Valenciennes (233-42-50). Sauf dim., de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 17 mars.

Centres culturels

VILLES D'EAU EN FRANCE. ENTRA. 11, rue de la Harpe (271-24-14). Sauf dim., de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 11 avril.

LES PREMIERS ÉLÈVES DE PIERRE VITTE. 1824-1826. Centre Culturel de la Seine, 9, avenue Matisse (725-44-65). Jusqu'au 30 mars.

rue des Francs-Bourgeois. Jusqu'au 16 mars.

ALEXANDRA BOULAT. Galerie Ben Létard, 6, rue Antoine-Dubois (633-13-30). Jusqu'au 16 mars.

FEYER BRUGS. Sculptures récentes. Galerie Zolotare, 37, rue Quincampoix (272-35-47). Jusqu'au 28 mars.

P.-M. BRISSON. Œuvres récentes. Galerie Pansu, 6, rue Marcel (770-39-39). Jusqu'au 16 mars.

BERNARD BUFFET. Fantasmagorie. Galerie Maurice-Garnier, 6, avenue Matisse (725-44-65). Jusqu'au 30 mars.

BUREL. Combustion. Centre Culturel de la Seine, 9, avenue Matisse (725-44-65). Jusqu'au 30 mars.

LUCIANO CASTELL. Works on paper. Galerie L. L. L., 22, rue des Archives (278-08-36). Jusqu'au 16 mars.

ROLAND CAT. Galerie L. L. L., 22, rue des Archives (278-08-36). Jusqu'au 16 mars.

SAISON DE LA MARINE. Musée de la marine (voir ci-dessus). Jusqu'au 15 avril.

SILAGES POLYNÉSIENS. Musée national des traditions, 30, rue de la Harpe (271-24-14). Sauf dim., de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 11 avril.

LES PREMIERS ÉLÈVES DE PIERRE VITTE. 1824-1826. Centre Culturel de la Seine, 9, avenue Matisse (725-44-65). Jusqu'au 30 mars.

CHASSEUR. Musée de l'homme, palais de Chaillot (533-70-40). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F ; samedi : 10 F. Jusqu'au 15 avril.

GENERATION POLAIRE. Pavillon des Arts, 101, rue de Valenciennes (233-42-50). Sauf dim., de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 17 mars.

Centres culturels

VILLES D'EAU EN FRANCE. ENTRA. 11, rue de la Harpe (271-24-14). Sauf dim., de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 11 avril.

LES PREMIERS ÉLÈVES DE PIERRE VITTE. 1824-1826. Centre Culturel de la Seine, 9, avenue Matisse (725-44-65). Jusqu'au 30 mars.

CHASSEUR. Musée de l'homme, palais de Chaillot (533-70-40). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F ; samedi : 10 F. Jusqu'au 15 avril.

GENERATION POLAIRE. Pavillon des Arts, 101, rue de Valenciennes (233-42-50). Sauf dim., de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 17 mars.

Centres culturels

VILLES D'EAU EN FRANCE. ENTRA. 11, rue de la Harpe (271-24-14). Sauf dim., de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 11 avril.

LES PREMIERS ÉLÈVES DE PIERRE VITTE. 1824-1826. Centre Culturel de la Seine, 9, avenue Matisse (725-44-65). Jusqu'au 30 mars.

CHASSEUR. Musée de l'homme, palais de Chaillot (533-70-40). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F ; samedi : 10 F. Jusqu'au 15 avril.

GENERATION POLAIRE. Pavillon des Arts, 101, rue de Valenciennes (233-42-50). Sauf dim., de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 17 mars.

Centres culturels

VILLES D'EAU EN FRANCE. ENTRA. 11, rue de la Harpe (271-24-14). Sauf dim., de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 11 avril.

LES PREMIERS ÉLÈVES DE PIERRE VITTE. 1824-1826. Centre Culturel de la Seine, 9, avenue Matisse (725-44-65). Jusqu'au 30 mars.

CHASSEUR. Musée de l'homme, palais de Chaillot (533-70-40). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F ; samedi : 10 F. Jusqu'au 15 avril.

GENERATION POLAIRE. Pavillon des Arts, 101, rue de Valenciennes (233-42-50). Sauf dim., de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 17 mars.

Centres culturels

VILLES D'EAU EN FRANCE. ENTRA. 11, rue de la Harpe (271-24-14). Sauf dim., de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 11 avril.

LES PREMIERS ÉLÈVES DE PIERRE VITTE. 1824-1826. Centre Culturel de la Seine, 9, avenue Matisse (725-44-65). Jusqu'au 30 mars.

CHASSEUR. Musée de l'homme, palais de Chaillot (533-70-40). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F ; samedi : 10 F. Jusqu'au 15 avril.

GENERATION POLAIRE. Pavillon des Arts, 101, rue de Valenciennes (233-42-50). Sauf dim., de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 17 mars.

Centres culturels

VILLES D'EAU EN FRANCE. ENTRA. 11, rue de la Harpe (271-24-14). Sauf dim., de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 11 avril.

rue des Francs-Bourgeois. Jusqu'au 16 mars.

ALEXANDRA BOULAT. Galerie Ben Létard, 6, rue Antoine-Dubois (633-13-30). Jusqu'au 16 mars.

FEYER BRUGS. Sculptures récentes. Galerie Zolotare, 37, rue Quincampoix (272-35-47). Jusqu'au 28 mars.

P.-M. BRISSON. Œuvres récentes. Galerie Pansu, 6, rue Marcel (770-39-39). Jusqu'au 16 mars.

BERNARD BUFFET. Fantasmagorie. Galerie Maurice-Garnier, 6, avenue Matisse (725-44-65). Jusqu'au 30 mars.

BUREL. Combustion. Centre Culturel de la Seine, 9, avenue Matisse (725-44-65). Jusqu'au 30 mars.

LUCIANO CASTELL. Works on paper. Galerie L. L. L., 22, rue des Archives (278-08-36). Jusqu'au 16 mars.

ROLAND CAT. Galerie L. L. L., 22, rue des Archives (278-08-36). Jusqu'au 16 mars.

SAISON DE LA MARINE. Musée de la marine (voir ci-dessus). Jusqu'au 15 avril.

SILAGES POLYNÉSIENS. Musée national des traditions, 30, rue de la Harpe (271-24-14). Sauf dim., de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 11 avril.

LES PREMIERS ÉLÈVES DE PIERRE VITTE. 1824-1826. Centre Culturel de la Seine, 9, avenue Matisse (725-44-65). Jusqu'au 30 mars.

CHASSEUR. Musée de l'homme, palais de Chaillot (533-70-40). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F ; samedi : 10 F. Jusqu'au 15 avril.

GENERATION POLAIRE. Pavillon des Arts, 101, rue de Valenciennes (233-42-50). Sauf dim., de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 17 mars.

Centres culturels

VILLES D'EAU EN FRANCE. ENTRA. 11, rue de la Harpe (271-24-14). Sauf dim., de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 11 avril.

LES PREMIERS ÉLÈVES DE PIERRE VITTE. 1824-1826. Centre Culturel de la Seine, 9, avenue Matisse (725-44-65). Jusqu'au 30 mars.

CHASSEUR. Musée de l'homme, palais de Chaillot (533-70-40). Sauf mardi

THEATRE

LES SPECTACLES NOUVEAUX

Les jours de première sont indiqués entre parenthèses.

VOLPONE : Théâtre de la Ville (274-22-77) 20 h 30 (6).

MIRROIRS : Clichy (357-99-26) 19 h (6).

LA SERRA : Viançay (245-45-54) 20 h 30 (6).

LA PETITE PHYSIQUE : Essonne (278-46-42) 12 h 30 (6).

LE COMBAT DE TANCRED : Essonne (278-46-42) 19 h et 21 h (6).

LA BULLE : Vincennes, Tour du Village (345-63-63) 21 h (7).

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES : Vincennes, Sorano (374-81-16) 21 h (7).

GRAND-PERE SCHLOMO : Clamart, CC (645-11-87) 20 h 30 (7).

MIC BANG : Epierie (724-14-16) 20 h 30 (8).

ONCLE VANIA : Théâtre de la Ville (274-22-77) 20 h 30 (8).

HAUT COMME LA TABLE : Tourcoing (887-82-48) 20 h 30 (8).

L'OMME ASSASSINÉ : Rueil-Malmaison (270-96-76) 21 h (8).

ROY BLAS : Salle Vialbert (584-30-60) 20 h 30 (8).

LA DONNA OLYMPIE DORT : Petit Odéon (325-70-32) 18 h 30 (12).

TCHERKOV TCHERKOV : Petit Odéon (325-70-32) 21 h (12).

BOIS PARIS

NANCY : Jeff, d'Yves Hauré, par Maryse Degoutin et Antoine Lichayre avec la Compagnie de Lorraine (8) 327-06-83. Du 6 au 28 mars.

MONTPELLIER : Saksonalia, (auteur de Camille Claudel) par l'Atelier des Garrigues, en coproduction avec le Centre culturel du Langues (67) 66-37-67. Du 8 au 30 mars.

RENNES : Mairie Française et son volet Mont, de Breizh, par Dominique Québec, avec la Compagnie de Rennes, et la Parochimorie (99) 79-47-63. Du 12 mars au 31 mars.

FEYZIN/LYON : Lilloux, de Molnar, adapté et mis en scène par Bruno Boeglin, avec le Novo Théâtre (7) 860-37-70, au Centre culturel Léonard de Vinci, Feyzin, et du 27 mars au 3 avril à Strasbourg.

Les jours de répétition sont indiqués entre parenthèses.

• Spectacles officiels par le Club de Monde des spectacles.

• Les salles subventionnées.

OPÉRA (742-57-50). Ballet : les 6, 8, 11 à 19 h 30 : Agnès, ballet de G. Balanchine (musique de Stravinsky) ; et Palais de Cristal (musique de G. Balanchine) ; les 7 et 9 : Doctor Faust.

SALLE FAVART (296-00-11) : Répétitions jusqu'au 16.

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20). Jean, sam., dim., lun. à 20 h 30 : le Triomphe de l'Amour ; mar., mer. à 20 h 30 : le Mort de Sémélé ; ven. à 20 h 30 : dim. à 14 h 30 : Fédicé.

CHAILLOT (727-51-15). Grand Foyer les 9 à 15 h : le Violon violet (opéra de chambre) ; soirée : les 6 à 18 h 30 : Cucco et Victor Hugo ; Grand Théâtre (dim. soir, lun.) : 20 h, dim. 15 h : Hérault ; Théâtre Gémier (dim. soir, lun.) : 20 h 30, dim. 15 h : l'Hôtel de l'homme sauvage.

ODÉON (Théâtre de l'Europe) (325-70-32) (dim. soir, lun., mar.) : 20 h : dim. 15 h : Kang Lear, de Shakespeare ; lun. en soirée : l'Empire du monde (en langue anglaise).

PETIT ODÉON, Théâtre de l'Europe (325-70-32) le 12 à 18 h 30 : la Donna et l'Olympe Dori, de Constant Delannay.

TEP (364-80-80) Théâtre (D. soir, lun.), 20 h 30 ; dim. 15 h : les Trois Chœurs ; Clément : le 9 à 18 h 30 : le 10 à 20 h : Terre sans pain, de L. Banaul ; Aza, d'A. Reis et M. Cordeiro (v.o.).

RENAISSANCE (274-12-33). Dénouement : le 6 à 18 h : Rencontres internationales de Lorraine ; le 7 à 18 h 30 : l'Éthique ? La pensée d'Emmanuel Lévinas ; le 8 à 18 h 30 : La mode en architecture ; le 9 à 18 h 30 : Les nouvelles de la critique littéraire ; le 10 à 18 h 30 : le Kunsthaus de Borne ; le 11 à 18 h 30 : Concerts/émissions : IRCAM (278-79-93) (Espace de projection : les 5, 6, 7, 8, 9 à 20 h 30 ; Lundi Nono, pellicule à l'opéra Les immortels (Soffici) onde sonore ; Quasi si gelidi morti) ; Clément-Vielles : les 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 à 13 h : Architecture ; le 6 à 18 h 30 : le 7 à 18 h 30 : les Appareils de Copernic, de J. Arland et J. Guiffroy ; le 8 à 18 h 30 : la Sagesse de la terre, de M. Silva ; le 9 à 18 h 30 : le 10 à 18 h 30 : le 11 à 18 h 30 : le 12 à 18 h 30 : le 13 à 18 h 30 : le 14 à 18 h 30 : le 15 à 18 h 30 : le 16 à 18 h 30 : le 17 à 18 h 30 : le 18 à 18 h 30 : le 19 à 18 h 30 : le 20 à 18 h 30 : le 21 à 18 h 30 : le 22 à 18 h 30 : le 23 à 18 h 30 : le 24 à 18 h 30 : le 25 à 18 h 30 : le 26 à 18 h 30 : le 27 à 18 h 30 : le 28 à 18 h 30 : le 29 à 18 h 30 : le 30 à 18 h 30 : le 31 à 18 h 30 : le 1er à 18 h 30 : le 2 à 18 h 30 : le 3 à 18 h 30 : le 4 à 18 h 30 : le 5 à 18 h 30 : le 6 à 18 h 30 : le 7 à 18 h 30 : le 8 à 18 h 30 : le 9 à 18 h 30 : le 10 à 18 h 30 : le 11 à 18 h 30 : le 12 à 18 h 30 : le 13 à 18 h 30 : le 14 à 18 h 30 : le 15 à 18 h 30 : le 16 à 18 h 30 : le 17 à 18 h 30 : le 18 à 18 h 30 : le 19 à 18 h 30 : le 20 à 18 h 30 : le 21 à 18 h 30 : le 22 à 18 h 30 : le 23 à 18 h 30 : le 24 à 18 h 30 : le 25 à 18 h 30 : le 26 à 18 h 30 : le 27 à 18 h 30 : le 28 à 18 h 30 : le 29 à 18 h 30 : le 30 à 18 h 30 : le 31 à 18 h 30 : le 1er à 18 h 30 : le 2 à 18 h 30 : le 3 à 18 h 30 : le 4 à 18 h 30 : le 5 à 18 h 30 : le 6 à 18 h 30 : le 7 à 18 h 30 : le 8 à 18 h 30 : le 9 à 18 h 30 : le 10 à 18 h 30 : le 11 à 18 h 30 : le 12 à 18 h 30 : le 13 à 18 h 30 : le 14 à 18 h 30 : le 15 à 18 h 30 : le 16 à 18 h 30 : le 17 à 18 h 30 : le 18 à 18 h 30 : le 19 à 18 h 30 : le 20 à 18 h 30 : le 21 à 18 h 30 : le 22 à 18 h 30 : le 23 à 18 h 30 : le 24 à 18 h 30 : le 25 à 18 h 30 : le 26 à 18 h 30 : le 27 à 18 h 30 : le 28 à 18 h 30 : le 29 à 18 h 30 : le 30 à 18 h 30 : le 31 à 18 h 30 : le 1er à 18 h 30 : le 2 à 18 h 30 : le 3 à 18 h 30 : le 4 à 18 h 30 : le 5 à 18 h 30 : le 6 à 18 h 30 : le 7 à 18 h 30 : le 8 à 18 h 30 : le 9 à 18 h 30 : le 10 à 18 h 30 : le 11 à 18 h 30 : le 12 à 18 h 30 : le 13 à 18 h 30 : le 14 à 18 h 30 : le 15 à 18 h 30 : le 16 à 18 h 30 : le 17 à 18 h 30 : le 18 à 18 h 30 : le 19 à 18 h 30 : le 20 à 18 h 30 : le 21 à 18 h 30 : le 22 à 18 h 30 : le 23 à 18 h 30 : le 24 à 18 h 30 : le 25 à 18 h 30 : le 26 à 18 h 30 : le 27 à 18 h 30 : le 28 à 18 h 30 : le 29 à 18 h 30 : le 30 à 18 h 30 : le 31 à 18 h 30 : le 1er à 18 h 30 : le 2 à 18 h 30 : le 3 à 18 h 30 : le 4 à 18 h 30 : le 5 à 18 h 30 : le 6 à 18 h 30 : le 7 à 18 h 30 : le 8 à 18 h 30 : le 9 à 18 h 30 : le 10 à 18 h 30 : le 11 à 18 h 30 : le 12 à 18 h 30 : le 13 à 18 h 30 : le 14 à 18 h 30 : le 15 à 18 h 30 : le 16 à 18 h 30 : le 17 à 18 h 30 : le 18 à 18 h 30 : le 19 à 18 h 30 : le 20 à 18 h 30 : le 21 à 18 h 30 : le 22 à 18 h 30 : le 23 à 18 h 30 : le 24 à 18 h 30 : le 25 à 18 h 30 : le 26 à 18 h 30 : le 27 à 18 h 30 : le 28 à 18 h 30 : le 29 à 18 h 30 : le 30 à 18 h 30 : le 31 à 18 h 30 : le 1er à 18 h 30 : le 2 à 18 h 30 : le 3 à 18 h 30 : le 4 à 18 h 30 : le 5 à 18 h 30 : le 6 à 18 h 30 : le 7 à 18 h 30 : le 8 à 18 h 30 : le 9 à 18 h 30 : le 10 à 18 h 30 : le 11 à 18 h 30 : le 12 à 18 h 30 : le 13 à 18 h 30 : le 14 à 18 h 30 : le 15 à 18 h 30 : le 16 à 18 h 30 : le 17 à 18 h 30 : le 18 à 18 h 30 : le 19 à 18 h 30 : le 20 à 18 h 30 : le 21 à 18 h 30 : le 22 à 18 h 30 : le 23 à 18 h 30 : le 24 à 18 h 30 : le 25 à 18 h 30 : le 26 à 18 h 30 : le 27 à 18 h 30 : le 28 à 18 h 30 : le 29 à 18 h 30 : le 30 à 18 h 30 : le 31 à 18 h 30 : le 1er à 18 h 30 : le 2 à 18 h 30 : le 3 à 18 h 30 : le 4 à 18 h 30 : le 5 à 18 h 30 : le 6 à 18 h 30 : le 7 à 18 h 30 : le 8 à 18 h 30 : le 9 à 18 h 30 : le 10 à 18 h 30 : le 11 à 18 h 30 : le 12 à 18 h 30 : le 13 à 18 h 30 : le 14 à 18 h 30 : le 15 à 18 h 30 : le 16 à 18 h 30 : le 17 à 18 h 30 : le 18 à 18 h 30 : le 19 à 18 h 30 : le 20 à 18 h 30 : le 21 à 18 h 30 : le 22 à 18 h 30 : le 23 à 18 h 30 : le 24 à 18 h 30 : le 25 à 18 h 30 : le 26 à 18 h 30 : le 27 à 18 h 30 : le 28 à 18 h 30 : le 29 à 18 h 30 : le 30 à 18 h 30 : le 31 à 18 h 30 : le 1er à 18 h 30 : le 2 à 18 h 30 : le 3 à 18 h 30 : le 4 à 18 h 30 : le 5 à 18 h 30 : le 6 à 18 h 30 : le 7 à 18 h 30 : le 8 à 18 h 30 : le 9 à 18 h 30 : le 10 à 18 h 30 : le 11 à 18 h 30 : le 12 à 18 h 30 : le 13 à 18 h 30 : le 14 à 18 h 30 : le 15 à 18 h 30 : le 16 à 18 h 30 : le 17 à 18 h 30 : le 18 à 18 h 30 : le 19 à 18 h 30 : le 20 à 18 h 30 : le 21 à 18 h 30 : le 22 à 18 h 30 : le 23 à 18 h 30 : le 24 à 18 h 30 : le 25 à 18 h 30 : le 26 à 18 h 30 : le 27 à 18 h 30 : le 28 à 18 h 30 : le 29 à 18 h 30 : le 30 à 18 h 30 : le 31 à 18 h 30 : le 1er à 18 h 30 : le 2 à 18 h 30 : le 3 à 18 h 30 : le 4 à 18 h 30 : le 5 à 18 h 30 : le 6 à 18 h 30 : le 7 à 18 h 30 : le 8 à 18 h 30 : le 9 à 18 h 30 : le 10 à 18 h 30 : le 11 à 18 h 30 : le 12 à 18 h 30 : le 13 à 18 h 30 : le 14 à 18 h 30 : le 15 à 18 h 30 : le 16 à 18 h 30 : le 17 à 18 h 30 : le 18 à 18 h 30 : le 19 à 18 h 30 : le 20 à 18 h 30 : le 21 à 18 h 30 : le 22 à 18 h 30 : le 23 à 18 h 30 : le 24 à 18 h 30 : le 25 à 18 h 30 : le 26 à 18 h 30 : le 27 à 18 h 30 : le 28 à 18 h 30 : le 29 à 18 h 30 : le 30 à 18 h 30 : le 31 à 18 h 30 : le 1er à 18 h 30 : le 2 à 18 h 30 : le 3 à 18 h 30 : le 4 à 18 h 30 : le 5 à 18 h 30 : le 6 à 18 h 30 : le 7 à 18 h 30 : le 8 à 18 h 30 : le 9 à 18 h 30 : le 10 à 18 h 30 : le 11 à 18 h 30 : le 12 à 18 h 30 : le 13 à 18 h 30 : le 14 à 18 h 30 : le 15 à 18 h 30 : le 16 à 18 h 30 : le 17 à 18 h 30 : le 18 à 18 h 30 : le 19 à 18 h 30 : le 20 à 18 h 30 : le 21 à 18 h 30 : le 22 à 18 h 30 : le 23 à 18 h 30 : le 24 à 18 h 30 : le 25 à 18 h 30 : le 26 à 18 h 30 : le 27 à 18 h 30 : le 28 à 18 h 30 : le 29 à 18 h 30 : le 30 à 18 h 30 : le 31 à 18 h 30 : le 1er à 18 h 30 : le 2 à 18 h 30 : le 3 à 18 h 30 : le 4 à 18 h 30 : le 5 à 18 h 30 : le 6 à 18 h 30 : le 7 à 18 h 30 : le 8 à 18 h 30 : le 9 à 18 h 30 : le 10 à 18 h 30 : le 11 à 18 h 30 : le 12 à 18 h 30 : le 13 à 18 h 30 : le 14 à 18 h 30 : le 15 à 18 h 30 : le 16 à 18 h 30 : le 17 à 18 h 30 : le 18 à 18 h 30 : le 19 à 18 h 30 : le 20 à 18 h 30 : le 21 à 18 h 30 : le 22 à 18 h 30 : le 23 à 18 h 30 : le 24 à 18 h 30 : le 25 à 18 h 30 : le 26 à 18 h 30 : le 27 à 18 h 30 : le 28 à 18 h 30 : le 29 à 18 h 30 : le 30 à 18 h 30 : le 31 à 18 h 30 : le 1er à 18 h 30 : le 2 à 18 h 30 : le 3 à 18 h 30 : le 4 à 18 h 30 : le 5 à 18 h 30 : le 6 à 18 h 30 : le 7 à 18 h 30 : le 8 à 18 h 30 : le 9 à 18 h 30 : le 10 à 18 h 30 : le 11 à 18 h 30 : le 12 à 18 h 30 : le 13 à 18 h 30 : le 14 à 18 h 30 : le 15 à 18 h 30 : le 16 à 18 h 30 : le 17 à 18 h 30 : le 18 à 18 h 30 : le 19 à 18 h 30 : le 20 à 18 h 30 : le 21 à 18 h 30 : le 22 à 18 h 30 : le 23 à 18 h 30 : le 24 à 18 h 30 : le 25 à 18 h 30 : le 26 à 18 h 30 : le 27 à 18 h 30 : le 28 à 18 h 30 : le 29 à 18 h 30 : le 30 à 18 h 30 : le 31 à 18 h 30 : le 1er à 18 h 30 : le 2 à 18 h 30 : le 3 à 18 h 30 : le 4 à 18 h 30 : le 5 à 18 h 30 : le 6 à 18 h 30 : le 7 à 18 h 30 : le 8 à 18 h 30 : le 9 à 18 h 30 : le 10 à 18 h 30 : le 11 à 18 h 30 : le 12 à 18 h 30 : le 13 à 18 h 30 : le 14 à 18 h 30 : le 15 à 18 h 30 : le 16 à 18 h 30 : le 17 à 18 h 30 : le 18 à 18 h 30 : le 19 à 18 h 30 : le 20 à 18 h 30 : le 21 à 18 h 30 : le 22 à 18 h 30 : le 23 à 18 h 30 : le 24 à 18 h 30 : le 25 à 18 h 30 : le 26 à 18 h 30 : le 27 à 18 h 30 : le 28 à 18 h 30 : le 29 à 18 h 30 : le 30 à 18 h 30 : le 31 à 18 h 30 : le 1er à 18 h 30 : le 2 à 18 h 30 : le 3 à 18 h 30 : le 4 à 18 h 30 : le 5 à 18 h 30 : le 6 à 18 h 30 : le 7 à 18 h 30 : le 8 à 18 h 30 : le 9 à 18 h 30 : le 10 à 18 h 30 : le 11 à 18 h 30 : le 12 à 18 h 30 : le 13 à 18 h 30 : le 14 à 18 h 30 : le 15 à 18 h 30 : le 16 à 18 h 30 : le 17 à 18 h 30 : le 18 à 18 h 30 : le 19 à 18 h 30 : le 20 à 18 h 30 : le 21 à 18 h 30 : le 22 à 18 h 30 : le 23 à 18 h 30 : le 24 à 18 h 30 : le 25 à 18 h 30 : le 26 à 18 h 30 : le 27 à 18 h 30 : le 28 à 18 h 30 : le 29 à 18 h 30 : le 30 à 18 h 30 : le 31 à 18 h 30 : le 1er à 18 h 30 : le 2 à 18 h 30 : le 3 à 18 h 30 : le 4 à 18 h 30 : le 5 à 18 h 30 : le 6 à 18 h 30 : le 7 à 18 h 30 : le 8 à 18 h 30 : le 9 à 18 h 30 : le 10 à 18 h 30 : le 11 à 18 h 30 : le 12 à 18 h 30 : le 13 à 18 h 30 : le 14 à 18 h 30 : le 15 à 18 h 30 : le 16 à 18 h 30 : le 17 à 18 h 30 : le 18 à 18 h 30 : le 19 à 18 h 30 : le 20 à 18 h 30 : le 21 à 18 h 30 : le 22 à 18 h 30 : le 23 à 18 h 30 : le 24 à 18 h 30 : le 25 à 18 h 30 : le 26 à 18 h 30 : le 27 à 18 h 30 : le 28 à 18 h 30 : le 29 à 18 h 30 : le 30 à 18 h 30 : le 31 à 18 h 30 : le 1er à 18 h 30 : le 2 à 18 h 30 : le 3 à 18 h 30 : le 4 à 18 h 30 : le 5 à 18 h 30 : le 6 à 18 h 30 : le 7 à 18 h 30 : le 8 à 18 h 30 : le 9 à 18 h 30 : le 10 à 18 h 30 : le 11 à 18 h 30 : le 12 à 18 h 30 : le 13 à 18 h 30 : le 14 à 18 h 30 : le 15 à 18 h 30 : le 16 à 18 h 30 : le 17 à 18 h 30 : le 18 à 18 h 30 : le 19 à 18 h 30 : le 20 à 18 h 30 : le 21 à 18 h 30 : le 22 à 18 h 30 : le 23 à 18 h 30 : le 24 à 18 h 30 : le 25 à 18 h 30 : le 26 à 18 h 30 : le 27 à 18 h 30 : le 28 à 18 h 30 : le 29 à 18 h 30 : le 30 à 18 h 30 : le 31 à 18 h 30 : le 1er à 18 h 30 : le 2 à 18 h 30 : le 3 à 18 h 30 : le 4 à 18 h 30 : le 5 à 18 h 30 : le 6 à 18 h 30 : le 7 à 18 h 30 : le 8 à 18 h 30 : le 9 à 18 h 30 : le 10 à 18 h 30 : le 11 à 18 h 30 : le 12 à 18 h 30 : le 13 à 18 h 30 : le 14 à 18 h 30 : le 15 à 18 h 30 : le 16 à 18 h 30 : le 17 à 18 h 30 : le 18 à 18 h 30 : le 19 à 18 h 30 : le 20 à 18 h 30 : le 21 à 18 h 30 : le 22 à 18 h 30 : le 23 à 18 h 30 : le 24 à 18 h 30 : le 25 à 18 h 30 : le 26 à 18 h 30 : le 27 à 18 h 30 : le 28 à 18 h 30 : le 29 à 18 h 30 : le 30 à 18 h 30 : le 31 à 18 h 30 : le 1er à 18 h 30 : le 2 à 18 h 30 : le 3 à 18 h 30 : le 4 à 18 h 30 : le 5 à 18 h 30 : le 6 à 18 h 30 : le 7 à 18 h 30 : le 8 à 18 h 30 : le 9 à 18 h 30 : le 10 à 18 h 30 : le 11 à 18 h 30 : le 12 à 18 h 30 : le 13 à 18 h 30 : le 14 à 18 h 30 : le 15 à 18 h 30 : le 16 à 18 h 30 : le 17 à 18 h 30 : le 18 à 18 h 30 : le 19 à 18 h 30 : le 20 à 18 h 30 : le 21 à 18 h 30 : le 22 à 18 h 30 : le 23 à 18 h 30 : le 24 à 18 h 30 : le 25 à 18 h 30 : le 26 à 18 h 30 : le 27 à 18 h 30 : le 28 à 18 h 30 : le 29 à 18 h 30 : le 30 à 18 h 30 : le 31 à 18 h 30 : le 1er à 18 h 30 : le 2 à 18 h 30 : le 3 à 18 h 30 : le 4 à 18 h 30 : le 5 à 18 h 30 : le 6 à 18 h 30 : le 7 à 18 h 30 : le 8 à 18 h 30 : le 9 à 18 h 30 : le 10 à 18 h 30 : le 11 à 18 h 30 : le 12 à 18 h 30 : le 13 à 18 h 30 : le 14 à 18 h 30 : le 15 à 18 h 30 : le 16 à 18 h 30 : le 17 à 18 h 30 : le 18 à 18 h 30 : le 19 à 18 h 30 : le 20 à 18 h 30 : le 21 à 18 h 30 : le 22 à 18 h 30 : le 23 à 18 h 30 : le 24 à 18 h 30 : le 25 à 18 h 30 : le 26 à 18 h 30 : le 27 à 18 h 30 : le 28 à 18 h 30 : le 29 à 18 h 30 : le 30 à 18 h 30 : le 31 à 18 h 30 : le 1er à 18 h 30 : le 2 à 18 h 30 : le 3 à 18 h 30 : le 4 à 18 h 30 : le 5 à 18 h 30 : le 6 à 18 h 30 : le 7 à 18 h 30 : le 8 à 18 h 30 : le 9 à 18 h 30 : le 10 à 18 h 30 : le 11 à 18 h 30 : le 12 à 18 h 30 : le 13 à 18 h 30 : le 14 à 18 h 30 : le 15 à 18 h 30 : le 16 à 18 h 30 : le 17 à 18 h 30 : le 18 à 18 h 30 : le 19 à 18 h 30 : le 20 à 18 h 30 : le 21 à 18 h 30 : le 22 à 18 h 30 : le 23 à 18 h 30 : le 24 à 18 h 30 : le 25 à 18 h 30 : le 26 à 18 h 30 : le 27 à 18 h 30 : le 28 à 18 h 30 : le 29 à 18 h 30 : le 30 à 18 h 30 : le 31 à 18 h 30 : le 1er à 18 h 30 : le 2 à 18 h 30 : le 3 à 18 h 30 : le 4 à 18 h 30 : le 5 à 18 h 30 : le 6 à 18 h 30 : le 7 à 18 h 30 : le 8 à 18 h 30 : le 9 à 18 h 30 : le 10 à 18 h 30 : le 11 à 18 h 30 : le 12 à 18 h 30 : le 13 à 18 h 30 : le 14 à 18 h 30 : le 15 à 18 h 30 : le 16 à 18 h 30 : le 17 à 18 h 30 : le 18 à 18 h 30 : le 19 à 18 h 30 : le 20 à 18 h 30 : le 21 à 18 h 30 : le 22 à 18 h 30 : le 23 à 18 h 30 : le 24 à 18 h 30 : le 25 à 18 h 30 : le 26 à 18 h 30 : le 27 à 18 h 30 : le 28 à 18 h 30 : le 29 à 18 h 30 : le 30 à 18 h 30 : le 31 à 18 h 30 : le 1er à 18 h 30 : le 2 à 18 h 30 : le 3 à 18 h 30 : le 4 à 18 h 30 : le 5 à 18 h 30 : le 6 à 18 h 30 : le 7 à 18 h 30 : le 8 à 18 h 30 : le 9 à 18 h 30 : le 10 à 18 h 30 : le 11 à 18 h 30 : le 12 à 18 h 30 : le 13 à 18 h 30 : le 14 à 18 h 30 : le 15 à 18 h 30 : le 16 à 18 h 30 : le 17 à 18 h 30 : le 18 à 18 h 30 : le 19 à 18 h 30 : le 20 à 18 h 30 : le 21 à 18 h 30 : le 22 à 18 h 30 : le 23 à 18 h 30 : le 24 à 18 h 30 : le 25 à 18 h 30 : le 26 à 18 h 30 : le 27 à 18 h 30 : le 28 à 18 h 30 : le 29 à 18 h 30 : le 30 à 18 h 30 : le 31 à 18 h 30 : le 1er à 18 h 30 : le 2 à 18 h 30 : le 3 à 18 h 30 : le 4 à 18 h 30 : le 5 à 18 h 30 : le 6 à 18 h 30 : le 7 à 18 h 30 : le 8 à 18 h 30 : le 9 à 18 h 30 : le 10 à 18 h 30 : le 11 à 18 h 30 : le 12 à 18 h 30 : le 13 à 18 h 30 : le 14 à 18 h 30 : le 15 à 18 h 30 : le 16 à 18 h 30 : le 17 à 18 h 30 : le 18 à 18 h 30 : le 19 à 18 h 30 : le 20 à 18 h 30 : le 21 à 18 h 30 : le 22 à 18 h 30 : le 23 à 18 h 30 : le 24 à 18 h 30 : le 25 à 18 h 30 : le 26 à 18 h 30 : le 27 à 18 h 30 : le 28 à 18 h 30 : le 29 à 18 h 30 : le 30 à 18 h 30 : le 31 à 18 h 30 : le 1er à 18 h 30 : le 2 à 18 h 30 : le 3 à 18 h 30 : le 4 à 18 h 30 : le 5 à 18 h 30 : le 6 à 18 h 30 : le 7 à 18 h 30 : le 8 à 18 h 30 : le 9 à 18 h 30 : le 10 à 18 h 30 : le 11 à 18 h 30 : le 12 à 18 h 30 : le 13 à 18 h 30 : le 14 à 18 h 30 : le 15 à 18 h 30 : le 16 à 18 h 30 : le 17 à 18 h 30 : le 18 à 18 h 30 : le 19 à 18 h 30 : le 20 à 18 h 30 : le 21 à 18 h 30 :

Club du Monde des Spectacles

Réservation

Liste des Spectacles
Location réservée aux adhérents
du Club du Monde des Spectacles
Renseignements : 281.26.20

FESTIVAL D'AIX-EN-PROVENCE (10/31/07)

Les opéras : les Noces de Figaro, de Mozart, dir. J. E. Gardiner, mise en scène : P. L. P. All, avec L. C. Barbaud, C. Barbaud, D. Montague, H. Argenta, G. Cachemille, T. Harpison, U. Baudou, J.-M. Frémont, F. Long, Orchestre de l'Opéra de Lyon et chœur de la Chapelle royale, les 10, 16, 22, 28, 31 à 21 h 15.
Orfeo, de Monteverdi, dir. mus. : M. Corboz, mise en scène : G. Goretta, avec A. Michail, C. Winkler, M. Demare, C. Alfons-Lucas, G. Quilico, F. Laroux, F. Vautour, H. Leduc, G. de May, les 15, 18, 20, 24 et 27 à 21 h 15.
Ariane à Naxos, de Strauss, dir. mus. : S. Bytchok, mise en scène : G. Miravet, avec J. Normet, H. Nader, J. Pélard, W. Johana, F. F. Nentwig, Orchestre philharmonique de Radio France, les 18, 22, 28, 31 à 21 h 15.
Tartuffe, de Molière, 18 h 30, 20 h 30, 22 h 30, 24 h 30, 26 h 30, 28 h 30, 30 h 30, 32 h 30, 34 h 30, 36 h 30, 38 h 30, 40 h 30, 42 h 30, 44 h 30, 46 h 30, 48 h 30, 50 h 30, 52 h 30, 54 h 30, 56 h 30, 58 h 30, 60 h 30, 62 h 30, 64 h 30, 66 h 30, 68 h 30, 70 h 30, 72 h 30, 74 h 30, 76 h 30, 78 h 30, 80 h 30, 82 h 30, 84 h 30, 86 h 30, 88 h 30, 90 h 30, 92 h 30, 94 h 30, 96 h 30, 98 h 30, 100 h 30, 102 h 30, 104 h 30, 106 h 30, 108 h 30, 110 h 30, 112 h 30, 114 h 30, 116 h 30, 118 h 30, 120 h 30, 122 h 30, 124 h 30, 126 h 30, 128 h 30, 130 h 30, 132 h 30, 134 h 30, 136 h 30, 138 h 30, 140 h 30, 142 h 30, 144 h 30, 146 h 30, 148 h 30, 150 h 30, 152 h 30, 154 h 30, 156 h 30, 158 h 30, 160 h 30, 162 h 30, 164 h 30, 166 h 30, 168 h 30, 170 h 30, 172 h 30, 174 h 30, 176 h 30, 178 h 30, 180 h 30, 182 h 30, 184 h 30, 186 h 30, 188 h 30, 190 h 30, 192 h 30, 194 h 30, 196 h 30, 198 h 30, 200 h 30, 202 h 30, 204 h 30, 206 h 30, 208 h 30, 210 h 30, 212 h 30, 214 h 30, 216 h 30, 218 h 30, 220 h 30, 222 h 30, 224 h 30, 226 h 30, 228 h 30, 230 h 30, 232 h 30, 234 h 30, 236 h 30, 238 h 30, 240 h 30, 242 h 30, 244 h 30, 246 h 30, 248 h 30, 250 h 30, 252 h 30, 254 h 30, 256 h 30, 258 h 30, 260 h 30, 262 h 30, 264 h 30, 266 h 30, 268 h 30, 270 h 30, 272 h 30, 274 h 30, 276 h 30, 278 h 30, 280 h 30, 282 h 30, 284 h 30, 286 h 30, 288 h 30, 290 h 30, 292 h 30, 294 h 30, 296 h 30, 298 h 30, 300 h 30, 302 h 30, 304 h 30, 306 h 30, 308 h 30, 310 h 30, 312 h 30, 314 h 30, 316 h 30, 318 h 30, 320 h 30, 322 h 30, 324 h 30, 326 h 30, 328 h 30, 330 h 30, 332 h 30, 334 h 30, 336 h 30, 338 h 30, 340 h 30, 342 h 30, 344 h 30, 346 h 30, 348 h 30, 350 h 30, 352 h 30, 354 h 30, 356 h 30, 358 h 30, 360 h 30, 362 h 30, 364 h 30, 366 h 30, 368 h 30, 370 h 30, 372 h 30, 374 h 30, 376 h 30, 378 h 30, 380 h 30, 382 h 30, 384 h 30, 386 h 30, 388 h 30, 390 h 30, 392 h 30, 394 h 30, 396 h 30, 398 h 30, 400 h 30, 402 h 30, 404 h 30, 406 h 30, 408 h 30, 410 h 30, 412 h 30, 414 h 30, 416 h 30, 418 h 30, 420 h 30, 422 h 30, 424 h 30, 426 h 30, 428 h 30, 430 h 30, 432 h 30, 434 h 30, 436 h 30, 438 h 30, 440 h 30, 442 h 30, 444 h 30, 446 h 30, 448 h 30, 450 h 30, 452 h 30, 454 h 30, 456 h 30, 458 h 30, 460 h 30, 462 h 30, 464 h 30, 466 h 30, 468 h 30, 470 h 30, 472 h 30, 474 h 30, 476 h 30, 478 h 30, 480 h 30, 482 h 30, 484 h 30, 486 h 30, 488 h 30, 490 h 30, 492 h 30, 494 h 30, 496 h 30, 498 h 30, 500 h 30, 502 h 30, 504 h 30, 506 h 30, 508 h 30, 510 h 30, 512 h 30, 514 h 30, 516 h 30, 518 h 30, 520 h 30, 522 h 30, 524 h 30, 526 h 30, 528 h 30, 530 h 30, 532 h 30, 534 h 30, 536 h 30, 538 h 30, 540 h 30, 542 h 30, 544 h 30, 546 h 30, 548 h 30, 550 h 30, 552 h 30, 554 h 30, 556 h 30, 558 h 30, 560 h 30, 562 h 30, 564 h 30, 566 h 30, 568 h 30, 570 h 30, 572 h 30, 574 h 30, 576 h 30, 578 h 30, 580 h 30, 582 h 30, 584 h 30, 586 h 30, 588 h 30, 590 h 30, 592 h 30, 594 h 30, 596 h 30, 598 h 30, 600 h 30, 602 h 30, 604 h 30, 606 h 30, 608 h 30, 610 h 30, 612 h 30, 614 h 30, 616 h 30, 618 h 30, 620 h 30, 622 h 30, 624 h 30, 626 h 30, 628 h 30, 630 h 30, 632 h 30, 634 h 30, 636 h 30, 638 h 30, 640 h 30, 642 h 30, 644 h 30, 646 h 30, 648 h 30, 650 h 30, 652 h 30, 654 h 30, 656 h 30, 658 h 30, 660 h 30, 662 h 30, 664 h 30, 666 h 30, 668 h 30, 670 h 30, 672 h 30, 674 h 30, 676 h 30, 678 h 30, 680 h 30, 682 h 30, 684 h 30, 686 h 30, 688 h 30, 690 h 30, 692 h 30, 694 h 30, 696 h 30, 698 h 30, 700 h 30, 702 h 30, 704 h 30, 706 h 30, 708 h 30, 710 h 30, 712 h 30, 714 h 30, 716 h 30, 718 h 30, 720 h 30, 722 h 30, 724 h 30, 726 h 30, 728 h 30, 730 h 30, 732 h 30, 734 h 30, 736 h 30, 738 h 30, 740 h 30, 742 h 30, 744 h 30, 746 h 30, 748 h 30, 750 h 30, 752 h 30, 754 h 30, 756 h 30, 758 h 30, 760 h 30, 762 h 30, 764 h 30, 766 h 30, 768 h 30, 770 h 30, 772 h 30, 774 h 30, 776 h 30, 778 h 30, 780 h 30, 782 h 30, 784 h 30, 786 h 30, 788 h 30, 790 h 30, 792 h 30, 794 h 30, 796 h 30, 798 h 30, 800 h 30, 802 h 30, 804 h 30, 806 h 30, 808 h 30, 810 h 30, 812 h 30, 814 h 30, 816 h 30, 818 h 30, 820 h 30, 822 h 30, 824 h 30, 826 h 30, 828 h 30, 830 h 30, 832 h 30, 834 h 30, 836 h 30, 838 h 30, 840 h 30, 842 h 30, 844 h 30, 846 h 30, 848 h 30, 850 h 30, 852 h 30, 854 h 30, 856 h 30, 858 h 30, 860 h 30, 862 h 30, 864 h 30, 866 h 30, 868 h 30, 870 h 30, 872 h 30, 874 h 30, 876 h 30, 878 h 30, 880 h 30, 882 h 30, 884 h 30, 886 h 30, 888 h 30, 890 h 30, 892 h 30, 894 h 30, 896 h 30, 898 h 30, 900 h 30, 902 h 30, 904 h 30, 906 h 30, 908 h 30, 910 h 30, 912 h 30, 914 h 30, 916 h 30, 918 h 30, 920 h 30, 922 h 30, 924 h 30, 926 h 30, 928 h 30, 930 h 30, 932 h 30, 934 h 30, 936 h 30, 938 h 30, 940 h 30, 942 h 30, 944 h 30, 946 h 30, 948 h 30, 950 h 30, 952 h 30, 954 h 30, 956 h 30, 958 h 30, 960 h 30, 962 h 30, 964 h 30, 966 h 30, 968 h 30, 970 h 30, 972 h 30, 974 h 30, 976 h 30, 978 h 30, 980 h 30, 982 h 30, 984 h 30, 986 h 30, 988 h 30, 990 h 30, 992 h 30, 994 h 30, 996 h 30, 998 h 30, 1000 h 30, 1002 h 30, 1004 h 30, 1006 h 30, 1008 h 30, 1010 h 30, 1012 h 30, 1014 h 30, 1016 h 30, 1018 h 30, 1020 h 30, 1022 h 30, 1024 h 30, 1026 h 30, 1028 h 30, 1030 h 30, 1032 h 30, 1034 h 30, 1036 h 30, 1038 h 30, 1040 h 30, 1042 h 30, 1044 h 30, 1046 h 30, 1048 h 30, 1050 h 30, 1052 h 30, 1054 h 30, 1056 h 30, 1058 h 30, 1060 h 30, 1062 h 30, 1064 h 30, 1066 h 30, 1068 h 30, 1070 h 30, 1072 h 30, 1074 h 30, 1076 h 30, 1078 h 30, 1080 h 30, 1082 h 30, 1084 h 30, 1086 h 30, 1088 h 30, 1090 h 30, 1092 h 30, 1094 h 30, 1096 h 30, 1098 h 30, 1100 h 30, 1102 h 30, 1104 h 30, 1106 h 30, 1108 h 30, 1110 h 30, 1112 h 30, 1114 h 30, 1116 h 30, 1118 h 30, 1120 h 30, 1122 h 30, 1124 h 30, 1126 h 30, 1128 h 30, 1130 h 30, 1132 h 30, 1134 h 30, 1136 h 30, 1138 h 30, 1140 h 30, 1142 h 30, 1144 h 30, 1146 h 30, 1148 h 30, 1150 h 30, 1152 h 30, 1154 h 30, 1156 h 30, 1158 h 30, 1160 h 30, 1162 h 30, 1164 h 30, 1166 h 30, 1168 h 30, 1170 h 30, 1172 h 30, 1174 h 30, 1176 h 30, 1178 h 30, 1180 h 30, 1182 h 30, 1184 h 30, 1186 h 30, 1188 h 30, 1190 h 30, 1192 h 30, 1194 h 30, 1196 h 30, 1198 h 30, 1200 h 30, 1202 h 30, 1204 h 30, 1206 h 30, 1208 h 30, 1210 h 30, 1212 h 30, 1214 h 30, 1216 h 30, 1218 h 30, 1220 h 30, 1222 h 30, 1224 h 30, 1226 h 30, 1228 h 30, 1230 h 30, 1232 h 30, 1234 h 30, 1236 h 30, 1238 h 30, 1240 h 30, 1242 h 30, 1244 h 30, 1246 h 30, 1248 h 30, 1250 h 30, 1252 h 30, 1254 h 30, 1256 h 30, 1258 h 30, 1260 h 30, 1262 h 30, 1264 h 30, 1266 h 30, 1268 h 30, 1270 h 30, 1272 h 30, 1274 h 30, 1276 h 30, 1278 h 30, 1280 h 30, 1282 h 30, 1284 h 30, 1286 h 30, 1288 h 30, 1290 h 30, 1292 h 30, 1294 h 30, 1296 h 30, 1298 h 30, 1300 h 30, 1302 h 30, 1304 h 30, 1306 h 30, 1308 h 30, 1310 h 30, 1312 h 30, 1314 h 30, 1316 h 30, 1318 h 30, 1320 h 30, 1322 h 30, 1324 h 30, 1326 h 30, 1328 h 30, 1330 h 30, 1332 h 30, 1334 h 30, 1336 h 30, 1338 h 30, 1340 h 30, 1342 h 30, 1344 h 30, 1346 h 30, 1348 h 30, 1350 h 30, 1352 h 30, 1354 h 30, 1356 h 30, 1358 h 30, 1360 h 30, 1362 h 30, 1364 h 30, 1366 h 30, 1368 h 30, 1370 h 30, 1372 h 30, 1374 h 30, 1376 h 30, 1378 h 30, 1380 h 30, 1382 h 30, 1384 h 30, 1386 h 30, 1388 h 30, 1390 h 30, 1392 h 30, 1394 h 30, 1396 h 30, 1398 h 30, 1400 h 30, 1402 h 30, 1404 h 30, 1406 h 30, 1408 h 30, 1410 h 30, 1412 h 30, 1414 h 30, 1416 h 30, 1418 h 30, 1420 h 30, 1422 h 30, 1424 h 30, 1426 h 30, 1428 h 30, 1430 h 30, 1432 h 30, 1434 h 30, 1436 h 30, 1438 h 30, 1440 h 30, 1442 h 30, 1444 h 30, 1446 h 30, 1448 h 30, 1450 h 30, 1452 h 30, 1454 h 30, 1456 h 30, 1458 h 30, 1460 h 30, 1462 h 30, 1464 h 30, 1466 h 30, 1468 h 30, 1470 h 30, 1472 h 30, 1474 h 30, 1476 h 30, 1478 h 30, 1480 h 30, 1482 h 30, 1484 h 30, 1486 h 30, 1488 h 30, 1490 h 30, 1492 h 30, 1494 h 30, 1496 h 30, 1498 h 30, 1500 h 30, 1502 h 30, 1504 h 30, 1506 h 30, 1508 h 30, 1510 h 30, 1512 h 30, 1514 h 30, 1516 h 30, 1518 h 30, 1520 h 30, 1522 h 30, 1524 h 30, 1526 h 30, 1528 h 30, 1530 h 30, 1532 h 30, 1534 h 30, 1536 h 30, 1538 h 30, 1540 h 30, 1542 h 30, 1544 h 30, 1546 h 30, 1548 h 30, 1550 h 30, 1552 h 30, 1554 h 30, 1556 h 30, 1558 h 30, 1560 h 30, 1562 h 30, 1564 h 30, 1566 h 30, 1568 h 30, 1570 h 30, 1572 h 30, 1574 h 30, 1576 h 30, 1578 h 30, 1580 h 30, 1582 h 30, 1584 h 30, 1586 h 30, 1588 h 30, 1590 h 30, 1592 h 30, 1594 h 30, 1596 h 30, 1598 h 30, 1600 h 30, 1602 h 30, 1604 h 30, 1606 h 30, 1608 h 30, 1610 h 30, 1612 h 30, 1614 h 30, 1616 h 30, 1618 h 30, 1620 h 30, 1622 h 30, 1624 h 30, 1626 h 30, 1628 h 30, 1630 h 30, 1632 h 30, 1634 h 30, 1636 h 30, 1638 h 30, 1640 h 30, 1642 h 30, 1644 h 30, 1646 h 30, 1648 h 30, 1650 h 30, 1652 h 30, 1654 h 30, 1656 h 30, 1658 h 30, 1660 h 30, 1662 h 30, 1664 h 30, 1666 h 30, 1668 h 30, 1670 h 30, 1672 h 30, 1674 h 30, 1676 h 30, 1678 h 30, 1680 h 30, 1682 h 30, 1684 h 30, 1686 h 30, 1688 h 30, 1690 h 30, 1692 h 30, 1694 h 30, 1696 h 30, 1698 h 30, 1700 h 30, 1702 h 30, 1704 h 30, 1706 h 30, 1708 h 30, 1710 h 30, 1712 h 30, 1714 h 30, 1716 h 30, 1718 h 30, 1720 h 30, 1722 h 30, 1724 h 30, 1726 h 30, 1728 h 30, 1730 h 30, 1732 h 30, 1734 h 30, 1736 h 30, 1738 h 30, 1740 h 30, 1742 h 30, 1744 h 30, 1746 h 30, 1748 h 30, 1750 h 30, 1752 h 30, 1754 h 30, 1756 h 30, 1758 h 30, 1760 h 30, 1762 h 30, 1764 h 30, 1766 h 30, 1768 h 30, 1770 h 30, 1772 h 30, 1774 h 30, 1776 h 30, 1778 h 30, 1780 h 30, 1782 h 30, 1784 h 30, 1786 h 30, 1788 h 30, 1790 h 30, 1792 h 30, 1794 h 30, 1796 h 30, 1798 h 30, 1800 h 30, 1802 h 30, 1804 h 30, 1806 h 30, 1808 h 30, 1810 h 30, 1812 h 30, 1814 h 30, 1816 h 30, 1818 h 30, 1820 h 30, 1822 h 30, 1824 h 30, 1826 h 30, 1828 h 30, 1830 h 30, 1832 h 30, 1834 h 30, 1836 h 30, 1838 h 30, 1840 h 30, 1842 h 30, 1844 h 30, 1846 h 30, 1848 h 30, 1850 h 30, 1852 h 30, 1854 h 30, 1856 h 30, 1858 h 30, 1860 h 30, 1862 h 30, 1864 h 30, 1866 h 30, 1868 h 30, 1870 h 30, 1872 h 30, 1874 h 30, 1876 h 30, 1878 h 30, 1880 h 30, 1882 h 30, 1884 h 30, 1886 h 30, 1888 h 30, 1890 h 30, 1892 h 30, 1894 h 30, 1896 h 30, 1898 h 30, 1900 h 30, 1902 h 30, 1904 h 30, 1906 h 30, 1908 h 30, 1910 h 30, 1912 h 30, 1914 h 30, 1916 h 30, 1918 h 30, 1920 h 30, 1922 h 30, 1924 h 30, 1926 h 30, 1928 h 30, 1930 h 30, 1932 h 30, 1934 h 30, 1936 h 30, 1938 h 30, 1940 h 30, 1942 h 30, 1944 h 30, 1946 h 30, 1948 h 30, 1950 h 30, 1952 h 30, 1954 h 30, 1956 h 30, 1958 h 30, 1960 h 30, 1962 h 30, 1964 h 30, 1966 h 30, 1968 h 30, 1970 h 30, 1972 h 30, 1974 h 30, 1976 h 30, 1978 h 30, 1980 h 30, 1982 h 30, 1984 h 30, 1986 h 30, 1988 h 30, 1990 h 30, 1992 h 30, 1994 h 30, 1996 h 30, 1998 h 30, 2000 h 30, 2002 h 30, 2004 h 30, 2006 h 30, 2008 h 30, 2010 h 30, 2012 h 30, 2014 h 30, 2016 h 30, 2018 h 30, 2020 h 30, 2022 h 30, 2024 h 30, 2026 h 30, 2028 h 30, 2030 h 30, 2032 h 30, 2034 h 30, 2036 h 30, 2038 h 30, 2040 h 30, 2042 h 30, 2044 h 30, 2046 h 30, 2048 h 30, 2050 h 30, 2052 h 30, 2054 h 30, 2056 h 30, 2058 h 30, 2060 h 30, 2062 h 30, 2064 h 30, 2066 h 30, 2068 h 30, 2070 h 30, 2072 h 30, 2074 h 30, 2076 h 30, 2078 h 30, 2080 h 30, 2082 h 30, 2084 h 30, 2086 h 30, 2088 h 30, 2090 h 30, 2092 h 30, 2094 h 30, 2096 h 30, 2098 h 30, 2100 h 30, 2102 h 30, 2104 h 30, 2106 h 30, 2108 h 30, 2110 h 30, 2112 h 30, 2114 h 30, 2116 h 30, 2118 h 30, 2120 h 30, 2122 h 30, 2124 h 30, 2126 h 30, 2128 h 30, 2130 h 30, 2132 h 30, 2134 h 30, 2136 h 30, 2138 h 30, 2140 h 30, 2142 h 30, 2144 h 30, 2146 h 30, 2148 h 30, 2150 h 30, 2152 h 30, 2154 h 30, 2156 h 30, 2158 h 30, 2160 h 30, 2162 h 30, 2164 h 30, 2166 h 30, 2168 h 30, 2170 h 30, 2172 h 30, 2174 h 30, 2176 h 30, 2178 h 30, 2180 h 30, 2182 h 30, 2184 h 30, 2186 h 30, 2188 h 30, 2190 h 30, 2192 h 30, 2194 h 30, 2196 h 30, 2198 h 30, 2200 h 30, 2202 h 30, 2204 h 30, 2206 h 30, 2208 h 30, 2210 h 30, 2212 h 30, 2214 h 30, 2216 h 30, 2218 h 30, 2220 h 30, 2222 h 30, 2224 h 30, 2226 h 30, 2228 h 30, 2230 h 30, 2232 h 30, 2234 h 30, 2236 h 30, 2238 h 30, 2240 h 30, 2242 h 30, 2244 h 30, 2246 h 30, 2248 h 30, 2250 h 30, 2252 h 30, 2254 h 30, 2256 h 30, 2258 h 30, 2260 h 30, 2262 h 30, 2264 h 30, 2266 h 30, 2268 h 30, 2270 h 30, 2272 h 30, 2274 h 30, 2276 h 30, 2278 h 30, 2280 h 30, 2282 h 30, 2284 h 30, 2286 h 30, 2288 h 30, 2290 h 30, 2292 h 30, 2294 h 30, 2296 h 30, 2298 h 30, 2300 h 30, 2302 h 30, 2304 h 30, 2306 h 30, 2308 h 30, 2310 h 30, 2312 h 30, 2314 h 30, 2316 h 30, 2318 h 30, 2320 h 30, 2322 h 30, 2324 h 30, 2326 h 30, 2328 h 30, 2330 h 30, 2332 h 30, 2334 h 30, 2336 h 30, 2338 h 30, 2340 h 30, 2342 h 30, 2344 h 30, 2346 h 30, 2348 h 30, 2350 h 30, 2352 h 30, 2354 h 30, 2356 h 30, 2358 h 30, 2360 h 30, 2362 h 30, 2364 h 30, 2366 h 30, 2368 h 30, 2370 h 30, 2372 h 30, 2374 h 30, 2376 h 30, 2378 h 30, 2380 h 30, 2382 h 30, 2384 h 30, 2386 h 30, 2388 h 30, 2390 h 30, 2392 h 30, 2394 h 30, 2396 h 30, 2398 h 30, 2400 h 30, 2402 h 30, 2404 h 30, 2406 h 30, 2408 h 30, 2410 h 30, 2412 h 30, 2414 h 30, 2416 h 30, 2418 h 30, 2420 h 30, 2422 h 30, 2424 h 30, 2426 h 30, 2428 h 30, 2430 h 30, 2432 h 30, 2434 h 30, 2436 h 30, 2438 h 30, 2440 h 30, 2442 h 30, 2444 h 30, 2446 h 30, 2448 h 30, 2450 h 30, 2452 h 30, 2454 h 30, 2456 h 30, 2458 h 30, 2460 h 30, 2462 h 30, 246

COMMUNICATION

LES DIFFICULTÉS DE CANAL PLUS

M. André Rousselet s'explique

En présentant la nouvelle grille de programmation de sa chaîne, M. Pierre Lescure, directeur des programmes, a confirmé les orientations stratégiques de Canal Plus. Pour les abonnés, plus de films et d'événements sportifs. Pour tous les autres, la télévision du matin sans code et un début de soirée où se succèdent des jeux et une émission sur les spectacles animée par Michel Dentzer. La publicité sera introduite entre 18 h 30 et 20 h 30 à partir du

15 avril, et les tarifs seront connus d'ici à une dizaine de jours.

Après la publication par l'hebdomadaire *Le Point* d'une lettre adressée par M. André Rousselet au ministre de l'économie des finances et du budget, le président de Canal Plus et d'Havas s'explique dans l'entretien ci-dessous sur les difficultés de la chaîne payante.

ne vidait pas les stades. Tout cela, aucune autre télévision ne peut le proposer.

— Vous allez émettre chaque jour de 18 h 30 à 20 h 30 sans code. Vos abonnés ne risquent-ils pas d'en prendre ombrage ?

Il n'y aura, dans ces tranches horaires, ni films ni matches. Il s'agit pour nous de toucher un vaste public pour vendre de l'espace publicitaire. Ces recettes supplémentaires

LES CHIFFRES

Il n'est pas si simple de décrire les comptes de Canal Plus et M. Rousselet reconnaît que la lettre adressée à M. Bérégovoy contenait une erreur de date qui rendait son interprétation difficile. Voilà donc, selon son président, le dernier état financier de la chaîne :

Premier déficit prévisionnel : 445 millions de francs. Pertes supplémentaires envisagées : 140 millions de francs pour 1985, 210 millions de francs pour 1986. Revenu attendu de la publicité : 150 à 200 millions de francs. Nouveau déficit prévisionnel après mesures correctives : 545 millions de francs. Capital social initial : 150 millions de francs. Nouvel apport des actionnaires : 150 millions de francs. Prêt bancaire : 150 millions de francs. Reconnaissions au passage que la lettre adressée au ministre des finances prévoit des ressources publicitaires de 420 millions en deux ans et ne parle pas de 500 millions par an (le Monde du 10 février).

— Mais les télévisions privées ?

— Malgré le bruit fait autour des télévisions privées, malgré la campagne déchaînée contre Canal Plus, il y a encore aujourd'hui 2500 à 3000 nouveaux abonnés par semaine. Ceux-ci sont venus se sachant ce qu'ils achetaient. Les abonnements de trois mois, venus à échéance en janvier, ont été renouvelés à 90 %. Ceux-là sont restés parce qu'ils étaient satisfaits. Si nous continuons à les satisfaire, je pense que Canal Plus franchira le cap difficile des dix prochains mois et pourra afficher fin 1986 un bénéfice de 27 millions de francs.

Propos recueillis par JEAN-FRANÇOIS LACAN.

(1) Canal Plus retransmet ce mercredi 6 mars à 20 h 25, sans code, le match de football Bordeaux-Dinamo-Provence.

— Ils seront en concurrence directe avec les programmes des chaînes publiques.

— Ce n'est pas moi qui ai déclaré la guerre. Pourquoi les télévisions publiques nous disputent-elles les droits d'achat des films ? Pourquoi nous dément-elles le droit de négocier avec la Fédération française de football ou de signer un contrat avec les Girondins de Bordeaux ? (1). Pourquoi refusent-elles de passer nos

Voyage d'étude au Japon

Une occasion de connaître le Japon tel qu'il est

CONCOURS

La ministère des affaires étrangères du Japon annonce l'organisation de son septième concours destiné aux jeunes des pays de la Communauté européenne et leur offre, de nouveau, cette année, l'occasion de participer à un voyage d'étude au Japon.

Cinquante-cinq jeunes âgés de dix-huit à trente-quatre ans qui ne sont jamais allés au Japon seront sélectionnés parmi les participants au concours ayant réalisé, avant le 15 avril, un mémoire sous forme d'essai de deux mille à trois mille mots ayant pour titre *Mon opinion sur le Japon*. Ils devront ensuite avoir un entretien en anglais.

Les lauréats seront invités à effectuer un voyage d'étude qui durera deux semaines dans la période comprise entre la fin du mois d'août et le début du mois d'octobre 1985.

Pour tous renseignements concernant les modalités du concours et le programme de voyage, écrivez avec enveloppe timbrée pour la réponse (aucun renseignement ne sera donné par téléphone) :

AMBASSADE DU JAPON CONSULAT GÉNÉRAL DU JAPON
Centre culturel et d'information
7, avenue Hoche 352, avenue du Prado
75008 Paris 13008 Marseille

Mercredi 6 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 40 *Série : Dalias*. Angélique Lillie n'est jamais arrivée au défilé de mode auquel elle devait se rendre.
- 21 h 30 *Championnat du monde de patinage artistique*. Liliès couples à Tokyo.
- 22 h 30 *Résumé Jean Guidoni*. Des extraits du spectacle que le chanteur avait donné en novembre 1983 à l'Olympia, filmé par Miklos Jancso.
- 23 h 15 *Journal*.
- 23 h 30 *C'est à lire*.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 *Téléfilm : La Femme du Kentucky*. De W. Douglas, avec C. Ladd, N. Beatty. Une jeune femme prend la décision de descendre au fond de la mine à la place de son père. Cette nouvelle situation va déclencher de la part de son entourage des réactions imprévisibles. Maggie, comédienne, souffrante, mais aussi l'amour avec Deke son contremaître. La vie en rose ou en noir ?
- 22 h 10 *Mégaquadrille : Cendrillon*. De M. Boujard, A. André et C. Ventura. Au sommaire : un entretien avec Henry Hathaway, l'un des derniers « dinosaurs » d'Hollywood, disparu le 12 février dernier ; Martin Gray arrive à Zambrone, feutré polonais. Les Allemands ont isolé la population. Commence la lutte pour la survie entre les nazis et ceux du ghetto. Après quelques semaines de résistance acharnée, le ghetto succombe.
- 23 h 10 *Journal*.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 *Cadences 3*. Émission de L. M. M. et G. L. L. Autour d'Alain Corbi, l'éternelle gigoteuse : Elton John, Alain Bashung.
- 22 h 5 *Journal*.
- 22 h 25 *Téléfilm : Le Marionnettiste*. De R. Delpard, avec S. Roblot, P. Lesieur, M. Debrun. Maurice, marionnettiste en tournée dans les écoles, aimerait donner un nouveau sens à sa vie et faire la connaissance de son fils de six ans. A sa naissance, ce père ingrat ne l'a pas reconnu, le reconnaît-il enfin ?

23 h 20 Urba

Magazine sur la ville conçu par Dominique Bailly. Avec Agnès Varda. Nouveaux magazines qui tentent les citadins pressés à mieux appréhender leur ville. Agnès Varda inaugure cette série, vivante, éphémère de nombreux petits reportages. *Domage* que la programmation soit un peu tardive.

23 h 55 *Henri Vincenot dans Histoires de trains*. N° 18 : l'histoire de la voie.

0 h *Prélude à la nuit*. Quatre lieder de Robert Schumann, interprétés par Magali Damont, mezzo-soprano, Jacques Chalmoux, piano.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 5, *Omnibus* : 17 h 10, *Frappage rock* ; 17 h 40, *La chaine des puces* ; 17 h 55, *Ados* ; 18 h 10, *Son et couleur* ; 18 h 20, *Les secrets de la mer Rouge* ; 18 h 50, *Feuilleton* ; 19 h 5, *Atout PIC* ; 19 h 15, *Informations*.

CANAL PLUS

- 20 h 25, *Football : Coupe d'Europe (Bordeaux-Dinamo-Provence)* ; 22 h 20, *Hill Street Blues* ; 23 h 5, *André*, film d'A. Lipstadt ; 0 h 30, *Une langue au petit déjeuner*, film de G. Capitani ; 1 h 55, *Robin des bois*.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 *Antipodes : des Français d'Algérie* entre l'écrit et le vécu.
- 21 h 30 *Musique : Pulsion*. Rue du Lappe au temps des images.
- 22 h 30 *Nuits magiques* : Mi-tempa.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 *Concert (donné au Centre Pompidou, le 18 avril 1984) : Pluie de Gershwin ; Miroslav et Interludio de Miqueladur ; Blanche-Neige de E. Krumpholtz ; Grimaud, de Schwartz, par l'Ensemble 2E 2M, dir. M. Decoust, sol. : J.-R. Vard, récitant.*
- 22 h 30 *Les secrets de France-Musique : Vincent d'Indy*, portrait en coupe ; 0 h 30 : *Anthologie Hans Roeland*.

Jeudi 7 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 15 *ANTIOPE 1*.
- 11 h 45 *La Une chez vous*.
- 12 h *Feuilleton : Jean Pinot, médecin d'aujourd'hui*.
- 12 h 30 *La bouteille à la mer*.
- 13 h *Journal*.
- 13 h 45 *A pleine vue*. Scène : Fane ; 14 h 40, *La maison de TF 1* ; 15 h 25, *Quand à l'Enfer* ; 15 h 55, *Images d'histoire* : le vent vient de la mer ; 16 h 30, *Reprise : Tintin art* (diff. le 5 mars) ; 17 h 30, *La chance aux châteaux*.
- 18 h *Une famille ours*.
- 18 h 5 *Le village dans les nuages*.
- 18 h 25 *Minijournal pour les jeunes*.
- 18 h 40 *Série : Huit, ça suffit*.
- 18 h 55 *Jeu : Anagramm*.
- 19 h 40 *Cocoon*.
- 20 h *Journal*.
- 20 h 35 *Feuilleton : Au nom de tous les miens*. D'après le livre de M. Gray et M. Gallo. Réal. R. Enrico, avec J. Ponce, M. Merli, H. Haguenot. Quatrième épisode : Martin Gray arrive à Zambrone, feutré polonais. Les Allemands ont isolé la population. Commence la lutte pour la survie entre les nazis et ceux du ghetto. Après quelques semaines de résistance acharnée, le ghetto succombe.
- 21 h 30 *Les secrets de l'information : Information*. Émission d'A. M. A. et J. D. D. *Nigéria : la choc du pétrole ; le carnaval de Blinche ; le problème de l'agriculture aux États-Unis ; être Cambodgien en France*.
- 22 h 45 *Journal*.
- 23 h *6 Étoiles à la une*. Émission de Frédéric Mitterrand. L'Enfer de la haute mer, court métrage de Patrick Deliaux.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 6 h 45 *Télévision du matin*.
- 8 h 30 *Feuilleton : Une femme seule*.
- 10 h 30 *ANTIOPE*.
- 12 h *Journal et météo*.
- 12 h 10 *Jeu : L'académie des neufs*.
- 12 h 45 *Journal*.
- 13 h 30 *Feuilleton : Les amours des années 50*.
- 14 h 45 *Aujourd'hui la vie*. Des auteurs et vous.
- 15 h 50 *Patinage artistique : championnats du monde*.
- 18 h 35 *Magazine : Un temps pour tout*. De M. Carr et A. Valentin.
- 19 h 45 *Résumé A2*. Pochette : Mes mains ont la parole : Viratoutous ; Latulu et Lirli ; M. Merli ; Téléchat.
- 19 h 30 *C'est la vie*.
- 19 h 50 *Jeu : Des chiffres et des lettres*.
- 20 h *D'accord, pas d'accord (INC)*.
- 19 h 15 *Emissions régionales*.
- 19 h 40 *La Théâtre de Bouvard*.
- 20 h *Journal*.
- 20 h 35 *Feuilleton : Western sicilien*. D'après L. Sciascia, réal. P. Passalacqua, avec E. Modugno, R. Pellegrini, G. Satta. Deuxième épisode. Une mystérieuse jeune fille trouble violemment le docteur Nuvoa. Elle est la fille de la femme que le pharmacien avait aimée vingt années plus tôt. Seul moment de poésie de ce feuilleton joliment mis en images mais sans constance. *Domage*, la nouvelle de L. Sciascia qui lui tient lieu de scénario est si belle.
- 21 h 35 *Résistances*. Magazine des droits de l'homme de B. Langlois. Une enquête autour des réfugiés italiens clandestins, de B. Bloch et A. Mandragan. Extraire les militants d'extrême gauche italiens ?
- 22 h 55 *Musique 10*. Spécial Coupe d'Europe de football.
- 23 h 20 *Journal*.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 17 h *Télévision régionale*. Programmes autonomes des douze régions.
- 19 h 55 *Dessin animé : Lucky Luke*.
- 20 h *Les jeux*.
- 20 h 35 *Téléfilm : Un aventurier nommé Godin*. D'O. Vachon, P.L. Martin, J.L. Pinol, Ch. Waton, avec

J.F. Garraud, C. Vassort, C. Maguac

L'histoire du créateur du fameux poète qui avait rêvé d'associer le capital, le travail et le talent. Une fresque romanesque des grandes idées qui ont agité le dix-neuvième siècle, à travers un homme, dont on ne sent pas assez, hélas, le poids.

22 h 5 *Journal*.

22 h 35 *Henri Vincenot dans Histoires de trains*. N° 19 : les cités cheminotes.

22 h 40 *Prélude à la nuit*. Quatorze à cordes n° 2 Lettres intimes, de Janacek, interprété par le Quatuor Enesco, avec Constantin Bogdanov, violon, Florin Stigetti, violon, Livia Stanes, alto, Doré Fedorov, violoncelle.

CANAL PLUS

- 7 h 15, *7/9* ; 9 h, *Courage*... fuyons, film d'Y. Robert ; 11 h, *Othello*, film d'O. Welles ; 12 h 25, *Cabot Cadin* (un bateau pour l'aventure) ; 13 h 5, *Jeu* ; 13 h 30, *Rio Carnot* (or à 18 h 45) ; 14 h, *Le cercle des* ; 15 h, *Le cercle des* ; 15 h 45, *Un amour de Swana*, film de V. Schlotter ; 17 h 30, *Cabot Cadin* (Pénelope) ; 18 h 5, *Slam* ; 19 h 15, *Tous en scène* ; 20 h 30, *Le jeune marié*, film de B. Stora ; 22 h, *Le mariage de Maria Brana*, film de R.W. Fassbinder ; 0 h 15, *Slam* ; 0 h 50, *Le* ; 1 h 10, *Documentaire : Les* ; 1 h 30, *Documentaire : Les* ; 1 h 55, *Documentaire : Les* ; 2 h 10, *Documentaire : Les* ; 2 h 30, *Documentaire : Les* ; 2 h 55, *Documentaire : Les* ; 3 h 10, *Documentaire : Les* ; 3 h 30, *Documentaire : Les* ; 3 h 55, *Documentaire : Les* ; 4 h 10, *Documentaire : Les* ; 4 h 30, *Documentaire : Les* ; 4 h 55, *Documentaire : Les* ; 5 h 10, *Documentaire : Les* ; 5 h 30, *Documentaire : Les* ; 5 h 55, *Documentaire : Les* ; 6 h 10, *Documentaire : Les* ; 6 h 30, *Documentaire : Les* ; 6 h 55, *Documentaire : Les* ; 7 h 10, *Documentaire : Les* ; 7 h 30, *Documentaire : Les* ; 7 h 55, *Documentaire : Les* ; 8 h 10, *Documentaire : Les* ; 8 h 30, *Documentaire : Les* ; 8 h 55, *Documentaire : Les* ; 9 h 10, *Documentaire : Les* ; 9 h 30, *Documentaire : Les* ; 9 h 55, *Documentaire : Les* ; 10 h 10, *Documentaire : Les* ; 10 h 30, *Documentaire : Les* ; 10 h 55, *Documentaire : Les* ; 11 h 10, *Documentaire : Les* ; 11 h 30, *Documentaire : Les* ; 11 h 55, *Documentaire : Les* ; 12 h 10, *Documentaire : Les* ; 12 h 30, *Documentaire : Les* ; 12 h 55, *Documentaire : Les* ; 13 h 10, *Documentaire : Les* ; 13 h 30, *Documentaire : Les* ; 13 h 55, *Documentaire : Les* ; 14 h 10, *Documentaire : Les* ; 14 h 30, *Documentaire : Les* ; 14 h 55, *Documentaire : Les* ; 15 h 10, *Documentaire : Les* ; 15 h 30, *Documentaire : Les* ; 15 h 55, *Documentaire : Les* ; 16 h 10, *Documentaire : Les* ; 16 h 30, *Documentaire : Les* ; 16 h 55, *Documentaire : Les* ; 17 h 10, *Documentaire : Les* ; 17 h 30, *Documentaire : Les* ; 17 h 55, *Documentaire : Les* ; 18 h 10, *Documentaire : Les* ; 18 h 30, *Documentaire : Les* ; 18 h 55, *Documentaire : Les* ; 19 h 10, *Documentaire : Les* ; 19 h 30, *Documentaire : Les* ; 19 h 55, *Documentaire : Les* ; 20 h 10, *Documentaire : Les* ; 20 h 30, *Documentaire : Les* ; 20 h 55, *Documentaire : Les* ; 21 h 10, *Documentaire : Les* ; 21 h 30, *Documentaire : Les* ; 21 h 55, *Documentaire : Les* ; 22 h 10, *Documentaire : Les* ; 22 h 30, *Documentaire : Les* ; 22 h 55, *Documentaire : Les* ; 23 h 10, *Documentaire : Les* ; 23 h 30, *Documentaire : Les* ; 23 h 55, *Documentaire : Les* ; 0 h 10, *Documentaire : Les* ; 0 h 30, *Documentaire : Les* ; 0 h 55, *Documentaire : Les* ; 1 h 10, *Documentaire : Les* ; 1 h 30, *Documentaire : Les* ; 1 h 55, *Documentaire : Les* ; 2 h 10, *Documentaire : Les* ; 2 h 30, *Documentaire : Les* ; 2 h 55, *Documentaire : Les* ; 3 h 10, *Documentaire : Les* ; 3 h 30, *Documentaire : Les* ; 3 h 55, *Documentaire : Les* ; 4 h 10, *Documentaire : Les* ; 4 h 30, *Documentaire : Les* ; 4 h 55, *Documentaire : Les* ; 5 h 10, *Documentaire : Les* ; 5 h 30, *Documentaire : Les* ; 5 h 55, *Documentaire : Les* ; 6 h 10, *Documentaire : Les* ; 6 h 30, *Documentaire : Les* ; 6 h 55, *Documentaire : Les* ; 7 h 10, *Documentaire : Les* ; 7 h 30, *Documentaire : Les* ; 7 h 55, *Documentaire : Les* ; 8 h 10, *Documentaire : Les* ; 8 h 30, *Documentaire : Les* ; 8 h 55, *Documentaire : Les* ; 9 h 10, *Documentaire : Les* ; 9 h 30, *Documentaire : Les* ; 9 h 55, *Documentaire : Les* ; 10 h 10, *Documentaire : Les* ; 10 h 30, *Documentaire : Les* ; 10 h 55, *Documentaire : Les* ; 11 h 10, *Documentaire : Les* ; 11 h 30, *Documentaire : Les* ; 11 h 55, *Documentaire : Les* ; 12 h 10, *Documentaire : Les* ; 12 h 30, *Documentaire : Les* ; 12 h 55, *Documentaire : Les* ; 13 h 10, *Documentaire : Les* ; 13 h 30, *Documentaire : Les* ; 13 h 55, *Documentaire : Les* ; 14 h 10, *Documentaire : Les* ; 14 h 30, *Documentaire : Les* ; 14 h 55, *Documentaire : Les* ; 15 h 10, *Documentaire : Les* ; 15 h 30, *Documentaire : Les* ; 15 h 55, *Documentaire : Les* ; 16 h 10, *Documentaire : Les* ; 16 h 30, *Documentaire : Les* ; 16 h 55, *Documentaire : Les* ; 17 h 10, *Documentaire : Les* ; 17 h 30, *Documentaire : Les* ; 17 h 55, *Documentaire : Les* ; 18 h 10, *Documentaire : Les* ; 18 h 30, *Documentaire : Les* ; 18 h 55, *Documentaire : Les* ; 19 h 10, *Documentaire : Les* ; 19 h 30, *Documentaire : Les* ; 19 h 55, *Documentaire : Les* ; 20 h 10, *Documentaire : Les* ; 20 h 30, *Documentaire : Les* ; 20 h 55, *Documentaire : Les* ; 21 h 10, *Documentaire : Les* ; 21 h 30, *Documentaire : Les* ; 21 h 55, *Documentaire : Les* ; 22 h 10, *Documentaire : Les* ; 22 h 30, *Documentaire : Les* ; 22 h 55, *Documentaire : Les* ; 23 h 10, *Documentaire : Les* ; 23 h 30, *Documentaire : Les* ; 23 h 55, *Documentaire : Les* ; 0 h 10, *Documentaire : Les* ; 0 h 30, *Documentaire : Les* ; 0 h 55, *Documentaire : Les* ; 1 h 10, *Documentaire : Les* ; 1 h 30, *Documentaire : Les* ; 1 h 55, *Documentaire : Les* ; 2 h 10, *Documentaire : Les* ; 2 h 30, *Documentaire : Les* ; 2 h 55, *Documentaire : Les* ; 3 h 10, *Documentaire : Les* ; 3 h 30, *Documentaire : Les* ; 3 h 55, *Documentaire : Les* ; 4 h 10, *Documentaire : Les* ; 4 h 30, *Documentaire : Les* ; 4 h 55, *Documentaire : Les* ; 5 h 10, *Documentaire : Les* ; 5 h 30, *Documentaire : Les* ; 5 h 55, *Documentaire : Les* ; 6 h 10, *Documentaire : Les* ; 6 h 30, *Documentaire : Les* ; 6 h 55, *Documentaire : Les* ; 7 h 10, *Documentaire : Les* ; 7 h 30, *Documentaire : Les* ; 7 h 55, *Documentaire : Les* ; 8 h 10, *Documentaire : Les* ; 8 h 30, *Documentaire : Les* ; 8 h 55, *Documentaire : Les* ; 9 h 10, *Documentaire : Les* ; 9 h 30, *Documentaire : Les* ; 9 h 55, *Documentaire : Les* ; 10 h 10, *Documentaire : Les* ; 10 h 30, *Documentaire : Les* ; 10 h 55, *Documentaire : Les* ; 11 h 10, *Documentaire : Les* ; 11 h 30, *Documentaire : Les* ; 11 h 55, *Documentaire : Les* ; 12 h 10, *Documentaire : Les* ; 12 h 30, *Documentaire : Les* ; 12 h 55, *Documentaire : Les* ; 13 h 10, *Documentaire : Les* ; 13 h 30, *Documentaire : Les* ; 13 h 55, *Documentaire : Les* ; 14 h 10, *Documentaire : Les* ; 14 h 30, *Documentaire : Les* ; 14 h 55, *Documentaire : Les* ; 15 h 10, *Documentaire : Les* ; 15 h 30, *Documentaire : Les* ; 15 h 55, *Documentaire : Les* ; 16 h 10, *Documentaire : Les* ; 16 h 30, *Documentaire : Les* ; 16 h 55, *Documentaire : Les* ; 17 h 10, *Documentaire : Les* ; 17 h 30, *Documentaire : Les* ; 17 h 55, *Documentaire : Les* ; 18 h 10, *Documentaire : Les* ; 18 h 30, *Documentaire : Les* ; 18 h 55, *Documentaire : Les* ; 19 h 10, *Documentaire : Les* ; 19 h 30, *Documentaire : Les* ; 19 h 55, *Documentaire : Les* ; 20 h 10, *Documentaire : Les* ; 20 h 30, *Documentaire : Les* ; 20 h 55, *Documentaire : Les* ; 21 h 10, *Documentaire : Les* ; 21 h 30, *Documentaire : Les* ; 21 h 55, *Documentaire : Les* ; 22 h 10, *Documentaire : Les* ; 22 h 30, *Documentaire : Les* ; 22 h 55, *Documentaire : Les* ; 23 h 10, *Documentaire : Les* ; 23 h 30, *Documentaire : Les* ; 23 h 55, *Documentaire : Les* ; 0 h 10, *Documentaire : Les* ; 0 h 30, *Documentaire : Les* ; 0 h 55, *Documentaire : Les* ; 1 h 10, *Documentaire : Les* ; 1 h 30, *Documentaire : Les* ; 1 h 55, *Documentaire : Les* ; 2 h 10, *Documentaire : Les* ; 2 h 30, *Documentaire : Les* ; 2 h 55, *Documentaire : Les* ; 3 h 10, *Documentaire : Les* ; 3 h 30, *Documentaire : Les* ; 3 h 55, *Documentaire : Les* ; 4 h 10, *Documentaire : Les* ; 4 h 30, *Documentaire : Les* ; 4 h 55, *Documentaire : Les* ; 5 h 10, *Documentaire : Les* ; 5 h 30, *Documentaire : Les* ; 5 h 55, *Documentaire : Les* ; 6 h 10, *Documentaire : Les* ; 6 h 30, *Documentaire : Les* ; 6 h 55, *Documentaire : Les* ; 7 h 10, *Documentaire : Les* ; 7 h 30, *Documentaire : Les* ; 7 h 55, *Documentaire : Les* ; 8 h 10, *Documentaire : Les* ; 8 h 30, *Documentaire : Les* ; 8 h 55, *Documentaire : Les* ; 9 h 10, *Documentaire : Les* ; 9 h 30, *Documentaire : Les* ; 9 h 55, *Documentaire : Les* ; 10 h 10, *Documentaire : Les* ; 10 h 30, *Documentaire : Les* ; 10 h 55, *Documentaire : Les* ; 11 h 10, *Documentaire : Les* ; 11 h 30, *Documentaire : Les* ; 11 h 55, *Documentaire : Les* ; 12 h 10, *Documentaire : Les* ; 12 h 30, *Documentaire : Les* ; 12 h 55, *Documentaire : Les* ; 13 h 10, *Documentaire : Les* ; 13 h 30, *Documentaire : Les* ; 13 h 55, *Documentaire : Les* ; 14 h 10, *Documentaire : Les* ; 14 h 30, *Documentaire : Les* ; 14 h 55, *Documentaire : Les* ; 15 h 10, *Documentaire : Les* ; 15 h 30, *Documentaire : Les* ; 15 h 55, *Documentaire : Les* ; 16 h 10, *Documentaire : Les* ; 16 h 30, *Documentaire : Les* ; 16 h 55, *Documentaire : Les* ; 17 h 10, *Documentaire : Les* ; 17 h 30, *Documentaire : Les* ; 17 h 55, *Documentaire : Les* ; 18 h 10, *Documentaire : Les* ; 18 h 30, *Documentaire : Les* ; 18 h 55, *Documentaire : Les* ; 19 h 10, *Documentaire : Les* ; 19 h 30, *Documentaire : Les* ; 19 h 55, *Documentaire : Les* ; 20 h 10, *Documentaire : Les* ; 20 h 30, *Documentaire : Les* ; 20 h 55, *Documentaire : Les* ; 21 h 10, *Documentaire : Les* ; 21 h 30, *Documentaire : Les* ; 21 h 55, *Documentaire : Les* ; 22 h 10, *Documentaire : Les* ; 22 h 30, *Documentaire : Les* ; 22 h 55, *Documentaire : Les* ; 23 h 10, *Documentaire : Les* ; 23 h 30, *Documentaire : Les* ; 23 h 55, *Documentaire : Les* ; 0 h 10, *Documentaire : Les* ; 0 h 30, *Documentaire : Les* ; 0 h 55, *Documentaire : Les* ; 1 h 10, *Documentaire : Les* ; 1 h 30, *Documentaire : Les* ; 1 h 55, *Documentaire : Les* ; 2 h 10, *Documentaire : Les* ; 2 h 30, *Documentaire : Les* ; 2 h 55, *Documentaire : Les* ; 3 h 10, *Documentaire : Les* ; 3 h 30, *Documentaire : Les* ; 3 h 55, *Documentaire : Les* ; 4 h 10, *Documentaire : Les* ; 4 h 30, *Documentaire : Les* ; 4 h 55, *Documentaire : Les* ; 5 h 10, *Documentaire : Les* ; 5 h 30, *Documentaire : Les* ; 5 h 55, *Documentaire : Les* ; 6 h 10, *Documentaire : Les* ; 6 h 30, *Documentaire : Les* ; 6 h 55, *Documentaire : Les* ; 7 h 10, *Documentaire : Les* ; 7 h 30, *Documentaire : Les* ; 7 h 55, *Documentaire : Les* ; 8 h 10, *Documentaire : Les* ; 8 h 30, *Documentaire : Les* ; 8 h 55, *Documentaire : Les* ; 9 h 10, *Documentaire : Les* ; 9 h 30, *Documentaire : Les* ; 9 h 55, *Documentaire : Les* ; 10 h 10, *Documentaire : Les* ; 10 h 30, *Documentaire : Les* ; 10 h 55, *Documentaire : Les* ; 11 h 10, *Documentaire : Les* ; 11 h 30, *Documentaire : Les* ; 11 h 55, *Documentaire : Les* ; 12 h 10, *Documentaire : Les* ; 12 h 30, *Documentaire : Les* ; 12 h 55, *Documentaire : Les* ; 13 h 10,

CARNET DU Monde

INFORMATIONS « SERVICES »

Réceptions

Le docteur Ben Abbès, ambassadeur du Maroc, a donné, mardi 5 mars, une réception à l'occasion de la fête nationale.

Décès

On nous prie d'annoncer le décès de **Maurice BÉARD**, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, survenu le 4 mars 1985 à Paris, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

De la part de :
M^{me} Philippe Boulart, sa fille,
Du comte et de la comtesse Alain du Vivier et leurs enfants,
M. et M^{me} Daniel Boulart et leurs enfants,
M. Roger Bérard et ses enfants,
M^{me} Yvette Saubrière.
L'obseques religieuses aura lieu en l'église réformée de l'Annonciation, 19, rue Corneille, le jeudi 7 mars, à 10 h 30.

« Il y aura un seul troupeau et un seul Pasteur. »
(Jean X-16.)

Né à Paris en 1891, Maurice Bérard fut directeur général puis président de la Banque de Syrie et du Liban, administrateur des principales sociétés égyptiennes au Proche-Orient. Pendant la durée de mandat français, entre les deux guerres, il a participé au développement économique de la Syrie et du Liban. Dans le domaine artistique et culturel, il a pu mener et développer avec succès différentes associations : président de la société des Amis du Musée national d'art moderne ; vice-président des Amis du Louvre et membre des comités du musée Carnavalet, de la Société d'histoire de protestantisme, Croix de guerre 1914-1918. Il fut aussi titulaire de la médaille d'or de l'Académie de France, de l'Académie des Beaux-Arts (1914-1918). Maurice Bérard était officier de la Légion d'honneur.

M^{me} Jacques de Chalonge,
M. et M^{me} Jacques de Chalonge,
M. et M^{me} Christian de Chalonge,
M^{me} Anne de Chalonge,
M. et M^{me} Michel Huey,
font part du décès de

M^{me} Jacques de CHALONGE,
née Béatrice Lambert de Frouville,
survenue le 28 février 1985.
Les obseques ont eu lieu dans l'intimité.

25, Faubourg-Saint-Honoré,
75008 Paris.

Les membres de l'Association,
Le conseil d'administration,
La direction et le personnel,
Les étudiants,
Les anciens-élèves,

ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Yvonne de CUVERVILLE,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de la Santé publique,
officier de l'Ordre du Mérite,

ancienne directrice
de l'école d'infirmières
et d'assistantes sociales
du Comité national de défense
contre la tuberculose,

ancienne présidente
du Comité d'entente des écoles fran-
çaises
de service social,

survenue le 4 mars 1985, en son domicile.

Les obseques religieuses, célébrées le
vendredi 8 mars, à 14 heures, en l'église
Notre-Dame de Passy, rue de l'Annon-
ciation, seront suivies de l'inhumation
au cimetière du Montparnasse.

Centre de formation et de recherche
en travail social,
250, boulevard Raspail,
75014 Paris.

— Anne-Marie
Et leurs amis,
Aide médicale internationale,
L'Institut kurde de Paris,
Médecins du monde,
SOS Enfants du Cambodge,
Et RTL Télévision (sauf documenta-
ire),

ont la douleur de faire part du décès de leur ami

Pierre DUPUY.

La cérémonie religieuse aura lieu le
jeudi 7 mars 1985, à 16 heures, en l'église
Saint-François-de-Sales, 17, rue
Amphère, Paris-17^e.

— La Fédération internationale des
droits de l'homme
a la tristesse de faire part du décès, à
l'âge de trente-cinq ans, de

Pierre DUPUY,
secrétaire à l'information.

Les obseques auront lieu jeudi 7 mars
1985, à 16 heures, en l'église Saint-
François-de-Sales, à Paris-17^e.

(Né le 9 juin 1949 à Boulogne-Billancourt
d'Henri de Saint-Pierre Dupuy est mort des
séquelles d'un cancer. Photo d'avion privé, journa-

liste, puis attaché de presse, Pierre Dupuy mit
tout au sein de la Fédération internationale des
droits de l'homme (FIDH) depuis deux ans. Il y
avait notamment créé la bulle internationale
de la Méditerranée. Le frère de la FIDH, la dernière
compte de la Fédération, réuni au siège de
l'UNESCO, en 1984, l'avis du secrétaire à
l'information).

— Lucille et Gilbert Mallet,
ses parents,
— Eric, Mathieu, Julien,
ses frères,
— Marguerite Mallet,
sa grand-mère,
Ainsi que tous ses proches,
ont la douleur de faire part de la mort
brutale de

Bruno MALLET,

survenue à Saco, le 23 février 1985, à
l'âge de vingt-deux ans.

Les obseques ont eu lieu dans l'inti-
mité en l'église de Saco (Drome).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Saco, 26400 Crest.

— Sa famille
Et ses amis
ont la tristesse de faire part du décès de

M. André MÉLIES,
artiste lyrique.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le vendredi 8 mars, à 16 heures, en
l'église Saint-Pierre-Saint-Paul de Mon-
treuil (93), 2, rue de Romaniville.

M^{me} M. H. MÉLIES,
7, rue de Montholon,
75009 Paris.

(Fils du célèbre créateur du spectacle ciné-
matographique Georges Méliès, André Méliès a
travaillé sous la direction de son père, dans de
nombreux films des années 1900, puis d'abord
entre 1901 et 1912. Il avait fait ses débuts à
six mois dans un film publicitaire pour une firme
de films pour les bébés.)

Il fit ensuite une carrière d'artiste d'opéra
qui dura soixante-deux ans (1917-1979),
notamment aux Théâtres du Châtelet et de la
Gaîté-Lyrique et dans tous les grands théâtres
de province et des pays d'expression française.
A partir de 1963, il ajouta à cette activité
celle de conférencier dans les centres et ins-
tituts culturels français de l'étranger pour le
corps de métier des artistes de spectacle.
Il fut président de l'association Les amis de
Georges Méliès.
Sa représentation d'adieu eut lieu en 1980
au théâtre d'Enghien dans la Pays du sonnet.
Il est décédé à l'âge de quatre-vingt-neuf
ans.

— M^{me} Pierre Mengin,
— M^{me} Jeanne Druab-Mengin,
M. et M^{me} Jean-Pierre Mengin,
leurs enfants et petits-enfants,
M. Bruno Mengin,
M. et M^{me} François Bonnot,
M. et M^{me} Paul Chauchet,
M. et M^{me} Francis Jeannot,
Le docteur et M^{me} Pierre Moillon
et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de
colonel Pierre MENGIN,
officier de la Légion d'honneur,
médaille militaire,
croix de guerre 1914-1918,
croix de guerre 1939-1940,
croix du combattant volontaire,
croix des TOE,
officier d'académie,
médaille coloniale,
chevalier de l'Ordre de la Libération.

rappelé à Dieu le 2 mars 1985, à l'âge
de quatre-vingt-sept ans, à Casablanca.

L'inhumation aura lieu au cimetière
de Sainte-Geneviève-des-Bois (45),
dans la caveau de famille.

Communications diverses

— La Société numismatique de Paris
et sa région organise sa trentième ren-
contre numismatique, le samedi 9 mars
1985, de 9 heures à 18 heures, dans les
salons de l'hôtel Novotel-Paris-Bagnolet
(périphérie porte de Bagnolet, Paris
Est, métro Gallieni).

— Les legs destinés à Or Ha'Hayim
(institution de deux mille élèves
internes à Bnei-Brak, Israël) sont
acceptés de tous droits de succession.
Pour tous renseignements, s'adresser à
l'Association Or Ha'Hayim, 3, rue
Richer, Paris-9^e. Tél. : 246-48-37, le
matin, demander M^{me} S. Dahan ou
M. J. Charbit, documentation spéciale
Legs sur demande.

— Le jeune pianiste français,
Marc LAFORET,

a remporté à l'unanimité le Young
Concert Artists International Auditions
devant trois cents candidats.

Il effectuera, au printemps 1985, sa
première tournée aux États-Unis,
notamment à New-York et à Washing-
ton.

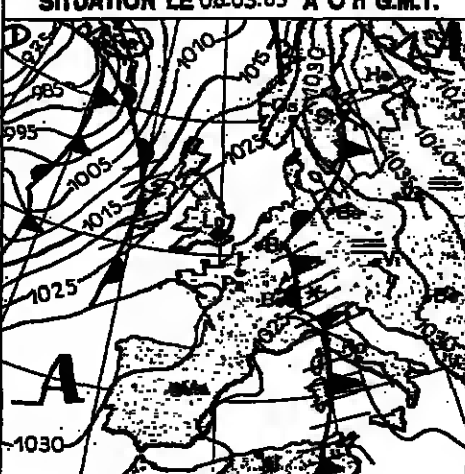
— NANE STERN
invite à venir voir les récentes peintures
de

JAPPÉ,
du 5 au 30 mars 1985

du mardi au vendredi : 15 h-20 h,
le samedi : 10 h-12 h et 15 h-20 h,
25, avenue de Tourville, 75007 Paris.
Tél. : 705-08-46.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 06.03.85 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 07.03.85 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France
entre le samedi 6 mars à 0 h heure et
le jeudi 7 mars à 24 heures.

La hausse du champ de pression sur
la France nous protégera des perturba-
tions du proche-Atlantique qui ne péné-
treront que très peu.

Jusqu'à la fin du Nord et du
Nord-Est au Centre et à l'Aquitaine, les
brouillards seront fréquents et parfois
généralisés du fait de températures ma-
ximales de l'ordre de -1 degré à
-4 degrés. Au cours de la journée, ces
brouillards céderont la place peu à peu à
un ciel parsemé d'éclaircies qui, se déve-
loppant, donneront dans l'après-midi un
temps assez ensoleillé sur ces régions, et
les températures avoisineront alors 9 à
12 degrés.

De la Haute-Normandie aux
Charentes-Maritimes, le ciel sera très
maugreux à couvert dès le matin, avec
quelques petites pluies ou bruines le
long des côtes de la Manche. Ce temps
se maintiendra pour la journée en s'éten-
dant à l'extrême Sud-Ouest où quelques
averses sont possibles. Les températures
de l'ordre de 2 à 4 degrés la matinée évo-
lueront jusqu'à vers 12 degrés.

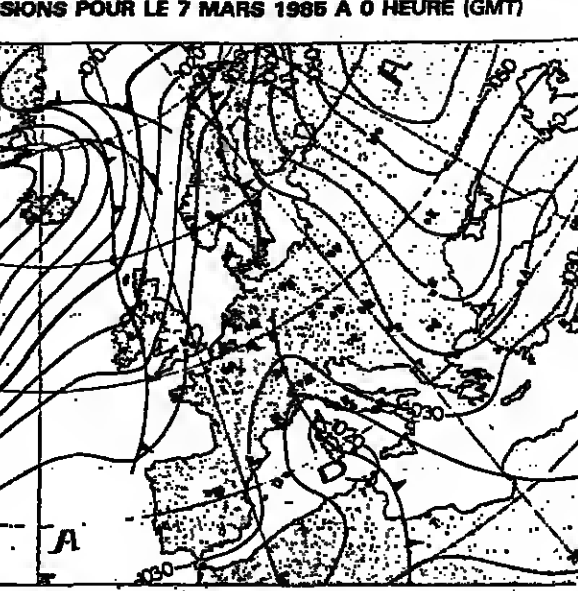
Enfin, les régions du Sud-Est à la
Corse garderont un temps perturbé,
avec un ciel couvert et de la pluie et
neige en montagne à partir de 600 à
800 mètres, sous forme d'averses orage-
uses, particulièrement en Corse.

Le vent d'est soufflera modéré à assez
fort. Les températures, voisines de 4
degrés le matin, atteindront 12 à
14 degrés dans l'après-midi.

La pression atmosphérique redra au
niveau de la mer était, à Paris le mardi
6 mars à 7 heures, de 1 030,4 millibars,
soit 772,9 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre
indique le maximum enregistré au cours
de la journée du 5 mars ; le second, le

PRÉVISIONS POUR LE 7 MARS 1985 A 0 HEURE (GMT)



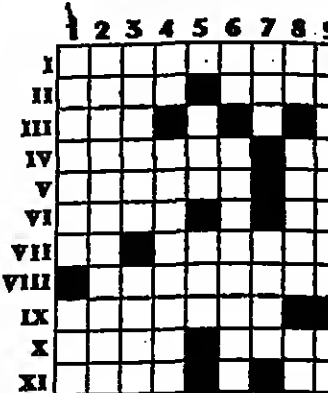
minimum de la nuit du 5 mars au
6 mars) : Ajaccio, 16 et 8 degrés ; Bar-
celone, 9 et 2 ; Bordeaux, 11 et -1 ;
Boulogne, 10 et 0 ; Brest, 11 et 3 ; Caen,
9 et 0 ; Cherbourg, 8 et 0 ; Clermont-
Ferrand, 7 et 2 ; Dijon, 8 et 4 ; Grenoble,
5 et -1 ; Lille, 10 et -3 ; Lyon, 5 et 4 ;
Marseille-Marinigues, 8 et 3 ; Nancy, 9
et 4 ; Nantes, 12 et -1 ; Nice-Côte
d'Azur, 14 et 8 ; Paris-Montsouris, 10 et
4 ; Paris-Orly, 10 et 0 ; Pau, 11 et 2 ; Per-
pignan, 13 et 7 ; Rennes, 11 et -2 ;
Strasbourg, 7 et 5 ; Tours, 10 et -1 ;
Toulouse, 10 et 2 ; Poitiers-Pitre, 27 et
22.

Températures relevées à l'étranger :

Alger, 13 et 5 ; Amsterdam, 10 et -2 ;

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3917



HORIZONTALEMENT

1. Finalement cassées après avoir
été long-fendues. — II. Objet de
réflexion pour un Ebroïcien. La sou-
coupe après la timbale. — III. Début
de richesse ou semi-exactitude des
paiements. — IV. Capitale d'un Etat
euro-asiatique. Personnel. — V. La
belle de qualité. Neuf, il ne manque
pas de fraîcheur. — VI. A peut-être
perdu le nord. Espace céleste. —
VII. Possessif. Général dans les
grandes lignes. — VIII. Tel un plat
vraiment plat. — IX. A permis à un
Aigle ses plus belles envolées. —
X. Mis au régime lacté après avoir
fait longtemps « ballon ». Vise trop
haut, peut-être. — XI. S'occupait du
ménage, tandis que son mari entre-
tenait le feu. Contrainte.

VERTICALEMENT

1. Parmi elles, il en est une dont
les vers sont tirés du nez. Large ce-
lature ou long ruban. — 2. Tous
mément dans la Ville éternelle. —
3. Ses cordes instrumentales ne sont
pas plus harmonieuses que ses
cordes vocales. Poète ou prophète.
— 4. Préposition. Certains prennent
des gants pour ne pas les contraindre.
— 5. Ceux qu'ils décoraient ont un
côté brillant. Pour le plaisir des
dieux ou du palais. — 6. Privatif.
Le champ du départ. — 7. Auteur de
romans d'expression romande. Fon-
dateur d'une religion. — 8. Copula-
tive. Voile de forme carrée des nefs
hébraïques. Possessif. — 9. Neil
Armstrong le fut effectivement pen-
dant un temps. Participe passé.

Solution du problème n° 3916

Horizontalement

I. Tamisier. — II. Ruine. Eu. —
III. Etanche. — IV. Pose. Adm. —
V. Admission. — VI. Nies. Atr. —
VII. Ad. Marées. — VIII. Tape. —
IX. Ici. Pège. — X. Ote. Ruban. —
XI. Ne. Vexant.

Verticalement

1. Trépanation. — 2. Autodidacte.
— 3. Miasme. Pic. — 4. Ineffable. —
5. Sec. Pré. — 6. Hasardeux. —
7. Réédité. Ate. — 8. In. Nord. Gan.
— 9. Sténocent.

GUY BROUTY.

SPORTS

● **BASKET-BALL :** Coupe de la

Fédération. — Les finales aller des
quarts de finale de la coupe de la
Fédération, qui ont eu lieu mardi
5 mars, ont donné les résultats sui-
vants : "Saint-Etienne b. Orthez,
80-78 ; Stade Français b. "Le Mans,
103-86 ; "Limoges b. Villeurbanne,
105-84 ; "Avignon b. Vichy, 96-81.

● **CYCLISME :** Paris-Nice.

Le Néerlandais Bert Oosterbosch a
pris la tête de la course Paris-Nice
au terme de la deuxième étape Dole-
Saint-Trivier-sur-Moignans, gagnée
par le Français Marc Madiot.

● **FOOTBALL :** championnat de

France. — La vingt-septième journée
du championnat de France de pre-
mière division, qui a eu lieu mardi
5 mars, a donné les résultats sui-
vants : "Nantes b. "Paris-SG, 3-2 ;
"Auxerre b. Toulouse, 2-0 ; "Metz
et Monaco, 1-1 ; "Marseille b. Brest,
3-2 ; "Lyon, 2-0 ; "Bastia b. Lille,
2-1 ; "Sochaux b. Strasbourg,
3-1 ; "Nancy b. "Tours, 3-1 ; "Rosen
et R-C Paris, 1-1.

Classement. — 1. Bordeaux, 45 ;
2. Nantes, 40 ; 3. Auxerre, 34 ;
4. Toulouse, 33 ; 5. Monaco, 31 ;
6. Brest et Metz, 30 ; 8. Lens, 29 ;
9. Paris S-G, 26 ; 10. Bastia, 25 ;
11. Sochaux et Nancy, 24 ; 13. Mar-
seille et Laval, 23 ; 15. Lille et Tou-
louse, 22 ; 17. Rouen, 19 ; 18. Stras-
bourg et Tours, 17 ; 20. R-C Paris, 16.

● **PATINAGE ARTISTIQUE :**

championnats du monde. — Le
Soviétique Alexander Fadeev est en
tête des championnats du monde,
qui ont lieu à Tokyo, au terme des
figures imposées et du programme
court. Le Français Fernand Fédor-
nie a rétrogradé de la troisième à la
huitième place.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel

du mercredi 6 mars 1985 :

DES DÉCRETS

● Du 5 mars 1985 modifiant le
décret du 5 janvier 1967 fixant le
tarif des huissiers de justice en
matière civile et commerciale.

● Du 5 mars 1985 portant créa-
tion d'une compensation financière
destinée à favoriser l'embauche des
demandeurs d'emploi.

DES ARRÊTÉS

● Du 22 février 1985 relatif à
l'organisation et aux attributions des
services de statistique agricole du
ministère de l'Agriculture.

PARIS EN VISITES

JEUDI 7 MARS

« L'église russe », 15 b 15, 12, rue
Dart (Académie).

« Les surprenantes tombes de Mont-
martre », 14 h 30, 20, rue Rachel-
Benassat.

« Le quartier de l'Horloge »,
15 heures, 2, rue du Renard (Paris
autrefois).

« Hôtels de l'île Saint-Louis »,
14 h 30, musée Saint-Paul (Régénération
du passé).

CONFÉRENCES

14 h 30 : 62, rue Madame, « Icono-
graphie médiévale : Apocalypses et Jugement
dernier ».

19 h 30 : 5, rue Laffitte, D. Car-
rie : « De l'Atlantide à l'ère du Ver-
seau ».

18 heures : 33, rue du Faubourg-
Saint-Honoré, Cercle de l'Union Internat-
ionale, H. de Guay : « En Auvergne, d'un
château à l'autre ».

MINISTÈRE DES PTT

L'INSTITUT NATIONAL

DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

assure une FORMATION PROMOTIONNELLE

aux techniciens

STAGE AGRÉÉ PAR L'ÉTAT

CONDITIONS D'ACCÈS :

DUT Génie électrique, Mesures physiques,
Informatique, BTS Electronique
et 2 ans 1/2 d'expérience professionnelle

DURÉE DES ÉTUDES : 3 ans (2 premières an-
nées à temps partiel).

DÉBOUCHÉS :

Ingénieurs de développement et d'exploitation
des Techniques des Télécommunications et de la
Télématique

SANCTION DES ÉTUDES : Diplôme d'Ingénieur

Date limite d'inscription : 15 mai 1985

Renseignements :

I.N.T. Les Epinettes
9, rue Charles-Fourier, 91011 EVRY CEDEX
Tél. (6) 077-94-11, poste 41-31 ou 41-13

Trafic sur Katmandou.

Première classe à prix affaire.

L'avion se posa sans à-coup sur l'aéroport de Katmandou. Je me levai et traversai la première
classe vers la sortie. La dernière fois que j'étais venu à Katmandou, c'était à dos de mulet.
Une sombre affaire. Aujourd'hui, j'arrivai de mon plein gré.
Et, pour fêter ça, je m'étais payé la première classe. A prix affaire.



THAI INTERNATIONAL AIRWAYS CO. LTD. 120, rue de la Paix, 75002 Paris, France. Tél. (1) 270-01-01. Telex 9110. Cable : THAI AIRWAYS CO. PARIS. Telex 9110.

مکانم النحل

Les grandes écoles d'ingénieurs

Former plus

Les petites annonces le proclament à longueur de colonne, les entreprises françaises recherchent des jeunes ingénieurs. Ils sont déjà près de 300 000, munis du précieux diplôme, à exercer des

responsabilités dans la recherche et la production de biens et de services. Mais il en faudrait plus pour moderniser et dynamiser l'économie. Le premier ministre répondait à cette demande en annonçant à l'automne l'intention du gouvernement d'augmenter de 15 % le nombre de places dans les filières de formation d'ingénieurs.

Actuellement, quelque cent cinquante établissements délivrent 12 300 diplômes d'ingénieur par an. Un nombre de diplômes qui a doublé en vingt ans. Mais qui ne progresse que modestement de 1,5 à 2 % chaque année. L'enjeu est d'importance. Le pari du gouvernement nécessite donc un effort exceptionnel.

Comme le souligne M. Pierre Laffitte, président de la confédération des grandes écoles, il impose des moyens financiers supplémentaires pour agrandir les locaux et embaucher de nouveaux enseignants.

Le problème du recrutement est aussi posé. Les concours qui permettent aux élèves des classes préparatoires scientifiques — les taupins — d'intégrer les écoles d'ingénieurs doivent-ils être moins sélectifs ? Ou bien faut-il augmenter le nombre des préparés ? Beaucoup de questions encore sans réponse. En attendant, les futurs ingénieurs que nous avons rencontrés à Paris ou à Nancy se préparent à être les « généralistes » des entreprises de demain.

• A NANCY

En Lorraine pour entreprendre

A COTÉ des deux universités, il existe à Nancy un établissement d'enseignement supérieur d'un type bien particulier : l'Institut national polytechnique de Lorraine (INPL). Dépendant du ministère de l'Éducation nationale, cet institut forme des ingénieurs dans différents secteurs industriels. « L'originalité de notre établissement », explique M. Michel Lucius, président de l'INPL, « est d'unir à la fois les avantages des universités et ceux des grandes écoles ». Dans les laboratoires et les salles de cours de l'INPL collaborent ainsi près de deux cents enseignants chercheurs, des professionnels venus des entreprises et aussi quatre-vingt-huit chercheurs du CNRS ou d'autres organismes pour former des élèves, en majorité issus de classes préparatoires, sélectionnés à partir de concours.

L'institut est donc une grande école qui, comme ses confrères de Paris ou de province, accueille des jeunes lycéens rompus aux subtilités des mathématiques ou de la physique... En trois ans, elle tente d'en faire des ingénieurs dans des domaines aussi variés que la propulsion minière ou les industries alimentaires. Car l'institut de Nancy n'est pas une école unique mais une fédération de cinq établissements nés pour la plupart au début du siècle.

Élèves responsables

Le développement industriel de la ville et de sa région a connu un essor important après la guerre de 1870 et l'occupation d'une partie du territoire. Brasserie, laiterie, électricité et mécanique, industries chimiques, métallurgie et mines, toutes ces orientations industrielles soutenues par des entreprises prospères ont influencé la création d'écoles. En 1897, l'Institut technique de Nancy voyait le jour, après s'être institué électrotechnique. En 1905, c'était au tour de l'école de laiterie, puis trois ans plus tard, de l'institut de géologie appliquée, enfin, après la première guerre, de l'école des mines. D'abord instituts de la faculté des sciences de Nancy, puis en 1947, écoles nationales supérieures d'ingénieurs, ces établissements ont connu une certaine renommée. « Le fait que ces diverses écoles aient été indissolublement liées à l'Université est important », précise M. Lucius, « car elles sont demeurées des établissements d'enseignement et de recherche ». Les universitaires qui y dispensaient des cours aux futurs ingénieurs continuaient à faire vivre et souvent prospérer leurs laboratoires tout en développant leur liaison avec les entreprises.

L'Institut national polytechnique de Lorraine est né en 1971. Dans l'esprit du législateur de 1968 et des fondateurs, il s'agissait de « réunir en un même établissement les unités d'enseignement et de recherche, poursuivant les mêmes objectifs ».

pédagogiques, procédant du même recrutement sur concours et sur titres, et développant des actions de recherche et de formation continues vers les grands secteurs industriels de notre économie ». Aujourd'hui, en différents endroits de Nancy ou sur le plateau de Brabois, les cinq écoles poursuivent cette mission.

Mais entre Nathalie, élève de deuxième année des Mines, et Thierry, étudiant en agrozoologie, il existe bien des différences. Certes tous deux sont issus de classes préparatoires, l'une d'Amiens, l'autre du Sud-Ouest. Ils ont vécu la dure angoussade des taupins, et si tous les deux souhaitent intégrer une grande école, ils ne visent pas les mêmes carrières.

Nathalie, fille d'ingénieur, a toujours « aimé démonter les petits objets ». Elle voulait allier la science et la pratique « les deux bases du métier d'ingénieur ». Entre plusieurs écoles elle a choisi Nancy, elle l'avoue, « parce que la ville lui plaisait ». Ou du moins lui plaisait « plus » que Saint-Etienne, autre ville où elle aurait pu passer trois années de sa vie. Après une formation scientifique et générale, agrémentée de travaux expérimentaux et de cours techniques, en première année, elle a choisi ensuite des « axes d'approfondissement ». « Ce qui m'a le plus attiré », dit-elle, « c'est que l'on est responsable. Cela change vraiment des classes de prépa ». Elle apprécie les séminaires et les enseignements bloqués, la possibilité de rechercher soi-même des stages ou d'apprendre « à s'exprimer devant un public ». Nathalie ne s'attendait pas à ce type d'enseignement après ses « longues années de lycée ».

Laboratoires, animalerie et serres

« Nous ambitionnons de former des ingénieurs généralistes », explique M. Michel Lucius, le directeur de l'école. Pour que ses élèves s'adaptent aux entreprises de demain, il souhaite qu'ils acquièrent, à côté de connaissances scientifiques et techniques, les dimensions sociales, humaines et économiques des établissements où ils seront appelés à travailler. Les laboratoires de langues mais aussi des séminaires communs aux élèves et à des cadres déjà en activité, portant sur des problèmes financiers ou de gestion, doivent permettre aux étudiants de se familiariser avec leurs futures activités.

Dans les grands bâtiments en V du parc de Saurupt, Nathalie et ses camarades de promotion s'initient à l'informatique et à la transformation des matériaux. Les laboratoires, souvent associés au CNRS, leur facilitent les contacts avec la recherche, leur permettent de découvrir l'importance des études fondamentales et parfois d'y participer. Nathalie, elle, sait déjà qu'elle ne

« fera pas dix ans dans la production ». Elle a envie de « bouger » et si dans son premier emploi, auquel elle pense déjà, on ne lui offre pas cette possibilité, elle « créera sa propre entreprise de conseils ».

Thierry, le futur agrozoologue, n'a pas vraiment les mêmes ambitions. Attiré par la vie outre-mer, il souhaite acquiescer les compétences nécessaires pour gérer un grand domaine agricole. Actuellement, il communique avec tous ses camarades de l'ENSAIA dans les nouveaux locaux de l'école situés sur le plateau Brabois. Des bâtiments modernes de brique rouge, première étape de la reconstruction de l'INPL sur les hauteurs de Nancy, juste derrière l'université. Les halls de technologie laitière et de génie industriel alimentaire, l'animalerie et les serres vont rapidement devenir des lieux familiers à Thierry.

Les stages en exploitation — sept semaines en trois périodes : automne, printemps, été, — les contacts fréquents avec les professionnels et les cours théoriques ou pratiques ont confirmé sa vocation première. Le jeune élève rêve déjà de rejoindre à l'échelle de sélection de produit mais aussi d'automatisation de la production. Futur ingénieur lui aussi, il sait que ses connaissances doivent être scientifiques mais aussi humaines et économiques.

SERGE BOLLOCH.
(Lire la suite page 26.)

• A PARIS

Des filles au chromosome X

« POURQUOI nous avons choisi l'Ecole polytechnique féminine de Sceaux [EPF] ? Mais c'est parce qu'elle correspond le mieux à ce que nous voulons faire ! » s'exclament en chœur Caroline, Anne et Emma. « Certainement pas parce que c'est une école pour filles ! » ajoutent-elles aussitôt avec la même unanimité.

An contraire de leurs aînées, elles verraient même d'un œil favorable l'arrivée de garçons dans l'école. « Je ne crois pas que ce soit souhaitable dans l'immédiat », explique cependant la directrice, M^{me} Colette Krodier. Il y a encore trop peu de femmes ingénieurs, et l'EPF contribue justement à changer les proportions ! En 1983, sur les six cents filles diplômées, cent cinquante venaient de l'Ecole polytechnique féminine.

Mais Caroline, Anne et Emma ne se sentent pas particulièrement mobilisées sur ce thème. Les deux premières voient venir la fin de leurs études et terminent une quatrième année, l'une en option « informatique », l'autre en « aéronautique ». Emma, la petite dernière, vient d'entrer à l'école. Pétulante et revendicative, elle parle d'embellie des crâtes de sa promotion ? « Essayer les plâtres de la dernière réforme de l'école ». « Nous venons en effet de

recevoir l'accord pour répartir notre enseignement sur cinq ans », explique la directrice. « Depuis mon arrivée à l'EPF, je m'emploie à moderniser l'école, à l'adapter aux réalités, or nous nous sommes rendu compte qu'il était impossible de faire tenir un enseignement cohérent sur quatre ans. Nous avons demandé de l'allonger d'une année, ce que nous venons d'obtenir. »

Trois cycles

A présent, la scolarité se découpe ainsi :

— Un cycle préparatoire de deux années calqué sur les « prépas » avec d'une part un enseignement classique des « outils » de l'ingénieur par des cours magistraux et des travaux dirigés, et d'autre part un enseignement des « sciences de l'ingénieur » comme l'électronique, l'informatique, la mathématique appliquée... « Nous gardons à tout moment à l'esprit que nous voulons former des ingénieurs. Ainsi, dans l'approche de la mathématique, la belle mathématique, la recherche, n'est pas de notre ressort, ce qui nous intéresse, c'est la mathématique appliquée », souligne M^{me} Krodier.

— Un cycle commun d'un an et demi de formation générale développe les techniques de l'ingénieur.

— Enfin un cycle d'approfondissement, également d'un an et demi, prépare plus spécialement à un premier emploi avec des options (aéronautique et espace, construction et bâtiment, électronique, énergie et informatique).

Même si deux options sont les plus recherchées (électronique et informatique) à cause du plus grand nombre de débouchés, la répartition se fait sans grincement de dents. « Nous avons une structure suffisamment simple pour cela », dit-on à la direction.

L'étude de deux langues est obligatoire... et on y tient à l'EPF. Il y a des cours d'anglais, et pour le moment le choix de la deuxième langue se fait entre l'allemand, l'espagnol et le russe, mais la direction pense introduire rapidement le chinois, le japonais et le portugais.

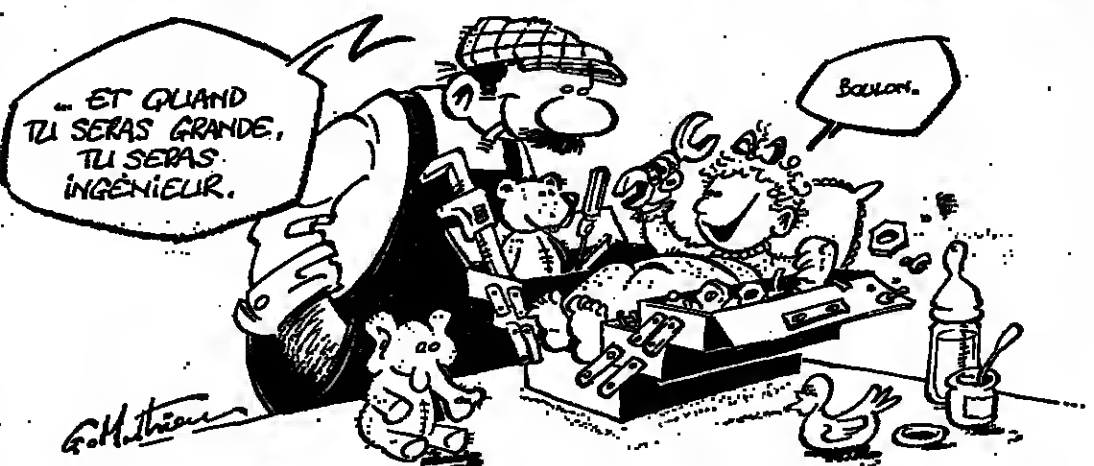
Les élèves passent souvent le concours d'entrée après un bac C. Mais des concours sur titre sont prévus en deuxième année pour les titulaires d'un diplôme universitaire de premier cycle (DEUG), d'un DUT ou d'un BTS et pour les élèves issus de Math Spéciales.

Anne, qui a passé un bac D puis un bac C, n'a jamais eu de doute sur ce qu'elle désirait faire. Elle voulait être ingénieure dans l'aéronautique. Son père est peut-être pour quelque chose dans cette vocation précoce puisqu'il est lui-même ingénieur aéronautique à l'Aérospatiale. Et revanche, cette forme d'atavisme n'a pas fonctionné pour Emma, qui, avec beaucoup d'humour, reconnaît que si elle a préparé après son bac C une grande école de biologie-agronomie, c'était peut-être pour suivre les traces d'un père biologiste.

Les parents de Caroline, des comptables, ne sont pas directement intervenus dans son choix : « J'ai passé un bac C et comme j'aimais les maths et la physique j'ai cherché quelle école me donnerait la meilleure formation. J'ai choisi l'EPF. »

CHRISTIANE CHOMBEAU.

(Lire la suite page 27.)



Ministère de l'Éducation Nationale - Université de Bordeaux-1

Ecole Nationale d'Électronique et de Radioélectricité de Bordeaux

E.N.S.E.R.E.

351, cours de la Libération, 33405 TALENCE CEDEX
Tél. : (05) 40-83-23

Formation en 3 ans d'INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS.

Spécialisations possibles en MICROÉLECTRONIQUE, INFORMATIQUE INDUSTRIELLE et ROBOTIQUE, TÉLÉCOMMUNICATIONS.

Admission en 1^{re} année : concours communs des ENSI options M, P, TA des classes préparatoires aux grandes écoles et DEUG SSM pour les étudiants des Universités - Admission sur titres pour les meilleurs titulaires du D.U.T. Génie Électrique.

Admission sur titres en 2^e année : titulaires de certaines maîtrises.

Formation continue : préparation du diplôme d'ingénieur dans le cadre de l'art. 31-1-74 ouvrant aux titulaires du D.U.T. ou B.T.S. ayant trois ans d'expérience professionnelle.

celsa

Institut des Hautes Études de l'Information et de la Communication - Université de Paris IV - Sorbonne

Votre objectif

marketing - publicité relations publiques relations sociales journalisme

Nos moyens

Enseignements dispensés par des professionnels
Alternance de cours théoriques et de stages en entreprises
Obtention de diplômes nationaux :
DEUG, Licence, Maîtrise, DESS, DEA, Doctorat

Admission

Sur concours ou examens (Frais de scolarité - droits universitaires)

celsa

77, rue de Villiers 92200 Neuilly - ☎ (1) 745.17.90

ÉTUDIANTS / FUTURS BACHELIERS

Passport pour une carrière internationale

Faites une partie de vos études à l'étranger

Rejoignez l'EPSCI et le groupe ESSEC

L'ÉCOLE DES PRATICIENS DU COMMERCE INTERNATIONAL
ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ RECONNU PAR L'ÉTAT

Trois années d'études supérieures

- Une formation internationale opérationnelle
- Deux stages en entreprise
- Des débouchés nombreux

Admission sur concours

- En 1^{re} année : bacheliers ou étudiants ayant entamé des études supérieures.
- 2 sessions : 30 mai et 3 septembre 1985.
- En 2^e année : titulaires de DUT, DEUG, BTS en économie, commerce ou gestion.
- 1 session : 3 septembre.
- Titulaires de BTS, DUT, diplôme d'Écoles d'Ingénieurs, concours après présélection et travail de rattrapage.

EPSCI B.P. 105
95021 CERGY-PONTOISE CEDEX TÉL. 038.38.00

M. Adresse : _____

souhaite recevoir une documentation sur l'EPSCI

INSTITUT D'ÉTUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES (I.L.E.R.I.)

Établissement privé d'enseignement supérieur

12, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS
Tél. 296-61-48

Fondé en 1948, l'I.L.E.R.I. donne une formation de caractère juridique, économique et commercial aux étudiants et aux jeunes cadres désireux de se préparer aux

CARRIÈRES INTERNATIONALES

L'enseignement, qui est réparti sur quatre années, est assuré par des professeurs d'Université, des hauts fonctionnaires et des praticiens des affaires internationales. Le diplôme est admis en dispense de la deuxième partie de l'examen de quatrième année de droit (arrêté ministériel du 16 février 1967) et donne accès aux doctorats.

Baccalauréat exigé - Recrutement sur titres - Statut étudiant

Secrétariat ouvert du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h.

Ecole d'Administration et Direction des Affaires

L'EAD : l'école de l'entreprise.

Six options professionnelles en troisième année :

- Finances
- Gestion du personnel
- Marketing
- Publicité et Relations publiques
- Commerce international
- Informatique

Trois ans d'études après le baccalauréat + concours.

Admissions directes :

- En deuxième année : DEUG ou équivalent + sélection
- En troisième année : Licence ou maîtrise + sélection
- Sur dossier : B.T.S./D.U.T.

Stages et nombreux travaux en collaboration étroite avec les entreprises.

U.S.A. : M.B.A. en un an après l'EAD Programmes d'été et stages.

Service de placement

E.A.D. - 15, rue Soufflot, 75240 PARIS Cedex 05 - 329-97-60

Enseignement supérieur privé. Demandez notre documentation.

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Niveau d'études _____

une grande école, c'est un ensemble cohérent

L'ESA débute après cinq années d'études, un diplôme d'architecture (DESA - Diplôme de l'Ecole Spéciale d'Architecture) reconnu par l'Etat.

L'ESA est placée sous l'autorité du Ministère de l'Éducation Nationale, qui appose sa signature sur les diplômes délivrés par l'Ecole.

Le diplôme DESA ouvre droit à l'inscription à l'Ordre des Architectes après publication au Journal Officiel de la liste des étudiants qui ont obtenu ce titre d'architecte.

L'ESA organise des stages au titre de la formation professionnelle dans les nombreuses disciplines qui font l'originalité de son enseignement.

Établissement privé d'enseignement supérieur fondé en 1865, reconnu d'utilité publique en 1870 et par l'État en 1934.

Ecole Spéciale d'Architecture
Association régie par la loi de 1901 - 254, boulevard Raspail - 75014 - PARIS - Tél. (1) 322 83 78

Centre international de Glion
CH-1823 Glion s/Montreux (Suisse)
Tél. : 1941/21/634841 Tx 453171 cig ch

- HOTELIERIE • TOURISME
- GESTION HOSPITALIERE

PREPARER UNE CARRIERE DE MANAGER EN HOTELIERIE OU EN TOURISME PAR DES ETUDES EN SUISSE

Le Centre international de Glion, plus de 300 étudiants, 50 nationalités, propose deux programmes de formation :

- 2 semestres en administration hôtelière + stages ;
- 5 semestres en gestion hôtelière ou touristique + stage ;

tous deux précédés d'un cours préparatoire en cuisine et service.

Son BUREAU CONSEIL spécialisé et son CENTRE INFORMATIQUE réalisent pour vous :

- mandats de gestion, études de faisabilité, séminaires « à la carte », mandats d'assistance à la formation professionnelle, diagnostics d'entreprises.

DOCUMENTATION SUR DEMANDE 350703 27

CONCOURS POUR LE RECRUTEMENT D'AUDITEURS DE JUSTICE

Étudiants titulaires d'un diplôme sanctionnant un second cycle d'études des Universités, fonctionnaires ayant au moins quatre ans d'ancienneté, deux cent trente places sont offertes aux concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature en 1985.

Ces concours pourront vous permettre, après deux ans d'une scolarité au cours de laquelle vous serez rémunérés, d'accéder à toutes les fonctions de la magistrature de l'ordre judiciaire : juge au siège, juge d'instance, juge d'instruction, juge des enfants, substitut du procureur.

Les candidats intéressés doivent s'adresser d'ores et déjà auprès du procureur du Tribunal de grande instance situé dans leur ressort, la clôture des inscriptions interviendra le 29 mars 1985.

Les épreuves écrites auront lieu les 2, 3, 4 et 5 septembre 1985. Renseignements : E.N.M., 9, rue du Maréchal-Joffre 33080 Bordeaux Cedex

Première Ecole Textile en France (de coté internationale), ingénieur textile (avec licence EEA)

Admission :
• par concours national ENSI (ou par concours particulier à l'ENSITM pour les titulaires du DEUG AI)
• sur titre en 1ère année : OUT ou diplôme équivalent en 2ème année : Maîtrise scientifique et diplôme d'ingénieur.

Formations complémentaires :
• Préparation au DEA « Sciences des fibres textiles et des matériaux macromoléculaires »
• Doctorats (docteur-ingénieur, docteur ès-sciences).

Ecole Nationale Supérieure des Industries Textiles de Mulhouse
11, rue Alfred Werner - 68200 Mulhouse
Tél. (03) 42.46.22
Unité de Formation et de Recherche de l'Université de Haute-Alsace

1 CONCOURS TROIS CARRIÈRES DE COMMISSAIRE

L'ARMÉE DE TERRE LA MARINE L'ARMÉE DE L'AIR
RECRUTENT EN 1985 PLUS DE 30 ÉLÈVES COMMISSAIRES PARMI LES ÉTUDIANTS ET LES ÉTUDIANTES TITULAIRES D'UNE LICENCE (DROIT, SC-ÉCO...)
(Limite d'âge : 25 ans)

Les commissariats de l'armée de terre, de la marine et de l'air assurent l'administration générale de leur armée.

Officiers, les commissaires bénéficient d'un statut particulier. Administrateurs, ils sont chargés des fonctions financières, juridiques et logistiques à tous les niveaux du commandement. Hommes et femmes responsables, ils exercent au sein de leur armée un métier d'action et de contact.

INFORMATION

Direction centrale du commissariat de l'armée de terre Sous-direction « Organisation- Personnels » Caserne Lourche 37, bd de Port-Royal 75008 PARIS ARMÉES Tél. : (1) 336-83-27	Direction centrale du commissariat de la marine Bureau personnel 2, rue Royale 75008 PARIS Tél. : (1) 260-33-30 Postes 21-221 et 21-398	Direction centrale du commissariat de l'air Sous-direction « Personnel » 26, bd Victor 75008 PARIS ARMÉES Tél. : (1) 552-24-54 552-24-51
--	--	---

• A NANCY

En Lorraine pour entreprendre

(Suite de la page 25.)

Préoccupation semblable chez les élèves de l'Ecole de géologie et de prospection minière. Les étudiants de « géol » - c'est ainsi qu'ils nomment entre eux leur école - se déclarent « tournés vers le monde industriel ». Didier, attiré par la géologie depuis la classe de seconde - « j'adorais collectionner les cailloux » - avoue avoir découvert beaucoup d'autres domaines à l'Ecole. « Nos étudiants reçoivent un enseignement en sciences et techniques en tout point comparable à ceux des autres écoles de l'INPL », précise le directeur, M. Jean Desseaux. Mais nous les complétons par des cours dans le domaine géologique, où l'observation, l'intuition et l'imagination sont indispensables avant toute modélisation physique. »

Comme l'explique Didier, « on a un regard naturaliste sur les choses ». Mais il ajoute que la formation permet d'aborder tous les problèmes de la recherche à l'extrémité des matières premières minières. Les études en laboratoires ou dans la petite « usine » de traitement de Vandœuvre permettent aux élèves de se familiariser avec les fonctions qu'ils seront amenés à assumer. Ingénieurs d'abord et pour certains, peut-être futurs responsables d'entreprises, les élèves de « géol » ne dédaignent pas de se confronter aux questions économiques et financières.

Bourses d'échange et Salon informatique

Quelques étudiants ont même créé un « club investissement » pour s'initier aux opérations boursières. Le principe est simple, chaque mois les seize participants du club versent 100 francs. Avec l'aide d'un banquier de Nancy, ils achètent quelques actions et calculent la valeur de leur portefeuille le mois suivant. Les aléas boursiers sont suivis avec attention : à chaque réunion les membres font le bilan de leurs opérations et n'hésitent pas à se dessaisir de valeurs en baisse. « On ne spéculait pas, s'empresse de noter le responsable du club, on s'instruit et puis... nous retraits, presque, dans nos fonds. »

A l'Ecole supérieure d'électricité et de mécanique, c'est un club diffi-

**Langues étrangères
AUGMENTEZ VOTRE BAGAGE**
Chambres de Commerce Étrangères
ITS traducteur commercial
Université de Cambridge
ANGLAIS, ALLEMAND, ESPAGNOL,
ITALIEN, RUSSE.

Langues et Affaires, premier établissement européen pour l'enseignement par correspondance des langues économiques et commerciales, vous propose d'augmenter votre bagage sans abandonner vos occupations actuelles.

En préparant à distance un des examens ci-dessous, vous complétez votre formation par un diplôme très apprécié, orienté vers la vie professionnelle, et qui assure une véritable compétence linguistique.

Cours sous avertissement (niveau débutant). Préparation complète à ces examens qui ont lieu dans toute la France. Inscriptions toute l'année. Durée d'étude à votre choix. Cours et exercices complétement facultatifs.

Formation continue :
Des professeurs à
Langues & Affaires, services 4304
35, rue Collège
92303 Paris-Levallois au par tél.
en 270.81.88 ou 270.73.63.

Assurez votre avenir :
un métier passionnant

**PROTHÉSISTE
DENTAIRE
IFOSUPD**
2 écoles techniques privées
assurant une formation de
HAUT NIVEAU

- Cycle d'étude de base de 3 ans.
- Année complémentaire de perfectionnement en de spécialisation.
- Préparation au CAP-BP-BM.
- Niveau d'admission : 16 ans révolus.
- Section A : niveau BEPC.
- Section B : Terminale-BAC.
- Section C : études supérieures BAC+.

Établissements membres-externes

Pour une reconnaissance sur les conditions d'admission, faites ou tel à IFOSUPD PARIS
7, place Delcassé, 75010 Paris
Tél. (1) 245.77.47

IFOSUPD-ALP
3, rue André Ledèvre, 13100 Aix
Tél. (42) 27.85.21

Un nouveau diplôme pour un « supplément d'âme économique »

DEPUIS le rentrée dernière, l'Institut national polytechnique de Lorraine (INPL) est habilité à délivrer un « génie des systèmes industriels ». Une étiquette beaucoup moins banale qu'il n'y paraît, puisqu'elle illustre parfaitement l'évolution du métier d'ingénieur. « Ce diplôme en « génie industriel » est en quelque sorte destiné à donner un supplément d'âme économique aux jeunes ingénieurs déjà titulaires d'un diplôme en leur spécialité », résume M. Michel Lucien, président de l'INPL. Obtenu à l'issue d'une année post-diplôme, le titre d'ingénieur en « génie des systèmes industriels » est l'aboutissement d'une réflexion menée au sein des écoles d'ingénieurs de Nancy depuis quelques années.

Un constat global effectué dans les années 75-76 montrait que, trop souvent en France, d'importants projets industriels sont confiés à des cabinets d'ingénieurs experts américains. La qualité technologique des ingénieurs français n'était nullement en cause, mais il apparaissait que les cabinets d'experts étrangers arrivaient à coordonner de front des techniques sophistiquées et les problèmes économiques. Ce manque d'ingénieurs en génie industriel capables de suivre tous azimuts et de bout en bout un grand projet avait ainsi amené l'INPL de Lorraine à ébaucher une formation grâce à des « cours de management et d'ingénierie des systèmes industriels », dirigés par M. Maurice Castagna. Cet enseignant lorrain, également chargé de cours à l'ENA et à Sciences Po, défend ce domaine « technico-économico-ingénierie » avec l'aide d'une équipe dynamique. Dans un contexte de compétition économique internationale, il ne s'agit plus de faire exclusivement le meilleur produit mais d'arriver au meilleur seuil qualité-prix.

Un dépassement donne désormais le suprême commercial à un concurrent plus avisé. Aussi l'ingénieur doit-il être, bien sûr, de plus en plus au courant des avancées technologiques mais également des mécanismes économiques, telles les études de marché ou les études de valeur d'un produit à concevoir.

En 1980, l'initiative de l'INPL se concrétisa par la création d'un DEA « en gestion industrielle » mais également par la création de l'association PROMOTECH. Bien avant la banalisation du concept, l'association PROMOTECH se donnait pour but le « mariage » d'entreprises nouvelles et d'activités de diversification. Créé en avril dernier des cinq écoles d'ingénieurs

JEAN-LOUIS BEMER.

Centre scientifique et polytechnique Université Paris-Nord 93430 Villetaneuse Tél. : (1) 821-61-70

Formations en trois ans : FSIPN.
Formations supérieures d'ingénieurs de Paris-Nord.
Ingénieurs en matériaux (métaux et polymères) ou en télécommunications.

• Admission sur dossier et entretien :
- en première année, aux titulaires d'un DEUG SSM ou d'un DUT, et aux élèves des classes préparatoires ;
- en deuxième année, aux titulaires d'une maîtrise de sciences.

• Renseignements : Matériaux (poste 41.38) ; Télécommunications (poste 40.78).

Formations en deux ans : MSTMA
Maîtrise de sciences et techniques de mathématiques appliquées (calcul scientifique, informatique et modélisation).

Licence et maîtrise d'informatique.
• Admission sur dossier et entretien aux titulaires d'un DEUG SSM ou d'un DUT, et aux élèves des classes préparatoires.
• Renseignements : MSTMA (poste 41.52) ; Informatique (poste 43.92).

Accès au CSP : Gare SNCF d'Épinay-Villetaneuse (12 km de la Gare du Nord). Bus RATP : 150 et 250 (arrêt : piscine).

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DE MÉCANIQUE

NANTES

Formation d'ingénieurs généralistes centrée sur la mécanique, 150 élèves ingénieurs par promotion.
Concours ENSI programmes M et P. Durée des études : 3 ans.

6 options : AUTOMATIQUE, INFORMATIQUE, ROBOTIQUE, GÉNIE MÉCANIQUE, GÉNIE CIVIL, HYDRODYNAMIQUE et GÉNIE OCÉANIQUE.
Nombreux débouchés dans la plupart des secteurs industriels.

FORMATION PERMANENTE
Recherche scientifique et études industrielles sous contrat :
10 LABORATOIRES - DOCTORATS.
Documentation sur demande à :
ENSM, 1, rue de la Noë, 44072 NANTES CEDEX

« le diplôme supplémentaire économique »

Voyage au centre d'une « taupe »

LES vingt garçons et les quelques filles réunis dans la salle des Actes du lycée Cornille à Rouen sont semblables à tous les jeunes de dix-huit-vingt ans des années 80. L'atmosphère légèrement solennelle du lieu, les portraits de l'austère aux murs, la vaste table parfaitement lisse ne les impressionnent pas outre mesure. Blousons de cuir, blousons de ski et imperméables « branchés NAP » voisinent sur les étagères. Les fauteuils sont confortables. Les vingt-quatre élèves de classes préparatoires scientifiques d'un lycée renommé de province, rassemblés lors de l'intercours de midi, évoquent leurs choix, leurs rêves, leurs ambitions.

A les écouter, ils ne savent pas eux-mêmes comment ils ont réussi à se retrouver dans ces classes prestigieuses. « On travaille bien en première puis en terminale C et automatiquement on va en mathématiques supérieures », résume Anne. Ensuite, « si vous avez de bons résultats, vous passez en coupe » (mathématiques spéciales). Beaucoup acquiescent, quelques-uns ajoutent qu'ils ne se sont jamais posés la question de savoir ce qu'ils feraient plus tard. « Cela marchait bien avant le bac », explique un jeune Dieppois, alors « logiquement » il est venu à Rouen. Un punk à la superbe crête bleue évoque vaguement son attrance pour l'informatique, mais se reprend très vite, il n'ose pas encore en parler, « en sup c'est prématuré ».

Et Anne souhaite-t-elle vraiment être ingénieur ? Elle répond qu'il est encore trop tôt pour le dire. Oui, elle connaît le métier, mais elle ne sait pas encore si elle travaillera toute sa vie. Et puis, pressée de questions, Anne reconnaît enfin que « papa est ingénieur » et qu'il est pour beaucoup dans l'orientation de sa fille.

Charles, lui, avait envie de faire de la géologie. En première, il pensait même avoir « une vocation ». Mais, deux ans après, sa passion a disparu. Il est là, en hypotaupe, et il travaille les maths et la physique pour passer en « Spé ». Les concours, il les affrontera, mais sans choix précis. « Si on a 8 toute l'année aux colles et autres exercices, il est sûr que l'on n'aura pas 15 au concours », dit-il. Réaliste, froid, il attend de connaître ses résultats pour s'inscrire à des concours de son niveau. Le nom de l'école ne le préoccupe pas trop, puisque, au bout du compte, il y a logiquement le diplôme d'ingénieur.

« On est là, on fait de la physique et des maths, et on s'interroge assez peu sur l'avenir », explique Marie-Anne. Elle aime ces deux disciplines et ne semble pas trop accablée par les horaires chargés et le programme qu'elle doit posséder. Son objectif, cette année, « passer en Maths Spé, car il ne faut pas oublier qu'une dizaine d'élèves sur trente-cinq ne franchissent pas la barrière qui sépare hypotaupe et taupe ». Pour l'école, même pour le métier, elle « verra plus tard ». Pour

l'instant, elle souhaite « vivre encore et avoir le temps de s'adonner à la musique » dans les rares « creux » que lui laisse son emploi du temps. Ses parents ne lui imposent pas de cursus... son père est ingénieur.

Il existe quand même quelques élèves qui expriment des obédiences de la physique pendant ses vacances, ce qui étonne ses camarades. Lui pense à Normale supérieure, « pas forcément pour l'enseignement, plutôt pour la recherche ». Et puis il souhaite continuer à étudier ses deux disciplines préférées le plus longtemps possible, « car ce n'est pas dans une école d'ingénieurs que cela sera possible ».

Un certain prestige

Son voisin, au contraire, les aime, les mathématiques. Il n'aurait même pas fait de la physique pendant ses vacances, ce qui étonne ses camarades. Lui pense à Normale supérieure, « pas forcément pour l'enseignement, plutôt pour la recherche ». Et puis il souhaite continuer à étudier ses deux disciplines préférées le plus longtemps possible, « car ce n'est pas dans une école d'ingénieurs que cela sera possible ».

Timide, modeste, Marc n'élève pas trop la voix. Lui qui n'a déjà « fait du planeur » nourrit pourtant un vieux rêve : entrer dans une école aéronautique. Mais le mot est à peine prononcé car l'objectif semble très difficile à atteindre. Cinq demi,

Marc met « les bouchées doubles » pour tenter d'être à la hauteur des concours Sup'aéro ou Ecole nationale d'aviation civile. « J'y arriverai », dit-il, tentant par la persuasion de vaincre des épreuves qu'il prévoit ardues.

Deux années « sans souffler » apportent « une certaine logique, une aisance en informatique », constatent les tanguins. « C'est aride. C'est au cours de ces deux années que l'on apprend le plus », résume Michel. Le bachelot ne lui semble pas inutile et s'il connaît les critiques de certains de ses camarades, il ne les partage pas totalement. Et puis, quelques élèves s'habitent pas à laisser s'exprimer leur fierté. Oui, avoir suivi Maths Sup et Maths Spé accorde un « certain prestige ».

Cette élite, qui n'a franchi sans vraiment s'en rendre compte toutes les sélections mises en place depuis l'école primaire, découvre au sommet de son cursus lycéen qu'elle peut accéder aux postes de responsabilités. « La hiérarchie des emplois à pourvoir s'établit d'après l'école fréquentée », remarque un élève. « Alors c'est maintenant, au moment des concours, qu'il faut fournir l'effort maximum si l'on veut intégrer une grande ».

L'angoisse des taupins avait l'épreuve existentielle.

S. B.

(1) Trois demi : élève qui effectue sa première année de mathématiques spéciales. Cinq demi : élèves doublant leur année de Maths Spé.

Une bonne « prépa » ?

DIFFICILE de donner une réponse tranchée à cette question. Pour réussir un concours, il faut choisir une classe préparatoire autant en fonction de son niveau et de ses objectifs personnels que de la seule réputation des lycées. Telles sont les conclusions de l'enquête que le Monde de l'éducation consacre, comme chaque année, au palmarès 1984 de classes préparatoires, dans son numéro de mars.

Comme le montre le palmarès 1984 des classes préparatoires, il existe, à côté des étoiles parisiennes, une dizaine de « pôles » régionaux qui bénéficient d'un recrutement de qualité et qui obtiennent des résultats confirmés depuis plusieurs années : Toulouse pour les écoles de commerce, Montpellier pour l'agro, Lyon et Tours pour Polytechnique, etc.

Certains grands lycées parisiens, Louis-le-Grand, Henri-IV, Condorcet, Saint-Louis, ont cette année encore d'excellents résultats. Sans doute parce qu'ils attirent les meilleurs éléments des lycées de province et de la capitale. Mais les conditions de travail y sont rudes : rythme effréné, compétition acharnée, classes surchargées (entre trente-cinq et quarante-cinq élèves). S'extirper à Paris quand on est provincial, ou choisir une prépa d'excellence pour l'entrée à Polytechnique quand on vise l'antrax dans une école de chimie, ne sont pas forcément de bons choix.

La Monde de l'éducation publie les résultats des classes préparatoires aux concours des grandes écoles d'ingénieurs, des écoles nationales supérieures de lettres, des écoles vétérinaires, de l'agro, et des écoles de commerce.

Des filles au chromosome X

(Suite de la page 25.)

Enthousiastes sur leur choix et convaincues de leur bon choix, elles expliquent toutes trois que c'est cette formation générale avec une spécialisation seulement en fin d'études qui les a séduites. « Et puis, ajoute Emma, il n'y a pas de concours après les années préparatoires. Le cycle est intégré ». Cette forme de travail demande un effort régulier sur l'ensemble des années.

« Les filles de l'EPF sont très travailleuses », souligne, admiratif, le directeur adjoint aux études. « La salle des ordinateurs est occupée en permanence ». En fait pour obliger les jeunes filles à s'ouvrir à des activités parascolaires, la direction a institué un système de points, qu'elle donne à toutes celles qui prennent

des responsabilités : bureau des élèves, responsable d'année, etc.

Est-ce que cet acharnement au travail est dû à la spécificité féminine de l'école ? On en a le sentiment à la direction, où de toute façon on est conscient d'avoir plus d'exigences pour ces jeunes filles qui devront lutter dans un monde d'hommes. Tout le long de leur scolarité, on apprend aux élèves comment elles devront se présenter pour mettre tous les atouts de leur côté. On ne cache pas les difficultés que chacune rencontrera sur le marché du travail, parce qu'elles sont femmes, parce qu'elles viennent d'une école moins prestigieuse que d'autres.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

INSTITUT SUPÉRIEUR INTERNATIONAL DU PARFUM, DE LA COSMÉTIQUE ET DE L'AROMATIQUE ALIMENTAIRE I.S.I.P.C.A.

18, rue Mansart, 78000 VERSAILLES - Tél. 954-82-85
NIVEAU D'ENTRÉE : B.T.S. Chimie - D.U.T. Chimie - D.E.U.G.A ou B.
FORMATION : Techniciens supérieurs ou technico-commerciaux spécialisés en Parfumerie, Cosmétique ou Aromatique Alimentaire.

ICS BÉGUÉ

D.E.C.S. 1984

Résultats obtenus aux épreuves nationales par les I.C.S. en fin de 3^e année sur un cursus de 4 ans

● U.V. 6 "Droit I" (Sociétés, Fiscal) : ABOULHAR M., ADJADI V., ALEXANDRE F., ARTUS L., AVEL P., BARDIN H., BAUDIN E., BERTAGNE F., BERTRAND T., BLOT S., BOUCHON F., BOYENVAL P., BRESSAN L., CARQUILLAT P.-C., CARBAUD P.-H., CHAIGNE S., CHALLOUB J., CHAMON M., COPIA N., COURILLEAU V., CRECY S., DENONAIN J.-L., DEVOUCOUX A., DONDAINE V., DORNE F., DORY C., DOUBET T., DULIEU C., DURCUT F., FAVIER A., FERRERES M., FERTOUT C., FRADIN M.-L., GAUTHIER B., GOUBAULT DE BRUGÈRE J., GROSCOLAS P., JACQUIN P., JIGUEL T., JARROUSE F., JIGUEL T., KOSKAS L., LAMBERT L., LATOUR B., LAWANE S., LAVAL C., LAZZAROTTO E., LECLERC F., LEFÈVRE L., LE FUR M.-L., LEROUX C., LIGER F., LOIR J.-L., MAILLARD C., MARCHAND C., MAURON J.-L., MOREL T., MORENO B., MOROSINOTTO P., DE NEVE B., NOBLE F., ORAIN L., PALLAT F., PORTIER P., PORTIER T., POTIER M.-C., RECOULES C., RIGUITO N., ROULHAC DE ROCHEBRUNE B., RUFFAUX J., SALLE P., SENG A., SEROT E., SILBERT D., THAN-TRONG V., THOMAS DE MONTREUILLE X., VIGUE T., VINCENT C., VIVIER L., WU T.

● U.V. 7 "Droit II" (Social, Pénal, Crimin.) : ABOULHAR M., ADJADI V., ALEXANDRE F., BAUDIN E., BERTAGNE F., BERTRAND T., BOYENVAL P., CHAMON M., COURILLEAU V., DEVOUCOUX A., DONDAINE V., DORNE F., DORY C., DULIEU C., FRADIN M.-L., GROSCOLAS P., JIGUEL T., LEFÈVRE L., LIGER F., MAILLARD C., MOREL T., DE NEVE B., RUFFAUX J., SEROT E., THAN-TRONG V.

● U.V. 8 "Economie I" (Organisation et Direction de l'Entreprise, Diagnostic) : ABOULHAR M., ADJADI V., ALEXANDRE F., BARDIN H., BAUDIN E., BERTAGNE F., BERTIN J.-P., BERTRAND T., BOYENVAL P., BRESSAN L., CAMPAN P., CARQUILLAT P.-C., CARBAUD P.-H., CHAIGNE S., CHALLOUB J., CHAMON M., COPIA N., COURILLEAU V., DEGRUMENDIAN P., DELAGE A., DENONAIN J.-L., DESBOIS S., DEVOUCOUX A., DONDAINE V., DORNE F., DORY C., DOUBET T., DULIEU C., DURCUT F., FAVIER A., FERRERES M., FERTOUT C., FRADIN M.-L., GAUTHIER B., GOUBAULT DE BRUGÈRE J., GROSCOLAS P., JACQUIN P., JIGUEL T., JARROUSE F., JIGUEL T., KOSKAS L., LAMBERT L., LATOUR B., LAWANE S., LAVAL C., LAZZAROTTO E., LECLERC F., LEFÈVRE L., LE FUR M.-L., LEROUX C., LIGER F., LOIR J.-L., MAILLARD C., MARCHAND C., MAURON J.-L., MOREL T., MORENO B., MOROSINOTTO P., DE NEVE B., NOBLE F., ORAIN L., PALLAT F., PORTIER P., PORTIER T., POTIER M.-C., RECOULES C., RIGUITO N., ROULHAC DE ROCHEBRUNE B., RUFFAUX J., SALLE P., SENG A., SEROT E., SILBERT D., THAN-TRONG V., THOMAS DE MONTREUILLE X., VIGUE T., VINCENT C., VIVIER L., WELSH L.

● U.V. 9 "Economie II" (Gestion Financière) : ABOULHAR M., ADJADI V., ALEXANDRE F., BAUDIN E., BERTAGNE F., BERTIN J.-P., BERTRAND T., BOYENVAL P., BRESSAN L., CARQUILLAT P.-C., CARBAUD P.-H., CHAIGNE S., CHALLOUB J., CHAMON M., COPIA N., COURILLEAU V., CRECY S., DEGRUMENDIAN P., DELAGE A., DENONAIN J.-L., DEVOUCOUX A., DONDAINE V., DORNE F., DORY C., DOUBET T., DULIEU C., DURCUT F., FAVIER A., FERRERES M., FERTOUT C., FRADIN M.-L., GAUTHIER B., GOUBAULT DE BRUGÈRE J., GROSCOLAS P., JACQUIN P., JIGUEL T., JARROUSE F., JIGUEL T., KOSKAS L., LAMBERT L., LATOUR B., LAWANE S., LAVAL C., LAZZAROTTO E., LECLERC F., LEFÈVRE L., LE FUR M.-L., LEROUX C., LIGER F., LOIR J.-L., MAILLARD C., MARCHAND C., MAURON J.-L., MOREL T., MORENO B., MOROSINOTTO P., DE NEVE B., NOBLE F., ORAIN L., PALLAT F., PORTIER P., PORTIER T., POTIER M.-C., RECOULES C., RIGUITO N., ROULHAC DE ROCHEBRUNE B., RUFFAUX J., SALLE P., SENG A., SEROT E., SILBERT D., THAN-TRONG V., THOMAS DE MONTREUILLE X., VIGUE T., VINCENT C., VIVIER L.

● U.V. 10 "Méthodes Quantitatives II" (Maths de gestion, Informatique) : ABOULHAR M., ADJADI V., ALEXANDRE F., ARTUS L., BARDIN H., BARTHAUX M.-F., BAUDIN E., BERTAGNE F., BERTRAND T., BOYENVAL P., BRESSAN L., CARQUILLAT P.-C., CHALLOUB J., CHAMON M., CHETEN E., CHUPIN M., CLOU J.-P., COPIA N., COURILLEAU V., DEGRUMENDIAN P., DENONAIN J.-L., DESBOIS S., DEVOUCOUX A., DONDAINE V., DORNE F., DORY C., DOUBET T., DULIEU C., DURCUT F., FAVIER A., FERRERES M., FERTOUT C., FRADIN M.-L., GAUTHIER B., GOUBAULT DE BRUGÈRE J., GROSCOLAS P., JACQUIN P., JIGUEL T., JARROUSE F., JIGUEL T., KOSKAS L., LAMBERT L., LATOUR B., LAWANE S., LAVAL C., LAZZAROTTO E., LECLERC F., LEFÈVRE L., LE FUR M.-L., LEROUX C., LIGER F., MAILLARD C., MARCHAND C., MAURON J.-L., MOREL T., MOROSINOTTO P., DE NEVE B., NOBLE F., ORAIN L., PALLAT F., PORTIER P., PORTIER T., POTIER M.-C., RECOULES C., RIGUITO N., ROULHAC DE ROCHEBRUNE B., RUFFAUX J., SALLE P., SENG A., SEROT E., SILBERT D., THAN-TRONG V., THOMAS DE MONTREUILLE X., VINCENT C.

● U.V. 11 "Comptabilité II" (Comptabilité approfondie, Révision) : ABOULHAR M., ADJADI V., ALEXANDRE F., BAUDIN E., BERTAGNE F., BERTRAND T., BOYENVAL P., CARAGE P., CHAMON M., COURILLEAU V., DEVOUCOUX A., DONDAINE V., DORNE F., DORY C., DULIEU C., FAVIER A., GROSCOLAS P., JIGUEL T., LEFÈVRE L., LEROUX C., LIGER F., MAILLARD C., MOREL T., DE NEVE B., PELLOLE T., RECOULES C., RUFFAUX J., SEROT E., THAN-TRONG V., THOMAS DE MONTREUILLE X., VINCENT C.

● U.V. 12 "Comptabilité III" (Comptabilité analytique, Contrôle de Gestion) : ABOULHAR M., ADJADI V., ALEXANDRE F., BAUDIN E., BERTAGNE F., BERTRAND T., BÉZEL T., BÉZEL T., BOYENVAL P., CARAGE P., CARQUILLAT P.-C., CHAIGNE S., CHAMON M., CORNEN C., COURILLEAU V., DEVOUCOUX A., DONDAINE V., DORNE F., DORY C., DULIEU C., FAVIER A., FERRERES M., FERTOUT C., FRADIN M.-L., GAUTHIER B., GOUBAULT DE BRUGÈRE J., GROSCOLAS P., JACQUIN P., JIGUEL T., JARROUSE F., JIGUEL T., KOSKAS L., LAMBERT L., LATOUR B., LAWANE S., LAVAL C., LAZZAROTTO E., LECLERC F., LEFÈVRE L., LE FUR M.-L., LEROUX C., LIGER F., MAILLARD C., MARCHAND C., MAURON J.-L., MOREL T., MOROSINOTTO P., DE NEVE B., NOBLE F., ORAIN L., PALLAT F., PORTIER P., PORTIER T., POTIER M.-C., RECOULES C., RIGUITO N., ROULHAC DE ROCHEBRUNE B., RUFFAUX J., SALLE P., SENG A., SEROT E., SILBERT D., THAN-TRONG V., VIGUE T.

I.C.S. BÉGUÉ - Établissement d'Enseignement Supérieur Privé Reconnu par l'État
15, place de la République, 75003 PARIS - Tél. 272.20.76 +.

Introducing: THE AMERICAN 'MBA' IN PARIS HARTFORD BUSINESS SCHOOL IN PARIS

H.B.S.

- "Master's degree of Business Administration" (MBA) : délivré par l'Université de Hartford, Connecticut (USA).
- Formation intensive dispensée par professeurs de l'Université de Hartford. Neuf mois à Paris du 1^{er} septembre 1985 au 31 mai 1986 et deux mois aux USA juin/juillet 1986.
- Recrutement : deuxième cycle universitaire et grandes écoles ingénieurs et commerciales.

Délégation à Paris :
17, rue des Suisses, 75014 Paris
Tél. 543-35-43

EVIS SÉJOURS LINGUISTIQUES ANGLETERRE - IRLANDE - U.S.A. ALLEMAGNE - ESPAGNE

NOËL - PAQUES - ÉTÉ

Séjours en famille avec cours pour :

- élèves des collèges et lycées ;
- étudiants d'université, grandes écoles, B.T.S.

OPTIONS SPORTIVES :

équitation, tennis, voile, planche à voile.

PAQUES ANGLETERRE

Forfait séjour 2 semaines : 2190 F

DÉLÉGATIONS RÉGIONALES
AQUITAINE : 33840 LERM ET MUSSET Tél. (05) 25.80.41 - AUVERGNE : 63370 ORCINES Tél. (73) 82-10-95 - BOURGOGNE : 71150 CHAGNY Tél. (83) 82-82-48
CENTRE : 27170 ST-AVERTIN-TOURTEL Tél. (47) 22-88-74 - CHAMPAGNE : 10400 NOGENT/SEINE Tél. (23) 39-21-88 - MIDI-PYR. : 84800 L'ISLE/SONGUE Tél. (05) 20-30-83 - MIDI-PYR. : 82000 MONTAUBAN Tél. (05) 83-30-05 - NORD-EST : 57000 METZ Tél. (83) 750-22-11 - NORD-PICARDIE : 59370 MONS-EN-BARCELLE Tél. (20) 47-04-04 - OUEST : 75000 BREST Tél. (40) 85-19-86 - RHONE-ALPES : (Bassin) 7, cours de Verdun 69002 LYON Tél. (7) 842-86-30

EVIS 36, boulevard Davout, 75020 PARIS, Tél. 372.31.04

BON A NOUS RETOURNER POUR UNE DOCUMENTATION

NOM PRÉNOM
ADRESSE
VILLE CODE POSTAL
ÉTUDES SUIVIES AGE

ESSEC

ADMISSION SUR TITRE EN SECONDE ANNÉE

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecin, de pharmacien, d'I.E.P. ou d'une maîtrise (sciences, lettres, droit), l'ESSEC propose une procédure d'admission qui, après les épreuves de sélection, leur permet d'être admis directement en seconde année.

L'objectif est de leur donner une formation à la gestion du plus haut niveau en dix-huit mois (rentrée fin août) ou deux ans. La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé ont fait de l'ESSEC un des tout premiers centres européens de gestion et de management.

- Prochaine session pour la rentrée 1985 : 9-11 septembre 1985.
- Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 15 juin 1985.
- Documentation et dossier d'inscription :

ESSEC-Admissions, BP 105
95021 CERGY-PONTOISE Cedex - Tél. (3) 038-38-00
ESSEC, Établissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'État

IOISE

OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH
25 rue Théophraste Renaudot
75002 PARIS - Tél. 339.12.12
Ann. Int. 1981 - Lic. A 7189

L'ANGLAIS A OXFORD

Stages intensifs individuels à Oxford, toute l'année, toute durée, pour écrit et oral :
BAC - HEC
SCIENCES-PO
DEUG - LICENCE
CAPES

PROGRAMME DOCTORAL HEC

Le programme doctoral HEC a pour objet de former des enseignants et chercheurs de haut niveau dans le domaine de la gestion. Il est soutenu par la Fondation Nationale pour l'Enseignement de la Gestion des Entreprises. Durant les deux années de leurs études (thèse non comprise), les doctorants acquièrent une formation approfondie dans les domaines suivants :

- une discipline déterminée de la gestion (contrôle de gestion, finance, gestion des ressources humaines, marketing, stratégie...);
- la recherche appliquée à la gestion;
- la pédagogie du management.

Les doctorants peuvent bénéficier d'aides financières leur permettant de consacrer tout leur temps à leurs études.

Peuvent faire acte de candidature les personnes titulaires d'un diplôme de grande école ou de diplômes de deuxième ou troisième cycle de l'enseignement supérieur.

DATE LIMITE DE DÉPÔT DES DOSSIERS : 10 MAI 1985

Pour tous renseignements, et pour obtenir un dossier de candidature, s'adresser à PROGRAMME DOCTORAL HEC, BP 100, 78350 JOUY-EN-JOSAS
Tél. : 956-80-00 ou 01-23

Centre HEC-ISA
Chambre de commerce et d'industrie de Paris

Crise, chômage ou opportunité ?
Le défi des mutations techniques passe par

La révolution de l'intelligence

Rapport sur
l'Etat de la Technique
Edition 1985

- Les principales lignes de force des mutations techniques.
- Leur impact sur l'économie, la société, l'homme...
- Les nouvelles clefs de la compétitivité.

• L'ouvrage de référence de tous ceux qui prennent des décisions professionnelles concernant la technologie ou l'industrie.

Mais aussi :

- Le passionnant roman du progrès technique rédigé sans jargon, compréhensible par tous.
- Tout ce que doit connaître l'ingénieur, l'industriel, l'enseignant, l'"honnête homme" des années 1990.

Une synthèse étayée par plusieurs années d'enquêtes internationales et les opinions de 1500 experts.
18 chapitres décrivant, dans une optique prospective, l'essentiel des progrès techniques (matériaux, énergie, biotechnologie, électronique, informatique, télécommunications, télématique), les principales méthodes clef (qualité, analyse de la valeur, gestion de production, design, créativité), les conséquences pour l'avenir : télé-activité, place de l'homme, avènement de la société de création. Pourquoi le pouvoir doit se mettre au service du talent !
208 pages largement illustrées, 350 adresses utiles.

En vente dans
tous les kiosques

ou par correspondance à :
Sciences & Techniques
19, rue Blanche, 75009 Paris,
Tél. (1) 285.47.90.

48 francs
(+ 22 francs de frais d'envoi).



Le CPE, Centre de prospective et d'évaluation est un service commun au Ministère du Redéploiement Industriel et du Commerce Extérieur et au Ministère de la Recherche et de la Technologie. Il est chargé de surveiller les progrès techniques au niveau international, d'animer des travaux de prospective et d'évaluation.
CPE, 5 rue Descartes,
75231 Paris Cedex 05, Tél. (1) 634.33.33.

Les ISF, Société des Ingénieurs et Scientifiques de France, sont la principale association scientifique et technique française. Leur but est de promouvoir le progrès scientifique et technique par des conférences, des rencontres, des publications. Les ISF publient le mensuel Sciences & Techniques et la Lettre des Sciences & Techniques.
ISF, 19 rue Blanche, 75009 Paris,
Tél. (1) 874.63.56.

Le Rapport sur l'Etat de la Technique 1985 a été rédigé, sous la direction de Thierry Gaudin, chef du Centre de Prospective et d'Evaluation, assisté de Catherine Distler (CPE), par André-Yves Portnoff, rédacteur en chef de Sciences & Techniques (ISF), avec le concours de Victor Scardigli (CNRS), Claude Vincent (ISF), Claude Gelé (ISF), Hervé le Tellier (ISF), Jean Malsot (Bipe), Philippe Mustar (CPE), Ariette Portnoff (ISF) et Monique Sebire (CNRS).
Le Rapport sur l'Etat de la Technique est co-édité sous la forme d'un numéro spécial de Sciences & Techniques par le CPE et les ISF.

économie

REPÈRES

Dollar : la reprise se poursuit à 10,53 F

Amorcée au début de la semaine et particulièrement forte mardi 5 mars, la reprise du dollar s'est poursuivie, mercredi 6 mars, sur les marchés des changes. À Francfort, le cours du billet vert a été passé de 3,43 DM à près de 3,45 DM et, à Paris, venant de 10,46, il a franchi, à nouveau, la barre des 10,50 F pour coter environ 10,53 F, à moins de 10 centimes de son record historique de 10,616, établi le mardi 26 février 1985. La demande de dollar est toujours forte, et, dans l'immédiat, on ne voit pas ce qui pourrait en réduire la vigueur.

Travaux publics : dix-sept mille ouvriers en moins fin 1984

Selon la dernière note de conjoncture de la Fédération nationale des travaux publics, la profession employait, à la fin décembre 1984, un peu plus de 189 000 ouvriers, contre 206 000 fin 1983, soit une baisse de 8,25 % des effectifs. Le nombre d'heures travaillées (288 millions d'heures en 1984, contre 357 millions en 1983) était en baisse de 18,25 %. Les travaux réalisés au cours de l'année 1984 représentaient un chiffre d'affaires de 81 milliards de francs, contre 83 milliards en 1983 (- 2,4 %). Pour la seule année de décembre, la baisse est de 8,8 % (6,2 milliards de francs, contre 6,8 milliards en décembre 1983). Quant aux carnets de commandes, les marchés conclus en 1984, d'un montant de 63,6 milliards de francs, ils sont en baisse de 3,5 % sur 1983 (66,5 milliards).

Tourisme international : nette reprise en 1984

L'année 1984 aura été la première, depuis le début de la décennie, à refléter une nette reprise du tourisme international, estime l'OCDE. Les recettes touristiques des vingt-cinq pays membres de cet organisme se sont globalement accrues de 5 % en termes réels, après une progression de 2 % en 1983. Quant à cette année, l'OCDE fait état de son optimisme, compte tenu de l'expansion continue des voyages effectués par les Nord-Américains à destination de l'étranger (Autriche, France, Suisse, Yougoslavie, Australie et Nouvelle-Zélande, notamment), de l'amélioration de la situation dans les pays d'Europe occidentale, des modifications intervenues dans les tarifs aériens et de nouvelles approches en termes de prix et de qualité du service constatées dans les pays placés en situation de concurrence. En France, les recettes touristiques, exprimées en monnaie nationale (hors incidences de l'inflation et variations des taux de change par rapport au dollar), ont progressé de 23,7 % en 1984, après une hausse de 8,8 % l'année précédente, cette augmentation étant ramenée à 13,8 % et 9,4 % en termes réels, pour l'une et l'autre année.

FINANCES

Varsovie subordonnerait la signature de l'accord de rééchelonnement de sa dette à l'octroi de nouveaux crédits

Les contacts officiels entre, d'une part, le gouvernement polonais, et, d'autre part, les représentants du Club de Paris (qui réunit les hauts fonctionnaires du Trésor des pays occidentaux créanciers, dont la France) se poursuivent au sujet de la signature de l'accord de rééchelonnement de la dette extérieure de Varsovie (le Monde du 18 janvier). La question qui se pose est de savoir si, comme le voudraient les pays créanciers, cet accord qui prévoit de longs délais de paiement (jusqu'en 1995) pour le remboursement de 9 à 10 milliards de dettes, échues entre les années 1982 et 1984, sera signé indépendamment de l'octroi de nouveaux crédits commerciaux à la Pologne ou bien si, comme le voudrait ce pays, les deux questions seront liées. Selon notre confrère le *Financial Times*, les Polonais demanderaient au total 1,7 milliard de dollars de crédits nouveaux avec différents pays créanciers, surtout européens. Ils n'auraient présenté aucune demande aux Américains. Ce chiffre est nettement supérieur à celui auquel, jusqu'à maintenant, s'attendaient les pays du Club de Paris.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS		
	+ ban + hourt	Rep. + obs.	un obs.	Rep. + obs.	un obs.	Rep. + obs.	un obs.	
SE-£	10.530	10.540	+ 145	+ 153	+ 230	+ 255	+ 220	+ 230
5 cm.	7.504	7.5125	- 52	- 29	- 124	- 91	- 79	- 637
DM (100)	4.875	4.831	+ 140	+ 151	+ 282	+ 306	+ 365	+ 914
DM	3.451	3.457	+ 115	+ 127	+ 224	+ 237	+ 499	+ 699
Fl.	2.919	2.916	- 77	- 82	- 145	- 159	- 419	- 422
R.B. (100)	15.673	15.193	+ 8	+ 44	+ 6	+ 84	+ 224	+ 4
S.S.	3.573	3.571	+ 159	+ 161	+ 288	+ 304	+ 531	+ 880
L. (1 000)	4.902	4.902	- 177	- 156	- 329	- 296	- 1.113	- 1.437
F.	11.076	11.053	- 365	- 333	- 624	- 566	- 1.426	- 1.270

TAUX DES EUROMONNAIES

	SE-£	DM	Fl.	R.B. (100)	S.S.	L. (1000)	F.
1/4	8 1/4	6 1/4	6 1/8	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4
3/16	6 3/4	7 1/4	7 3/16	7 1/4	7 3/16	7 3/16	7 1/2
1/8	10 1/4	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	11 1/8
3/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4
1/2	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4
3/8	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4
1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4
1/8	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4
1/16	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4
1/32	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

2e CYCLE GESTION DE PERSONNEL

12 mois de formation de haut niveau
7 mois de stages spécialisés en entreprise.

L'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT, BTS ou 2 ans de Prépa.

Prochaine session de recrutement : 12 avril 1985

☐ Nom _____
☐ Age _____
☐ Diplôme _____
☐ Adresse _____
☐ Souhaite recevoir une brochure détaillée du 2e cycle Gestion de Personnel
 63, avenue de Villiers, 75017 PARIS
 Etablissement privé d'enseignement supérieur

ÉTRANGER

1 200 chômeurs de plus chaque jour en Espagne

De notre correspondant

Madrid. - 21,6 % de la population active au chômage à la fin de 1984, soit 2 870 000 personnes ! Si les socialistes espagnols peuvent faire état, dans plusieurs domaines, des succès de leur politique économique (la *Monde* du 26 février), l'Espagne demeure aujourd'hui un triste record : le pourcentage de chômeurs le plus lourd du monde occidental.

Certes, le gouvernement actuel peut arguer que l'héritage en la matière était bien lourd. En effet, au pouvoir en décembre 1982, les socialistes recevaient déjà en legs un taux de personnes sans emploi atteignant 17 % de la population active. Depuis, toutefois, la situation n'a fait qu'empirer : en deux ans, le nombre de chômeurs a augmenté de 648 000. Le gouvernement espère que le rythme de croissance du produit national brut (PNB) et les bénéfices retrouvés des entreprises se traduiraient par une relance de l'investissement privé et de l'emploi. Les chiffres globaux pour 1984 viennent d'être rendus publics obligent à être rendus publics.

Le nombre de chômeurs a augmenté de 436 000 l'an dernier, soit près de 1 200 par jour (1) ! La perte nette est de 370 000 emplois, le reste étant dû à l'arrivée des jeunes sur le marché du travail. Cette tendance affecte tous les secteurs, y compris le tertiaire, qui avait pourtant enregistré les années antérieures une légère hausse : - 2,8 % pour l'emploi dans l'agriculture ; - 2,6 % dans l'industrie ; - 5,3 % dans la construction ; - 1,1 % dans les services.

Les jeunes figurent parmi les plus affectés : la moitié des chômeurs ont maintenant moins de vingt-cinq ans,

et 22 % moins de vingt ans. Au sein de cette dernière tranche d'âge, le taux de sans-emploi atteint le niveau dramatique de 35 % des actifs. Ces chiffres sont d'autant plus préoccupants qu'ils se rapportent à un pourcentage de population active plus faible que la moyenne européenne : un tiers environ de la population totale.

Question de compétitivité

Comment l'Espagne en est-elle arrivée là ? La crise mondiale, la reconversion industrielle, est-on tenté de répondre. Mais pourquoi ces phénomènes qui ont affecté peu ou prou toutes les économies occidentales ont-ils causé davantage de ravages au sud des Pyrénées ? C'est que l'Espagne a dû les affronter dans des circonstances historiques différentes, répond-on à Madrid. Jusqu'en 1975, le protectionnisme propre au régime franquiste avait permis à l'économie nationale d'évoluer largement à l'abri de la concurrence étrangère. Les problèmes de compétitivité ne semblaient pas préoccuper beaucoup les dirigeants : tandis que l'austérité devenait à l'ordre du jour dans les pays voisins, le système franquiste alors à l'agonie tentait de s'assurer la paix sociale moyennant de fortes augmentations salariales.

Après la mort de Franco, tout a brusquement changé, explique M. Alvaro Espina, secrétaire général technique du ministère du travail. L'économie espagnole s'est ouverte rapidement à l'extérieur, et l'appareil productif a dû s'adapter sans délai à cette concurrence nou-

velle. Les entreprises ont commencé à raisonner en termes de compétitivité, et à accorder la priorité à l'augmentation de la productivité. « Etant donné la crise mondiale, nous avons dû réaliser ainsi en quelques années une mutation que la plupart des pays européens ont accomplie en plusieurs décennies », poursuit M. Espina.

Entre 1975 et 1979, la productivité a effectivement augmenté en Espagne de 3,85 % par an, davantage qu'en Japon. Face à une demande qui commençait à stagner et à une production par travailleur employé qui augmentait, les entreprises ne pouvaient que licencier. En une quinzaine d'années, rattrapant le retard accumulé à l'époque de Franco, c'est un formidable réajustement de son appareil productif que l'Espagne a ainsi réalisé. Entre 1977 et 1984, quelque 750 000 emplois ont été perdus dans l'industrie, 630 000 dans l'agriculture, 430 000 (soit 36 % du total initial) dans la construction, soit, en sept ans, une perte nette de 1,8 million d'emplois !

Le retour des émigrés

Cette opération d'assainissement a, par ailleurs, coïncidé avec le retour des travailleurs espagnols établis à l'étranger. Ce sont des milliers, ils ont commencé à rentrer au pays : 300 000 à 400 000 d'entre eux sont déjà venus grossir le chiffre de la population active.

L'Espagne se trouve-t-elle dans ces conditions au bord de l'explosion sociale ? On pourrait le craindre lorsqu'on sait que près des

trois quarts des chômeurs ne perçoivent aucun type d'allocation. Les jeunes à la recherche d'un premier emploi, qui n'ont jamais cotisé à la Sécurité sociale, n'ont en effet droit à aucune prestation sociale. Par ailleurs, la plupart des chômeurs tardent davantage à retrouver un emploi (un tiers d'entre eux se trouvent dans cette situation depuis deux ans au moins), et ils sont de plus en plus nombreux à parvenir à la fin de la période maximum d'allocation. Le gouvernement s'est vu obligé, en août dernier, de prolonger, cette dernière, ce qui a permis de faire passer en quatre mois de 25 % à 29 % du total le nombre de chômeurs indemnisés. Ce pourcentage reste toutefois très inférieur à la moyenne européenne.

Le gouvernement, qui avait promis la création de 800 000 emplois nouveaux durant l'actuelle législature, affirme que sa promesse commence à se réaliser... mais grâce à l'essor du travail au noir, qui échappe évidemment aux statistiques officielles. Plusieurs indices, comme la consommation d'électricité, indiquent certes que dans certaines régions la relance industrielle et donc l'emballement se montrent plus dynamiques que ne le laissent penser les déclarations au fisco ! Mais ce palliatif n'empêche certainement pas que le problème du chômage constitue aujourd'hui le plus sérieux défi qu'affrontent les socialistes espagnols.

THIERRY MALINIAK.

(1) Une récente modification technique du mode de recensement des chômeurs agricoles a eu toutefois pour effet de « gonfler » un peu ce chiffre.

Les secrets d'une réussite

(Suite de la première page.)

Parmi les partisans du gouvernement on compte malins conservateurs toujours prêts à saisir une occasion pour justifier les soupçons qu'ils n'ont cessés d'exprimer sur M. Thatcher. « Je vous l'avais bien dit, cette femme nous conduit à une impasse... » Il y a dix ans que Maggie a pris la direction du Parti conservateur et cinq ans et neuf mois qu'elle est installée à Downing Street (depuis mai 1979).

Un des conseillers du gouvernement, et non des moindres, résume par ces trois points, dont les deux premiers peuvent facilement passer pour des vœux d'échec, la tâche qui incombe au premier ministre et à ses collaborateurs : « Le premier est de restaurer la confiance des milieux financiers, nationaux et internationaux ; le deuxième est de s'attaquer à la formidable montée des dépenses sociales ; le troisième est de passer outre aux pressions des lobbies et de maintenir la discipline de la concurrence dans l'économie britannique... »

Il n'y a donc pas que les gouvernements de gauche qui inspirent des doutes à ceux que M. Harold Wilson, ancien premier ministre travailliste de 1964 à 1969, puis de 1974 à 1976) appelle les « gentlemen of Zurich », les financiers qui sont censés faire et défaire les monnaies en menant la sarabande infernale de la spéculation. Aujourd'hui anobli, Harold Wilson est surtout écouté pour sa sagesse sur la réforme de la Banque (qui va révolutionner la vieille City). Le gouvernement de M. Thatcher, et plus particulièrement son chancelier de l'Echiquier, Nigel Lawson, ont fait depuis le mois de juillet dernier l'expérience qu'il ne suffit pas de bonnes paroles pour amadouer les marchés. Il arrive que ceux-ci jugent sur les actes... Ce n'est pas, nous dit un des banquiers les plus réputés de la City, que nous soyons méfiants, mais il est certain que nous n'accordons plus à ce gouvernement le bénéfice du doute. Ce sera à lui de prouver, notamment à l'occasion du prochain budget, qui sera présenté le 19 mars, qu'il est en mesure de redresser durablement la situation.

C'est un fait que, même si l'inflation (mesurée par l'indice des prix à la consommation) est tombée de 18 % en 1980 à 4,6 % en 1984, la Banque d'Angleterre a dû laisser monter le taux d'intérêt à 14 % et plus pour empêcher la livre de dégringoler. Qu'est-ce dire, en termes pratiques, sinon qu'à un niveau de taux inférieur le risque serait grand de voir les détenteurs de créances libellées en livres sterling, et notamment de fonds d'Etat, les vendre massivement. C'est là un signe inflexible de faiblesse, que n'explique que très partiellement la baisse du cours du pétrole.

La façon même dont les plus chauds partisans du gouvernement exposent les indéniables résultats obtenus depuis cinq ans pour comprimer le déficit du secteur public montre que, dans ce domaine au moins, aucune révolution dans la pensée et les méthodes n'a eu lieu. Le gouvernement Thatcher ne s'est qu'embourbé le pas de ses prédécesseurs : c'est en 1976, en collaboration avec les experts du FMI, que le Royaume-Uni, alors gouverné par les travaillistes, a donné un premier

coup d'arrêt à la progression des dépenses et augmenté les recettes fiscales.

Depuis 1979, nous dit un des experts de l'actuel cabinet, notre dette publique a augmenté en moyenne de 6 % par an, d'où une réduction assez sensible de la proportion de l'endettement public par rapport au PIB. Est-on vraiment sûr que ces chiffres traduisent une amélioration, ou plutôt qu'ils ne sont qu'un effet d'optique ? Les experts de M. Thatcher, comme ceux de M. Mitterrand et de beaucoup d'autres pays, comptent deux séries de chiffres dont ils ne peuvent pas expliquer de façon convaincante pourquoi ils sont comparables : en vertu de quel principe le déficit à financer doit-il être égal à tel pourcentage du PIB plutôt qu'à tel autre ? Les Britanniques espèrent réduire cette part à 2 % en 1986 elle était, il y a trois ans, de 4 % et plus.

Outre que, jusqu'à maintenant, les prévisions du Trésor ont toujours pèché par optimisme, le niveau élevé des taux d'intérêt tendrait à lui servir à indiquer que, par rapport aux disponibilités de l'épargne, les besoins d'emprunt du secteur public sont encore trop importants. Il reste au chancelier, pourtant si doctrinaire quand il s'agit d'exposer à grands traits les objectifs de sa politique, à réduire la place de l'Etat dans la société pour laisser s'épanouir les initiatives du secteur privé, à se donner une doctrine de gestion des finances publiques à la hauteur de ses ambitions.

Une faible lueur d'espoir cependant : on commence à se demander si on ne fonderait pas à introduire dans les comptes de l'Etat une distinction qui paraît éminemment dans la conduite des affaires privées : celle entre les dépenses de fonctionnement et les dépenses d'investissement. N'y aurait-il pas là un premier moyen de mesurer l'effet du déficit, étant entendu que celui-ci ne devrait en tout cas pas excéder le montant des investissements publics (rentables). Encore faudrait-il pousser plus loin l'analyse et se demander si un Etat qui se veut « libéral » doit fixer inconditionnellement par avance le montant de ses investissements.

Les dépenses sociales

N'en déplaie à tous ceux qui rêvent d'un démantèlement plus ou moins préalable de l'Etat-providence. Mme Thatcher a dans le programme du Parti conservateur présenté aux électeurs lors des élections de juin 1983, promis de ne pas le remettre en cause. Cependant, elle s'est engagée aussi à abaisser le poids des dépenses publiques. Or, celles-ci ont continué d'augmenter. La raison principale en est que les dépenses de sécurité sociale se sont accrues entre 1979-1980 et 1984-1985 d'un bon quart en termes réels.

Comment surmonter cette contradiction ? Telle est une des questions les plus cruciales qui se posent au gouvernement. Dans un avenir relativement proche, M. Thatcher devra se prononcer sur les propositions que lui fera le secrétaire à la santé et à la sécurité sociale,

M. Norman Fowler. D'avance, celui-ci a déclaré qu'elles constitueront le plus grand projet de réforme du système de santé britannique, y compris depuis le plan Beveridge de 1945.

L'enjeu est d'autant plus considérable que le gonflement du budget social, qui se confond largement, en Grande-Bretagne, avec le budget de l'Etat, est en grand partie lié à la poussée du chômage, qu'il a été jusqu'à fin de droit à triple dose de l'arrivée au pouvoir de M. Thatcher. M. Fowler pourra-t-il, dans ces circonstances, remanier aussi profondément qu'il l'a dit le dispositif ? Une des idées mises en avant est d'aider ceux qui ont véritablement besoin d'aide à l'application de la loi, en leur permettant de bénéficier à deux obstacles de taille. L'un est politique : les « classes moyennes » sont-elles prêtes à se laisser déposséder de leurs avantages ? Quand le gouvernement a proposé de remplacer les allocations versées aux chômeurs de longue durée en fin de droit à triple dose, ce fut un beau tollé dans les rangs du Parti conservateur. Le deuxième obstacle est encore plus redoutable : en concentrant l'aide sur les plus nécessiteux, ne va-t-on pas, par la force des choses, s'exposer encore à une plus grande déperdition de la part des classes moyennes ? Les Anglais appellent l'« unemployment trap » (le « piège du chômage »). Le piège en question tient au fait qu'en diminuant ou en supprimant l'écart de revenus entre ceux qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas on réduit d'autant l'incitation à chercher un emploi.

Cependant, si M. Thatcher, au contraire de M. Reagan, n'a pu encore diminuer le chômage, le Thatcherisme apparaît toujours comme

la réponse la plus plausible à ce fléau. Tel est sans doute la cause du succès de TINA. C'est parce qu'une majorité de Britanniques, y compris d'ouvriers syndiqués, sont convaincus que seul le secteur privé est capable aujourd'hui de créer de nouveaux postes de travail que la politique de réduction du secteur public industriel et commercial est largement portée au crédit de M. Thatcher. Le programme s'appelle ici « privatisation » - un terme de connotation positive - et non pas « dénationalisation » - un terme de connotation négative. Les intuitions et les instincts de Maggie en la matière ne paraissent-ils pas mieux correspondre aux besoins de l'époque que les appels à la « propriété sociale » de ses adversaires travaillistes ?

Où la puissance publique trouverait-elle l'argent nécessaire pour financer de nouvelles activités ? Un argument très fort en faveur de la « privatisation », c'est un ancien ministre du Labour qui nous le donne quand il admet : « Nous avons été jusqu'à exiger d'entreprises nationalisées qu'elles renoncent à des investissements urgents, parce que cela avait automatiquement pour effet de diminuer les bénéfices d'emprunts du secteur public... »

C'est cette prise de conscience qui a déterminé un changement de mentalité sans lequel le gouvernement Thatcher n'aurait pu, par exemple, prendre des mesures fiscales systématiquement défavorables aux employeurs que dans d'autres temps on aurait appelé des « richesses ».

PAUL FABRA.

Prochain article :

«LE CORRIDOR DE L'OUEST»

La révolte des mineurs du Kent

De notre correspondant

Londres. - C'est le plus petit bassin houiller de Grande-Bretagne, isolé à l'extrême sud-est du pays, bien loin de tous les autres centres miniers. Il ne compte que trois puits dont on aperçoit les chevalets sur la falaise de Douvres. Mais les deux mille mineurs du Kent (1), qui avaient formé dès le début l'un des bastions les plus solides de la grève, ont une nouvelle fois prouvé leur détermination.

Où tant que l'existence de leurs trois derniers puits, largement déficitaires, paraît condamnée à plus ou moins long terme.

Dans la nuit du 4 au 5 mars, par petits groupes, ils ont parcouru des centaines de kilomètres pour tenter de s'opposer à la reprise du travail. Ils ont établi des pickets de grève et, à l'entrée de onze puits du Yorkshire et de deux au Pays de Galles, le cortège « officiel » de leurs collègues a dû rebrousser chemin. M. Arthur Scargill, qui conduisait l'un des défilés, a obtenu devant cette résistance, avec une évidente com-

plaisance car, l'an dernier, les « gars du Kent » avaient beaucoup aidé, en de nombreux endroits, à imposer une grève difficilement admissible.

Ainsi, une poignée de militants a réussi à perturber le repli et à bon ordre a décidé de l'établissement de l'Union nationale des mineurs (NUM) pour empêcher l'effondrement de la grève et la désintégration du syndicat. Dans la Yorkshire, la moitié des mineurs n'ont pas repris le travail, le 5 mars, et la direction des charbonnages a dû reconnaître qu'à l'échelon national 26 % des effectifs manquaient à l'appel. Toutefois la résistance du dernier carré ne peut être que de courte durée. Déjà la section régionale de celle du Kent a été contrainte, le 6 mars, de céder.

FRANCIS CORNU.

(1) Ils représentent à peine plus d'un pour cent des effectifs nationaux des houillères.

مكتبة من الكتب

Espagne

SOCIAL

APRES LE DRAME DU PUIT SIMON

M. Maire : « Forbach, c'est le résultat de l'imprévoyance »

Une semaine après la catastrophe du puits Simon à Forbach, qui a coûté la vie à vingt-deux mineurs, la CFDT accuse. Au cours d'une conférence de presse, le 5 mars à Paris, la centrale syndicale a annoncé qu'elle allait, comme FO, la CGT et la CGC, se porter partie civile, en demandant d'ores et déjà au juge d'instruction de nommer « des experts proposés par le syndicat », sans même en cause ceux qui ont déjà commencé leur enquête. Mais la CFDT a voulu aller au-delà de la procédure.

Pour M. Edmond Maire, c'est d'abord l'accident du travail dans une société techniquement développée qui est en cause. Il y a, a-t-il rappelé en se fondant sur des statistiques de 1982, mille six cents morts d'accidents du travail par an (1). Or « la prétendue fatalité s'exerce sélectivement ». Globalement, la tendance est à la baisse, ce qui peut s'expliquer aussi conjoncturellement par la diminution de l'activité. Mais des secteurs comme le bâtiment et les travaux publics (où une « action pilote » a été annoncée pour 1985), les transports et le textile « dérogent » avec, depuis 1975, une tendance à la hausse. Le coût, a ajouté M. Maire, est « effroyablement élevé », puisqu'il est, selon lui, de 100 milliards de francs par an (2).

Pour M. Maire, « les causes premières des accidents du travail reposent sur les défauts d'organisation. Dans l'ensemble, la fatalité invoquée masque mal l'imprévoyance. Il ne faut pas accepter que l'accident du travail soit une contrepartie inévitable de la production ». « Forbach, a déclaré le secrétaire général de la CFDT, c'est le résultat de l'imprévoyance ».

« Il y a un ras-le-bol de la catastrophe », a déclaré M. Jean-Marie Speech, secrétaire général adjoint de la Fédération générale des mines et de la métallurgie (FGMM), pour qui il ne faut pas limiter l'enquête « à la recherche de l'étincelle » mais l'étendre aux problèmes liés à la détection du gisement et aux insuffisances éventuelles de l'aérage. A la direction des Charbonnages de France, on réplique qu'il ne faut pas aller trop vite dans les conclusions, alors que l'enquête ne fait que commencer. « Il ne faut pas confondre, souligne-t-on, l'ensemble des accidents individuels et les accidents collectifs qui relèvent de mécanismes différents ».

Juge et partie

La CFDT entend obtenir en fait une révision du règlement général des mines, a indiqué M. Speech, pour qu'« on mette fin à un système qui fait le service des mines juge et partie ». « La politique de sécurité est totalement inefficace, a affirmé un délégué mineur de Maribach. L'archaïsme, il faut le chercher

dans les têtes des dirigeants de l'entreprise. Ce qui vient du personnel est forcément mauvais. On recherche toujours la faute d'un exécutant. Les syndicats n'ont aucune prise sur le règlement général des mines. Je suis délégué et j'attends toujours la réglementation, au point que pour la connaître j'ai parfois été obligé de voler certains trucs aux Houillères. Au niveau des consignes locales, il y a des disparités dans un même puits. Quand je suis au fond, je ne fais pas appliquer tous les règlements car je me rends compte que certains sont idiots ».

A la direction des Charbonnages, on reconnaît que les consignes peuvent être différentes parce que, d'un puits à l'autre, « ce n'est pas forcément le même gisement ». On ne se comporte pas de la même manière dans une mine qui est « griseuse » et dans une mine qui ne l'est pas (3). La CFDT juge la réglementation, selon l'expressivité de M. Krzywicki, secrétaire général de son syndicat des mineurs de Lorraine, « inadaptable par rapport aux nouvelles technologies ». Elle demande que le contrôle de la sécurité soit confié à un service interministériel. Mais elle veut surtout que les mines ne restent pas à l'écart de la loi du 23 décembre 1982 sur les conditions de travail (CHSCT), qu'elle loi Auroux qui donne la possibilité à tout salarié de quitter son poste de travail s'il a « un motif raisonnable » de s'estimer soumis à un « danger grave et imminent ».

Absence de formation

Les Charbonnages de France soulignent que cette loi de 1982 « nécessite un règlement spécial ». Un protocole, signé par FO, la CFDT et la CGC, permettant la mise en œuvre des CHSCT avant même la sortie d'un décret d'application, est actuellement soumis à l'avis de l'administration. Quant au droit individuel de retrait, on ne s'y déclare pas opposé, mais, précise-t-on, « il ne peut que s'ajouter à la réglementation collective. Cela risque de ne pas apporter grand-chose ». Même scepticisme au ministère du travail, où on se demande s'il ne s'agit pas d'un « faux problème » - la question étant d'abord d'avoir les moyens techniques de prévoir le coup de grisou. « A partir du moment, où les mineurs se rendent compte qu'il y a un risque de grisou, ils quittent la mine ».

Au-delà de ses accusations sur « les détours pris pour contourner les réglementations », la CFDT met en cause l'« état d'esprit » dans les mines et l'absence de formation individuelle à la sécurité, problème préoccupant lorsqu'on sait qu'un mineur ayant moins de cinq ans d'ancienneté est le plus exposé à un

accident individuel. La formation ne peut-elle suppléer au manque d'expérience ? « Il y a des formations spécifiques (pour les bouilleurs par exemple), répond-on, à la direction des Charbonnages, mais au niveau de la formation, c'est dans l'apprentissage des gestes professionnels qu'on intègre la sécurité ».

L'enquête sur la tragédie du puits Simon ne fait que commencer. La CFDT ne veut pas que se reproduise ce qui s'était passé après la catastrophe de Maribach, qui en 1976 avait fait seize morts. « Neuf ans de procédure, et il n'y a pas eu une seule inculpation. Je serais surpris que, pour la première fois, le service des mines conclue à sa propre responsabilité », a lâché l'avocat de la CFDT, M. Henri Leclerc...

M. N.

(1) Selon les statistiques du la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés, il y a eu 1359 accidents mortels en 1982, soit 4,49 % de moins qu'en 1981 pour le régime général. Les chiffres cités par M. Maire intègrent les régimes spéciaux et les entreprises à statut.

(2) M. Maire ajoute à ces 100 milliards les pertes de production et les dégâts matériels. Le ministère du travail fait état d'un coût, de décembre 1982 à novembre 1984, de 33,9 milliards de francs qui correspondent au budget des accidents du travail de la branche maladie du régime général de la Sécurité sociale (dont 16 milliards de cotisations de l'employeur).

(3) Lorsqu'on détecte 1 % de grisou, on coupe l'électricité dans la mine. A 2 % le personnel est évacué, alors que l'explosion se situe entre 6 % et 17 %.

AGRICULTURE

Les éleveurs du Massif Central veulent démontrer la nocivité des quotas laitiers pour les régions de montagne

De notre correspondant

Limoges. - L'aménagement des quotas laitiers décidé par le conseil des ministres de l'agriculture de la CEE le 26 février (Le Monde du 1^{er} mars) a été généralement bien accueilli en France; généralement, mais pas unanimement. Le 1^{er} mars, un millier d'éleveurs étaient rassemblés à Clermont-Ferrand pour les « assises laitières du Massif Central » organisées par les syndicats agricoles (Fédération régionale des exploitants agricoles du Massif Central, centre régional des jeunes agriculteurs) et par l'interprofession laitière. Une revendication : la suppression des quotas laitiers pour une région qui demande non seulement le droit de maintenir sa production mais aussi celui de la développer.

La surproduction laitière en Europe ? Le Massif Central plaide non coupable. D'abord parce que cette région ne livre que 5 % de la production française. Ensuite parce que la taille moyenne du troupeau est de treize vaches et la livraison moyenne de lait de 40 000 litres par an et par exploitation. Or, la moyenne française est de 66 000 litres par producteur et la comparaison avec les autres pays de la CEE est bien plus favorable encore au Massif Central.

En outre, la production laitière dans cette région est beaucoup moins coûteuse que celle des « usines à lait » de l'Ouest ou de l'Europe du Nord, très gourmandes en protéines d'importation et en énergie. Elle valorise des surfaces herbagères qui, pour les trois quarts, ne reçoivent même pas d'engrais chimiques. Il y a d'ailleurs là un important retard technique à com-

bler, mais en tout état de cause, a-t-il été dit à Clermont-Ferrand, « il coûtera beaucoup moins cher à la collectivité d'avoir une agriculture de montagne dynamique et performante que d'assurer l'entretien d'espaces désertifiés ».

La production laitière du Massif Central ne vient pas grossir les stocks européens. Elle est à 80 % transformée en fromage (72 000 tonnes) ce qui crée ou maintient plusieurs milliers d'emplois. Il s'agit pour l'essentiel de cinq fromages qui bénéficient d'une appellation d'origine contrôlée (salsers, cantal, saint-acetaire, fourme d'Ambert, bleu d'Auvergne) et dont 36 000 tonnes - la moitié de la production - sont exportées. Conclusion : « Alors que les usines à lait coûtent cher en devises pour produire des surplus, la production fromagère du Massif Central ne coûte presque rien aux finances de la CEE et fait rentrer des devises ».

C'est pourquoi les « assises laitières » ont demandé la suppression des quotas pour la montagne. M. Teysseier, président du CNJA, a conclu à ce propos que l'ensemble des zones de montagne de la Communauté qui produisent moins de 5 % du lait en Europe était concerné. Des contacts vont donc être pris pour établir un « front massif-gard » commun face à Bruxelles.

En attendant, la syndicalisme agricole du Massif Central a décidé de traiter sous cette forme d'assises tous les dossiers qui préoccupent ses agriculteurs. Les prochaines, consacrées à la viande, se tiendront à Limoges, le 24 avril.

GEORGES CHATAIN.

L'actualité du Salon

LA COMMISSION DE BRUXELLES PRÉSENTERA EN JUIN UN INVENTAIRE SUR L'AVENIR DE L'EUROPE VERTE

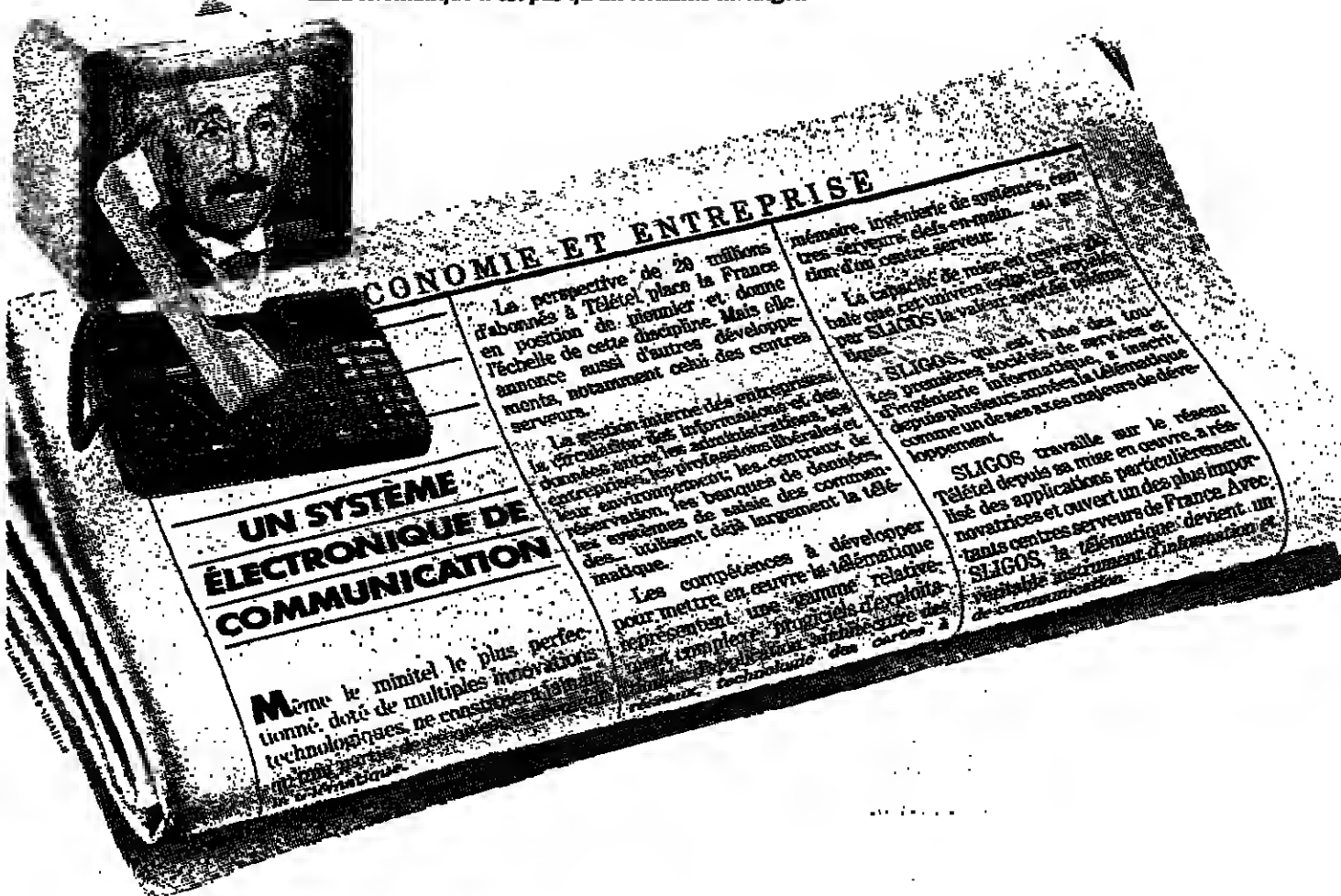
Visitant le Salon de l'agriculture à Paris, M. Frans Andriessen, commissaire à l'agriculture de la CEE, a annoncé mardi 5 mars, que la Commission de Bruxelles présenterait en juin prochain aux Etats membres un document sur l'avenir de l'agriculture européenne. Celui-ci fera l'inventaire des débouchés nouveaux, des « cultures alternatives » et proposera de nouveaux éléments commerciaux tels que des accords pluriannuels ou des systèmes de crédits pour l'exportation.

A propos de l'élargissement de la CEE à l'Espagne et au Portugal, M. Andriessen a déclaré que le problème de la pêche était devenu l'élément-clé de l'adhésion et il a estimé que, si les discussions sur cet élargissement s'étaient pas conclues en avril, un pouvait douter de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal au 1^{er} janvier 1986.

Un autre commissaire européen, M. Willy De Clercq, chargé des relations extérieures, a invité, le 5 mars, à Bruxelles, les Etats-Unis et la CEE à « éviter une confrontation sur les marchés mondiaux qui rendra une guerre agricole inévitable ». Le dialogue, a estimé M. De Clercq, s'exclut pas la fermeté. Il a réitéré les accusations des Etats-Unis visant l'Europe « à qui l'on fait jouer le rôle de bouc émissaire des difficultés de l'agriculture américaine », alors que « la hausse du dollar et la baisse du pouvoir d'achat des pays importateurs ont plus d'effets sur les exportations américaines que la concurrence des autres pays producteurs ».

TELEMATIQUE SLIGOS

La télématique n'est pas qu'un terminal intelligent



ECONOMIE ET ENTREPRISE

UN SYSTEME ELECTRONIQUE DE COMMUNICATION

Même le minute le plus perfectionné, doté de multiples innovations technologiques, ne constitue pas un système de communication.

La perspective de 20 millions d'abonnés à Télématique place la France en position de premier et donne l'échelle de cette discipline. Mais elle annonce aussi d'autres développements, notamment celui des centres serveurs.

La gestion interne des entreprises, la circulation des informations et des données entre les unités industrielles, les services, les administrations, les banques, les universités, les entreprises de services, les organismes de santé, les organismes de recherche, les organismes de formation, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de religion, les organismes de culture, les organismes de sport, les organismes de loisirs, les organismes de tourisme, les organismes de transport, les organismes de communication, les organismes de sécurité, les organismes de défense, les organismes de justice, les organismes de

AFFAIRES

LE PREMIER COMITÉ INTERMINISTÉRIEL D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE PRÉSIDÉ PAR M. FABUS

Contrats de plan, Europe, avions

Le comité interministériel d'aménagement du territoire - le premier depuis que M. Laurent Fabius est à Matignon - s'est réuni le 5 mars et a arrêté plusieurs décisions relatives à la création d'emplois, aux contrats de plan, à l'élargissement de la CEE et aux crédits distribués par le Fonds européen de développement régional (FEDER).

LES CRÉATIONS D'EMPLOIS

Faisant le bilan de pôles de conversion créés il y a un an, M. Gaston Defferre, ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, a indiqué que onze mille cinq cents emplois avaient pu être localisés dans les quinze pôles. Le gouvernement étudiera les mesures à prendre pour venir en aide aux communes touchées particulièrement par la crise des industries sidérurgiques, navales, charbonnières. Deux DEUG (diplômes d'études universitaires générales) vont être créés à Dunkerque, tandis qu'un effort spécifique sera fait sur la formation supérieure à Charleville-Mézières. Dans tous les pôles, particulièrement, l'action des créateurs d'entreprises sera encouragée, notamment pour les diplômés à la sortie des grandes écoles ou des universités.

LES CONTRATS DE PLAN ETAT-REGIONS

En 1985, 8,7 milliards de francs seront réservés aux contrats de plan. Il s'agit pour l'Etat d'engagements fermes, quels que soient les aléas conjoncturels. Seul le contrat de plan de la Corse n'est pas encore signé.

Ces vingt-deux contrats de plan doivent être complétés (ce qui ne clarifie pas nécessairement l'édifice administratif et financier...) par quatre cents contrats particuliers dont les deux tiers sont à ce jour signés.

LES ELARGISSEMENTS DE LA CEE

Afin de préparer les cinq régions françaises méridionales à l'entrée de l'Espace et du Portugal dans la CEE, des avenants aux contrats de plan ont été négociés avec les conseils régionaux, qui devraient se traduire par des engagements financiers supplémentaires de l'Etat : 100 millions de francs pour 1985. Pour les trois années suivantes, ces engagements atteindront 160 millions de francs par an.

LES CREDITS DU FEDER

Un nouveau règlement communautaire régit le FEDER depuis le 1^{er} janvier 1985. La France peut recevoir 11 % à 14,7 % de l'ensemble des crédits totaux de cet organisme (14,6 milliards de francs en 1984 pour l'ensemble des dix Etats mem-

bres). Paris a décidé qu'une part importante des crédits du FEDER qui reviennent à la France trait en priorité aux collectivités locales où existent des pôles de conversion, à celles qui sont concernées par l'élargissement et aux départements d'outre-mer. Sur un total de 1,9 milliard reçus en 1984 de Bruxelles à ce titre, 300 millions ont été affectés à des projets de développement économique dans ces zones et réservés aux budgets locaux. En 1985, ce chiffre passera à 600 millions. Cinq zones sont d'autre part retenues au titre des « opérations de développement », aidées par le FEDER : Ariège, est du Tarn et sud de l'Aveyron, bassin minier et sidérurgique du Nord-Pas-de-Calais, pôle sidérurgique du nord de la Lorraine, nord-ouest du Massif Central.

Enfin, le gouvernement a décidé de soutenir financièrement certaines lignes aériennes indûment déficitaires. Caco-Lé, Havre-Lyon, Montluçon-Paris, Albi-Rodez-Paris, et Aurillac-Paris. L'utilité réelle de ces lignes de fonds et de ces projets ainsi que d'autres (ouverture de « boutiques de gestion » dans le pôle de conversion, constitutions d'une bourse de programmes sonores pour les radios locales) reste maintenant à démontrer.

F. GFR.

Renault dit non à Moskvitch

Renault vient de signifier aux autorités commerciales soviétiques sa décision de ne pas poursuivre les études pour un projet d'usine de moteurs « en raison des incertitudes qui pèsent sur la réalisation de contrats de fournitures ». En fait, la Régie tire les conséquences de la coopération qu'elle a menée depuis dix-huit mois avec les Soviétiques.

M. Hazon a signé, en effet, le 25 novembre 1983 à Moscou, un accord d'ingénierie de 300 millions de francs pour l'étude et les essais d'un nouveau véhicule de tourisme de gamme moyenne pour la firme Moskvitch. Or ce contrat comportait aussi un accord cadre pour la fourniture d'équipements d'un montant d'un milliard de francs. Force est de constater, dit aujourd'hui la Régie, qu'à part un petit contrat pour des machines à souder obtenu par la société Sialky, les firmes françaises n'ont pas en les retombées espérées de ces accords ; plus, les Soviétiques ont semblé privilégier systématiquement la concurrence ouest-allemande. L'arrière-plan politique a donc joué sur ce contrat, comme sur ceux d'autres entreprises françaises, un rôle fondamental. De ce fait, le premier contrat a coûté à Renault, en heures d'ingénieurs, plus d'argent qu'il n'en a rapporté.

Alors que Renault connaît d'importantes difficultés financières, le risque que de tels déboires se reproduisent avec l'usine de moteurs de 1 700 m³, dès lors que les Soviétiques se veulent pas s'engager formellement sur la commande des équipements, a amené M. Semerena, patron de l'automobile à la Régie, à renoncer à aller plus avant dans les études du projet.

La CGT, qui appuie depuis des semaines ce contrat, a dénoncé le 5 mars « un scandale de portée nationale ». Et l'Humanité du 6 mars écrit : « Cette décision, où la responsabilité des pouvoirs publics est fortement engagée au plus haut niveau, est très grave. Elle annonce la mise en œuvre du plan « tout-automobile », qui passe par la liquidation des secteurs biens d'équipements et machine-outil de Renault, dont les emplois sont désormais directement menacés. Du fait de cette décision, Renault et la France perdent un marché de 6 à 7 milliards de francs ». C'est dire que le PC part du principe que la fourniture d'équipements serait revenue aux firmes françaises. Compte tenu des relations politiques entre les deux pays, c'est pour le moins incertain.

L'ESSOR DES TÉLÉCOMMUNICATIONS PAR SATELLITES

Alcatel-Thomson signe un accord avec une compagnie américaine

Alcatel-Thomson, filiale de la Compagnie générale d'électricité (CGE), a conclu un accord dans le domaine des télécommunications par satellites avec la société américaine Fairchild Industries (1). Les deux partenaires entendent joindre leurs forces pour s'attaquer au marché de l'ingénierie et de la mise en œuvre des réseaux de télécommunication par satellites, qui, ouvert par la déréglementation aux Etats-Unis, se développe très rapidement.

Quatre filiales communes seront créées (deux en France, deux aux Etats-Unis) dans lesquelles les deux parties auront des participations croisées de 20 % au début, une option de doubler cette part au bout de deux ans étant prévue. Cette opération se fera par échange de titres. Fairchild détient ainsi 20 % de Telespace (fabrication de stations terrestres) et d'oce oovelle société, Alcatel Systèmes de communications par satellite (ingénierie), tandis qu'Alcatel-Thomson détient 20 % de Fairchild Communications Products (fabrication

d'équipements) et de Fairchild Communications Network and Services.

Alcatel-Thomson (cinquante mille emplois) regroupe depuis le début de 1984 les activités de la CGE et de Thomson en télécommunications. Fairchild Industries réalise un chiffre d'affaires de 5 milliards de dollars environ, dont 1 milliard dans le domaine spatial. Ce groupe détient notamment 50 % d'American Satellite, société concurrente d'ATT qui propose des services de communications longue distance aux entreprises américaines, et de Spacecom, qui exploite le satellite TDRS-1 de la NASA.

Cet accord, limité mais important dans le créneau spatial, s'inscrit dans le cadre du développement de la CGE sur le marché américain, cible privilégiée du groupe nationalisé.

(1) Fairchild Industries est distincte de Fairchild Semiconductor, société filiale du groupe Schlumberger.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● Carrefour ne devra plus citer que choisir ? dans sa publicité. — Le tribunal de commerce de Paris a interdit à la chaîne d'hypermarchés Carrefour d'utiliser dans sa publicité les résultats d'une enquête publiée en février par la revue *Que choisir ?* qu'édite l'Union fédérale des consommateurs (UFCV), faute d'accord préalable sur cette utilisation. D'autre part, indique l'UFCV, Carrefour avait déformé les résultats en prétendant être au premier rang en France pour la modération de ses prix, alors que ce n'était le cas que dans six départements.

Etranger

RFA

● Légère baisse du chômage. — Le chômage ouest-allemand a légèrement baissé en février, après avoir atteint son plus haut niveau depuis la guerre le mois précédent. Selon l'Office fédéral du travail, la RFA comptait — en données brutes — 2 611 300 chômeurs, soit 8 100 de moins qu'en janvier. Le taux de la population active sans travail est ainsi revenu de 10,6 % en janvier à 10,5 % le mois dernier. Il était de 10,2 % en février 1984. « Le point culminant du chômage hivernal est maintenant passé », a déclaré le président de l'Office, M. Franke, qui s'est néanmoins refusé à tout pronostic sur la tendance des prochains mois. — (AFP.)

● Diminution de la production industrielle. — La production industrielle ouest-allemande a diminué de 2 % en janvier en raison des mauvaises conditions climatiques, selon des chiffres provisoires de l'Office fédéral des statistiques. Le bâtiment a été le plus touché, enregistrant une baisse de 27 % de son activité en raison à la fois de la météorologie et de la baisse des commandes. Pour sa part, la production manufacturière a diminué de 0,5 % seulement. Calculée sur deux mois — décembre-

janvier par rapport à octobre-novembre, — la production industrielle a diminué de 0,5 %. En un an cette production bimestrielle a augmenté de 3 % par rapport à la même période de 1983-1984. — (AFP.)

Pêche

● Des aides pour la construction de trois chalutiers. — Le secrétariat d'Etat à la mer a décidé de subventionner la construction de trois chalutiers au Guilvinec, à Concarneau et à Dieppe. L'essentiel des crédits (13 millions de francs) ira à l'armement. Levezin à Dieppe, qui va faire construire un chalutier-usine couplet de 50 mètres pour un prix de 60 millions de francs.

Social

● La CGT se prononce pour un SMIC à 4 000 F net par mois. — La CGT a demandé le 4 mars que le SMIC soit porté à 4 000 F net par mois pour cent soixante-neuf heures mensuelles, soit approximativement 4 700 F brut avant déduction des cotisations sociales (contre 4 116 F depuis le 1^{er} novembre). Pour la CGT, 4 000 F net, « c'est ce qu'il faut de suite, au minimum, pour que ceux et celles qui ont les plus bas salaires aient un peu moins de mal à survivre à leurs besoins essentiels ».

● Force ouvrière demande une revalorisation des indemnités de chômage partiel. — M. Antoine Faesch, secrétaire confédéral de FO, a demandé par lettre au CNPF, le 4 mars, d'organiser une réunion sur l'indemnisation du chômage partiel. L'allocation minimale, d'un montant de 20,50 F de l'heure, n'a pas été revalorisée depuis le 1^{er} octobre 1983 et devrait être normalement fixée pour le 1^{er} avril et le 1^{er} octobre 1985. M. Faesch réclame aussi un examen des problèmes posés par le « chômage partiel total ». En septembre dernier, FO et la CFDT avaient déjà entrepris la même démarche, que le CNPF avait laissée sans réponse.

BANQUE DE COOPÉRATION DU MAGHREB ARABE (BCMA) RÉPUBLIQUE TUNISIENNE

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

Etude de faisabilité d'un projet algéro-tunisien de plastifiants

La BCMA lance, pour le compte de l'ENEP (Algérie) et de l'ETAP (Tunisie), un appel d'offres à la concurrence pour la réalisation de l'étude de faisabilité d'un projet de plastifiants en Algérie.

La concurrence est ouverte aux entreprises et sociétés spécialisées dans les études et/ou l'engineering, ayant une bonne expérience dans les branches de la chimie et de la pétrochimie, à l'exclusion de tout intermédiaire ou assimilé.

Le retrait du cahier des charges de l'étude devra se faire avant le 22 mars 1985 à l'adresse suivante :

BCMA, 70, avenue de la Liberté - TUNIS

Télé : 13404 - Tél. : 780.311

Contre le versement de 50 dinars tunisiens.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Epargne Industrie

SICAV DU CRÉDIT MUTUEL
88-90 rue Cardinet 75017 Paris
RCS Paris B 313.711.160

Placée à la fois sous le régime de la loi du 13 juillet 1978 relative à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises et sous le régime de la loi de finances pour 1983 dans le cadre du compte d'épargne en actions, Epargne Industrie a été ouverte au public le 23 novembre 1978.

An 31 décembre 1984, date de la clôture de l'exercice, l'actif net de la Société était évalué à 1 479,38 millions de francs ; la valeur liquidative de chacune des 3 467 223 actions en circulation ressortait à 426,68 francs.

Le conseil d'administration a arrêté les comptes de l'exercice et a décidé de proposer à l'assemblée générale des actionnaires la mise en distribution d'un dividende par action de 21,12 francs auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 2,13 francs soit un total de 23,25 francs (1).

La répartition de l'actif net en fin d'exercice était la suivante :

● Actions françaises : 54,41 %
● Obligations françaises : 28,44 % (2)
● Obligations étrangères : 2,06 %
● Actions étrangères : 6,06 %
● Liquidités nettes : 9,03 %

(1) Rappel dividende global précédent : 33,01 francs.

(2) Dont obligations CNI CNB : 8,98 %

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

246-72-23, poste 2412

DOCKS DE FRANCE

Le groupe Docks de France a porté à plus de 95 % sa participation au capital de L'Champ Food Stores, à la suite de l'offre publique d'achat, close le 27 février ; le processus de finalisation à 100 % sera définitivement closé à fin mars.

La Société L'Champ Food Stores a réalisé, sur la période du 29 janvier 1984 au 26 janvier 1985, un chiffre d'affaires de 88,9 millions de dollars, en progression de 16,6 % sur la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice net progresse de 17 % à 2,55 millions de dollars, et représente 2,87 % du chiffre d'affaires.

CESSATION DE GARANTIE

La S.A. Cara Voyages ayant obtenu du Commissariat au tourisme une licence d'agence de voyages après le 17 5016, AER, Ligne Tourant a réalisé, en accord avec la société Orchepe, son contrat de correspondant de cette dernière d'une part, et d'autre part a demandé à l'International Westminster Bank PLC de cesser la caution légale qu'elle lui donnait au titre de l'activité d'agent de voyages et prévue par le chapitre 3 du décret n° 77 363 du 28 mars 1977, pris en application de l'article 14 de la loi n° 75 627 du 11 juillet 1975.

En conséquence, la garantie financière de deux cent cinquante mille francs cessera à l'expiration d'un délai de trois jours francs suivant la date de la présente publication.

Conformément à l'article 20 dudit décret, les créanciers ont un délai de trois mois à dater de la présente publication pour produire leurs créances. Il est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues.

Le lancement de la carte à mémoire

LES BANQUIERS NE VEULENT PAS DÉVELOPPER UN SYSTÈME STRUCTURELLEMENT DÉFICITAIRE

Commentant l'accord sur le lancement de la carte à mémoire dans le domaine bancaire, signé le 28 février dernier (*le Monde* 5 mars 1985), M. Daniel Deguen, président du groupement Carte bancaire, a clairement précisé les objectifs des banques. Ces dernières sont naturellement disposées à développer un système de paiement structurellement déficitaire, comme l'est actuellement celui du chèque, dont le coût annuel, dépassant 10 milliards de francs, représente 40 % des dépenses des banques (chapitre transferts et règlements). Il a rappelé, en ce domaine, la position exceptionnelle de la France, où 4 milliards de chèques sont émis par an, contre 800 millions pour l'Allemagne. Ce que les banques sont prêtes à faire, en revanche, c'est donner « à nos clients commerçants » des garanties sur la dégressivité sur les tarifs dans le futur. On sait que le Conseil national du commerce, par la voix de son président Jacques Dermagne, dénonce le « cartel tarifaire » constitué par les banques pour la mise en place de la monnaie électronique (*le Monde* du 14 février). Les banquiers répondent que l'emploi des cartes augmente de 35 % par an, et que la pression des usagers sera la plus forte. Ils assurent que les tarifs pratiqués en France sont les plus bas du monde, avec un taux moyen de 50 %, inférieur de moitié à celui pratiqué à l'étranger.

Quant aux modalités pratiques du lancement de la carte à mémoire, il a été précisé que les investissements effectués pour la période 1983-86 (2,5 à 3 millions de cartes) s'élèveront à 200 millions de francs, et à 1 milliard de francs pour la période 1986-1993 (10 à 12 millions de cartes). Sur ces bases, le coût unitaire de la carte pourrait passer de 65 F prévue à 30 F.



Investir utile !

La BNP lance un emprunt de 2 milliards de Francs

- Prix d'émission : 99 %, soit F 4950 par titre
- Jouissance et date de règlement : 25 mars 1985
- Intérêt annuel : 1^{er} coupon payable le 25 mars 1986 : 12 % soit F 600 par titre, puis révisé un an avant chaque échéance et égal à 95 % du taux de rendement moyen au règlement des emprunts non indexés garantis par l'Etat et assimilés, publié par l'INSEE pour le mois de février précédant la révision.
- Minimum garanti : 6,5 %
- Durée : 10 ans
- Amortissement : en totalité le 25 mars 1995

Une note d'information (voir CDE No 85-45 du 28-02-1985) est mise gratuitement à la disposition du public dans les agences de la BNP

BNP la banque est notre métier

مكتبة الشامل

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

5 mars

Résistant

Pendant la majeure partie de la séance de mardi, l'indice instantané a flirté avec la barre d'équilibre, à l'approche de la clôture, les valeurs françaises, qui avaient gagné 0,78 à la veille, reflétaient une hausse cyclotique de 0,10 %.

Cloture lundi, parmi les valeurs les plus actives de la séance (les échanges ont porté sur près de 100 000 titres), la SCOA a perdu plus de 4 %. Le ton était également au repli sur CFAO (moins 1,5 %). Cette autre société spécialisée dans le négoce international, notamment avec les pays africains, elle aussi, l'objet de demandes importantes au fil des jours.

Avions Dassault a perdu 2,8 % de son côté, la firme voyant sérieusement amoindris les espoirs placés dans l'éventuel achat, par l'Arabie saoudite, d'une vingtaine de Mirage-2000 destinés à l'Égypte, une commande qui aurait représenté, au bas mot, une trentaine de milliards de francs.

Parmi les autres reculs (1 % à 2 %) figurent CPE, La Hénin, Motours Leroy-Somer, Bongrain, Pernod, Guyenne-Gascogne, Promodis, Mumm, BSN, Club Méditerranée, A l'inverse, Roussel-Uclaf (CNI), Beghin, UCB, CFF, Navigation Mize, Orlia, Crédit National, GTM Entrepose, Maisons Pénich et Primagaz gagnent 2 % à 4 %.

Sur le marché de l'or international, le métal fin s'est traité à 288,55 dollars l'once, soit 30 la veille. A Londres, A Paris, le lingot a gagné 650 F, à 96 600 F, le napoléon cédant 6 F, à 583 F de son côté.

Introduite le 5 mars sur le second marché de la Bourse de Paris, la société Navale Delmas-Vieljeux, précédemment inscrite au hors-cote, a été cotée à 420 F, demande réduite, le prix d'offre unitaire minimal étant de 325 F.

NEW-YORK

Irégulier

Le marché new-yorkais est apparu plutôt hésitant mardi, et l'indice Dow Jones des valeurs industrielles, qui a fluctué tout au long de la séance de part et d'autre de son précédent niveau de clôture, a finalement gagné 2,32 points, à 1 291,85, le volume des transactions étant porté à 116,37 millions d'actions, contre 102 millions la veille. Philippe Petroleum figure toujours au tête des valeurs les plus actives, avec 3,11 millions d'actions échangées ce jour-là, le cours de Philippe ayant baissé de 1/2 point, à 49 3/8. Ce repli est dû, selon les professionnels, en partie, au niveau élevé de l'endettement auquel se trouvaient confrontés la firme, une fois mise en place son nouveau plan de restructuration.

Les dérapages observés de-ci de-là sur certains titres sont attribués par les observateurs aux craintes de voir la Réserve fédérale américaine procéder à un resserrement des liquidités disponibles sur le marché, ainsi qu'à la baisse de 0,9 % des commandes de biens manufacturés passées en janvier dernier aux entreprises américaines (après une baisse de 0,1 % annoncée le mois précédent). Cette baisse résulte de deux éléments : la diminution de 3,9 % des commandes de biens non durables et la contraction de 13,2 % des commandes de biens d'équipement à caractère non militaire.

VALEURS	Cours de 4 mars	Cours de 5 mars
Alcoa	28 1/2	28 1/4
A.T.T.	21 1/2	21 1/8
Boeing	21 1/2	21 1/8
Chrysler	21 1/2	21 1/8
Du Pont de Nemours	21 1/2	21 1/8
Exxon	21 1/2	21 1/8
General Electric	21 1/2	21 1/8
General Motors	21 1/2	21 1/8
IBM	21 1/2	21 1/8
Johnson & Johnson	21 1/2	21 1/8
Merck	21 1/2	21 1/8
Philips	21 1/2	21 1/8
Rockwell	21 1/2	21 1/8
Schlumberger	21 1/2	21 1/8
Union Carbide	21 1/2	21 1/8
U.S. Steel	21 1/2	21 1/8
Windsor	21 1/2	21 1/8
Xerox Corp.	21 1/2	21 1/8

LA VIE DES SOCIÉTÉS

TELESYSTEMES. - Cette filiale des PTT, spécialisée dans la téléphonie, vient de remporter deux importants contrats aux États-Unis, l'un portant sur la fourniture d'un système vidéo-télé à IBM et l'autre concernant l'aéroport international de La Guardia, près de New-York.

La firme a livré à Trintex, association qui regroupe IBM, la chaîne de télévision CBS et les magazines Sears Roebuck, un système de messagerie électronique et de banque à domicile. Le système français pourrait être l'un de ceux retenus par le consortium américain qui lancera un système vidéo-télé national en 1986. D'autre part, Télésys-

tèmes va installer un système d'informations bilingues anglais-espagnol à l'aéroport de La Guardia, qui fournira des renseignements sur les horaires aériens, les portes d'embarquement, les transports terrestres avec New-York, et sur les activités touristiques.

Ces contrats, d'une valeur moyenne de 3 millions de francs environ, confirment que le marché américain est devenu notre priorité, a estimé M. Le Bars. Le chiffre d'affaires réalisé dans ce pays passera de 1,5 million de dollars en 1984 à 3 millions cette année.

La firme vient également de s'implanter au Japon grâce à la signature d'une licence de distribution avec une société commerciale. En Europe, Télésystemes prépare la réalisation d'une passerelle entre le système français Tétélet et son homologue ouest-allemand Bildschirmtext.

Télésystemes, qui emploie mille sept cents personnes, a réalisé un chiffre d'affaires de 86 millions de francs en 1984 dans le vidéotex (sur un total de 670 millions de francs) et prévoit 130 millions cette année, sur un total de 800 millions de francs.

INDICES QUOTIDIENS	
(INSEE, base 100 = 28 déc. 1984)	
Valeurs françaises	1994 109,9
Valeurs étrangères	113,3 113,6
COTE DES AGENTS DE CHANGE	
(base 100 = 31 déc. 1983)	
Indice général	2046 2046
TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE	
Écart par 100 de 6 à 6 1/8 %	
COURS DU DOLLAR A TOKYO	
1 dollar (en francs)	268,70 261,35

BOURSE DE PARIS Comptant 5 MARS

VALEURS	% de variation	Cours de 4 mars	Cours de 5 mars
3 %	28 25	1 282	1 291,85
5 %	28 25	1 282	1 291,85
10 %	28 25	1 282	1 291,85
15 %	28 25	1 282	1 291,85
20 %	28 25	1 282	1 291,85
25 %	28 25	1 282	1 291,85
30 %	28 25	1 282	1 291,85
35 %	28 25	1 282	1 291,85
40 %	28 25	1 282	1 291,85
45 %	28 25	1 282	1 291,85
50 %	28 25	1 282	1 291,85
55 %	28 25	1 282	1 291,85
60 %	28 25	1 282	1 291,85
65 %	28 25	1 282	1 291,85
70 %	28 25	1 282	1 291,85
75 %	28 25	1 282	1 291,85
80 %	28 25	1 282	1 291,85
85 %	28 25	1 282	1 291,85
90 %	28 25	1 282	1 291,85
95 %	28 25	1 282	1 291,85
100 %	28 25	1 282	1 291,85

SECONDE MARCHÉ Hors-cote

VALEURS	Cours de 4 mars	Cours de 5 mars
Alcoa	28 1/2	28 1/4
A.T.T.	21 1/2	21 1/8
Boeing	21 1/2	21 1/8
Chrysler	21 1/2	21 1/8
Du Pont de Nemours	21 1/2	21 1/8
Exxon	21 1/2	21 1/8
General Electric	21 1/2	21 1/8
General Motors	21 1/2	21 1/8
IBM	21 1/2	21 1/8
Johnson & Johnson	21 1/2	21 1/8
Merck	21 1/2	21 1/8
Philips	21 1/2	21 1/8
Rockwell	21 1/2	21 1/8
Schlumberger	21 1/2	21 1/8
Union Carbide	21 1/2	21 1/8
U.S. Steel	21 1/2	21 1/8
Windsor	21 1/2	21 1/8
Xerox Corp.	21 1/2	21 1/8

Étrangères

VALEURS	Cours de 4 mars	Cours de 5 mars
Alcoa	28 1/2	28 1/4
A.T.T.	21 1/2	21 1/8
Boeing	21 1/2	21 1/8
Chrysler	21 1/2	21 1/8
Du Pont de Nemours	21 1/2	21 1/8
Exxon	21 1/2	21 1/8
General Electric	21 1/2	21 1/8
General Motors	21 1/2	21 1/8
IBM	21 1/2	21 1/8
Johnson & Johnson	21 1/2	21 1/8
Merck	21 1/2	21 1/8
Philips	21 1/2	21 1/8
Rockwell	21 1/2	21 1/8
Schlumberger	21 1/2	21 1/8
Union Carbide	21 1/2	21 1/8
U.S. Steel	21 1/2	21 1/8
Windsor	21 1/2	21 1/8
Xerox Corp.	21 1/2	21 1/8

Actions au comptant

VALEURS	Cours de 4 mars	Cours de 5 mars
Alcoa	28 1/2	28 1/4
A.T.T.	21 1/2	21 1/8
Boeing	21 1/2	21 1/8
Chrysler	21 1/2	21 1/8
Du Pont de Nemours	21 1/2	21 1/8
Exxon	21 1/2	21 1/8
General Electric	21 1/2	21 1/8
General Motors	21 1/2	21 1/8
IBM	21 1/2	21 1/8
Johnson & Johnson	21 1/2	21 1/8
Merck	21 1/2	21 1/8
Philips	21 1/2	21 1/8
Rockwell	21 1/2	21 1/8
Schlumberger	21 1/2	21 1/8
Union Carbide	21 1/2	21 1/8
U.S. Steel	21 1/2	21 1/8
Windsor	21 1/2	21 1/8
Xerox Corp.	21 1/2	21 1/8

Règlement mensuel

VALEURS	Cours de 4 mars	Cours de 5 mars
Alcoa	28 1/2	28 1/4
A.T.T.	21 1/2	21 1/8
Boeing	21 1/2	21 1/8
Chrysler	21 1/2	21 1/8
Du Pont de Nemours	21 1/2	21 1/8
Exxon	21 1/2	21 1/8
General Electric	21 1/2	21 1/8
General Motors	21 1/2	21 1/8
IBM	21 1/2	21 1/8
Johnson & Johnson	21 1/2	21 1/8
Merck	21 1/2	21 1/8
Philips	21 1/2	21 1/8
Rockwell	21 1/2	21 1/8
Schlumberger	21 1/2	21 1/8
Union Carbide	21 1/2	21 1/8
U.S. Steel	21 1/2	21 1/8
Windsor	21 1/2	21 1/8
Xerox Corp.	21 1/2	21 1/8

COTE DES CHANGES

VALEURS	Cours de 4 mars	Cours de 5 mars
Alcoa	28 1/2	28 1/4
A.T.T.	21 1/2	21 1/8
Boeing	21 1/2	21 1/8
Chrysler	21 1/2	21 1/8
Du Pont de Nemours	21 1/2	21 1/8
Exxon	21 1/2	21 1/8
General Electric	21 1/2	21 1/8
General Motors	21 1/2	21 1/8
IBM	21 1/2	21 1/8
Johnson & Johnson	21 1/2	21 1/8
Merck	21 1/2	21 1/8
Philips	21 1/2	21 1/8
Rockwell	21 1/2	21 1/8
Schlumberger	21 1/2	21 1/8
Union Carbide	21 1/2	21 1/8
U.S. Steel	21 1/2	21 1/8
Windsor	21 1/2	21 1/8
Xerox Corp.	21 1/2	21 1/8

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

VALEURS	Cours de 4 mars	Cours de 5 mars
Alcoa	28 1/2	28 1/4
A.T.T.	21 1/2	21 1/8
Boeing	21 1/2	21 1/8
Chrysler	21 1/2	21 1/8
Du Pont de Nemours	21 1/2	21 1/8
Exxon	21 1/2	21 1/8
General Electric	21 1/2	21 1/8
General Motors	21 1/2	21 1/8
IBM	21 1/2	21 1/8
Johnson & Johnson	21 1/2	21 1/8
Merck	21 1/2	21 1/8
Philips	21 1/2	21 1/8
Rockwell	21 1/2	21 1/8
Schlumberger	21 1/2	21 1/8
Union Carbide	21 1/2	21 1/8
U.S. Steel	21 1/2	21 1/8
Windsor	21 1/2	21 1/8
Xerox Corp.	21 1/2	21 1/8

utile!

n'emprunt
Francs

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

DÉBATS

2. LE COMBAT POLITIQUE CONTRE LE RACISME : « Une nouvelle question juive », par Guy Konopnicki ; « Les silences des communistes », par Patrick Tort.

ÉTRANGER

3. PROCHE-ORIENT

4. ASIE
- Hanoi considère comme probable une seconde invasion chinoise.

5. AMÉRIQUES

6. EUROPE

7. AFRIQUE

8. FRANCOPHONIE

89 FM

à Paris

Allô « le Monde »

232-14-14

Mardi 6 mars, 19 h 20

La relance de la paix au Proche-Orient : réalités et illusions

ÉRIC ROULEAU

répond aux questions
des auditeurs et des lecteurs

Débat animé
par FRANÇOIS KOCH

POLITIQUE

9-10. La préparation des élections cantonales.

SOCIÉTÉ

11. JUSTICE : le procès des frères Willet.
12. SCIENCES.
12-13. DÉFENSE.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

15. Bergman à Paris : la *Rei Lait* à l'Odéon ; *Après la répétition* au cinéma.
16. L'été Nino à l'Opéra.
17. Edith Piaf à l'Opéra : *Folies de femmes* retrouvées.

SUPPLÉMENT

25 à 27. LES GRANDES ÉCOLES D'INGÉNIEURS : former plus.

ÉCONOMIE

30. ÉTRANGER : la crise de l'emploi en Espagne.
32. AFFAIRES : Renault dit non à Moskvitch.

RADIO-TÉLÉVISION (23) INFORMATIONS

« Services » (24) :
- Journal officiel ; Météorologie ; Mots croisés.
Annonces classées (28) ;
Carnet (24) ; Programmes des spectacles (19 à 22) ; Marchés financiers (33).

LA SITUATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Deuxième opération de gendarmerie dans les tribus canaques de Thio

Le délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie, M. Edgar Pisani, et le chef du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, se sont rencontrés, mardi 5 mars, dans le nord de l'île.

Cette rencontre a été entourée de la plus grande discrétion, et n'a fait l'objet d'aucune confirmation officielle. La rencontre, à un moment où les relations entre M. Pisani et les indépendantistes canaques se tendent, notamment du fait des opérations de gendarmerie de Thio, avait pour prétexte une réunion

sur le développement économique et les problèmes d'aménagement du nord du territoire, auxquels M. Tjibaou est intéressé en qualité de maire de Hienghène.

La rencontre prévue entre MM. Pisani et Tjibaou, le 17 février, avait été annulée au dernier moment par le FLNKS, à la suite des graves incidents qui s'étaient produits dans la journée à Thio à l'occasion de « pique-nique » organisé par l'extrême droite.

Un « grand jeu » à hauts risques

Nouméa. — M. Pisani avait évoqué le mardi 5 mars au cours de sa conférence de presse la possibilité de nouvelles opérations de maintien de l'ordre dans les tribus où l'agitation persistait. « Nous y effectuerons quelques promenades de temps en temps » avait prévenu le délégué du gouvernement.

La deuxième « promenade » de gendarmes mobiles s'est déroulée mercredi après-midi, soit un peu plus de vingt-quatre heures après celle de mardi, dont les résultats sur le plan judiciaire n'avaient guère été probants et qui avait déclenché de sérieuses échauffourées entre les forces de l'ordre et les membres des tribus de Thio.

Peu avant 15 heures (5 heures à Paris) après le retour des employés de la société Le Nickel (SLN) qui regagnaient leur domicile sous la protection de la gendarmerie, une centaine de gendarmes mobiles investissent prestement la tribu de Saint-Philippo-11 à Thio-Mission.

Plusieurs véhicules, mitrailleuses en batterie, ont pénétré en trombe dans l'allée menant à l'église, déposant des hommes casqués au fusil chargé — d'une grenade ou de balles réelles suivant leur rôle — qui prenaient position pour prévenir une éventuelle riposte de la part des Mélanésiens. Ceux-ci étaient surtout éberlués de voir de telles forces rentrer pour la deuxième fois en deux jours dans leur village, alors que toute la journée celui-ci avait été d'une totale quiétude.

Rapidement, les gendarmes ont pris possession de toute la superficie de la tribu, s'aventurant jusqu'au cimetière adossé aux collines. Là, un large cordon s'est déployé pour commencer une battue systématique avec l'appui d'un hélicoptère, qui renseignait les troupes au sol sur la position d'éventuels fuyitifs, s'arrêtant pas à effectuer des vols stationnaires, quelques mètres au-dessus de la brousse.

Pendant ce temps, sous la direction d'officiers tendus, pistolet automatique au poing, d'autres gendarmes mobiles inspectaient chaque jardin, jetant un œil à l'intérieur des maisons. Sur le parvis de l'église Saint-Philippo-11, on avait regroupé des habitants de la tribu, en majorité des femmes, furieuses ou moqueuses, invectivant les gendarmes mobiles casqués qui les encerclaient : la plupart des hommes de la communauté avaient, comme par enchantement, disparu.

Avec, cette fois, un officier à son bord, l'Alouette 2 poursuivait ses recherches, surveillant un jardinier, écartant de la brousse de son rotor un bosquet suspect. Bref, le grand jeu. Après une demi-heure au milieu des femmes esnaquées en robes « mission », et parmi les enfants galopant mais tout de même

De notre correspondant

un peu inquiets, l'ordre de repli était donné.

Sorti le premier, un détachement d'une quinzaine d'hommes appartenant à l'ELI (élément léger d'intervention) prenait la piste du bord de mer en direction de la tribu de Borendi pour une nouvelle opération, toujours avec l'appui d'un hélicoptère. Vingt minutes plus tard, on apprenait par radio que l'opération était terminée et que son résultat était équivalent à celui de Thio-Mission, c'est-à-dire nul.

L'objectif de ces interventions était identique à celui de la veille : tenter d'arrêter les assassins de jeune Yves Tual, abattu le 11 janvier dernier, et appréhender les auteurs des dernières exactions, notamment des incendies volontaires. Mercredi vers 9 h 30, en effet, alors que la tribu de Thio-Mission semblait encore sous le choc des affrontements de la veille, un incendie s'était déclaré sur un parking d'une entreprise privée de roulage de minerais où stationnaient neuf camions, dont cinq ont été détruits.

Ces opérations de gendarmerie voulues par M. Pisani sont censées répondre à une double nécessité : rétablir le calme et l'ordre à Thio afin de relancer l'activité économique — et surtout minière — de la région, en tenant compte de la réputation des Canaques des tribus locales qui réclament une participation accrue.

Force est de constater qu'aucun de ces deux buts n'est atteint. L'incendie régresse toujours à Thio. Mercredi matin, le livreur de viande s'est rendu au village escorté par un véhicule blindé ; mardi, un commerçant qui avait négligé cette précaution a vu sa voiture incendiée face à la tribu de Saint-Philippo-11. Les employés de la SLN, en dépit de la protection des gendarmes, conduisent leur voiture en portant un casque. Et cela ne semble pas près de s'arrêter. « Qu'il [M. Pisani] continue ce petit jeu, disent ce soir des membres du FLNKS de Thio, on y prend goût et ça nous stimule ! »

Quant à la reprise de l'activité économique, elle semble plus que jamais compromise. Chaque nuit une habitation est incendiée ; cela a incité ceux qui ont quitté Thio à y revenir. Du côté du FLNKS, on considère que les négociations sur la reprise du travail sont rompues.

Dans les locaux de la SLN à Thio-Mission, avant même l'intervention des gendarmes, on ne cachait pas son pessimisme. « On se demande, constatait un ingénieur, jusqu'où on va pouvoir aller, dans quelle mesure on va pouvoir continuer à

démander aux gens de venir travailler en prenant de tels risques. »

Des risques, M. Pisani en a pris de sérieux ces dernières vingt-quatre heures, avec, pour tout résultat, une « normalisation » qui risque de ressembler à un « boomcrang ».

FREDERIC FILLOUX.

Sur le vif

Allô ! Papa

Il y a un copain de ma fille, il fait médecine. Hier, il passe à la maison. Il est à ramasser à la septième.

— Ou'est-ce qui ne va pas, mon petit Cyril ?

— Vous avez pas vu dans les journaux ? Les Suédois ont levé l'anonymat des donneurs de sperme. A partir de dix-huit ans, un gamin conçu comme ça aura le droit de savoir d'où ça sort, ce qu'il y avait dans l'éprouvette.

— Et alors ?

— Vous vous rendez compte ? Ils connaîtront notre nom, notre adresse, là...

— Ah ! Parce que tu...

— Ben, oui... Véro vous l'a pas dit ? C'est moins désagréable et c'est moins fatigant que de donner son sang. Et en plus ça rapporte de l'argent. Pas des masses. Mais si vous êtes en cheville avec un gynéco qui a une grosse clientèle pour ça...

— Dis donc, si tu fais ça une fois par mois...

— Souvent deux.

— Dans dix-huit ans, ils vont être combien à t'appeler, à te taper : allô ! Papa, je suis ton fils, t'as pas cent balles ? Coucou, me voilà, je suis ta fille, je donne une soirée dans ton appartement ce soir, alors dégage !

— Je ne sais pas, moi ! De quoi remplir un pensionnat. Sur-tout que ça date pas d'hier. J'ai commencé en deuxième année.

— Ecoute, faut pas t'efforcer. Paris, c'est pas Stockholm.

— Pas encore. Mais ça va venir, c'est sûr. Le modèle suédois, les droits de l'enfant, tout ça... Non, c'est une vraie catastrophe. En tout cas, en ce qui me concerne, le plan sperme, terminé. Je ferme boutique.

CLAUDE SARRAUTE.

AU CONSEIL DES MINISTRES

Dix régions et vingt-huit départements métropolitains changent de préfet

Le conseil des ministres, réuni le mercredi 6 mars, a décidé un vaste mouvement préfectoral ; il concerne dix régions et vingt-huit départements. Il faut compter, de plus, la Martinique et Saint-Pierre-et-Miquelon pour les DOM et la Polynésie pour les TOM.

S'agissant de la police nationale, deux nouveaux préfets de police sont nommés, dans les Bouches-du-Rhône et en Gironde. Aucun préfet de police

n'est, pour l'instant, nommé en remplacement de M. Coccabbi à Nice. Le service central des CRS au ministère de l'Intérieur, jusqu'ici dirigé par un policier, aura désormais à sa tête un préfet. La direction centrale de la sécurité publique, dont l'actuel titulaire retrouve une affectation territoriale, est, pour l'instant, laissée vacante. Ces modifications augurent d'un mouvement futur au sein de l'administration centrale du ministère de l'Intérieur.

LIMOUSIN

M. Jean-Claude Quoyet, commissaire de la République du département de l'Oise, est nommé commissaire de la République de la région Limousin, commissaire de la République du département de la Haute-Vienne, en remplacement de M. Jacques Gérard.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

M. Jean-Marie Coustrou, directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, M. Pierre Jolly, est nommé commissaire de la République de la région Languedoc-Roussillon, commissaire de la République du département de l'Hérault, en remplacement de M. Julien Ympey.

CENTRE

M. Yves Bentegeac, commissaire de la République de la région Basse-Normandie, commissaire de la République du département du Calvados, est nommé commissaire de la République de la région Centre, commissaire de la République du département du Loiret, en remplacement de M. Jean Teurade.

BRETAGNE

M. Charles Gosselin, commissaire de la République du département

des Yvelines, est nommé commissaire de la République de la région Bretagne, commissaire de la République du département d'Ille-et-Vilaine en remplacement de M. Gilbert Carrère.

BASSE-NORMANDIE

M. Michel Lhuillier, commissaire de la République du département de l'Eure, est nommé commissaire de la République de la région Basse-Normandie, commissaire de la République du département du Calvados en remplacement de M. Yves Bentegeac.

AUVERGNE

M. Jacques Guérin, commissaire de la République du département de Saône-et-Loire, est nommé commissaire de la République de la région Auvergne, commissaire de la République du département du Puy-de-Dôme en remplacement de M. Georges Abadie.

AQUITAINE

M. Georges Abadie, commissaire de la République de la région Auvergne, commissaire de la République du département du Puy-de-Dôme, est nommé commissaire de la République de la région Aquitaine, commissaire du département

de la Gironde, en remplacement de M. Jean Chancel.

PAYS-DE-LOIRE

M. Jean Chevanon, commissaire de la République de la région et du département de la Martinique, est nommé commissaire de la République de la région Pays-de-Loire, commissaire de la République du département de Loire-Atlantique, en remplacement de M. Pierre Romvieu.

NORD-PAS-DE-CALAIS

M. Jean Chancel, commissaire de la République de la région Aquitaine, commissaire de la République du département de la Gironde, est nommé commissaire de la République de la région Nord-Pas-de-Calais, commissaire du département du Nord, en remplacement de M. Bernard Corzier.

RHÔNE-ALPES

M. Gilbert Carrère, commissaire de la République de la région Bretagne, commissaire de la République du département d'Ille-et-Vilaine, est nommé commissaire de la République de la région Rhône-Alpes, commissaire de la République du département du Rhône, en remplacement de M. Jacques Corbon.

ral de Maine-et-Loire, en remplacement de M. Gérard Cureau.

ESSONNE : M. Max Lavigne, commissaire de la République du Haut-Rhin, en remplacement de M. Michel Lhuillier.

YVELINES : M. Guy Maillard, directeur du cabinet du préfet de police de Paris, en remplacement de M. Charles Gosselin.

MARTINIQUE : M. Edouard Leriche, commissaire de la République de la région, en remplacement de M. Jean Chevanon.

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON : M. Bernard Leriche, commissaire adjoint de la République de l'arrondissement de Briey, en remplacement de M. Gérard Lefebvre.

POLYNÉSIE FRANÇAISE : M. Bernard Gérard, commissaire de la République, en remplacement de M. Alain Ohrel.

Le numéro du « Monde »
daté 6 mars 1985
a été tiré à 440 605 exemplaires

Parrainé par
Le Monde

GALA SCIENCES-PO
1985

Samedi 9 mars-21 h
La Conciergerie

Renseignements, réservations :
A.S. Sciences-Po
Tél. 260-39-20, poste 3872

Le meurtre de quatre cambodgiens à Paris

Enquête difficile pour la brigade criminelle après le meurtre des quatre Cambodgiens dont les cadavres ont été découverts, lundi 4 mars, vers 20 h 30, au vingt-quatrième étage de la tour Tokyo à Paris (13^e) (nos dernières éditions du 6 mars). Les victimes ont été tuées d'une balle dans la tête. Toutes étaient locataires de l'appartement où le drame a eu lieu. Il s'agit de M. et Mme Try, de M. Chow Man et de sa sœur Knuisey.

Si M. Try était assistant de chimie à l'École polytechnique, les trois autres personnes travaillaient dans la confection : les enquêteurs ont mis la main sur du matériel de couture dans l'appartement des victimes.

Les policiers de la brigade criminelle dirigée par M. Mariu n'excluent ni ne privilégient aucune hypothèse. Ils ne disposent que de peu d'indices, notamment quelques douilles de cartouche provenant d'un 22 long rifle ; de plus le quadruple meurtre a eu lieu dans un quartier où réside une population d'origine asiatique qui fréquente peu les autres habitants.

Le quartier se nourrit de folles rumeurs : trafic de drogue, racket, tripot, prostitution, etc... « Tokyo, c'est tranquille comparé à ce qui se passe autour », dit une de ses occupants.

Dans la galerie commerciale avoisinante, et même dans certains couloirs de Tokyo, on entend cliquer

des machines : ateliers clandestins ou simple travail adapté à domicile ? « Mieux vaut en voir et en savoir le moins possible. »

L'UAP, principal copropriétaire de Tokyo — trois cent vingt appartements au total, six cents personnes officiellement et, de fait, près de deux mille occupants — loue depuis des années aux réfugiés asiatiques. Location au nom d'Ustel. Ce dernier recueille des vagues d'occupants, en transit le plus souvent.

Trente-six heures après le drame, les portes et les boîtes se referment. Le quartier est sans doute plus secret encore que d'habitude.

● Protocole d'accord signé dans la presse quotidienne régionale. — La reprise des négociations, depuis le 21 février, entre l'Union des syndicats de la presse quotidienne régionale (USPQR) et les organisations syndicales des ouvriers du Livre (CGT-FO et CFTD) vient d'aboutir à la signature d'un protocole d'accord sur les salaires. Rapports que le différend était à l'origine, depuis deux mois, d'une série de grèves tournantes en province. Pour l'année 1985, l'accord prévoit une augmentation de salaires de 5,75 %, échelonnée entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} décembre, tandis que la prime de transport est fixée à 90 F à partir du 1^{er} janvier et le salaire minimum garanti à 5075 F.

A B C D E F G

LA POLICE AUSTRALIENNE

ARRÊTE QUATRE TRAFIQUANTS D'ARMES AU SERVICE DES ANTI-INDEPENDANTISTES

En Australie, la police a arrêté, mardi soir, à Yatala, dans l'est du pays, quatre Français accusés d'avoir tenté d'introduire en Nouvelle-Calédonie des armes et des munitions destinées à être utilisées contre les indépendantistes canaques. Les policiers ont saisi environ quatre-vingt-dix fusils et une importante quantité de munitions, d'une valeur totale de 30 000 dollars, dissimulés dans six fûts scellés sous la coque d'un yacht.

Les quatre interpellés, qui voyageaient à bord de ce bateau, ont reconnu les charges retenues contre eux. Il s'agit de MM. Alain Grelier, trente ans, professeur, Vu Viet Chan, trente ans, sans profession, Jean-Nicolas Boudaloff, trente-huit ans, capitaine du yacht, et Paul Ngoo Ly, vingt-huit ans, sans profession. Ils envisageaient, selon les autorités judiciaires, de lâcher les fûts à proximité de la côte et de les récupérer une fois leur yacht parvenu à Nouméa.

Placés en détention préventive, ils risquent une peine maximale de dix ans de prison. Ils doivent comparaître devant le tribunal le 15 mars. Les armes saisies avaient été achetées légalement en Australie.

سكان النهر